



BIBL. NAZ.
VITT. EMANUELE III

XVII

B

23

NAPOLI

ACTES, MEMOIRES,

& autres

PIECES AUTHENTIQUES

concernant la

PAIX d'UTRECHT.

TOME SECOND.



A UTRECHT,
JAQUES VAN POOLSUM.
Chez { ET
GUILLAUME VANDE WATER.
M. D. CC. XIV.





T A B L E.

Des Pièces & Actes, qui se trouvent dans ce second Volume.

R éponse de la Reine à M. de Borselen, sur les Mémoires présentés à Sa Majesté par Mr. de St. John, le 19 Mai 1712.	pag. 1.
Lettre de Messrs. les Etats Généraux à la Reine de la Gr. Br. présentée par Mr. de Borselen, dans une audience particulière le 6 Juin. 1712.	P. 5.
Lettre de la Reine de la Gr. Br. aux Etats Généraux sur la lettre précédente de Etats Gén. le 9 Juin 1712.	p. 23.
Harangue de Sa Majesté, la Reine de la Gr. Br. aux deux Chambres du Parlement le 17 Juin 1712.	p. 25.
Protestation de quelques Pairs contre le projet de Paix du Samedi 17 Juin 1712.	p. 35.
Adresse que les Communes présenterent à la Reine de la Gr. Br. le 20 Juin 1712.	p. 44.
Réponse de la Reine à cet Adresse.	p. 45.
Adresse des Seigneurs à la Reine de la Gr. Br.	p. 45.
Réponse de la Reine.	p. 46.
Bref adressé par le Pape au Pere le Tellier au sujet du IV. article de la Paix de Ryswik, le 25 Juin 1712.	p. 47.
Déclaration de Mr. St. John, aux Ministres	des
* 2	

T A B L E.

des Princes Alliez , dont les Troupes sont à la Solde d'Angleterre , sur ce que ces Troupes avoient refusé de suivre le Duc d'Ormond; le 1 Juillet 1712. p. 49.

Harangue de la Reine d'Angleterre aux deux Chambres du Parlement le 2 Juillet 1712. p. 51.

Déclaration du Roi Philippe à ses Ministres touchant la Rénontiation a la Couronne de France , faite le 3 Juillet 1712. p. 54.

Décret de la Rénontiation du Roi Philippe à la Couronne de France , &c. p. 56.

Traité de Suspension d'Armes entre la France & l'Angleterre , signé à Paris le 19 Août 1712. p. 59.

La Publication du dit traité le 24 d'Août à Paris. p. 60.

La Publication faite à Londres le 30 Août. p. 61.

Traité de suspension d'armes entre la France & l'Espagne d'une part , & le Portugal de l'autre , conclu à Utrecht le 7 Novemb. 1712. p. 64.

Publication des Nobles Bourguemaitres & Magistrats , En que personne n'aie la hardiesse de mal traiter aucun des Plénipotentiaires, ou qu'e'lqu'un de leur suite, le 25 Aout 1712. p. 70.

Mé-

T A B L E.

*Mémoire d'Adolphe Henry Comte de Rechteren
contenant ce qui s'est passé au sujet des querel-
les entre les Laquais du dit Comte & ceux
de Mr. Menager, avec tous les docu-
ments. 1712. p. 72.*

*Extrait du Registre des Résolutions des Etats
Généraux touchant les affaires du dit Comte
de Rechteren, du 20 Sept. 1712. p. 118.*

*Traité de l'Assiento entre l'Angleterre & la
France le 1 Mai 1712. concernant l'intro-
duction des Nègres dans l'Amérique, &c.
p. 123.*

*Extrait du Traité de Suspension d'Armes entre
les Couronnes de France, d'Espagne, & d'An-
gleterre, fait à Paris le 19 Août 1712.
p. 157.*

*Lettre de Milord Bullingbrook touchant la dite
Suspension. p. 160.*

*Prorogation de la Suspension d'armes entre la
France & l'Angleterre le 7 Dec. 1712. p. 161.*

*Proclamation de la prorogation de la dite
Suspension à Paris le 15 Decembre 1712.
p. 162.*

*Rénonciations du Roy d'Espagne à la Couron-
ne de France; du Duc de Berry, & du Duc
d'Orléans à la Couronne d'Espagne avec les
Lettres Patentes. p. 164.*

*Extrait du Registre des Résolutions des Etats
* 3 GÉ-*

T A B L E.

Généraux, touchant les propositions du traité
de Paix, par le Comte de Strafford, le 10
Décembre 1712. p. 234.

Lettre des Etats Généraux à la Reine de la Gr.

Bretagne le 23 Décembre 1712. p. 247.

Réponse de la Reine aux Etats Généraux le 18
Janvier 1713. p. 252.

Proposition faite par les Plénipotentiaires des 4
Cerques aux Ministres de la Reine de la Gr.

Bretagne, le 30 Decembre 1712. p. 257.

Traité de Garantie, pour la Succession de la
Couronne de la Gr. Br. & pour la Barrière de
leurs Hautes Puissances, le 1^{er} 7 Janvier 1713.

p. 260.

Ratification du dit traité par la Reine de la Gr.
Br. p. 303.

Rénouvellement du Traité de la Suspension d'ar-
mes entre les Couronnes de France & d'Es-
pagne, & Portugal, fait à Utrecht le 1 Mars
1713. p. 304.

Convention pour l'Evacuation de la Catalogne &
l'Armistice d'Italie, faite à Utrecht le 14
1713. p. 306.

Promissio Cesarea Majestatis fideliter observan-
di ea, qua in dicta conventionione sunt expressa.
p. 347.

Convention pour une cessation d'armes entre la
France & le Duc de Savoye, faite à Utrecht.

p. 350.

Of.

T A B L E.

*Offres du Roi de France pour la Paix à faire
avec le Maison d'Autriche, & l'Empire.*

P. 353.

*Demande du Roi de France pour l'Electeur de
Cologne.*

P. 355.

*Demande du Roi de France pour l'Electeur de
Bavière.*

P. 356.

*Conditions Offertes & demandées par le Roi
Très-Chrétien pour la Paix à faire avec la
Maison d'Autriche & l'Empire, le 11. Avril
1713.*

P. 358.

*Traité de Navigation & de Commerce entre le
Roi Très-Chrétien d'une part, & sa Majesté
Britannique d'autre part, fait à Utrecht
le 11. Avril 1713.*

P. 365.

Formulaire des Passeports & lettres, &c. p. 452.

*Traité de Paix & d'amitié entre sa Majesté
Très-Chrétien & sa Majesté la Reine de la
Gr. Br. conclu à Utrecht le 11 Avril 1713.*

P. 457.

Pleinpouvoir de sa Majesté Très-Chrétienne.

P. 510.

*Pleinpouvoir de la Reine de la Grande Bre-
tagne.*

P. 512.

*Approbatio tractatus pacis inter Regem Chr. &
Britannia Reginam.*

P. 516.

Ratification de sa Majesté Très-Chrétienne.

P. 518.

Traité

T A B L E.

<i>Traité de Paix entre sa Majesté Très-Chrétienne & son Altesse Royale de Savoye, conclu à Utrecht le 11 April 1713.</i>	p. 519
<i>Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne.</i>	p. 540.
<i>Ratification de Son Altesse Royale.</i>	p. 542.
<i>Traité de Paix entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Sa Majesté Portugaise, conclu à Utrecht le 11 Avril 1713.</i>	p. 544.
<i>Pleinpouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.</i>	p. 556.
<i>Instrumentum Mandati pleni & auctoritatis Regis Portugaliæ.</i>	p. 559.
<i>Alium instrumentum Mandati pleni & auctoritatis Portugaliæ regis, quo secundum Plenipotentiarium constituit.</i>	p. 561.
<i>Traité de Paix entre Sa Majesté Très-Chrétienne & le Roi de Prusse, conclu à Utrecht le 11. Avril 1713.</i>	p. 564.
<i>Article séparé.</i>	p. 590.
<i>Article séparé.</i>	p. 593.
<i>Pleinpouvoir des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France pour la Paix à faire avec le Roi de Prusse.</i>	p. 597.
<i>Mandatum plenum legatorum Borussia Regis.</i>	p. 600.
<i>Ratificatio dicti Tractatus, Regis Borussia.</i>	p. 604.
<i>Ratificatio articuli separati.</i>	p. 606.
<i>Ratification du Roi Philippe.</i>	p. 610. & p. 615.
<i>Copie de l'inclusion des Louables Cantons Evangeliques, dans le traité de Paix de sa Majesté de la Grande-Br. avec le Roi Très-Chrétien.</i>	p. 619.
<i>Lettre de Milord Dartmouth à Mr. Hofman, Ministre de Sa Majesté Imperiale.</i>	p. 624.

ACTES, MEMOIRES,

*Et autres pieces authentiques
concernant*

La Paix d'UTRECHT.

T O M. I I.

*Réponse de la Reine à M. de Borsele, En-
voyé Extraordinaire des Etats Généraux,
sur les Memoires présentez à Sa Majesté
au mois d'Avril, par Mr. de St. Jean le 19
May 1712.*



LA Reine ayant meurement
confideré les Mémoires du
3. Avril, qui lui ont été pre-
sentez par le Sr. van Borse-
len, Envoyé Extraordinaire
de Mrs. les Etats Généraux auprès de S.
M. & la Resolution desdits Etats du 22.
du même mois, qui lui a été communi-
quée par le Comte de Straffort, son Am-
bassadeur Extraordinaire & Plénipotentia-
re en Hollande, m'a ordonné d'y repondre
en peu de mots, qu'Elle a été surprise de

Tom. I I.

A

voir,

voir, que loin de donner aux efforts que S. M. à faits en Espagne & en Portugal, deux Théâtres de la Guerre qui ont été abandonnez depuis tant d'années par les Etats, les Louanges qu'ils meritent, on ne les regarde que comme des quote-parts, que la Reine étoit sous obligation de fournir, pour satisfaire à une regle de proportion qui n'a pas le moindre fondement. S. M. tombe d'accord, que selon les principes établis dans la Résolution ci-dessus mentionnée, la Grande-Bretagne ne fournira jamais assez, ni les Provinces-Unies trop peu.

On y pose pour maxime, que le pouvoir d'un chacun est la seule regle & mesure des efforts que les Alliez doivent faire. Après cela on s'érige en Juge, tant de la Puissance des Royaumes de S. M. que de celle de l'Etat. Il n'est pas difficile de voir, jusqu'où une telle Logique nous meneroit. Bien loin d'avoir été obligée par le Mémoire dont il est parlé dans la Résolution du 1. du mois d'Avril, de changer de sentiment, S. M. trouve à propos de renouveler les Déclarations que le Comte de Strafford à faites par son ordre & en son nom : Ce ne sont pas des points que la
Rei-

Reine propose comme un sujet de Négociation, c'est une communication qu'Elle donne à ses Alliez d'une Résolution prise, & d'une règle établie, afin qu'ils puissent là-dessus concerter leurs mesures. La Chambre des Communes, qui est composée de Députés envoyés de chaque Province du Royaume, & qui est un Juge plus compétent que qui que ce soit, du Fardeau que le Peuple est en état de porter, n'a donné des Subsidés pour l'année courante, que dans les proportions & sous les conditions dont on a fait part à Mrs. les États Généraux. S. M. a déclaré à cette Chambre, qu'Elle trouvoit les conditions raisonnables; & ses ordres sont donnés sur ce plan, dans lequel par conséquent il n'y a pas le moindre changement à espérer.

La Reine regarde l'Union entre Elle & l'Etat comme le plus ferme appui de la Cause Commune, & c'est par cette raison qu'Elle a fait tout ce qui dépend d'Elle pour traverser les desseins de ces esprits factieux, qui tendent à la rompre. Les propositions qui ont été faites par les Plénipotentiaires de S. M. aux Ministres des États Généraux, montrent d'une manière incontestable, le desir sincère de la Reine d'en-

entretenir une bonne correspondance & étroite union avec eux : Ce sont aussi toutes les avances qu'Elle peut faire à cette fin. S. M. se flatte qu'elles auront l'effet qu'on en doit attendre, qu'elles dissipent toutes les vaines craintes mal fondées, qui ont été semées avec tant d'industrie dans les Provinces. En tout cas, S. M. aura la consolation de n'avoir rien omis de tout ce qu'Elle pouvoit contribuer à la satisfaction des Etats Généraux, sans abandonner les intérêts de ses propres Royaumes.

Fait à Whitehall ce 19. Mai 1712

Signé,

H. St. JOHN.

LET-

touchant la Paix d'UTRECHT. 5

L E T T R E

De Messieurs les

ETATS GENERAUX

*Des Provinces Unies, à la Reine de la Grande
Bretagne ; que Mr. de Borsele leur Envoyé
Extraordinaire lui presenta dans une Au-
dience particuliere le 6. de Juin 1712.*

Après toutes les preuves que Votre
Majesté a données pendant le cours
de son glorieux Regne, de son grand zèle
pour le Bien public, & de son attache-
ment à la cause commune des Hauts Al-
liez; après tant de marques, qu'Elle a eu
la bonté de Nous donner de sa pretieuse af-
fection, & de son amitié pour nôtre Ré-
publique; & après les assurances réitérées,
qu'Elle Nous a données & fait donner tout
recemment des ses intentions de faire agir
ses Troupes contre l'Ennemi commun,
aussi long-temps que la Guerre ne sera pas
terminée par une Paix générale; il est im-
possible que nous ne soyons surpris & tou-

A 3

chez

chez des deux Déclarations que nous venons de recevoir, l'une après l'autre, de la part de V^{otre} Majesté: La première par le Duc d'Ormond, v^{otre} Général, *de ne pouvoir rien entreprendre sans vos nouveaux Ordres*: l'autre par l'Evêque de Bristol, v^{otre} Plénipotentiaire au Congres d'Utrecht, *de ce que V^{otre} Majesté, voyant que Nous repondions si mal aux avances qu'Elle Nous auroit faites, & que Nous ne voulions point concerter avec ses Ministres au sujet de la Paix, Elle feroit ses affaires à part; & qu'Elle estimoit de n'être plus dans aucune Obligation, quelle qu'elle puisse être, à notre égard.*

Dés que nous avons été avertis de ces Déclarations, nous avons envoyé nos ordres à nôtre Ministre, qui à l'honneur de résider auprès de V^{otre} Majesté, de lui représenter les raisons de nôtre surprise, & les conséquences de ces Déclarations; & de la prier avec tout le respect que nous avons toujours eu, & que nous conserverons toujours pour sa Personne Royale, de vouloir donner d'autres ordres au Duc d'Ormond, afin qu'il puisse agir avec toute vigueur, suivant la raison de Guerre, & d'avoir la bonté d'entrer à nôtre égard,
dans

dans d'autres sentimens, que ceux que l'Evêque de Bristol a déclarez à nos Plénipotentiaires à Utrecht.

Mais plus nous faisons attention à ces Déclarations, plus nous les trouvons importantes, & plus nous en appréhendons les suites: C'est pourquoi nous avons crû ne pouvoir nous dispenser de nous Adresser directement à Vôte Majesté, par cette Lettre, espérant qu'Elle y voudra bien donner l'attention que nous nous promettons, tant de sa grande prudence & sagesse, que de son zèle si renommé pour le bien public, & particulièrement de son amitié & affection accoutumée pour nous & pour nôtre République.

Nous protestons avant toutes choses, qu'ayant toujours eu pour Vôte Majesté une véritable amitié, aussi bien qu'un très grand respect, & un attachement sincere à tous ses interêts, avec un désir ardent de vivre avec V. M. dans une parfaitement bonne intelligence & union, Nous avons encore les mêmes sentimens, & nous les conserverons toujours, ne souhaitant rien plus, que d'en pouvoir donner à V. M. des preuves les plus convaincantes.

Après-quoi nous prions V. M. de vou-

loir réfléchir, suivant ses grandes lumières, si nous n'avons pas juste sujet d'être surpris de voir arrêter, par un ordre de la part de V. Majesté, donné à nôtre insçu, les opérations de l'Armée des Alliez, la plus belle & la plus forte qui peut-être soit entrée en Campagne pendant tout le cours de la Guerre, & pourvûë de tout le nécessaire pour agir avec vigueur, & cela après qu'elle avoit marché, suivant la résolution prise de concert avec le Général de V. M. comme en présence de celle des Ennemis, avec une grande superiorité, tant en nombre qu'en qualité de Troupes, animées d'un noble courage & ardeur de bien faire; de sorte que suivant toutes les apparences humaines, avec l'assistance Divine, que nous avons ressentie si clairement dans tant d'autres occasions, on auroit, soit par une Bataille, soit par des Siéges, pû remporter de grands avantages sur l'Ennemi, rendre la Cause des Alliez meilleure, & faciliter les Négociations de la Paix.

Nous nous flatons bien de l'esperance que le Duc d'Ormond a donnée, que dans peu de jours il attendoit d'autres ordres; mais nous voyons cependant avec douleur une occasion des plus belles passée, dans
l'in-

l'incertitude si elle sera bien aussi favorable ci-après, puis qu'on laisse aux Ennemis le temps de se fortifier & de se précautionner, pendant que l'Armée des Alliez reste dans l'inaction, & consumant les Fourages tout à l'entour, ôte à soi-même les moyens de subsister à l'avenir, dans des lieux, où, suivant les projets, les opérations se devroient faire, ce qui pourroit rendre impossibles ci-après les entreprises, qui seroient fort praticables présentement, par ou toute la Campagne peut être rendue infructueuse, au préjudice inestimable de la cause commune de tous les Hauts Alliez.

Certainement, quand nous considérons l'Armée, telle qu'elle est, composée des Troupes de V. M. & des autres Alliez, jointes ensemble d'un commun concert, pour agir au plus grand avantage & avancement de la cause commune; & les assurances que V. M. nous a données par ses Lettres, par ses Ministres, & dernièrement par son General le Duc d'Ormond, de ses intentions de faire agir ses Troupes avec leur vigueur ordinaire; comme aussi les engagements dans lesquels V. M. est entrée, non seulement à nôtre égard, mais aussi, tant séparément que conjointement

avec nous, à l'égard des autres Alliez ; il nous est bien difficile de conjecturer & de comprendre, comment un ordre si préjudiciable à toute la cause commune, donné si subitement à nôtre insçu, & sans doute aussi à l'insçu des autres Alliez, peut convenir & subsister avec la nature de la Société, & avec ces assurances, & avec ces engagements dont nous venons de parler : Car quoi-que, suivant la Déclaration de l'Evêque de Bristol, V. M. se tienne pour dégagée de toute Obligation à nôtre égard, il est evident qu'il ne s'agit point ici de nôtre intérêt ou avantage particulier, mais de celui de tous les Alliez, qui souffriront par le préjudice que cet ordre, si peu attendu, portera à toute la cause commune.

Mais, MADAME, Nous ne pouvons pas nous dispenser de dire à V. M. que la Déclaration faite par l'Evêque de Bristol à Utrecht, ne nous a pas moins surpris, que celle du Duc d'Ormond à l'Armée. Elle nous paroît si Extraordinaire, que nous ne savons pas comment la concilier avec cette grande bonté & bienveillance dont V. M. Nous a toujours honorez, ne pouvant concevoir comment elles peuvent avoir changé

si subitement à nôtre égard. Nous n'en sommes pas seulement surpris, mais nous en sommes affligés. Nous avons examiné avec soin nôtre conduite, & nous n'y trouvons rien qui puisse avoir donné lieu au mécontentement que Vôtre Majesté nous a fait paroître par cette Déclaration.

Du premier jour que V. M. est montée sur le Thrône, Nous avons eu pour Elle toute la déference qu'Elle pouvoit désirer d'un Etat Ami & Allié: Nous avons recherché avec soin son amitié & affection; & considérant les bons effets que pouvoient produire, & qu'ont produit réellement la bonne intelligence, harmonie & Union entre V. M. & Nous, & entre les deux Nations, & l'avantage qui en résultoit pour l'une & l'autre, aussi bien que pour la cause commune de tous les Alliez, nous avons pris à tâche & à cœur de les cultiver, & de gagner de plus en plus la confiance de V. M. & de nous conformer à ses sentimens, autant qu'il nous a été possible.

Nous croyons en avoir donné une preuve éclatante, particulièrement à l'égard de la Négotiation de la Paix; puisque non seulement, après que nous fûmes informez des pourparlers, qui se sont tenus ci-devant

en Angleterre sur ce sujet , Nous avons attendu que V. M. nous en donneroit connoissance & ouverture, ayant cette ferme confiance en son amitié pour nôtre République, & en son zèle pour le bien de la cause commune, que rien ne feroit fait qui put porter préjudice à nous, ni aux autres Alliez; mais aussi quand V. M. nous a fait communiquer les points Preliminaires, signez par Mr. de Menager en Angleterre; & quand Elle nous a fait proposer la convocation & la tenuë d'un Congrès pour la Paix générale, & nous a requis de donner à cet effet les Passeports nécessaires aux Ministres de l'Ennemi, nous y avons consenti, quoique nous eussions plusieurs raisons, à nôtre avis très-bien fondées, de n'entrer point dans une telle Négotiation sans plus de fondement, du moins sans la concurrence des autres Alliez; mais nous avons postulé nos sentimens à ceux de V. M. pour lui donner une nouvelle preuve de nôtre déférence à son égard.

Nous n'avons pas moins fait, par rapport aux difficultez qu'on a fait naître au sujet du Traité de Garantie mutuelle de la Succession dans la Ligne Protestante aux Royaumes de V^{otre} Majesté, & de Nôtre
Bar-

Barriere : Traité si important pour les deux Nations, que nous le considérons comme le lien le plus fort qu'on pourroit trouver, pour unir à jamais les cœurs & les intérêts des deux Nations ; conclu après la plus meure délibération , & ratifié de part & d'autre dans la forme la plus authentique. Car quoi que nous eussions pû nous tenir simplement à ce Traité, cependant nous sommes entrez en Négociation sur ces difficultez, & particulièrement sur le point l'Assiento ; surquoi nous avons tellement instruit Nos Plénipotentiaires, que nous ne doutions plus que toutes les difficultez seroient applanies , au contentement réciproque, & que par là nous aurions regagné entierement la confiance de V. M. ; d'autant plus , qu'en premier lieu , lorsqu'il s'agissoit de l'Assemblée d'un Congrès pour la Paix générale, V. M. nous a fait déclarer par son Ambassadeur, qu'Elle ne desiroit que nôtre concurrence en ce seul point, & cette unique marque de nôtre confiance, qu'après cela elle nous donneroit des preuves fortes & réelles de son affection envers nous, & de ses droites intentions à l'égard de la cause commune de tous les Alliez : & qu'ensuite, quand on a fait intervenir les

difficultez sur le Traité de Succession & de Barriere, V. M. Nous a fait assurer de même, que si nous nous relâchions sur les points les plus essentiels, & particulièrement sur l'affaire de l'Assiento, ce seroit le vrai moyen de rétablir la confiance mutuelle & nécessaire, laquelle étant rétablie, V. M. prendroit particulièrement à cœur les intérêts de l'Etat, & iroit de concert avec nous dans toute la Négotiation, pour parvenir à une Paix honorable, bonne & sûre.

Mais nous nous trouvons bien éloignés de nôtre attente, puisque dans le temps même que nous nous sommes les plus approchez de V. M., & que nous croyons que nous tomberions d'accord sur les points qui étoient en differend, nous voyons partir le Comte de Straffort sans avoir fini l'affaire, nous voyons arrêter l'Armée dans le commencement de sa carrière, & nous entendons une Déclaration, par laquelle V. M. se tient dégagée de toutes ses Obligations à nôtre égard, dont on allegue pour raison, que nous aurions mal répondu aux avances qu'Elle nous a faites, & que nous ne voulions point concerter avec ses Ministres sur la Paix.

Si

Si V. M. veut avoir la bonté de regarder d'un œil un peu favorable & équitable nôtre conduite, nous nous flattons, & nous avons une ferme confiance, qu'Elle n'y trouvera rien, qui lui puisse donner une idée & des pensées si défavantageuses à nôtre égard; mais qu'Elle trouvera plutôt, que nous avons satisfait, & satisfaisons encore à tous les devoirs de bons & fidelles Alliez, particulièrement envers V. M.

Ce que nous avons déjà dit pourroit peut-être suffire pour l'en persuader, mais nous devons y ajoûter, qu'ayant toujours regardé l'affection de V. M. & la bonne harmonie entre les deux Nations, comme un des plus fermes appuis de nôtre Etat & de la Religion Protestante, & comme un des moyens les plus efficaces pour le soutien & l'avancement de nos Interêts communs, & ceux de toute l'Alliance; & ce sentiment sincere étant imprimé fortement dans nos cœurs, Nous n'avons jamais été éloigné de communiquer & de concerter en toute confiance sur les affaires de la Paix avec V. M. & avec ses Ministres, conformément aux fondemens portez par la grande & autres Alliances. Nous déclarons, que nous y avons toujours été portez & prêts, & que
nous

nous le sommes encore , autant que nous le pouvons faire , sans préjudice des autres Alliez , & sans contrevenir aux Engagemens , Traitez & Alliances que nous avons contractez.

Mais M A D A M E , toutes les propositions qui nous ont été faites sur ce sujet jusques à présent , sont demeurées en des termes fort Généraux , sans que le résultat des Négociations entre les Ministres de V. M. avec ceux de France, ni même les pensées de V. M. sur le sujet lequel nous devrions concerter ensemble, nous ait été communiqué. Il est vrai que dans quelques unes des dernières Conférences, les Ministres de V. M. ont demandé , si les nôtres étoient munis d'un plein pouvoir , & autorisez à faire un plan pour la Paix : Mais il auroit été bien juste , qu'avant que d'exiger cela de nous, ou nous eût communiqué le résultat des Négociations traitées depuis long-temps entre les Ministres de V. M. & ceux de l'Ennemi , du moins les pensées de V. M.

Si ce plan regardoit seulement les intérêts de V. M. & les nôtres, nous aurions peut-être tort de n'y avoir pas donné les mains incessamment , quoi que même alors l'affaire ne seroit pas sans difficulté , puisque la moindre connoissance qui en parviendrait

à l'Ennemi, ne pourroit être que fort préjudiciable: Mais comme le plan, dont il s'agit, doit regarder les intérêts de tous les Alliez, & presque de toute l'Europe, nous avons eu de fortes appréhensions, que comme les Négociations particulieres entre les Ministres de V. M. & ceux de France, & la facilité avec laquelle nous avons consenti au Congrès d'Utrecht, & donné nos Passeports aux Ministres de l'Ennemi, ont déjà donné beaucoup de soupçons & d'inquietude à S. M. Imperiale, & à d'autres Alliez; nous avons appréhendé, disons-nous, que S. M. Imperiale, & les autres Alliez, venant à prendre, (ce qu'il seroit bien difficile de leur cacher) le concert qui se feroit entre les Ministres de V. M. & les nôtres, pour un plan de la Paix, avant même què les Ministres de France aient répondu specifiquement aux Demandes des Alliez, leurs soupçons & leur inquietude pourroient augmenter, & que ce procedé pourroit leur donner sujet à des pensées préjudiciables, comme si l'intention de V. M. & la nôtre seroit d'abandonner la Grande-Alliance & la Cause commune, ou pour le moins de regler seuls avec la France le sort de tous les autres Alliez, par où S. M.

Im-

Imperiale & d'autres Alliez pourroient être poussez à prendre leurs mesures à part, & à faire des démarches qui ne conviendroient nullement avec les interêts de V^{otre} Majesté.

Nous croyons ces raisons assez bien fondées, pour justifier auprès de V^{otre} Majesté nôtre conduite sur ce point; & si nous ne sommes pas entrez avec tout l'empressement qu'Elle peut avoir souhaité, dans le concert proposé, nous espérons que tout au plus V. M. ne regardera nôtre difficulté, que comme un excès de prudence ou de scrupule, & nullement comme un défaut de confiance en V. M. pendant que les Alliez pourroient le regarder comme une contravention aux Traitez, & particulièrement à l'Article 8. de la Grande-Alliance. Nous espérons aussi que V. M. par les raisons que nous venons d'alléguer, reviendra d'une pensée si défavantageuse pour nous, que nous aurions mal répondu aux avances qu'Elle nous a faites, & que nous ne voudrions point concerter avec ses Ministres au sujet de la Paix. Mais, MADAME, quand V. M. n'acquiesceroit pas à nos raisons, (de quoi pourtant nous ne pouvons pas douter), nous prions V. M.

1. de considerer , si cela suffiroit pour que
V. M. pût se tenir dégagée de toutes ses
Obligations à nôtre égard.

Si nous avions contrevenu aux engage-
mens & Traitez que nous avons l'honneur
d'avoir conclus avec V. M. Nous atten-
drions de sa bonté & de sa justice, qu'Elle
nous fit représenter ces contraventions, &
qu'Elle ne se tint point quitte de ses enga-
gemens, qu'après que nous aurions refusé
d'y apporter le redrès nécessaire : Mais com-
me nous ne nous sommes engagez nulle
part, d'entrer avec Vôtre Majesté dans un
concert pour faire un plan de Paix, sans la
participation des autres membres de la
Grande-Alliance, le peu de facilité ou
d'empressement que nous aurions montré
sur ce sujet, ne peut être regardé comme
une contravention à nos Engagemens, &
ainsi ne peut servir à dégager V. M. des
siens à nôtre égard ; puis que nous som-
mes fortement persuadez d'avoir pleine-
ment satisfait à tous nos Traitez & à tou-
tes nos Alliances, tant avec V. M. qu'
avec les Hauts-Alliez en général, & d'a-
voir fait dans la presente Guerre, plus qu'on
n'auroit pû attendre de nous avec justice
& équité. Toute la difference entre V.
M.

M. & nous en ceci, ne consiste tout au plus, à le considerer sainement, que dans une disparité de sentimens.

En verité, MADAME, si pour un tel sujet entre des Puissances Alliées, & unies ensemble par les liens & les noeuds les plus forts & les plus étroits d'Alliance, d'Intérêts & de Religion, une seule de ces Puissances pouvoit se dégager de tous ses Engagemens, & se défaire de toutes ses Obligations, il n'y a point de liaison qui ne pût être rompue à tout moment, & nous ne voyons point sur quels Engagemens on pourroit compter à l'avenir.

Nous nous assurons que V.M. en voyant les conséquences, ne voudra pas se tenir à la Déclaration que l'Evêque de Bristol a faite: Nous l'en supplions avec tout le respect & tout l'empressement dont nous sommes capables, comme aussi qu'Elle veuille révoquer l'ordre donné au Duc d'Ormond, s'il ne l'est pas encore, & de l'autoriser d'agir selon les occurrences, ainsi que la raison de Guerre & l'avancement de la cause Commune le demandera.

Nous vous prions aussi, MADAME, de vouloir encore nous communiquer le résultat des Conférences tenuës par vos
Mi-

linistres avec ceux des Ennemis, ou du moins vos pensées sur la Paix, & nous tâcherons de donner à V. M. toutes les marques imaginables de nôtre déférence pour ses sentimens, & de nôtre désir sincere de conserver sa précieuse amitié, autant que nous le pourrons faire, sans blesser la bonne foi des Engagemens dans lesquels nous sommes entrez par des Traitez & Alliances tant avec Vôtre Majesté, qu'avec d'autres Puissances.

Nous sommes fortement persuadez, que ce n'est nullement l'intention de V. M. de les rompre en aucune maniere, puis qu'Elle a été toujours de ce sentiment avec nous & avec les autres Alliez, que la bonne union entre les Alliez, non seulement pendant la présente Guerre, mais aussi après que la Paix sera faite, est & sera toujours le moyen le plus solide, & même l'unique, de conserver la liberté & l'indépendance de tous ensemble, & de chacun en particulier, contre la grande Puissance de la France.

Nous attendons aussi, qu'après avoir donné des preuves si grandes & si éclatantes de sa sagesse, de sa fermeté, & de son zèle pour le soutien de la Cause commu-

ne

ne, V. M. ne voudra pas prendre présentement des Résolutions, qui pourront être préjudiciables à nous & aux autres Alliez; mais que pour parvenir à une Paix honorable, sûre & générale, Elle poursuivra les mêmes voyes, & se tiendra aux mêmes maximes qu'Elle a tenuës ci-devant, & que le bon Dieu a béni d'une maniere si sensible, par des Victoires & par de grands Evenemens, qui rendront la gloire du Regne de Vôte Majesté immortelle.

Nous renouvelons encore à V. M. les assurances de nôtre haute & parfaite estime pour sa Personne & pour son amitié; comme aussi de nos intentions & de nos desirs sinceres, d'entretenir avec V. M. la même bonne correspondance, harmonie & union, que ci-devant; & de les cultiver entre les deux Nations, par tout ce qui dépendra de nous; priant Vôte Majesté de conserver aussi pour nous, & pour nôtre République, sa premiere affection. Nous nous remettons au reste à ce que le Sr. de Borsele, nôtre Envoyé Extraordinaire, pourra dire de plus à V. M. sur ce sujet; après-quoi nous prions le Tout-Puissant, &c.

Let^{re}

Lettre de la Reine de la Grande-Bretagne
aux Etats Généraux, sur la lettre précédente des Etats Généraux, le 9
Juin 1712.

*Hauts & Puissants Seigneurs, nos bons Amis,
Alliez & Confederez,*

IL n'y a rien qui nous soit plus cher que la conservation d'une bonne intelligence, & d'une parfaite union avec votre Etat. Elles ont été l'objet de nos principaux soins, & bien loin de nous pouvoir accuser d'avoir contribué en aucune façon à leur diminution, nous réfléchissons avec plaisir sur toutes les peines que nous avons prises, & sur toutes les instances que nous avons faites, afin que les disputes survenues, par rapport aux intérêts des deux Nations, fussent terminées à l'amiable, & afin que nous pussions nous parler sans réserve sur ceux du public; car dans des conjonctures comme celles où nous nous trouvons, il faut que l'ouverture soit égale de part & d'autre, & la confiance reciproque.

Nous croyons que l'alarme que vous avez prise au sujet des Déclarations, tant
du

du Duc d'Ormond, que de l'Evêque de Bristol aura cessé, & nous vous repetons ce que nous avons tant de fois déclaré, qu'il ne tiendra qu'à vous, comme il a fait par le passé, que toutes nos mesures touchant la Guerre, ou touchant la Paix, soient prises de concert avec votre Etat.

Le Comte de Strafford retournera en peu de jours auprès de vous, pleinement instruit de nos intentions; nos Ministres feront disposez, & autorisez de faire tout ce qui peut dépendre de nous, pour renouveler une entiere confiance avec vous, & pour prevenir à l'avenir des mesintelligences qui ont été fomentées avec tant d'artifice, & si peu de fondement, Mais nous ne pouvons pas passer sous silence que nous avons été extrêmement surpris de voir que votre lettre du 5. de ce mois, a été imprimée, & publiée presque aussi tôt que nous l'avons reçue des mains de votre Envoyé, un tel procedé est également contraire à la bonne Politique, & à la bien-seance.

C'est faire une remonstrance, au lieu d'une representation, & appeller au Peuple, au lieu de s'adresser au Souverain. Nous esperons que vous ne voudrés plus
soul-

touchant la Paix d'UTRECHT. * 25
souffrir que pareille chose arrive à l'avenir ;
car nôtre honneur nous engageroit à pren-
dre la resolution de ne donner aucune ré-
ponse à des Lettres, ou à des Memoires
qui seroient publiés de la sorte. Au reste
nous prions Dieu &c.

A Kinsington le 9 Juin 1712.

Vôtre bien bonne Amie.

Signé, A N N A R.

(Plus-bas)

St. JOHN.

H A R A N G U E D E

*Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne,
aux deux Chambres du Parlement, du
Vendredi 5 Juin 1712.*

MYLORDS & MESSIEURS,

C'est la prérogative incontestable de la
Couronne, de faire la paix & la guerre,
neanmoins j'ay une si grande confiance en
vous, que je vous informay à l'ouverture de
cette seance, qu'on avoit commencé une
Négociation pour une Paix Générale, &
Tom. II. **B** *en-*

ensuite par des Messages je vous ai promis de vous communiquer les Conditions de la paix avant qu'elle soit conclüe.

Selon cette promesse je viens maintenant pour vous faire sçavoir, sous quelles conditions on peut faire une Paix Générale.

Il n'est pas nécessaire que je fasse mention des difficultés, qui naissent de la nature même de cette affaire, & il n'est que trop évident que ces difficultés ont été augmentées par d'autres obstacles machinés artificieusement, pour empêcher une si grande & si bonne œuvre.

Rien pourtant ne m'a détourné de travailler avec fermeté, en premier lieu, au véritable Interêt de mes propres Royaumes, & je n'ai rien omis de ce qui pourroit procurer à tous nos Alliés ce qui leur est dû par les Traités, & ce qui est nécessaire pour leur seureté.

Comme je n'ai rien plus à cœur que d'assurer à ces Royaumes la succession Protestante, ainsi qu'elle est établie par les Loix dans la Maison d'Hanovre, on a pris un soin particulier non seulement de la faire reconnoître dans les termes les plus forts, mais de la rendre encore plus ferme en faisant sortir des Etats de France, la Personne
qui

qui a prétendu en troubler l'établissement.

Le principal Motif pour lequel on a commencé cette Guerre à été l'apprehension; que l'Espagne & les Indes Occidentales ne fussent unies à la France, & le but que je me suis proposé dès le commencement de ce Traité à été de prevenir effectivement cette union.

Les exemples du passé & les dernières Négociations ont suffisamment fait voir, combien il étoit difficile de trouver les moyens d'accomplir cet ouvrage. Je n'ai pas voulu me contenter de ceux qui sont spéculatifs ou qui dépendant seulement des traités; j'ai insisté sur le solide, & d'avoir en main le pouvoir d'exécuter ce dont on seroit convenu.

Je puis vous dire donc a présent que la France en est enfin venue à offrir que le Duc d'Anjou renoncera à jamais, tant pour lui que pour ses descendans, à toute sorte de Pretentions sur la Couronne de France, & afin que cet Article important ne coure aucun risque, l'exécution doit accompagner la promesse.

En même temps il sera déclaré que le droit de succéder à la Couronne de France, immédiatement après la mort du présent

Dauphin & de ses fils, appartiendra au Duc de Berri & à ses fils, sera devolü ensuite au Duc d'Orleans. & à ses fils, & de même au reste de la Maison de Bourbon.

Pour ce qui regarde l'Espagne & les Indes, la succession à ces Etats après le Duc d'Anjou & ses Enfants, doit descendre à tel Prince dont il sera convenu par le Traité, en excluant à jamais le reste de la Maison de Bourbon.

Pour confirmer les renonciations & les établissemens ci-dessus mentionnés on offre de plus qu'ils seront ratifiés en la maniere la plus forte, & la plus solennelle, tant en France qu'en Espagne & que ces Royaumes la, aussi bien que les autres Puissances engagées dans la présente Guerre en seront Garants.

Cette Proposition est d'une telle nature, qu'elle s'exécute d'elle même. C'est l'interêt de l'Espagne de la soutenir, & en France les Personnes à qui cette succession doit appartenir, seront assez prêtes à soutenir leur Droits & assez puissantes pour en venir à bout.

La France & l'Espagné sont maintenant plus divisées en eslet que jamais, & ainsi par l'assistance de Dieu il se trouvera une
ba-

balance de pouvoir réellement établie en Europe, d'une maniere à n'être sujette qu'à ces Accidents imprevis desquels il est impossible d'affranchir entierement les affaires humaines.

On a commencé un Traité de Commerce entre mes Royaumes & la France, mais comme on a mis des Impots excessifs sur de certaines Marchandises, & qu'on en a détendu d'autres, il est impossible de finir cet ouvrage aussi promptement qu'il feroit à souhaiter. On a pris soin cependant, d'établir une Methode pour regler cette affaire, & en attendant on a pourvu à ce que les mêmes Privilèges & les mêmes avantages, que la France accordera à aucune autre Nations, nous soient pareillement accordés.

Le Partage de l'Isle de St. Christophle, entre nous & les François, ayant causé beaucoup d'Incommodité & de dommage à mes sujets j'ai demandé qu'on me fasse une entière cession de toute cette Isle, & la France consent à cette demande.

Le Commerce de l'Amerique Septentrionale est d'une si grande Importance à nôtre Interêt, que j'ai employé mes plus grands efforts pour ajuster cet Article en

la manière la plus avantageuse. La France consent à nous rendre toute la Baye & le Détroit de Hudson, à nous resigner l'Isle de Terre Neuve & Plaisance, & à nous faire une entière Cession d'Anapolis & du reste de la Nouvelle Ecosse ou Accadie.

On pourvoyera mieux à la seureté de nôtre commerce par la Demolition de Dunkerque.

Nôtre Negoce sur la Mer Mediterra née & l'Interêt & le pouvoir de la Grande-Bretagne dans ces Lieux là, seront asseurés par la possession de Gibraltar & de Port Mahon, avec l'Isle entière de Minorque, qu'on offre de laisser entre mes mains. Le Commerce en Espagne & aux Indes Occidentales peut en général être réglé sur le pied qu'il'étoit du temps du Feu Roi d'Espagne Charles second, avec une Clause particulière que tous les avantages, droits ou Priviléges, qui ont été ci-devant accordés, par l'Espagne à aucune autre Nation, ou qui le seront dans la suite, seront pareillement accordés aux sujets de la Grande-Bretagne.

Mais comme la part que nous avons eu aux dépenses de cette guerre, nous donne droit

droit de prétendre à quelque Distinction dans les conditions de la Paix, j'ai insisté & obtenu, que l'Assiento ou Contract pour fournir les Negres aux Indes Occidentales appartenant à l'Espagne se fasse avec nous, pour le terme de trente ans, de la même manière, que les François en ont joui depuis dix ans.

Je n'ai pas voulu entreprendre de décider les Interêts de nos Alliez; C'est au Congres d'Utrecht, qu'il les faut ajuster, ou j'employerai mes meilleurs effort, comme je l'ai fait constamment, jusques à present, pour leur procurer à chacun une juste & raisonnable satisfaction. Cependant je trouve à propos de vous faire savoir que la France offre de faire du Rhin une Barrière pour l'Empire, de ceder Brisack, le Fort de Kehl & Landau, & de raser toutes les Forteresses tant de l'autre côté du Rhin que dans les Isles de ce Fleuve.

Pour ce qui concerne l'interêt de la Religion Protestante en Allemagne, il n'y aura du côté de la France aucune opposition à son Retablissement sur le pied du Traité de Westphalie.

Les Pais-Bas Espagnols pourront demeurer à Sa Majesté Imperiale; Les Roy-

aumes de Napels & de Sardaigne, le Duché de Milan & les places sur la côte de Toscane, qui appartiennent à l'Espagne, pourront, aussi être cedées à l'Empereur par le Traité de Paix.

A l'égard du Royaume de Sicile, quoi qu'il ne reste aucun doute touchant la Cession de cet Etat par le Duc d'Anjou, cependant on n'a pas encore resolu, comment on en disposera.

On est convenu des Interêts des Etats Généraux, par raport au commerce de la maniere que leurs propres Ministres l'ont demandé; excepté seulement quelque peu de Marchandises; & de la Barriere entiere, ainsi qu'elle fut demandée à la France par les Etats en 1709. à l'exception de deux ou trois places tout au plus.

Pour ces exceptions on à proposé plusieurs Expedients, & je ne doute nullement que cette Barriere ne puisse être ajustée d'une maniere à assurer parfaitement cette Republique contre aucune entreprise de la part de la France, ce qui est le Fondement de tous mes engagements sur cet Article avec les Etats.

Les Demandes du Portugal dependant de la Disposition qu'on fera de l'Espagne,
&

& cet Article ayant été long-temps dispute, il n'a pas été encore possible d'y faire un progres considerable, mais mes Plénipotentiaires auront maintenant une occasion d'assister ce Roi dans ses Pretentions.

Celles du Roi de Prusse sont telles que j'espere qu'elles ne souffriront pas beaucoup de difficulté du côté de la France; & mes plus grands efforts ne manqueront point, pour procurer tous les avantages qu'il me sera possible à un si bon Allié.

La difference entre la Barriere qu'on demanda pour le Duc de Savoye en 1709. & les offres que la France fait à present, est tres peu considerable, mais ce Prince s'étant distingué d'une maniere si singnalée pour le service de la Cause commune, je travaille à lui procurer encore de plus-grands avantages.

La France a consenti que l'Electeur Palatin conserve le Rang qu'il tient à present parmi les Electeurs, & qu'il demeure en possession du haut Palatinat.

La Dignité Electorale est aussi reconnuë dans la Maison d'Hanovre, selon l'Article qui en à été inséré à la priere de ce Prince dans mes Demandes.

Pour le reste des Alliez, je ne fais aucun

doute de pouvoir assurer leurs differents Interêts.

MYLORDS & MESSIEURS,

Je vous ai maintenant communiqué non seulement les Conditions de la Paix, qui peuvent s'obtenir pour mes sujets, par le Traité qu'on va faire, mais aussi les Propositions de la France pour satisfaire nos Alliez.

Les premieres sont telles que j'ai lieu d'attendre qu'elles dédommageront mon peuple en quelque maniere du fardeau pesant & inégal qu'il a supporté pendant tout le cours de cette Guerre; Et je veux bien esperer qu'aucun de nos Alliez & principalement ceux qui gagneront par cette Paix une si grande augmentation de Domaine, & de puissance, n'envieront pas à la Grande-Bretagne la part de la Gloire & de l'avantage qui lui en pourra revenir.

Les Dernieres ne sont pas encore ajustées d'une maniere aussi complete qu'elles l'auroient pû être dans un peu plus de temps, mais comme la Saison de l'année fait qu'il est nécessaire de mettre fin à cette Séance, cela m'a fait prendre la Résolution de

de ne plus diferer à vous communiquer toutes ces choses.

Je ne faurois révoquer en doute que vous ne foies pleinement perfuadés, que je ne negligeraï rien de mon côté, dans le progrès de cette Négociation pour amener la paix à une heureuse & prompte conclusion; & je fais fonds fur vôtre entière confiance en Moi, & que vous concourerés de bon cœur avec Moi.

Protestation de quelques Pairs contre le projet de Paix du Samedi 7 Juin 1712.

La question étant proposé qu'on ajoutât ces mots à la fin d'adresse résoluë sur le discours de sa Majesté.

Pour cet effet on suppliera sa Majesté de prendre de telles mesures de concert avec ses Alliez, qui puissent les induire de se joindre avec Elle pour une Guàrantie Mutuelle.

Et après un long debat la negative l'ayant emporté, 81 contre 36. Ceux qui étoient pour cette clause en ont donné les raisons suivantes en forme de Protestation au refus qu'on a fait à l'admettre.

- Nous jugeons qu'il est nécessaire d'avoir
- la feureté proposée d'une Garantie generale. I. Parce que nous concevons que les conditions de la Paix qu'on a offert precedent d'une negotiation séparée, conduite par les Ministres avec la France, sans la participation des principaux Alliés, particulièrement des Etats Generaux, comme ils le disent dans leur lettre a la Reine (Eux dont sa Majesté regarde les interets comme inseparables des siens, ainsi qu'Elle s'en est expliquée à ce Particulierement): II. Nous concevons que cette negotiation est contraire à ces ordres que sa Majesté declara avoir donne dans la réponse qu'Elle rendit a l'adresse de cette Chambre, qu'Elle avoit donne charge a ses Plenipotentiaires à Utrecht, de conferter avec ceux des Alliés. III. Elle est encore contraire a la resolution, contenuë dans les message du 17 Janvier qu'Elle envoya a cette Chambre de l'Union etroitte ou Elle se proposoit d'entrer avec eux pour obtenir une bonne Paix; la Garantir, & la soutenir, comme Elle l'avoit déclaré dans son discours à l'ouverture de cette session qu'Elle entreroit avec Eux dans les engagements les plus etroits pour continuer l'Al-
- lian-

liance, afin de rendre la Paix generale feure & durable. IV. Nous jugeons cette negotiation contraire au VIII. Article de la grande Alliance, qui oblige expressement tous les Alliez de ne traitter que conjointement, & du commun consentement de toutes les Parties.

Nous concevons que les refus qu'on fait d'ajouter ces poroles peut être considéré par les Alliez comme une approbation que cette Chambre donneroit a cette methode qu'on a prise de traiter avec la France, qui peut leur paroître comme tendant a une Paix separée, contre laquelle sa Majesté a temoigné son averfion, & qui a été de plus reconnüe dans cette Chambre comme une chose folle, de mauvafe foy, & qui seroit de facheuse consequence pour ce Royaume, & qui empecheroit cette Garantie de la Paix par les Alliez, qui est si absolument necessaire pour leur feureté mutuelle, & qui nous laisseroit exposéz au pouvoir de la France, y ayant peu de raison d'attendre de secours d'Eux a l'avenir, après une si grande breche a la foy publique.

Il nous paroît encore que cette maniere de traiter separement peut exiter une si grande méfiance de ces Alliez, qu'elle peut

le jeter dans les tentations de prendre de pareilles mesures, & donner par ce moyen occasion à la France de rompre cette Union qui nous a été si utile jusqu'à présent, & si formidable pour Elle, & dont l'apparence seule l'encourage où à différer la conclusion de la Paix, ou à imposer aux Alliez dans le cours de ce Traitté.

Il nous paroît qu'une Union parfaite entre les Alliez est autant plus nécessaire dans le cas présent que le fondement de toutes les offres de la France qui regardent tant la Grande-Bretagne, que les Alliez sont bâtis sur la renunciation du Duc d'Anjou à ce Royaume, la Renonciation qui à notre avis est si trompeuse qu'aucun homme raisonnable, beaucoup moins de nations entieres ne puissent la considerer comme une seureté valable l'experience suffit pour nous convaincre combien peu nous devons nous reposer sur les renunciations de la Maison de Bourbon. Et quoy qu'il arrivat que le present Duc d'Anjou se crut lie par son present Acte, ce que son grand Pere n'a pas fait, il ne sera pas moins libre à ses descendans de dire qu'aucun Acte de sa façon ne pouvoit l'espri-
rer d'un droit que la Naissance leur don-
ne

ne quand ce droit est tel que du consentement de tous les François il doit être maintenu inviolablement, selon la constitution fondamentale du Royaume de France.

Nous ne croyons pas qu'il soit seur de dépendre & de faire fond sur cette partie principale du Traitté, de supposer qu'il s'exécute de lui même, & que s'est l'intérêt de la France de le maintenir, puis qu'au contraire il est manifeste, qu'Elle a fait de constans efforts depuis le traité de Pyrenées pour unir ensemble les Monarchies de France, & d'Espagne. Qu'Elles a regardé cette Union comme son plus grande avantage, & comme le moyen le plus efficace pour établir la Monarchie Universelle dans la Maison de Bourbon.

Quand même on pourroit raisonnablement, se promettre que les deux Couronnes de France & d'Espagne resteroient séparées dans les Branches de la Maison de Bourbon, cependant celà est contraire à la grande Alliance, même qui expose l'usurpation que le Roy de France a faite pour le Duc d'Anjou de la Monarchie d'Espagne, comme la principale cause de la Guerre.

Et

Et pour ce qui est du Port-Mahon, de Gibraltar de l'asiento, & des autres avantages que la France offre, a la Grande-Bretagne, outre qu'il sont precaires, qu'il sera au pouvoir de la France, & de l'Espagne de nous les ôter, quand il leur plaira, veu la situation de ces Royaumes, & les vastes richesses, & forces qu'on leur laissera, nous concevons qu'il est impossible qu'aucun puisse les envisager en aucun degré un compensation pour la Grande-Bretagne, pour l'Espagne & les Indes qu'on laisse a la Maison de Bourbon, ce qui entr'autres consequences fatales sera extrêmement prejudiciable a nos manufactures de l'ainé, s'il ne les ruine pas entierement.

Quant la demolition de Dunquerque, quoy que nous avouons qu'elle contribuera beaucoup à la seurété de nôtre Commerce, cependant nous avons raison de craindre, par ce qui a été dit dans le debat, qu'on est pas encore convenu de le demolir que moyenant un Equivalent pui soit a la Satisfaction du Roy de France.

Pour ce qui regarde en particulier les interets des Alliés, quoy quil ne soyent pas entierement aretteez, cependant par ce qu'il paroît ces Alliés courent risque d'être

d'être laissés dans une Etat exposé qui ne sauroit du tout consister avec nôtre seureté.

Le Rhin qu'on propose pour Barriere de l'Empire laisse Strasbourg, & Hunninghem entre les mains de la France, & la premiere de ce places a toujours été regardée comme la Clef de l'Empire.

Les propositions de la France touchant la Barriere des Etats Generaux ne le privent pas seulement de toutes les places qui ont été prises depuis l'année 1709. mais aussi de deux, ou trois autres comprises dans les demandes qui firent les Etats de cette année la, ce qui rendra leur Barriere entierement insuffisante, & ce qui par consequent astoiblit considerablement la seureté de la Grande-Bretagne.

Le Portugal paroît entierement abandonné au pouvoir de l'Espagne, non obstant les grands avantages que nous avons receus de ce Royaume en nôtre Commerce, pendant cette guerre, & qui pourroit nous être encore extremement avantageux. Sur le tout il y a une difference si petite, & si peu considerable entre ces offres de la France, & celles qu'elle fit le 11 Fevrier 1713. à Utrecht qui étoit signé Huxel-

les, qu'il nous paroît en les comparant ensemble, que tant les uns que les autres sont l'effet d'une Negociation secrete, & particuliere avec la France : Et cette Chambre ayant alors unanimement concouru à temoigner à la Reine son plus grande ressentiment contre ces conditions offer-tes à sa Majesté & ses Alliés par les Plenipotentiaires de France, & sa Majesté ayant favorablement reçu cette adresse, & ayant recompensé cette marque d'obeissance, & de zèle par de sinceres remerciemens de sa part, les respect que nous avons pour sa Majesté, & pour la justice que nous devons à notre Patrie, ne nous permettent pas de retracter notre sentiment, ny croire les conditions presentement bonnes pour nous & pour les Alliés, ou donner quelque approbation aparence à ce qui fut reçu alors par la Chambre, & par les Alliés avec mepris, & detestation.

Pour ces raisons nous sommes d'avis que ces offres de la France, sont trompeuses, qu'elles cachent des pieges, qu'elles ne sont en aucune maniere proportionnées aux avantages que sa Majesté peut justement attendre pour ses Royaumes, & pour ses
Al-

Alliés de grandes succès dont il a plu au Dieu de bénir leurs Armes pendant les cours de cette guerre : Que ses offres ne sont pas suffisantes pour conserver la Balance du pouvoir dans l'Eupore, ni pour la sécurité future de sa Majesté de ses Alliés quand même elles seroient exactement accomplies : Et que telles qu'elles sont elles ne renferment aucune sécurité pour leur execution, ce qui rend absolument nécessaire la proposition que nous avons fait pour qu'on prenne de mesures de concert avec les Alliés, afin de les porter de se joindre à sa Majesté dans une Garantie Mutuelle.

Cette Protestation se trouve signée par,

Le Duc de Somerset, de Devonshire, de Bolton, de Malbroug, de Rutland, de Montagu. Le Marquis de Dorchester.

Le Comte de Berkley, de Godolphin, Suffolke, Warthon, Nottingham, Carlisle, Starbroug, Bridgewater, Lincoln, Bradford.

Le Vicomte de Townsend.

Les Evêques de Ely, de St. Asaph, de Banger, d'Oxford.

Les Barons de Haverham, Mohon, Couper.
Adres.

Adresse, que les Communes présenterent à la Reine de la Grande-Bretagne le 20. Juin 1712.

TRES-GRATIEUSE SOUVERAINE,

Nous, les Très-humbles & obéïssans Sujets de Vôte Majesté, les Communes de la Grande-Bretagne assemblées en Parlement, demandons permission de reconnoître très-humblement la grande condescendance de V. M., à nous communiquer les conditions sur lesquelles une Paix générale peut être faite.

Nos Cœurs sont pleins de gratitude pour ce que V. M. a déjà fait, & les paroles nous manquent pour exprimer la satisfaction avec laquelle nous avons reçu tout ce dont il a plû à V. M. de faire part à vos Communes.

Nous avons une entière confiance en V. M., qu'Elle poursuivra constamment le véritable Interêt de vos propres Royaumes; & qu'Elle tâchera de procurer à tous les Alliez, ce qui leur est dû par les Traitez, & qui est nécessaire pour leur sûreté.

Ces assurances sont le moindre retour de vos fidèles Communes, pour tant de condesc-

descendance & de bonté ; & Elles suplient très-humblement V. M., qu'il lui plaise de proceder dans la présente Négociation, pour obtenir une prompte Paix.

L'Orateur des Communes fit le lendemain rapport à la Chambre de la Réponse de Sa Majesté qui étoit conçue en ces termes.

MESSIEURS,

J'ai si fort à cœur la sûreté & les Interêts de mon Peuple, que je ne puis qu'avoir beaucoup de plaisir de votre respectueuse Adresse, dont je vous remercie. J'ai consulté votre bien, & vous allez voir le bon effet de la confiance que vous avez en Moi, laquelle doit toujours continuer entre une Princesse si affectionnée & des Sujets si fidèles.

Ce même jour 21. Les Seigneurs présenterent aussi leur Adresse à la Reine. La voici.

TRES-GRACIEUSE SOUVERAINE,

Nous les très obéissans & fideles Sujets de V. M., les Seigneurs Spirituels & Temporels assemblez en Parlement, demandons

dons permission de remercier très humblement V. M. de sa Harangue gracieuse, & de sa condescendance extraordinaire, en communiquant à son Parlement les conditions auxquelles on peut faire une Paix générale. Nous ne pouvons que témoigner nôtre entière satisfaction du grand soin de V. M., pour assurer la Succession Protestante dans la Maison de Hanover; & de ce que V. M. poursuit constamment en premier lieu, les véritables Interêts de ses propres Royaumes, & qu'Elle tâche de procurer aux Alliez ce qui leur est dû par les Traitez, & qui est nécessaire pour leur seureté. Nous assurons V. M. avec toute sorte de devoir & d'humilité, que cette Chambre se repose entièrement sur la prudence de V. M., pour finir ce grand & bon Ouvrage.

Réponse de la Reine.

MY LORDS,

Je vous remercie de tout mon cœur de vôtre Adresse: De la satisfaction que vous témoignez de ce que je vous ai communiqué, ce qui contribuera beaucoup à éloigner les difficultez survenues dans le cours de cette Négociation: Et de la confiance

fiance que vous mettez en Moi pour mieux finir ce grand Ouvrage , à l'avantage de mon Peuple , & pour la sûreté & les Intérêts de mes Alliez.

*Bref Adressé par le Pape au Pere le Tellier,
Confesseur du Roi Très-Chrétien , au Sujet
du IV. Article de la Paix de Ryswick, le
25. Juin 1712.*

Très-Cher Fils , Salut, nous estimons qu'il vous est suffisamment connu, que dans les Négociations qui se font à Utrecht, il est hautement donné atteinte aux intérêts de la Religion Catholique , par ceux qui employent leurs efforts à ce que la seule chose qui a été réglée en faveur des Catholiques, dans le quatrième Article de la Paix de Ryswick, soit expressément détruite & annullée ; puisque les demandes de ces Princes sur ce sujet , sont non seulement déjà répandues par tout, mais publiées d'une manière si certaine , qu'on n'en sauroit douter : Et nous ne doutons nullement que le Roi Très-Chrétien , par l'autorité duquel principalement cet Article fut mis sur le tapis & réglé , n'employe tous ses soins,
avec

sons continuellement nos prieres à Dieu, afin qu'il lui plaise de vous assister, comme défenseur de sa Cause, & tous les autres qui comme vous travaillent pour la même fin ; Et pour marque de nôtre faveur Pontificale, nous vous donnons nôtre Bénédiction Apostolique.

Donne à Castel Gandolfe le 25 Juin 1712.

La Déclaration de Mr. St. Jean, Secrétaire d'Etat de la Reine de la Gr. Bret. aux Ministres des Princes Alliez, dont les Troupes sont à la solde, d'Angleterre, & avoient refusé de suivre le Duc d'Ormond. Elle se fit le 1 Juillet 1712.

QUE la Reine venant de recevoir des nouvelles assurées, qui lui font envisager la situation présente des affaires, comme reduite au point à ne s'agir plus de conditions de Paix ou de Guerre, mais de la seule question, si S. M. aura le maniment & le secret des Négociations de Paix ; ou s'il doit passer à Messieurs les Etats Généraux ; & qu'à cet effet ceux-ci, pour rompre les mesures qu'Elle a prises, prétendent de ménager les Alliez, en sorte que leurs Généraux en Flandre obéissent au Prince

Eugene, pour continuër la Guerre, & refusent de suivre les ordres du Duc d'Ormond, en cas que la Reine trouvât à propos d'en venir à une suspension d'Armes pour le bien de la Paix : Sa Majesté lui avoit ordonné de faire scavoir aux Ministres des Princes qui ont des Troupes en Flandres, soit entièrement à la solde de la Reine, ou conjointement avec Messieurs les Etats, qu'Elle regarderoit un tel refus comme une Déclaration contre Elle-même ; & qu'Elle avoit resolu de ne plus payer ni Solde, ni Subside, ni Arrérages, à ceux qui feroient un tel refus ; Sa Majesté désirant que les Ministres susdits avertissent, chacun de ce que dessus le Général en Chef de son Maître : Qu'on alloit dépêcher incessamment un Exprès au Duc d'Ormond, avec les ordres de S. M. touchant la prise de possession des Places que la France avoit offert de remettre à la Reine, pour sûreté de l'exécution du Plan proposé dans sa Harangue faite au Parlement le 17 Juin ; lesquelles Places ne pouvant se prendre dans deux années de Guerre, valaient bien mieux que celles qu'on prendroit à present ; ce qui faisoit espérer à S. M., que les Hauts-Alliez trouveroient bien mieux leur compte en se confor-

formant avec Elle, qu'en prenant des mesures différentes; d'autant que, quoi qu'il pût arriver, la Reine ne se laisseroit jamais détourner dudit Plan, &c.

*Harangue de la Reine d'Angleterre, aux deux
Chambres du Parlement le 2 Juillet 1712.*

MY LORDS & MESSIEURS,

La dernière fois que je vins ici, je m'expliquai si plainement, & je reçus ensuite des deux Chambres des Adresses si Satisfaisantes, qu'il ne me reste presque rien à vous dire à la closture de cette Seance du Parlement; Je ne puis que repeter des remerciements qui partent du fond du cœur pour les assurances que vous me donnâtes dernièrement d'une manière si solennelle. Ces assurances me donneront la force de lutter contre toutes les difficultez qu'on pourroit faire naître; Et j'espère que ni ceux qui voyent avec envie faire une bonne paix, non plus que ceux qui pensent qu'il est de leur intérêt de continuer la Guerre ne seront point capables de rendre inutiles les efforts que nous faisons de concert pour l'honneur & pour l'avantage de la

Grande-Bretagne, comme pour la feureté de tous nos Alliez.

Messieurs de la Chambre des Communes.

Au même tems que je vous remercie avec plaisir pour les Subsidés que vous m'avez donnez avec tant de zèle & d'affection, je ne puis m'empêcher de vous faire connoître la Satisfaction que j'ai de voir que nous touchons à une paix prochaine ; Elle diminuera les charges dont le fardeau a été si grand durant la Guerre, & elle récompensera mes sujets en quelque maniere des sommes immenses que les frais de cette Guerre leur ont couté.

Mylords & Messieurs.

Vous m'avez exprimez combien vous estiez sensibles à l'avantage qui revient à la Grande-Bretagne & à nos Alliez, comme à la feureté qui leur est acquise aux termes des conditions qui ont été proposées pour être celles de la paix. Il n'est donc pas besoin que je vous represente les inconveniens qui resulteroient de la rupture des Négociations. Les charges continueroient du moins telles que par le passé s'il ne falloit pas encore les augmenter. L'occasion

sion qu'à presentement la Grande-Bretagne d'établir réellement dans l'Europe une balance de pouvoir, & d'augment nôtre commerce seroit perdue pour jamais. Si quelqu'un de nos Alliez pouvoit gagner quelque chose par une telle rupture les autres souffriroient par la calamité générale; Mais j'esperé que moyennant la bénédiction de Dieû, on verra évanouir des projets si funestes.

Vous vous en allez retourner chacun dans votre pays. Je me persuade que vous n'obmettrez point d'y faire tous vos efforts pour rendre inutiles les desseins de quelques personnes mal intentionnées qui pourroient tenter de semer la sedition parmi mes sujets, & qui voudroient sous des prétextes specieux travailler à l'avancement des projets qu'ils n'oseroient avouer.

J'espere que la premiere fois que vous vous rassemblerez vous aurez l'occasion de mettre la derniere main aux choses que je vous ay recommandées, lesquelles la fin de cette Session ne vous permet point d'achever.

Je ne scaurois finir sans vous assurer encore une fois que rien ne m'empêchera de poursuivre avec fermeté le véritable intérêt d'un peuple si plein d'affection & qui remplit ses devoirs avec tant de zèle.

*Déclaration du Roi Philippe à ses Ministres
& Conseillers d'Etat touchant la Renoncia-
tion à la Couronne de France faite le 3 Juil-
let 1712.*

Q uoi que je vous aie fait sçavoir en d'autres occasions, diverses choses au sujet de la Paix; j'ai pourtant toujours tâché d'en tenir quelques particularitez secretes, jusqu'à ce que la Paix fût assurée. Maintenant, qu'avec le secours du Ciel elle est entièrement réglée avec l'Angleterre, j'ai bien voulu vous communiquer les principaux Articles en quoi elle consiste, par ce que les avantages qui en résultent me sont tout à fait favorables: Car il ne sera pas démembré de la Monarchie Espagnole un seul pié de terrain dans les Indes, & j'espere de posséder ces Pais là dans leur entier, ainsi que les a possédez feu M. mon Oncle de glorieuse memoire; le Roy mon Grand-Pere cedant seulement aux Anglois les Conquêtes qu'ils ont faites dans les Indes pendant cette Guerre, avec la Ville de Dunkerque, afin qu'ils gardent cette Place dans l'état où elle est, jusqu'à la Paix générale, qu'elle doit en-

ensuite être démolie aux dépens des Hollandois : Le Commerce aux Indes sera réglé entre les Anglois & les François, comme du tems de mon Oncle Charles II. : Et j'attens dans peu un Exprés, avec l'avis d'une générale Suspension d'Armes.

Les instances du Roi mon Grand-Pere ont été fort grandes, à ce que dans l'Acte de Rénonciation je voulusse préférer la Monarchie de France à celle d'Espagne ; mais ni ces importantes sollicitations, ni la considération de la grandeur & des Forces de la France, n'ont pû alterer en moi la reconnoissance & les obligations que j'ai aux Espagnols, de qui la fidélité a affirmé sur ~~mon~~ tête la Couronne que la Fortune avoit renduë chancelante en deux fameuses occasions ; de sorte que pour demeurer uni avec les Espagnols, non seulement je préférerois l'Espagne à toutes les Monarchies du Monde, mais je me contenterois d'en posséder la moindre partie pour n'abandonner pas la Nation. Et pour preuve de la verité de ce que je dis, & que cette Monarchie soit assurée à mes Descendans, j'ai bien voulu qu'ils renoncent à tous leurs Droits sur la Couronne de France en faveur du Duc de Berri mon Frere, & du Duc d'Orleans mon Oncle, &c.

*Decret de la Renonciation du Roi Philippe à la
Couronne de France, &c.*

L'Assurance que les Couronnes d'Espagne & de France ne seroient jamais mises sur une même Tête, à été un des principaux & des plus importants motifs de la Guerre qui a affligé l'Europe jusqu'à ce jour: ç'a été aussi comme le Préliminaire dans les vûes qu'on a eûes pour la Paix, & principalement dans les Propositions qui ont été faites depuis peu en Angleterre. C'est là dessus qu'on a posé le fondement de cet Ouvrage, & l'on a jugé à propos d'établir la certitude, qu'en aucun temps, ni par quelque incident & événement que ce soit, les deux Monarchies ne puissent être unies dans une seule Personne; & c'est sur ce point & sur d'autres Point Préliminaires, qu'on est convenu du Congrès qui se tient à Utrecht, pour traiter des autres Articles de la Paix, & les régler, pendant lesquelles Négociations les morts imprévûes des Dauphins nôtre Neveu étant survenuës, l'Angleterre en prit occasion de porter ses vûes jusqu'à prévenir & anéantir les effets de tous autres accidens qui
pour-

pourroient encore survenir un jour ; cette Couronne vint à proposer & soutenir, comme un moyen nécessaire pour éviter toutes sortes d'inconveniens dans les circonstances qui pourroient arriver , qu'il failoit que je renonçasse en mon nom & en celui de tous mes Descendans, dès maintenant & à toujours , à la Monarchie d'Espagne, ou à celle de France : en telle sorte que si je demeurois dans l'Espagne, aucun de mes Successeurs ne pourroit jamais succéder à celle de France ; & que ceux qui régneront ou régneront en France, ni tout entre Prince qui est issu de cette Famille , ou qui en naîtra ci-après, ni ses Descendans, ne pourront jamais posséder la Couronne d'Espagne.

Je ne hesitai pas un moment sur le parti que j'avois à prendre, & aussi on ne me laissa pas le moindre loisir de prendre Conseil & de délibérer. Mon affection pour les Espagnols, la reconnoissance des obligations que je leur ai, les fréquentes experiences que j'ai faites de leur fidelité, & la reconnoissance que je dois avoir pour la Providence Divine, de la grande faveur qu'Elle m'a faite de m'avoir placé & maintenu sur ce Trône, & donné des Sujets si illustres & d'un si haut mérite, furent les seuls motifs,

tifs, les seules raisons, qui eurent accès dans mon esprit, & influèrent dans ma résolution; laquelle lorsque je l'eus faite connoître, ne demeura pas sans être combatue par d'autres propositions & avantages, qu'on me vouloit faire envisager comme plus considérables que celles qui m'avoient déterminé: mais tout cela n'a servi qu'à m'affermir dans mon dessein, & a mettre en état de pousser & terminer cette affaire, afin qu'il n'y ait rien qui puisse plus m'empêcher de vivre & de mourir avec mes chers & fidèles Espagnols. Mes sincères intentions & ma constance étant venues à la connoissance des Puissances qui sont intéressées au maintien des propositions & des moyens susdits, ont donné occasion à la Reine d'Angleterre de rendre compte à son Parlement, le 17. du mois passé, de l'état où étoit la Paix avec les deux Couronnes d'Espagne & de France; & cette notification y a été approuvée & applaudie. J'en ai aussi fait donner communication au Conseil des Indes, afin qu'il soit informé de l'état de cette importante Négociation.

A Madrid le 8 de Juillet 1712.

Signé,

MOI LE ROI.

Traité

*Traité de Suspension d'Armes entre la France
& l'Angleterre, signé à Paris le 19. Aout
1712.*

Comme il y a lieu d'espérer un heureux succès des Conférences établies à Utrecht par les soins de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, pour le rétablissement de la Paix générale, & qu'Elles ont jugé nécessaire de prévenir tous les évènements de Guerre capables de troubler l'état où la Négociation se trouve présentement: Leurs dites Majestez, attentives au bonheur de la Chrétienne, sont convenues d'une Suspension d'Armes, comme du moyen le plus sur pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent: Et quoi que jusqu'à présent Sa Majesté Britannique n'ait pû persuader ses Alliez d'entrer dans ces mêmes sentimens, le refus qu'ils font de les suivre n'étant pas une raison suffisante pour empêcher Sa Majesté Très-Chrétienne de marquer par des preuves effectives, le désir qu'Elle a de rétablir au plutôt une parfaite Amitié & une sincère Correspondance entre Elle & la Reine de la Grande-Bretagne, les Royaumes,

Etats & Sujets de Leurs Majestez; sa dite Majesté Très-Chrétienne, après avoir confié aux Troupes Angloises la garde des Villes, Citadelles & Forts de Dunkerque, pour marque de sa bonne foi, consent & promet, comme la Reine de la Grande-Bretagne promet aussi de sa part.

*La publication dudit Traité le 24.
d'Aout à Paris.*

On fait à sçavoir à tous qu'il appartiendra, qu'il y a Suspension d'Armes générale, & de tous actes d'hostilité, tant par Terre que par Mer, entre très-haut, très-puissant, & très-excellent Prince LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur: & très haute, très-puissante, & très-excellente Princesse ANNE, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Vassaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, & Seigneuries de leur obéissance, pendant le tems de 4. mois, à commencer du 22. jour du présent mois d'Août, & finissant le 22. du mois de Décembre prochain: Pendant lequel temps de 4 mois, il est défendu aux
Su-

touchant la Paix d'UTRECHT. 61

Sujets de S. M.. de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun acte d'hostilité par Terre, par Mer, sur les Rivières, ou autres Eaux, & de leur causer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis sévèrement, comme perturbateurs du repos public.

Fait à Fontainebleau le 21. Aout 1712.

Signé, LOUIS.

Et plus bas,

COLBERT.

*La Publication faite à Londres le 30.
d'Aout 1712.*

ANNE R.

D'autant que pour mettre fin à cette Guerre longue & onereuse, & pour rétablir la Paix générale, on a commencé depuis quelque temps des Conférences à Utrecht, où elles se tiennent encore : & que pour prévenir l'effusion du sang Chrétien, & tous les événemens de Guerre capables de troubler le progrès de cette Négociation ; & pour mieux assurer le Com-

merce de nos Royaumes , & des Etats qui en dépendent , il a été convenu entre nous & Sa Majesté Très-Chrétienne, de ce qui suit , sçavoir.

Qu'il y aura une Suspension générale de toutes Actions & Entreprises Militaires , & de tous actes d'hostilité en général , entre les Armées, Troupes, Flotes, Escadres, & Vaisseaux de Sa Majesté de la Grande Bretagne & du Roi Très-Chrétien pendant le terme de quatre Mois , a commencer du 22 du présent mois d'Août , jusqu'au 22. du mois de Décembre prochain.

Et pour prévenir tous sujets de plaintes & de disputes qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, Marchandises, ou autres Effets qui seroient pris par Mer pendant le temps de la Suspension , il a été convenu reciproquement, que les vaisseaux, marchandises & effets qui seront pris dans la Manche & dans les Mers du Nord, après l'espace de 12. jours , à compter depuis le 19. du présent mois d'Août , auquel le susdit Traité de Suspension a été signé ; & que tous les Vaisseaux, Marchandises & effets qui seront pris après six semaines , depuis ledit 19. jour d'Août , au delà de la Manche , des Mers Britanniques & les Mers du Nord

Nord, jusqu'au Cap. S. Vincent, ou au delà dudit Cap. jusques à la Ligne, soit dans l'Océan ou dans la Méditerranée, seront rendus des deux côtes.

Nous avons trouvé à propos, de l'avis de Notre Conseil Privé, de notifier le contenu ci-dessus à tous Nos bons Sujets; & nous leur Déclarons, que Notre Volonté Royale & Notre Plaisir est, & nous Ordonnons & Commandons expressément à tous Nos Officiers, tant par Mer que par Terre, & à tous Nos autres Sujets de quelque qualité qu'ils soient, d'empêcher tous Actes d'hostilité, soit par Mer, soit par Terre, contre Sa Majesté Tres-Christienne, ses Vassaux ou Sujets, durant ledit espace de quatre mois, sous peine d'encourir Notre plus grande indignation. *Donné à notre Château de Windsor le 19. Août 1712., &c.*

A Windsor le 29. Aout 1712.

*Sa Très-Excellente Majesté la Reine étant
en son Conseil.*

Pour prévenir les inconvéniens auxquels les Sujets de Sa Majesté pourroient être exposez, faute de ne pas entendre la teneur ou l'effet de sa Proclamation Royale, qui déclare la Suspension d'Armes,
tant

tant par Mer que par Terre, arrêtée entre Sa Majesté & le Roi Très-Chrétien, & qui en ordonne l'observation; & pour l'avancement & la sûreté du Commerce de ses bons Sujets pendant ladite Suspension d'Armes: Il a plû à Sa Majesté de déclarer, qu'aussi tôt que les Passports pourront être échangez, on les délivrera à ceux de ses Sujets qui en désireront pour leurs Vaisseaux, Biens, Marchandises & Effets, en observant exactement les divers Actes du Parlement qui subsistent encore, par rapport au Commerce & à la Correspondance avec la France.

EDWARD SOUTHWELL.

*Traité de suspension d'armes entre la France
& l'Espagne d'une part, & le Portugal de
l'autre, Conclu à Utrecht le 7. Novembre
1712.*

Nous Plenipotentiaires de sa Majesté le Roy très-Chrétien, & de sa Majesté le Roy de Portugal sommes convenus,

I. Qu'il y aura une suspension generale de toutes actions militaires par terre & par mer, entre les deux Couronnes de France
&

& d'Espagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, leurs Sujets, Armées, Troupes, Flottes, Escadres, & Vaisseaux, tant en Europe, que dans tout autre pays du monde, laquelle durera l'espace de quatre mois à commencer le quinziesme du present mois de Novembre, jusques au quinziesme du mois de Mars, que l'on comptera mil sept cent treize; & Sa Majesté Très-Chrétienne se fait fort, qu'elle sera observée par la Couronne d'Espagne.

II. En vertu du present Traité, tous actes d'hostilité cesseront entre ces trois Couronnes de châque costé pendant ledit espace de quatre mois tant par terre, que par mer & autres Eaux, en sorte que s'il arrivoit que pendant le cours de ladite suspension, on y contrevint de part ou d'autre, soit ouvertement, par quelque entreprise, ou autre fait d'armes, soit par surprise ou intelligence secrete, en quelque endroit du monde que ce fût, même par quelque accident imprévu, cette contravention se reparera de part & d'autre de bonne foy sans delay, ni difficulté : Les places, vaisseaux, & marchandises seront rendus incessamment, & les Prisonniers mis en liberté, sans qu'on demande aucune chose
pour

pour leur rançon, ni pour leur dépense.

III. Afin de prévenir tous sujets de plaintes & contestations, qui pourroient naître à l'occasion des prises faites sur mer pendant le terme de la suspension, on est convenu que les Vaisseaux de part & d'autre qui seroient pris après l'expiration des termes ci dessus marquez à commencer du jour de la signature de ce Traité seront entièrement rendus avec le monde, l'Equipage, les Marchandises & les autres effets qu'on y aura trouvé, sans la moindre exception, sçavoir ceux qu'on aura pris depuis les Costes de Portugal jusques à la hauteur des Isles Açores & du Détroit de Gibraltar après l'espace de vint cinq jours: Depuis le même Détroit jusques à tous les Ports de la Méditerranée après l'espace de quarante jours: Depuis les susdites Costes de Portugal vers les Mers du Nord & dans lesdites mers après cinquante jours: Depuis la hauteur des Isles des Açores jusques au vint cinquième degré du côté du Sud après cinquante jours, & enfin après ledit vint-cinquième degré vers toute autre partie du monde après six mois. Bien entendu que dans lendroits où la suspension ne peut avoir lieu que dans six mois, il est stipulé, que

que ladite suspension ne commençant qu'après les susdits six mois, elle ne finira par conséquent que dans dix mois, & à l'égard des autres endroits, on observera la même chose à proportion des termes marquez, afin que l'on y ait connoissance de ladite suspension d'armes.

I V. Tous vaisseaux & bâtimens desdites trois Couronnes pourront naviguer librement & jouir de la présente suspension depuis les termes ci-dessus marquez, sans être munis d'autres passeports que de ceux de leurs Souverains, & en cas que les Marchands souhaitent d'en avoir d'autres, on leur en accordera reciproquement.

V. Sa Majesté Très-Chrétienne promet que les Articles ci-dessus de la cessation d'armes per mer observez par tous les Capitaines de Vaisseaux & autres bâtimens qui ont ou auront Commission de ses Alliez; & Sa Majesté Portugaise promet que de sa part ils seront pareillement observez à l'égard de tous les Alliez de Sa Majesté Très-Chrétienne.

VI. En vertu de la présente suspension d'armes les troupes, que Sa Majesté Portugaise a présentement en Catalogne retourneront en Portugal le plutôt qu'il sera possible.

possible, & à fin que Sa Majesté Portugaise ait le tems d'envoyer ses ordres au General qui commande lesdites troupes, ladite suspension d'Armes ne commencera pour elles que le premier Decembre prochain, auquel jour elles seront & demeureront dans l'inaction jusqu'à leur depart sans pouvoir servir ni directement ni indirectement contre les deux Couronnes; & en cas que leur retraite se fasse par terre, des Commissaires Espagnols se trouveront sur la frontiere dans les premiers jours de Decembre prochain, pour concerter avec le General desdites troupes Portugaises le jour de leur depart & toutes les mesures necessaires, afin que leur marche au travers des Etats de la Couronne d'Espagne soit la plus courte & la plus commode qu'il sera possible & que leurs logements soient reglez dans la route: Bien entendu que pendant ladite Marche on leur donnera aussi des Commissaires pour les garantir de toutes insultes; & pour leur faire fournir des vivres aussi bien que tout ce qui leur sera necessaire au pris commun & ordinaire dans le Pays. Sa Majesté Très-Chrétienne se fait fort, qu'on aura toute l'attention possible pour la seureté desdites

tes troupes, & que si par quelque accident imprévu, il arrivoit que le terme des quatre mois de la suspension vint à expirer pendant leur passage par terre ou par mer, en ce cas la suspension d'armes ne laissera pas de continuer à l'égard de ces troupes seulement jusques, à ce qu'elles soient arrivées en Portugal.

VII. Les Ratifications du present Traité seront échangées de part & d'autre dans le terme de quarante jours, ou plustost si faire se peut, nons obstant que la suspension doive commencer au quinzieme du present mois de Novembre.

En foy de quoy & en vertu des Ordres & pleins pouvoirs que nous soussignez avons recus de nos Maîtres le Roy Très-Chrétien & le Roy de Portugal, avons signé le present Traite & y avons fait apposer les Sceaux de nos Armes. Fait à Utrecht le septième Novembre mil sept cent douze.

Estoit signé

L. S. *Huxelles.*

L. S. *l'Abbe de Polignac.*

L. S. *Mesnager.*

L. S. *J. Comte de Tarouca.*

L. S. *D. Loui da Cunha.*

L. S. *D. Loui da Cunha.*

Par

*Publication des Nobles & Venerables Seigneurs
les Bourguemaitres & Magistrats d'Utrecht,
afin que personné n'aye le hardiesse de mal
traitter aucun des Plenipotentiaires, ou
quelqu'un de leur Suite, &c.*

NOUS BOURGUEMAITRES & SENATEURS de la ville d'Utrecht ayant ouï plusieurs fois des plaintes, qui nous ont fait connoître qu'il s'étoit commis des insultes, & affronts à ceux des Domestiques, ou de la suite de Messeigneurs les Plenipotentiaires, qui se trouvent actuellement ici au traité de Paix, & dont les Personnes suivant le droit des Gens doivent être tenues pour sacrees & inviolables, partant les insultes & mauvais traitemens qui se font à eux ou à ceux de leur suite punis au plus haut degré.

SI EST CE que Messeigneurs les BOURGUEMAITRES & SENATEURS susdits y ayant voulu pourvoir, afin d'éviter toute confusion, avertissent, & defendent serieusement par celleci à toute personne de quelqu'âge & condition qu'Elle puisse être, de n'avoir en aucune maniere la hardiesse de railler, médire, ou méfaire, de parole ou d'action qui ce soit desd.
Soi-

Seigneurs Ministres Publics, ou ceux de leur Suite sous peine que Messeigneurs les venerables MAGISTRATS feront proceder contre eux comme contre des Violateurs, Aggresseurs, & Perturbateurs du Repos Public suivant la rigueur du droit, les faisant même punir arbitralement & corporellement suivant l'exigence des cas.

Monsieur le Grand Officier, son Substitut, & tous les Sergens de la ville, sont pour cela autorisés d'apprehender *de facto*; tous ceux qu'on trouvera contrevenir à la presente & de les mettre dans les prisons de l'Hôtel de Ville (dite Hasenberg.)

Et afin que personne ne puisse pretendre cause d'ignorance de cet avertissement de Nos Venerables MAGISTRATS, il sera lû, publié, imprimé & affiché aux lieux ordinaires & accoutumés.

*Ainsi arrêté au Senat de l'Hôtel de
Ville d'Utrecht, more solito
publié le 25. d'Aoust 1712.*

En connoissance de moy.

E. V. HARSCAMP.

Me-

*Memoire d'Adolphe Henry Comte de
Rechieren, un des Plenipotentiaires
de Leurs Hautes Puissances les Etats
Generaux des Provinces Unies. Avec
les Documents y joints sub N. 1. 2. 3.
4. & 5. & les Lettres A. B. C. D. & E.
Contenant ce qui s'est passé au sujet de
quelques Querelles entre les Laquais,
dudit Comte, & ceux de Monsieur
Menager un des Plenipotentiaires de
Sa Majesté Tres-Chrétienne*

Hauts & Puissants Seigneurs

MESSEIGNEURS,

Le souigné ayant examine le Factum
de Monfr. Menager un des Plenipo-
tentiaires de Sa Majesté Tres-Chrétienne,
portant plusieurs faits & des plaintes, com-
me si le souigné auroit manqué de respect
envers le caractère dudit Ministre de sa
Majesté, & violé le droit des gens, ainsi
qu'il paroît par ledit Factum ci joint sub
Num: 1.

Et comme sa Majesté Tres-Chrétienne
par la seule relation de Mr. Menager, a
trou-

trouvé bon, d'envoyer ses ordres pour faire demander le rappel du sousigné, ou qu'à moins de cela, elle vouloit suspendre toute negociation sur la Paix ainsi qu'il paroît par l'Ecrit cy joint sub Num: 2.

Le sousigné a cru de son devoir de se rendre ici, pour remontrer tres humblement à V. H. P. que pour une partie il ne convient pas des faits & plaintes allegués par ledit Plenipotentiaire, & quand on voudra examiner l'affaire à la rigueur, on trouvera, que c'est plus-tôt Monfr. Menager, que non pas le Sousigné, qui auroit violé le droit des gens, & contrevenu au reglement établi pour l'ouverture & la methode des Conferéces à Utrecht, & aux loix pour conserver le repos publicq, & les maximes generalement reçûes, puis que c'est par les Domestiques de Monsieur Menager, que la querelle a été entamée, & qu'il a protégé ses Domestiques qui avoient fait une insulte notoire à deux différentes reprises, premierement a un, & après à deux des Plenipotentiaires de V. H. P. par consequent, que les plaintes de Monfr. Menager sont mal fondées, & que par là il a donné lieu à sa Cour de prendre une telle résolution, & a former des

pretentions qui paroissent au sousigné bien dures à son égard.

Pour prouver la position cy dessus, le Sousigné croit nécessaire de donner à V. H. P. une information claire & distincte des faits en question, afin qu'étant pleinement éclaircies sur le fait, elles puissent juger de la raison, & du tort, & y prendre une résolution convenable.

Pour garder cet ordre, V. H. P. auront la bonté de remarquer, qu'il y a deux sortes de faits qui se sont passés.

Les uns regardent Monfr. de Moermont & le Sousigné ensemble, & les autres regardent le Sousigné en particulier.

Ces deux faits differents sont contenus dans la narration du fait cy joint sub Num: 3. & la suite sub Num: 4. averé par les attestations du Sr. Rumpf Secrétaire des Plenipotentiaires de l'Etat, par celles de l'Amanuensis van Riel, & par le reglement établi pour l'ouverture & la methode des Conférences à Utrecht Art. 8. portant si quelque Domestique de Plenipotentiaire faisoit insulte, ou querelle a quelque Domestique d'un autre Plenipotentiaire, l'agresseur sera aussi-tôt remis au pouvoir du Maître de celui qui aura été attaqué ou insulté, & il en fera justice comme
N. B.

N. B. Van Riel étant à l'Armée, c'est la raison que sont attestation n'a pû être jointe icy, mais si l'on pretendoit de contester ce qui est allégué par les Attestations du Sr. Rumpf, on se fait fort de produire toujours celle de van Riel.

il le jugera à propos, comme tout cecy se peut voir sub Litt. A. B. C. D. & E. & ce qui, à l'égard de l'essentiel, ne peut aussi être nié par le Gentilhomme même de Monfr. Menager.

Les seconds faits s'étant passez au mail, regardent le sousigné en particulier & sont contenus tant dans la narration du fait susdit sub Num: 4.

Que dans les remarques ou la contre-declaration faite par le sousigné à la marge du Factum de Mr. Menager cy joint sub Num: 5.

A l'égard de la difference desquels seconds Faits, comme ils sont couchez dans lesdites remarques ou contre declaration sub Num. 5. l'on s'en rapporte a la connoissance de Messieurs de Randwyck & Buys, qui depuis le commencement jusques à la fin y ont été presents.

Si bien que V. H. P. verront clairement

par la narration du fait sub Num. 3. & 4. & par les remarques ou contre-declaration mise à la marge dudit Factum sub Num. 5. & par les autres Pieces justificatoires, qu'à l'égard des faits dans l'affaire en question, il y en a quelques uns, qui se sont passés autrement, que ne porte le Factum de Monfr. Menager.

Cependant les susdits faits, comme ils sont exposés maintenant, doivent encore avoir été rectifiés, car dans le commencement plusieurs personnes ont dit au Sousigné, que Monfr. Menager le vouloit encore foudroyer d'avantage, en soutenant qu'il auroit parlé mal de la personne & de l'autorité Royale, & qu'il pretendoit vérifier cette accusation par le témoignage du Sr. de Villiers, qui l'auroit entendu, mais comme j'ay nié ce fait, & que j'ay dit à plusieurs personnes, que si ledit de Villiers disoit cela, il ne disoit point la vérité, que même il avoit été trop éloigné pour avoir pu entendre nôtre conversation, & comme on m'a dit aussi du depuis, que Messieurs de Randwyk & Buys ont dit à Messieurs les Plenipotentiaires de Sa Majesté la Reine de la Grande Bretagne, qu'ils ne l'avoient pas entendu, comme Monfr.

Monfr. Vander Dussen, (avec lequel ledit de Villiersse promenoit alors) a dit aussi, qu'ils avoient été trop éloignés pour que ledit Villiers l'eut pu entendre, ainsi Monfr. Menager a bien voulu se raviser à cet égard dans ses plaintes.

Par la narration du fait susmentionné sub Num. 3. & sa suite sub Num. 4. par les remarques ou contre-declaration faite à la marge du Factum de Monfr. Menager, sub Num. 5. & par les documents justificatoires y joints sub Litteris A. B. C. D. E. Vos Hautes Puissances seront pleinement informées du fait en question, & pourront être convaincues, que, bien loin que Monfr. Menager fut en droit d'accuser le sousigné d'avoir violé le droit des gens, & d'en demander réparation, ce seroit à luy d'en faire autant, même le sousigné ose se persuader de l'équité de la Majesté Tres-Chrétienne, qu'en cas Elle eut eu toutes ces informations, Elle n'auroit pas pris la résolution qu'Elle a prise, telle qu'elle est cy jointe sub Num. 2.

Car à dire vray, MESSEIGNEURS, je laisse indecis si Monfr. de Moermont & le Sousigné n'avoient pas lieu de soutenir, qu'ils étoient sifsez par les Domestiques de

D 3

Monfr.

Monfr. Menager, & jusques ou dans ce cas nous aurions pu étendre nôtre reparation, d'autant qu'au moins, lors que cela s'est fait, nous étions dans le Carosse, mais de vouloir tirer en doute (comme il semble que Monfr. Menager le veut faire dans son Factum Art. 8.) si des grimaces & gestes indecents faits par des Laquais à d'autres laquais, qui se trouvent sur le Carosse où le Maître est dedans, soient des insultes, c'est tout à fait contre la droite raison, puis qu'une insulte se fait aussi bien par des gestes, & par des grimaces, que par des paroles, & par des actions; mais il paroît, comme si Monfr. Menager avoit cru qu'on pût nous siffler insolament, & que bien loin d'avoir songé à nous donner quelque reparation raisonnable, il a taché de couvrir l'insulte de ses Domestiques, & de les protéger contre le droit des gens, qui veut que les Domestiques & les Carosses soient aussi inviolables que leur Maîtres, contre le Reglement de police cy-joint sub Litt. E. & contre sa propre promesse donnée la première fois, savoir le 20. de Juillet, au Secrétaire Rumpf, uti sub B. & reiterée le même jour par le Gentilhomme de Monfr. Menager au Comte de Rechteren, vide narra-

narrationem facti sub Num. 3. & 4. ce qui ne peut pas être nié par le Gentilhomme même.

Mais il paroît que Monfr. Menager (non content d'avoir avancé cette thèse) doutant, si siffler les laquais des Plenipotentiaires de l'Etat étants derriere le Carosse de leur Maitres, soit une insulte, comme il le dit dicto Art. 8. de son Factum, l'a aussi decidée reellement par son refus de satisfaction.

Il va encore plus loin, puis qu'il paroît qu'il veuille soustenir que c'est violer le droit des gens, quand un laquais d'un Plenipotentiaire de l'Etat, attaque un de ses laquais (pour un affront reçu dont il n'a pu obtenir réparation) à un bout du mail, lors-que Monfr. Menager se promene à l'autre, & que c'est une affaire qui regarde le Roy, passant ainsi par dessus l'insulte faite par ses Domestiques à ceux des Plenipotentiaires de l'Etat, étant derriere le Carosse ou leurs Maitres étoient dedans, tout de même comme si une grande insulte portée aux Ministres de l'Etat, ne seroit pas une insulte, & qu'une moindre portée à lui, renfermeroit une violation du droit des gens & regarderoit le Roy. Cependant il est evi-

dent qu'une insulte faite à des Domestiques étant dessus le Carosse où leurs Maîtres sont dedans, est bien plus grande que celle qui se fait à un Domestique d'un Ministre étant fort éloigné de son Maître.

C'est la proprement l'estat de la question, Messieurs, dont il s'ensuit nécessairement, que selon les principes de Monfr. Menager, non seulement ses Domestiques pourroient insulter impunement ceux des Plenipotentiaires de l'Etat, mais aussi, que le sort des Plenipotentiaires de l'Etat dependroit de l'action d'un laquais.

Et comme le premier point de cette position à l'égard des laquais du Sousigné s'ensuit du refus de Monfr. Menager, à n'avoir voulu donner aucune reparation de l'insulte que les Domestiques du Sousigné avoient reçue.

Il semble que la Cour de France entré aussi dans le second point de cette position, en demandant le rappel du Souffigné sans autre connoissance de cause.

Cependant quoy qu'il en puisse être des sentimens de Monfr. Menager, pour moy je puis dire, que j'ay été trente & deux ans dans le Gouvernement, & que j'y eu l'honneur de remplir les premieres Charges,
que

que c'est à cette heure près d'onze ans, que j'ai l'honneur d'être revêtu par V. H. P. du caractère tant de Ministre publicq, que de Leur Deputé à Leurs Armées, mais que jusques ici, je n'ay pas encore entendu avancer de tels sentiments; aussi j'avoue franchement, que je ne pretens nullement être le premier, à qui Monsr. Menager appliquera cette nouvelle maxime, & en fera la premiere preuve.

Voilà MESSEIGNEURS, le fait & la justification de la conduite du Souffigné à l'égard de l'affaire en question, dans tout son jour.

Toutesfois le Souffigné seroit au desespoir que le publicq dût souffrir la moindre chose pour lui, bien moins qu'il dut servir d'obstacle à l'avancement de la paix, ouvrage d'autant plus salutaire & souhaitable pour toute la Chrétienté, que Sa Majesté Tres-Chrétienne à bien voulu declarer dans les Preliminaires qu'Elle la feroit telle, que toutes les parties engagées dans la Guerre presente sans en excepter aucune; y trouveroient leur satisfaction raisonnable.

Ainsi pour prouver que rien au monde ne m'est plus cher que ma Patrie, & pour témoigner, que je ne suis, pas seulement, prêt.

de sacrifier ma Commission, mais même ma vie, s'il estoit besoin, pour la rendre heureuse; je viens avec tout le respect possible pour remettre ma Commission entre les mains de Vos Hautes Puissances, comme je prens la liberté de le faire par celle cy, en leur rendant treshumblement graces pour tous les bien-faits, dont Elles ont bien voulu m'honorer pendant le cours d'environ onze années de Ministère, tant en qualité de Deputé à leurs Armées, qu'en qualité d'Envoyé extraordinaire à plusieurs Cours, & Plenipotentiaires pour la Paix. Souhaitant au reste tres ardemment MESSEIGNEURS, que le Ciel veuille combler leur Personnes & Gouvernement de toutes sortes de benedictions. Fait à la Haye ce 5. Septembre. 1712.

Le Comte de Rechteren.

Num. 5.

Num. 5.

Remarques ou contre-declaration du Comte de Rechteren, sur le Factum de Mr. Menager Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, couchées cy a côté.

Ad. 1.

C'étoit le 27 de Juillet dernier, jour que la nouvelle de l'action de Denain étoit venue à Utrecht, que, premierement le Comte de Rechteren passant pardevant la maison de Mr. Menager en Carosse, & après Mr. de Moermont & lui y passant encore, furent

Factum de Mr. Menager.

Art. 1.

Quelques jours après qu'on eut recû à Utrecht la nouvelle de l'affaire de Denain, Mr. le Comte de Rechteren & Mr. de Moermont envoyèrent un Secrétaire à Mr. Menager pour luy dire; qu'il venoit de la part de ces deux Mrs. faire des plain-

D 6 sistes

fiflex par quelques domestiques, qui étoient à la porte selon le rapport & les plaintes des laquais de Mrs. de Moermont & Comte de Rechteren, comme il paroît par le narré du fait sub Num. 3. & 4.

Ad 2.

L'on s'y rapporte encore,

Ad 3.

Je me suis mis avec Mr. de Moermont dans son Carosse, et suivant ledit rapport de Nos laquais, le Suisse a aussi bien fait des gestes indecens, que

tes à Mr. Menager contre ses laquais; & tira en même tems un papier, dont il fit la lecture,

2.

Il contenoit que les laquais de Mr. de Rechteren luy avoient rapporté, que passant derrière son Carosse devant l'hôtel de Mr. Menager, ses laquais leur avoient fait des grimaces ou des gestes indecens.

3.

Que Mr. de Rechteren ayant pris Mr. de Moermont chez luy, & repassé devant l'hôtel de Mr. Menager, ses laquais avoient encore fait les

les autres Domestiques
qui étoient à la porte.

les mêmes indegen-
ces, que le Suisse
de Mr. de Menager
étoit present & avoit
vû tout ce qui s'étoit
passé.

Ad 4.

Mr. de Moermont
et moy avons fait de-
mander à Mr. Mena-
ger en des termes hon-
nêtes et convenables,
par le Secrétaire Rumpf
reparation raisonnable,
et en cas qu'il le refu-
sat absolument, qu'a-
lors il luy feroit lecture
du Memoire sub A.

Ad 5.

Après bien des in-
stances et des débats
Mr. Menager a con-
senti que Nous envoie-
rions Nos laquais sut les
trois heures après diner
à l'hôtel de Mr. Me-
nager, pour être con-
frontés avec ses dome-

4.

Que c'étoit une
offense à l'égard de
Mr. de Rechteren
& de Mr. de Moer-
mont, dont ils de-
mandoient satisfacti-
on, ou qu'autre-
ment, ils seroient
obligés de s'en faire
eux mêmes.

5.

Mr. Menager re-
pondit au Secrétaire,
qu'ils s'informerait de
la verité du fait, &
que dès l'après midy
il rendroit reponse à
Mr. de Rechteren
& à Mr. de Moer-
mont.

D 7 *stiques*

stiques uti sub B. &
comme le gentilhomme
de Mr. Menager l'a dit
luy même au Comte de
Rechteren.

Ad 6.

Le fait est, que le
Gentilhomme de Mr.
Menager est venu trou-
ver le Comte de Rech-
teren pour luy dire de
la part de son Maître
que la confrontation,
qui se devoit faire sur
les trois heures après
disne, pût être remise
jusques au lendemain,
puis que deux de ses do-
mestiques étoient sortis
avec sa permission de la
ville, et devoient re-
venir le même soir, si
bien que le lendemain
ils seroient tous ensen-
ble, ce qui fût accordé
par le Comte de Rech-
teren.

6.

On fut effective-
ment cet après midy
chez Mr. de Rech-
teren, lui dire que
l'absence de quel-
ques laquais avoit
empêché que le fait
n'eut été éclairci &
que le lendemain
matin on luy feroit
reponse.

Ad 7.

Cecy s'est passé dans
mon absence.

Ad 8.

L'art. 8. & ce qui
s'ensuit est adressé à
M. de Moermont,
mais le Comte de
Rechteren y fait ses
remarques dant son
memoire present à
L. H. P. le 5. Sep-
tembre 1712.

7.

Mr. Menager en-
voyale jour suivant
au matin son Gen-
tilhomme chez Mr.
de Rechteren, mais
il le trouva parti
pour la Haye.

8.

Il fût en suite chez
Mr. de Moermont &
lui fit la lecture de
la reponse suivante.

Réponse par écrit.

Mr. Menager est
trés éloigné de souf-
frir que ses Dome-
stiques fassent la
moindre offense à
personne, & parti-
culièrement aux
Gens de Mr. de
Moermont ; il ne
veut point entrer
dans l'examen, si
des grimaces ou des
gestes faits de loin
par des laquais à
d'au-

d'autres laquais en passant derrière le Carosse de Leur Maître, sont des insultes aux termes du Règlement.

Il est prêt à remettre à Mr. le Comte de Rechteren & à Mr. de Moermont ceux que L. E. auront vû commettre ces indecences & par là perdre le respect à leur égard, où si leurs laquais en sont les dénonciateurs après qu'ils en auront fait la preuve, car aucuns de ceux de Mr. Menager ne conviennent du fait.

Mr. de Moermont répondit que véritablement il n'avoit point vû faire les grimaces dont il se plaignoit, que cependant
il

il esperoit que Mr. Menager luy donneroit satisfaction, mais que le fait dont il s'agissoit, regardoit plus particulièrement Mr. de Rechteren, qu'il étoit à la Haye, & qu'il luy en parleroit à son retour.

Ad 9.

Le Secretaire Rumpf a été envoyé à Mr. Menager au nom de Mr. de Moermont & du Comte de Rechteren pour demander encore en des termes obligans & honnêtes une réparation raisonnable, mais cela est fait le 15 d'Août. Voyez de tout ceci l'attestation dudit Secretaire sub litt: C.

Ad 10.

Il est vray que le Gentilhomme de Mr.

9.

Mr. de Rechteren étant revenu à Utrecht envoja le 13 d'Août un Secretaire à Mr. Menager pour luy demander satisfaction sur l'offense dont il s'étoit plaint cy-devant.

10.

Mr. Menager envoja sur le champ.
Me-

Menager est venu trouver le Comte de Rechteren, & luy dire comme il est convenu dans sa narration du fait sub Num. 3. qu'il a dit aussi qu'il l'avoit déjà cherché deux fois, & qu'il avoit un papier à la main, mais il ne l'a pas lû, au reste cecy ne s'est pas passé le 13, mais le 16 d'Août, & ce ne fût pas le dimanche mais mardy, & preuve de cela c'est, que Nous n'avons envoyé Nôtre Secrétaire que le Lundy qui étoit le 15.

Ad 11.

La reponce du Comte de Rechteren est contenue dans sa Narration du fait sub Num 3. de la même date 16 d'Août.

son Gentilhomme porter sa reponce à M. de Rechtereën, mais ne l'ayant point rencontré, il y retourna l'après midi, & ne lui pût encore parler; il le trouva enfin le dimanche au matin, & luy fit la lecture de la reponse précédente, comme il avoit fait à Mr. de Moermont.

11.

Mr. de Rechteren répondit qu'à la vérité, il n'avoit point vû les grimaces indecentes, mais qu'il conviendrait qu'il envoiat les laquais chez Mr. Menager

Ad

pour reconnoître
ceux dont il se plaig-
noit.

Ad 12.

*L'en s'y rapporte en-
core.*

12.

Le Gentilhomme
ajouta verbalement
que le Suisse qu'on
avoit proposé pour
témoin oculaire des
gestes pretendus, dé-
claroit, qu'il ne les
avoit point vûs com-
mettre à pas un la-
quais, que si Mr. de
Rechteren souhaitoit
d'entendre cette de-
claration de la propre
bouche du Suisse,
ou lui faire quelque
autre interrogation,
qui pût faire recon-
noître les pretendus
coupables, Mr. Me-
nager luy enverroit
sur le champ ce do-
mestique.

Ad 13.

Mr. vander Dussen

13.

Hier au soir le 18
s'est

s'est bien promené au Mail, mais avec le Sr. de Villiers & à une assez grande distance des Mrs. nommez dans cet art., & Mr. vander Dussen ne vint qu'après que tout fût déjà passé, & alors le Comte de Rechteren joignit Mrs. vander Dussen & Villiers, qui poursuivirent leur promenade au mail du côté de la Ville pendant que Mr. Menager avec Mrs. de Randwyck & Buys prirent l'autre côté, & Mrs. vander Dussen & le Comte de Rechteren après s'être encore promenés un peu retournerent chez eux.

d'Août Mr. le Baron de Randwyck, Mr. vander Dussen, Mr. Buys, & Mr. le Comte de Rechteren se promenoient sous les allées du mail.

14°

Mr. Menager qui s'y promenoit aussi avec le Sr. de Villiers salua Mr. le Comte de

Ad

Rechteren , qui
s'étoit detaché de la
Compagnie pour
venir à luy , vers les-
quelles ils retour-
nerent.

15.

Après s'être joints
on se fit de part &
d'autre des civilités,
& on entra dans une
conversation indiffe-
rente.

Ad 16.

*Il est vray que le
Comte de Rechteren à
insisté en des termes
forts obligeants & ho-
nêtes sur une repara-
tion, vide narrat. facti
sub Num. 4.*

Ad 17.

Ad idem.

16.

Mr. de Rechteren
s'étant dans la suite
aproché de Mr. Me-
nager lui dit qu'il at-
tendoit toujours la
satisfaction qu'il luy
avoit demandée au
sujet de ses Laquais.

17.

Mr. Menager re-
pondit qu'il luy avoit
envoyé son Gentil-
homme plusieurs
fois, & qu'il avoit vû
par la reponse qu'il

-Ad

lui avoit faite, qu'aucun de ses Laquais ne convenoit des gestes indecents, dont les siens se plaignoient; qu'il voudroit de tout son cœur decouvrir les pretendus coupables.

Ad 18.

Le Comte de Recheren ne convient pas des termes, comme ils sont couchez dans cet Art., mais il est vray, qu'il a pressé Mr. Menager pour accorder la confrontation des Domestiques, comme il avoit accordé au Secrétaire Rumpf, & comme il lui avoit aussi fait dire par son Gentilhomme, & qu'alors la verité se decouvriroit bien tôt, vide Narrat. facti sub Num. 3. et 4.

18.

Il faut donc, répartir Mr. de Recheren, que vous permettiez à mes gens d'aller dans votre maison reconnoître ceux d'entre les Vôtres, qui les ont offensés.

Ad 19.

Le Comte de Rech-
teren ayant pressé Mr.
Menager sur la confron-
tation, comme il est dit
dans l'Art. precedent,
Mr. Menager ny repon-
dit que de cette manie-
re les uns seroient les
accusateurs & les au-
tres nieroient le fait,
qu'il ne vouloit point ce
bruit dans sa maison,
ni s'eriger en juge dans
cette affaire, vide la
Narration du fait, sub
Num. 3. & 4.

Ad 20.

Cet Art. est tout à
fait de l'invention de
Mr. Menager, mais le
cœur luy peut avoir dit
vray, que je ne pretens
pas de recevoir des in-
sultes.

19.

Mr. Menager re-
pondit que cette
proposition ne seroit
pas juste, parce
qu'outre que ce se-
roit livrer les accusés
aux accusateurs, ce
qui est contre la regle
ordinaire, il en arri-
veroit de la part des
domestiques des re-
criminations, qui
formeroient tous les
jours de nouvelles
querelles suivant leur
caprice.

20.

Sur quoy Mr. de
Rechteren dit, le
Maître & les Valets
se feront donc justi-
ce, je suis revêtu du
caractère d'un Sou-
verain aussi bien que
vous, & je ne suis pas
homme à recevoir
des insultes.

Ad

Ad 21.

Il est vray que Mr. Menager croyoit que le Comte de Rechteren devoit être satisfait de sa reponse, mais il est vray aussi que celui-cy lui témoigna de ne le pouvoir être nullement.

Ad 22.

Monsieur vander Dussen & le S. Villiers n'ont pas joint dans ces entrefaites Mrs. Menager, de Randwyck, Buys & le Comte de Rechteren, & ainsi ils ne se sont pas separez alors, comme il est dit dans cet Art., mais il est vray, comme il est dit dans cet Art. que Mr. vander Dussen & ledit Sr. de Villiers s'approchoient a une distance assez éloignés, lors que cecy se passa, & c'est pour cette raison que le

21.

Mr. Menager repondit qu'il croyoit, qu'il devoit être satisfait de la reponse qu'il luy avoit faite par son Gentilhomme.

22.

Mr. vander Dussen & le Sr. de Villiers s'étoient separés & se promenoient à une distance un peu éloignée, Mr. de Randwyck & Mr. Buys ayant formé une conversation avec Mr. Menager pour luy prouver qu'il falloit donner, satisfaction à M. de Rechteren, ce dernier parla Hollandois à quelques gens de sa livrée qui étoient dans le jeu du mail,

Com.

Comte de Rechteren fut bien surpris, lors qu'il apprit que Mr. Menager vouloit se servir du témoignage dudit Sr. Villiers pour prouver qu'il auroit mal parlé de Sa Majesté T. C. & de son autorité Royale, l'on prend pro confesso que Mrs. de Randwyk & Buys ont taché aussi à induire Mr. Menager pour donner une

Peu de tems après les Laquais de Mr. Menager vinrent vers Mr. vander Dussen & le Sr. de Villiers qui se trouvoit proche d'eux pour se plaindre de ce que les gens de Mr. de Rechteren, les avoient surpris par derrière & mal traités de coup au visage.

reparation raisonnable à Messieurs de Moer-
mont & le Comte de Rechteren, & que Mr.
Buys s'est encore servi d'un argument, que
sans doute nos plaintes étoient sondees, pui-
que ses Laquais s'étoient plaints aussi, que les
Domestiques de Mr. Menager les avoient
sifflés, & même demandé la permission de
s'en pouvoir vanger, mais que Mr. Men-
ager n'a pas voulu écouter raison. Au reste
les Laquais du Comte de Rechteren nient
d'avoir attaqué & surpris les Laquais de
Mr. Menager par derrière, mais qu'après
avoir demandé à celui qui les avoit sifflés,

pourquoy il avoit fait cela, un des Laquais du Comte de Rechteren luy avoit donné un soufflet au visage, que là dessus deux autres Laquais de Mr. Menager ayant voulu tomber sur le Laquais du Comte de Rechteren, deux de ses Camarades s'en étoient mêlez aussi.

Ad 23.

Regarde le Sr. de Villiers.

23.

Le Sr. de Villiers leur dit, allez à Mr. de Rechteren qui est plus loin avec Mr. Menager lui porter vos plaintes.

Ad 24.

Les Laquais du Comte de Rechteren nient d'avoir menacé de coups de couteau les Laquais de Mr. Menager; aussi ce fait ne convient pas avec les plaintes que lesdits Laquais avoient portées au Sr. de Villiers, & dont il est parlé à l'Art. 22. à sçavoir qu'ils avoient

24.

Ils y furent & dirent à ces Mrs. que les gens de Mr. de Rechteren, les avoient frappé au visage, & menacés de coups de couteau.

été mal traité de coups
au visage, & il paroît
un peu paradoxé d'être
frappé au visage &
attaqué par derrière.

Ad 25.

Le Comte de Rech-
teren convient de cet
Art., mais il ne prouve
autre chose si ce n'est
que le dit Comte ait
approuvé le fait de ses
gens & nullement qu'il
y auroit donné ordre,
aussi peut-il assurer
en homme d'honneur de
n'avoir pas donné cet
ordre, mais d'avoir seu-
lement dit à ses Laquais qu'il n'avoit pu tirer
aucune réparation de Mr. Menager, & qu'ainsi
ils pourroient vider leurs querelles eux mêmes :
il avoue de plus, qu'il ne pourroit jamais des-
approuver ses Laquais, quand, après avoir es-
sué des insultes, dont on n'a pu obtenir répa-
ration, ils s'en ressentent.

Le Comte de Rechteren vient de déclarer
dans ce dernier Art: 25. qu'il n'a pas donné
ordre à ses Laquais de se vanger de l'insulte

Ad 25.

Mr. de Rechteren
prit la parole & ré-
pondit tout haut en
présence de Mr. Me-
nager, & de toute la
Compagnie, toutes
les fois qu'ils le fe-
ront je les recom-
penserai, & s'ils ne
le faisoient pas je les
chasserois.

receüe de ceux de Mr. Menager, & cela est
vray au pied de la lettre. Mais il a mieux
aimé de laisser cette affaire de valet à valet,
que d'en faire une de Maître à Maître, &
bien plus, que d'en mêler les Souverains.

Num. 2.

Exhib. le 5. Septembre 1712.

LEs Plenipotentiaires de France ont re-
cû ordre du Roy leur maître, de sus-
pendre toute negotiation sur la Paix jus-
ques à ce qu'ils ayent eu satisfaction de l'in-
sulte faite par Monsieur de Rechteren à l'un
d'eux.

Pour cet effet ils ont ordre de demander
premierement à Messieurs les Etats Gene-
raux, si Mr. de Rechteren a suivi leurs or-
dres dans la violence, que ses domestiques
ont commise, & dans les discours, qu'il a
tenus lui même, ou si ce procedé vient
seulement de son chef, par quelque motif
que ce soit.

Si Messieurs les Etats Generaux l'a-
vouent, lesdits Plenipotentiaires de France
ne trouvant plus de seüreté pour eux dans
Utrecht, en rendront compte à Sa Ma-
jesté.

Si la conduite de Monsieur de Rechteren est desavouée, ou desapprouvée par ses Maîtres, le Roy pretend, que l'offense ayant été publique, le desaveu le soit aussi.

Que tous les autres Plenipotentiaires des Provinces Unies se rendent chez l'un des Plenipotentiaires de France, ou ils seront tous trois.

Que ces Messieurs leur assurent au nom de Leurs Maîtres, que jamais Monsieur de Rechteren n'a reçu d'ordre, qui puisse autoriser la conduite, qu'il a tenu, qu'ils la desapprouvent, & qu'ils seroient tres fachés, que Sa Majesté pût croire, qu'ils eussent intention de manquer au respect, qui luy est dû.

Le Roy pretend de plus, que Mr. de Rechteren soit rappelé & qu'il soit nommé un autre Plenipotentiaire à sa place, n'étant pas possible à ses Plenipotentiaires de traiter d'avantage avec un Ministre, qui a violé le droit des gens.

C'est l'unique reparation que Sa Majesté puisse admettre, & ses Plenipotentiaires n'en accepteront point d'autre.

Num. 33.

Narratio facti de ce qui s'est passé entre quelques domestiques de Monsieur Menager Plenipotentiaire de Sa Majesté Très-Chrétienne, & ceux de Messieurs de Moermont, & du Comte de Rechteren Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces Unies, & ce qui s'y est passé puis après sur ce sujet, consiste en substance comme s'ensuit.

LE 27. du mois de Juillet dernier, jour que la nouvelle de l'action de Denain étoit arrivée à Utrecht, le Comte de Rechteren, sur les dix heures du matin, allant voir Mr. de Moermont, & passant par devant la maison de Mr. Menager Plenipotentiaire de Sa Majesté T. Chr. il se trouva que le Suisse & quelques autres Domestiques

mestiques de Mr. Menager, furent devant la porte de sa maison, lesquels dans le moment, que ledit Comte y passoit, par des ris & autres gestes indecents, montrèrent au doigt les laquais dudit Comte.

Ledit Comte ayant rencontré Mr. de Moermont sur la place de St. Jean, se mit avec luy dans son Carrosse, pour faire un tour au mail, d'où étant retourné & passant par devant la maison de Mr. Menager, il se trouva encore, qu'il y avoit le Suisse & quelques autres Domestiques devant sa porte, lesquels par des ris & autres gestes indecents montrèrent encore au doigt les laquais de Mr. de Moermont & du Comte de Rechteren.

Surquoy les laquais s'étants plaints à leurs Maîtres, (qui se trouvoient seuls des Plenipotentiaires de l'Etat, dans la ville) ils trouverent à propos d'envoyer le lendemain matin le 28. de Juillet le Secrétaire Rumpf à Mr. Menager pour luy en porter leurs plaintes, & en demander réparation d'une maniere amiable & obligeante, avec ordre, qu'en cas que Mr. Menager refusât absolument de donner ladite réparation, il le presseroit sur une reponse positive, & en cas qu'il persistât toujours, il luy feroit

lecture de ce qui est contenu dans le papier cy joint sub Lit. A.

Ledit Secrétaire a rapporté ladessus à Mr. de Moermont & au Comte de Rechteren qu'il avoit eu l'honneur de voir Mr. Menager, de luy exposer le fait, comme cy dessus, & qu'en des termes honnêtes & convenables il avoit demandé réparation raisonnable sur ce que ses Domestiques avoient fait à nôtre passage par devant sa maison.

Que la dessus Mr. Menager avoit fait beaucoup de difficulté alleguant plusieurs raisons, mais qu'après quelques débats, sur les representations & instances dudit Secrétaire, Mr. Menager avoit enfin consenti que les laquais de Mr. de Moermont & du Comte de Rechteren se rendroient sur les trois heures à son hôtel, pour les confronter avec ses Domestiques, & en tirer la vérité du fait, comme il paroît par l'attestation cy jointe sub Litt. B.

Sur ce rapport Mr. de Moermont & le Comte de Rechteren ont dit au Sr. van Riel de se rendre avec leurs laquais à trois heures chez Mr. Menager, pour être confrontés avec ses Domestiques au sujet de l'affaire en question, & de vouloir porter la

la parole afin que tout se passât avec le plus d'ordre & de respect, qu'il seroit possible, & ont ordonné en même tems à leurs laquais, sous leur plus grande indignation, de n'accuser, ni d'indiquer personne desdits Domestiques à moins qu'il ne fut coupable du fait en question.

Sur quoy le Comte de Rechteren étant retourné chez luy vers une heure après midy, à peine y fut il une demy heure, qu'un Gentilhomme de Mr. Menager le vint trouver & luy dit de sa part, que Mr. Menager avoit bien consenty, que sur les trois heures après midy, nos laquais se rendroient chés luy, pour être confrontés avec ses Domestiques; mais que deux de ses Domestiques étant sortis de la ville avec sa permission, qui devoient revenir le même soir, il souhaitoit que pour cette raison, la confrontation fut remise jusques au lendemain, puis qu'alors tous ses Domestiques seroient ensemble, ce qui fut accordé par le Comte de Rechteren, qui pour quelque affaire survenue fut obligé de partir encore le même soir du 28. Juillet pour la Haye.

Le lendemain 29. Juillet, Mr. Menager envoya vers le midy son Gentilhomme

me chez Mr. de Moermont, qui luy avoit dit, qu'après le retour de ses deux Domestiques, il s'étoit informé de l'affaire en question, mais qu'ils avoient tous nié le fait, dont on les accusoit, que si cependant l'on trouvoit à propos de s'informer en outre a son Suiffe, lesquels de ses Domestiques pourroient être coupables, il les envoyeroit chez luy: Sur-quoy Mr. de Moermont a repondu, qu'on ne pouvoit pas se contenter de cette reponse; mais que Mr. de Menager ayant consenty le 28. Juillet de faire confronter ses Domestiques avec les nôtres, & ayant fait dire la même chose ce même jour par son Gentilhomme au Comte de Rechteren, & fait demander seulement que la confrontation se put faire le lendemain, a cause que deux de ses Domestiques étoient hors de la Ville avec sa permission, mais qu'ils devoient retourner le même soir, l'on s'y tenoit encore pour vuider cette affaire, que cependant comme le Comte de Rechteren étoit absent, & y étoit doublement intéressé, il luy sembloit plus convenable de la remettre jusques à son retour.

Deux jours apres Mr. de Moermont étant devenu malade à la mort, & le Comte

te de Rechteren n'étant retourné qu'après quinze-jours, lesdits Ministres ont trouvé encore a propos d'envoyer le 15, d'Août le Secretaire Rumpf à Mr. Menager, pour luy demander reparation raisonnable à l'égard de ce qui s'étoit passé entre les Domestiques, & de vouloir par là mettre fin à cette affaire.

Surquoy ledit Secretaire a rapporte, qu'il avoit eu l'honneur de voir Mr. Menager, qui luy avoit repondu, qu'il enverroient un Gentilhomme au Comte de Rechteren avec la même reponse, qu'il avoit fait faire le 29. de Juillet à Monfr. de Moermont, comme cy-joint sub C.

Le Lendemain 16. d'Août, le Gentilhomme de Mr. Menager est venu trouver le Comte de Rechteren, & luy a dit de la part de Monfr. Menager, qu'après le départ du Comte de Rechteren pour la Haye, il avoit examiné ses Domestiques sur les plaintes, que Monfr. de Moermont & ledit Comte de Rechteren luy avoient fait porter, mais que tous ses Domestiques avoient nié le fait, dont on les accusoit, que comme on avoit dit, que son Suisse avoit été present lorsque l'affaire en question s'étoit passée, Mr. Menager étoit prêt

d'envoyer ledit Suisse, pour prendre information du passé.

Sur quoy le Comte de Rechteren a répondu audit Gentilhomme, que par ce message il luy sembloit, que Mr. Menager cherchoit plutôt à protéger ses Domestiques, & trouver une défaite contre toute équité, sa propre promesse, & le 8. Art. du reglement de police établi au sujet des querelles entre les Domestiques, que de leur faire une réparation convenable, que le Suisse étoit aussi bien coupable que les autres, & que Mr. Menager n'avoit qu'à confronter ses Domestiques avec les nôtres comme on en étoit convenu, & témoigner, qu'il vouloit sçavoir la vérité, & qu'alors sans doute la vérité se decouvriroit bien tôt, que d'un côté Mr. Menager pourroit être persuadé, que ni Mr. de Moermont, ni le Comte de Rechteren ne poufferoient pas la réparation à rendre quelque Domestique malheureux, mais que de l'autre côté il ne devoit pas aussi faire plus de difficulté à satisfaire au decorum, & leur faire donner une réparation raisonnable, & qu'ainsi ils étoient dans l'attente, que Mr. Menager y voulût satisfaire au plus-tôt.

Nous Souffignés déclarons que la narration du fait susmentionné est conforme à la verité , & autant que le passé nous regarde chacun en particulier , ou conjointement ; en foy de quoy nous avons souscrit celle-cy de nos propres mains , & y avons apôsé le cachet de nos Armes.

(L.S.) *Kemp.* (L.S.) *Le Comte de Rechteren.*

Num. 4.

Suite de la Narration du fait de
ce qui s'est passé au Mail,
& qui regarde le Comte de
Rechteren en particulier.

LE Jeudy 18. d'Août , le Comte de Rechteren se promenant au Mail avec Mrs. de Randwyck & Buys, Mr. Menager y vint aussi un peu après & les joignit ; après avoir parlé quelque tems d'affaires indifferentes , le Comte de Rechteren prit la parole , & dit, il y a encore cette affaire de nos Domestiques , je souhaiterois

E 7

pour

pourtant, que vous voulussiez faire donner une réparation raisonnable: sur quoy Mr. Menager repondit, j'ay envoyé mon Gentilhomme chez vous, M., pour vous dire, que j'avois examiné mes Domestiques, & qu'ils avoient tous nié le fait, dont on les accusoit; que j'étois prêt aussi d'envoyer mon Suisse chez vous, pour prendre information si quelqu'un de mes Domestiques étoit coupable du fait en question: sur quoy le Comte de Rechteren repliqua, quelle apparence y a-t-il Mr. que les Laquais de Mr. de Moermont & les miens eussent accusé vos Domestiques à faux? vôtre Suisse est aussi bien coupable que les autres: ainsi vous n'avez qu'à les confronter ensemble, comme l'on est convenu, & témoigner à vos Domestiques que vous voulez sçavoir la verité, alors elle se decouvrira bien-tôt. Surquoy Mr. Menager repondit, que de cette maniere, les uns seroient les accusateurs & les autres le nieroient, qu'il ne vouloit point ce bruit dans sa maison, ni s'eriger en juge dans cette affaire, surquoy le Comte de Rechteren dit, c'est pourtant à vous Mr. de tenir vos Domestiques dans leur devoir; & pour ce qui regarde le bruit, l'on aura bon soin que

que la confrontation se fassé du côté de nos Laquais avec tout le respect & l'ordre imaginable : sur quoy Mr. Menager a repeté encore, qu'il avoit examiné ses Domestiques, & qu'ils avoient tous nié le fait, dont on les accusoit, qu'il ne vouloit plus de bruit dans sa maison pour les confronter, ni s'eriger en juge dans cette affaire.

Sur ces entrefaites Mr. Buys dit aussi à Mr. Menager, que sans doute ses Domestiques avoient tort, d'autant que les Laquais à luy s'étoient plaints aussi, que ses Domestiques les avoient sifflés, & luy avoient demandé permission de s'en vanger, & qu'ainsi selon luy, il devoit nous donner réparation ; mais Mr. Menager persista toujours dans la negative : si bien, que le Comte de Rechteren dit à la fin, vous ne voulez donc pas donner de réparation, Mr., il suffit, & il faut donc commettre les Laquais, qu'ils vident leur querelle ensemble.

Surquoy le discours étant fini, & le Comte de Rechteren considerant qu'on avoit déjà envoyé deux fois le Secretaire à Mr. Menager pour obtenir une réparation raisonnable ; que pour cet effet il venoit la luy demander luy-même en des termes obli-

obligeants & honnêtes, & qu'ainsi, il avoit usé de toute sorte de douceur & de civilité, pour l'obtenir; mais qu'au lieu d'y répondre, & satisfaire à l'équité, au reglement de Police Art. 8. comme *sub D.*, & à la promesse faite par Mr. Menager, même dans sa premiere reponse, il venoit encore de la refuser absolument, & qu'ainsi il n'y avoit plus rien à esperer de ce côté là. Que cependant ses Laquais le pressoient journellement à leur vouloir procurer une reparation raisonnable de l'affront receu, ou bien de leur vouloir permettre de demêler leurs querelles eux-mêmes, dit à la fin à ses Laquais, qu'après toutes les peines qu'il avoit prises, il n'avoit pu tirer aucune reparation de Mr. Menager, & qu'ainsi ils pourroient vüider leurs querelles eux-mêmes.

Après quoy s'étant encore promenez un peu ensemble, un des Laquais de Mr. Menager, accompagné de quatre autres, se vint plaindre, qu'un des Laquais du Comte de Rechteren l'avoit insulté, surquoy les Laquais du Comte de Rechteren s'approchant aussi, l'accusé dit, qu'il étoit vray, qu'il luy avoit donné un soufflet ou deux au visage, mais qu'il étoit vray aussi, que celui-là étoit un de ceux qui les avoient

fiflez,

siffler, ce qui n'a pas été nié dudit Laquais de Mr. Menager, qui se plaignit : sur quoy le Comte de Rechteren dit a ce Laquais de Mr. Menager, voilà ce que c'est, que d'insulter les gens, & ne vouloir pas donner reparation; & il avoue au reste, ce que Mr. Menager avance dans le 25. Art: de son Factum, d'avoir poursuivi son discours, & dit, que toutes les fois qu'ils le feroient, il les recompenseroit, & s'ils ne le faisoient pas, qu'il les chasseroit.

Je soussigné declare que la declaration du fait susmentionné est en substance conforme à la verité, en foy de quoy j'ai signé celle-ci de ma main propre & j'ai apposé le cachet de mes armes.

(L. S.)

Le Comte de Rechteren.

Exhib. le 5. Septembre 1712. A.

QUe le Comte de Rechteren passant environ les dix heures du matin le 27. Juillet 1712. dans le quartier de Monsieur Menager Plenipotentiaire de France, quelques uns de ses Domestiques étant devant la porte, ont frappé dans les mains, & montré au doigt aux Domestiques du
fus.

fusdit Comte, & les ont offensés par plusieurs gestes indignes d'une manière outrageante : qu'une heure après, le Comte de Rechteren repassant avec Monsieur de Moermont, l'on a eu l'insolence de recommencer les mêmes gestes scandaleux & indecents, & comme ces deux Messieurs ne peuvent regarder cette affaire qu'avec rapport à leur caractère, & par conséquent d'en être sensibles, comme étant aussi contre le Reglement de Police fait pour la methode des Conferences à Utrecht, & ce qui en depend; Ils prient très-instamment Monsieur Menager, de vouloir donner correction à ces insolents à la satisfaction de ces deux Messieurs, afin qu'ils ne soient forcés de se faire eux-mêmes justice, avec offre, que dans pareil cas ils en useront de même envers Mr. Menager, & tous les autres Ministres.

Rumpf.

Exhib le 3 Septembre 1712.

JE soussigné Secrétaire de leurs Hautes Puissances pour la negociation de Paix à Utrecht, certifie & declare, qu'ayant été
le

le 28. du mois de Juillet par ordre de Monsieur de Moermont, & du Comte de Rechteren, chez Monsieur Menager, pour lui faire des plaintes de ce qui s'étoit passé entre les laquais, & ceux desdits Messieurs, que je lui ay demandé en des termes respectueux, de vouloir donner correction à la Satisfaction de ces deux Mrs. a quoi Mr. Menager me repondit, que c'étoit une chose impossible pour lui d'en faire la recherche, sans qu'il seroit obligé de chasser tous ses valets, & qu'en outre les valets se garderoient bien de l'avouer.

Que n'ayant pas pu obtenir la susdite reparation, & voyant que toutes mes instances pour cela furent inutiles, je lui ay prelû le contenu de mon papier, qui me servoit de memoire, pour donner mieux à connoître ce que je lui avois à dire en cas d'un refus absolu, & qu'alors après quelques difficultés & débats, le susmentionné Monsieur Menager consentit à la fin, que les laquais de Monsieur de Moermont, & du Comte de Rechteren viendroient dans sa maison, pour les faire confronter avec ses Domestiques, ce qui se feroit l'après-midi sur les trois heures. Fait à Utrecht 29, de Juillet 1712.

Rumpf.

Ex-

Exhib. le 5. Septembre 1712.

C.

JE souffigné Secrétaire de leurs Hautes Puissances pour la negociation de paix à Utrecht, certifie & declare, que le Comte de Rechteren étant de retour de la Haye, je fus envoyé encore le 15. d'Août de la part de Monsieur de Moermont, & du Comte de Rechteren, chez Monsieur Menager, pour le prier, de vouloir avoir la bonté, de donner une réparation raisonnable audits Messieurs, à l'égard de ce qui s'étoit passé le 27. de Juillet entre les Domestiques, & de vouloir mettre par la fin à cette affaire; que le susdit Monsieur Menager m'a repondu, qu'il envoyeroit un Geneilhomme au Comte de Rechteren, avec la même reponse, qu'il avoit fait faire le 29. de Juillet à Monsieur de Moermont. Fait à Utrecht le 16. d'Août 1712.

Rumpf.

*Vide à la marge du Memoire présenté à leurs
H. P. par le Comte de Rechteren.* D.

CEci doit être l'attestation de l'Amanuensis van Riel.

Ex-

Exhib. le 5. Septembre 1712.

E

Extrait du Reglement de police
établi pour l'ouverture
& la methode des Confe-
rences à Utrecht.

Si quelque Domestique des Plenipo-
tentiaires faisoit insulte ou querelle à
quelque Domestique d'un autre Plenipo-
tentiaire, l'agresseur sera aussi-tot remis
au pouvoir du Maitre de celui, qui aura
été attaqué ou insulté, & il en fera justice
comme il le jugera à propos.

EXTRAIT

Du Registre des Resolutions de leurs
Hautes Puissances les Etats Ge-
neraux des Provinces Unies des
Pais-Bas, touchant les Affai-
res d'Adolph Henry Comte de
Rechteren, un des Plenipoten-
tiaires de L. H. P. les Etats Ge-
ne.

neraux des Provinces Unies, des
Païs-Bas, & de Monsieur Me-
nager un des Plenipotentiaires de
Sa Majesté Très-Chretienne.

Du Mardi 20. Septembre 1712.

AYant entendu le Rapôrt des Seigneurs
de Broekhuysen, & des autres De-
putez de Leurs Hautes Puissances pour les
Affaires Etrangères, & examiné, selon
leurs Resolutions Commissoriales du 5. du
courant, les Lettres des Plenipotentiaires
de L. H. P. au Congrez d'Utrecht, dat-
tées du 3. & adressées au Greffier Fagel,
& aussi deux Ecrits des Plenipotentiaires
de S. M. le Roi de France, adressez aux
Plenipotentiaires de S. M. la Reine de la
Grande Bretagne, qui les ont communi-
quez, & mis entre les mains des Plenipo-
tentiaires de L. H. P. L'un desquels Ecrits
contenoit une Relation d'un Different sur-
venu entre Mr. Menager, un des Plenipo-
tentiaires de France, & le Comte de Rech-
teren, un des Plenipotentiaires de l'Etat,
touchant une Querelle qui s'est formée
entre leurs Laquais. Et l'autre Ecrit con-
te-

tenoit la Satisfaction que lesdits Plenipotentiaires de France demandoient par Ordre de leur Roi, sur le Fait en question : & ayant pareillement examiné le Memoire servant pour la Justification du dit Comte de Rechteren, avec le Narré du Fait, & les autres Pieces qui en dependoient, delivrées à L. H. P. Et après avoir aussi entendu le dit Comte, & examiné les Eclaircissemens qu'il à ajoutez : & d'autant qu'il croioit de s'être assez justifié par le sus-dit Memoire, & temoignant qu'il seroit fâché que le Public souffrit la moindre chose pour lui, & encore davantage qu'il servit d'Obstacle à l'Avancement de la Paix, il remit sa Commission de Plenipotentiaire entre les Mains de L. H. P. & se demit en effet de sa Charge, *dans l'Esperance que les Etats d'Overyssel, par la Nomination desquels il avoit eu cette Commission n'en auroient pas du Deplaisir.* Sur quoi aiant été deliberé, on a trouvé bon, & voulu, que la Copie dudit Memoire, le Narré du Fait, & les Pieces que le Comte de Rechteren y a ajoutées, soient envoiées aux Plenipotentiaires de L. H. P. au Congrez de la Paix, & qu'on leur écrive que comme les Plenipotentiaires de Sa M. de
la

la Grande Bretagne leur ont commun
les Ecrits de ceux du Roy de France
doivent pareillement leur communiqu
sus-dit Narré du Fait, afin que par
moien ils voient de quelle maniere les
ses, dont il s'agit, se sont passées, & c
ment ce qui en est raporté de part & c
tre s'accorde, & qu'ils temoignent aux
nipotentiaires de S. M. B. le plaisir qu
H. P. ont de ce qu'ils veulent bien
ploier leur Entremise pour cette Aff
& les remercient de la peine qu'ils
prise, & leur fassent connoître qu'Elles
furent qu'ils vuëillent continuer leur
diation.

Que de plus, ils declareront de la
L. H. P. que les Affaires se trouvant
un tel état, Elles ne jugent pas nec
rede decider du Droit, ou du Tort,
l'une ou l'autre des Parties peuvent av
mais que L. H. P. n'avoient pas crû c
ne Querelle de la nature de celle-ci,
roit été un Obstacle pour retarder un
grand Ouvrage que l'est celui de la l
Que L. H. P. n'ont jamais eu aucun
de cette Querelle survenüe entre les
quais de Mr. Menager & de Mr. le C
te Rechteren, avant que d'avoir recq

Lettre dont il a été fait mention au commencement de cette Résolution : tant s'en faut qu'Elles aient donné quelque Ordre sur cela au Comte de Rechteren : Que par conséquent Elles défavouënt tout ce qui a été fait sur ce sujet, à leur Insçu & sans leur Ordre : Qu'Elles auroient bien souhaité que cette Affaire n'eut point été mise en train, ni portée devant S. M. T. C. ; mais que, puis que cela est fait, Elles se persuadent néanmoins que, quoi qu'Elles aient le malheur d'être en Guerre avec le Roi de France, Sa Majesté leur fera la justice de croire qu'Elles n'ont jamais perdu le Respect, ni la haute Estime qu'une République doit à un Grand Roi ; & qu'Elle a toujours eu, & aura sans cesse : Qu'Elles auroient certainement beaucoup de Déplaisir si S. M. en avoit d'autres pensées : Que pour faire connoître maintenant leur Désir & leur Penchant pour l'Avancement de la Paix, le Comte de Rechteren ne sera plus employé, comme Plénipotentiaire, aux Conférences qui se tiendront pour cela, & qu'on délibérera, selon la Coutume de nôtre Gouvernement, pour faire la Nomination d'un autre Plénipotentiaire. Que L. H. P. donneront des

Eclairciffemens par écrit aux Plénipotentiaires de la Grande Bretagne, pour communiquer aux Plénipotentiaires France. Qu'avec ceci on repreſente combien L. H. P. ont à cœur d'éloigner tous les Obſtacles qui peuvent nuire au Traité de la Paix. Que par ce moyen ils ſe promettent certainement que les Plénipotentiaires de la Grande Bretagne ne ſeront pas ſeulement convaincus de la Condeſcendance de L. H. P.; mais qu'ils agiront en telle ſorte, que les Plénipotentiaires de France en ſeront content.

Les Seigneurs Députés de la Province de Gueldre, & de Groeningue & Ommelande, ſe ſont déclarés contre la Conſiſſion ci-deſſus, ſe reſervant la libre Détermination des Seigneurs Etats leurs Principaux, & d'y faire telles Remarques que les Etats jugeront convenables à cela.

Les Seigneurs Deputés de la Province d'Overyſſel ont déclaré, que leur Serment eſt, que les Remarques, ou *Conſiſſion* du Comte de Rechteren, & le Factum de Mr. Menager, & les Promiſſes ſous les Numéros 1. 2. 3. 4. & 5. ſous les Lettres A. B. C. D. & E. & les autres Pièces qui y ſont allouées & ajoutées.

touchant la Paix d'UTRECHT. 123

doivent être inserées dans les Régîtres de L. H. P. & de prendre le susdit Rapport pour le donner aux Seigneurs Etats leurs Principaux, afin qu'ils délibèrent là dessus, parce qu'ils en sont les seuls Juges competens; & que cependant ils n'approuvent pas la susdite Conclusion.

Ceci s'acorde avec le susdit Régître.

Etoit signé.

F: F A G E L.

Voici le fameux Traité de l'Assiento, qui a fait tant de bruit; & que l'Angleterre, a obtenu de la France & de l'Espagne, à commencer du premier de May de la présente année 1712. sur le même pied que la Compagnie de France l'a eu jusqu'à audit jour & qu'il est imprimé ci dessus.

T R A I T É

Fait entre les deux Roys, Catholique & Très-Chrétien, avec la Compagnie Royale de Guinée établie en France; concernant l'Introduction des Nègres dans l'Amérique, pendant le temps de dix années, qui commenceront le premier jour de May prochain mille sept cens deux, & finiront à un pareil jour de l'année mille sept cens douze.

F 2

MON-

MONSIEUR DUCASSE, Chevalier de l'Ordre de Saint Louis, Chef d'Escadre des Armées Navales de Sa Majesté Très-Chrétienne, Gouverneur du petit Gouave & autres lieux en dépendants dans l'Isle Espagnole; autrement appelée par les François, *Saint Domingue*, s'oblige, tant en son nom, que pour toute la Compagnie Royale de Guinée, établie en France en vertu du pouvoir de ladite Compagnie, qu'il a représenté; d'exécuter & remplir toutes les conditions mentionnées au présent Traité de l'Introduction des Esclaves Nègres dans tous les Pays, Terres fermes & Isles de l'Amérique appartenantes à Sa Majesté Catholique.

I. Ladite Compagnie Françoisse de Guinée ayant obtenu la permission de leurs Majestez, Très-Chrétienne, & Catholique, de se charger de l'Assiento, ou Introduction des Esclaves Nègres dans les Indes Occidentales de l'Amérique appartenante à Sa Majesté Catholique, afin de procurer par ce moyen un avantage & une utilité reciproque à leurs dites Majestez, & aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne, offre & s'oblige, tant pour Elle, que po

ses Directeurs & Associez solidairement, d'introduire dans lesdites Indes Occidentales appartenantes à Sa Majesté Catholique, pendant le temps & espace de dix années qui commenceront au premier May de l'année prochaine 1702., & finiront à pareil jour de l'année 1712. quarante huit mille Nègres pieces d'Inde, des deux sexes & de tous âges, Lesquels ne seront point tirez des Pays de Guinée, qu'on nomme *Minas & Cap-Vert*, attendu que les Nègres desdits pays ne sont pas propres pour lesdites Indes Occidentales; c'est à dire, quatre mille huit cens Nègres chaque année.

II. Pour chaque Nègre piece d'Inde, de la mesure ordinaire, & suivant l'usage établi ausdites Indes, au sujet du payement des Droits, qui sera régulièrement suivi & observé, ladite Compagnie payera trente-trois écus & un tiers d'écu, chaque écu de la valeur de trois livres tournois, monnoye de France; ce qui est la même chose que trente trois Piaftres & un tiers de Piastre; dans lequel payement de trente trois écus & un tiers d'écu sont & seront compris généralement tous Droits d'Entrée, Sortie, ou autres qui appartiennent, ou peuvent appartenir à Sa Majesté Catholique, sans

F 3

que

que Sadite Majesté en puisse prétendre, ni imposer aucuns autres.

III. Ladite Compagnie payera d'avance à Sa Majesté Catholique pour les pressants besoins de son Etat la somme de six cens mille livres tournois de France en deux paiements égaux, dont le premier sera fait deux mois après que Sa Majesté aura approuvé & signé le présent Traité, & le second deux mois après le premier; & ladite Compagnie ne pourra être remboursée des six cens mille livres d'avance que pendant les deux dernières années de ce Traité, & elle prendra son remboursement, tant sur les Droits qui seront payez à Sa Majesté Catholique pour l'Entrée des Nègres pendant lesdites deux dernières années, que sur les profits que Sa Majesté pourra faire sur l'intérêt qu'Elle a dans la fourniture desdits Nègres; ainsi qu'il sera ailleurs expliqué.

IV. Ladite Compagnie sera obligée de payer à Sa Majesté Catholique lesdites avances dans Madrid, ou à Paris, au choix de Sadite Majesté, aussi bien que les droits de chaque année pour l'Introduction des Nègres, sans prétendre se prévaloir de ce qui a été dit ci-dessus, qu'Elle feroit le paiement desdits Droits aux Indes, attendu
que

que Sadite Majesté aime mieux les recevoir à Madrid, ou à Paris.

V. Les paiements des droits dûs chaque année à Sadite Majesté, se feront de six en six mois, dont le premier paiement commencera au premier de Novembre de l'année prochaine 1712. & les autres seront faits successivement de six en six mois jusqu'à la fin du présent Traité, sans aucun retardement, prétexte ni interprétation contraire, bien entendu toute fois, que ladite Compagnie ne sera obligée de payer lesdits Droits que pour le nombre de quatre mille Nègres pieces d'Inde, par chaque année, Sa Majesté faisant, comme Elle le fait par ces Présentes, don & gratification dans la meilleure forme qu'il est possible, des Droits qui pourroient lui appartenir pour les huit cens Nègres pieces d'Inde restants desdits quatre mille huit cents que ladite Compagnie pourra introduire chaque année; & ce en considération des avances que ladite Compagnie fait à Sa Majesté, sans interest, de la somme de six cens mille livres, & des risques qu'elle courra, pour faire tenir les paiements des Droits de Sa Majesté dans Paris ou Madrid: Ce que Sa Majesté a désiré qui fût précisément ex-

pliqué, tant pour l'avantage particulier qu'Elle en doit retirer, que pour faciliter & rendre plus évidents les comptes qui seront faits de ladite fourniture des Nègres.

VI. Comme en cas de Guerre, ladite Compagnie a sujet de craindre d'être troublée dans l'Introduction desdits Nègres, & qu'elle s'expose à un danger évident de perdre ses Navires & leur chargement, Sa Majesté Catholique déclare, que pendant tout le temps que la Guerre durera, ladite Compagnie ne sera pas obligée à introduire plus de trois mille Nègres pieces d'Inde chaque année, Sa dite Majesté lui laissant la liberté de pouvoir remplir les dix huit cents restans pour faire le supplément aux quatre mille huit cents qu'elle a permission d'introduire chaque année, dans les années suivantes; & si par quelque autre accident elle ne pouvoit encore remplir pendant chaque année ledit nombre de trois mille Nègres, Elle jouïra pareillement de la faculté de le remplir dans les années suivantes, en justifiant le nombre qu'elle aura manqué de remplir; Mais ladite Compagnie sera toujours obligée de payer à Sa Majesté Catholique la somme de trois cens mille livres tournois pour les droits desdits
trois

trois mille Nègres pieces d'Inde, de fix en fix mois, pendant chacune desdites années que la Guerre durera, soit qu'elle les fournisse ou ne les fournisse pas; & si elle en fournit au delà desdites trois mille pieces d'Inde, elle payera les droits du surplus en la manière ci dessus expliquée.

Et en marge dudit sixième Article est écrit.

J'ajoute, que si pendant les dix années que le Traité doit durer, la Guerre ne cessoit point, & qu'elle empêchât ladite Compagnie de fournir ladite quantité de Nègres à laquelle elle est obligée par le présent Traité, elle ne laissera pas d'être tenue de payer entièrement les Droits de Sa Majesté; Mais elle aura la liberté de remplir son obligation pendant les trois années que Sa Majesté lui accorde pour régler & terminer ses comptes, & retirer tous les effets qui lui appartiendront, sans qu'elle soit obligée de payer aucuns autres droits, tels qu'ils puissent être.

VII. Il a été pareillement convenu que même en temps de Paix, ladite Compagnie ne sera pas absolument & nécessairement obligée à introduire pendant chaque année lesdits quatre mille huit cens Nègres pieces d'Inde, à cause des différents accidents qui

peuvent l'en empêcher, & qu'elle aura la liberté de remplir dans les années suivantes & pendant toute la durée de ce Traité, le nombre qu'elle n'aura pas fourni pendant chacune desdites années; mais ladite Compagnie sera toujours tenuë & obligée de payer à Sa Majesté pendant chacune desdites années, les Droits qui lui appartiennent pour lesdits quatre mille Negres pieces d'Inde, de six en six mois, comme si elle les avoit introduits: ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

VIII. Ladite Compagnie aura la liberté de se servir des Navires de sa Majesté Très-Chrétienne, de ceux qu'elle pourra avoir en son propre, ou de ceux des Sujets de Sa Majesté Catholique équipcz de François ou Espagnols, à son choix; & en cas qu'elle fût obligée de se servir d'autres Equipages que desdits François, ou Espagnols (ce qui n'est pas à présumer) tous lesdits Equipages seront de la Religion Catholique Romaine: Il sera pareillement loisible à ladite Compagnie, d'introduire les Nègres, auxquels elle est obligée par le présent Traité, dans tous les Ports de la Mer du Nord, dans quelques Navires qu'ils viennent, pourvû qu'ils soient

Al,

Alliez à cette Couronne, de la même manière qu'il a été accordé aux précédens Affientistes, à condition toutefois que tous les Capitaines & Commandants desdits Navires, & leurs Equipages feront tous profession de la Religion Catholique Romaine.

IX. Comme l'on a reconnu qu'il étoit très-préjudiciable aux interêts de Sa Majesté Catholique, & de ceux de ses Sujets, qu'il ne fût pas loisible aux Affientistes, d'introduire leurs Nègres généralement dans tous les Ports des Indes, étant certain que les Provinces qui en manquent, souffrent de grandes misères par le défaut de culture de leurs terres; ce qui les oblige à mettre tout en œuvre pour en introduire en fraude; ce qui cause un très grand préjudice aux Droits de Sa Majesté Catholique; Il a été expressément arrêté, que ladite Compagnie pourra introduire & vendre ses Nègres dans tous les Ports de la Mer du Nord, à son choix; Sa Majesté Catholique dérogeant, comme elle déroge expressément par ce Traité, à la condition par laquelle les précédens Affientistes étoient exclus de les pouvoir introduire par d'autres Ports que ceux qui

étoient désignez par leur Traité; à la charge toutefois que ladite Compagnie ne pourra introduire ni débarquer sesdits Nègres que dans les Ports où il y aura actuellement des Officiers Roiaux de Sa Majesté Catholique, pour visiter les Navires de ladite Compagnie & leurs chargements, & donner des Certificats des Nègres qui seront introduits: Il a été pareillement convenu, que les Nègres qui entreront dans les Ports des Isles du Vent, Sainte-Marthe, Cumana, & Maracaybo, ne pourront être vendus par ladite Compagnie chacun plus de trois cens Piastras, & qu'elle les donnera même, s'il est possible, à meilleur marché, afin de donner moyen aux Habitans desdits lieux de les pouvoir acheter & payer; Mais à l'égard de tous les autres Ports de la Nouvelle Espagne & de Terre-Ferme, il sera loisible à ladite Compagnie de les vendre le plus cher & le plus avantageusement qu'elle pourra.

X. Comme Il est permis à ladite Compagnie de faire entrer ses Nègres dans tous les Ports de la Mer du Nord, pour les raisons qui viennent d'être expliquées, il a été pareillement convenu qu'elle pourra les introduire dans le Port de Buenosayres,

res, & pour cet effet Sa Majesté Catholique lui permet d'y faire entrer pendant chacune desdites dix années que le présent Traité doit durer, deux Navires capables de porter sept ou huit cens Nègres des deux sexes, pour les y vendre à tel prix qu'elle avisera bon être, en vûë des avantages & de l'utilité que les Provinces voisines dudit Buenofayres en retireront; Mais si ladite Compagnie en portoit au delà desdits sept ou huit cens; Elle ne pourra les vendre ni débarquer; & le Gouverneur & autres Officiers de Sa Majesté Catholique ne pourront le lui permettre, sous quelque cause, prétexte & motif que ce puisse être.

Et en marge dudit 10. Article est écrit ce qui suit.

Je consens, qu'au lieu de la permission qui m'étoit accordée par le présent Article, d'introduire sept ou huit cens Nègres à Buenofayres, le nombre soit réduit à cinq ou six cens.

XI. Pour conduire & introduire les Esclaves Nègres dans les Provinces de la Mer du Sud, ladite Compagnie aura, comme elle a par ce présent Traité, la liberté de fabriquer ou acheter en échange des Nè-

gres, ou autrement, soit à Panama, ou dans quelque autre Port & Arcenal de la Mer du Sud, deux Navires Frégates ou Hourques de 400. Tonneaux ou environ, pour embarquer ses Nègres à Panama, & les conduire dans tous les autres Ports du Perou, & rapporter le produit de la vente d'iceux, soit en Marchandises, soit en Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or, qui soient quintez & sans fraude: Ladite Compagnie ne pourra être obligée à payer aucun Droit pour ledit Argent & Or, Réaux, Barres ou Lingots, soit d'Entrée, soit de Sortie, attendu qu'elle doit être exempte de tous Droits, de la même manière que si lesdits Réaux, Barres d'Argent, ou Lingots d'Or appartiennent à Sa Majesté: Ladite Compagnie aura pareillement la permission, comme elle lui est accordée par le présent Traité, d'envoyer d'Europe à Portobello, & de faire passer de Portobello à Panama les Cordages, Voiles, Bois, Fers, & généralement tout autre sorte de peleterie, Agrets, & Appareux nécessaires pour la construction, Equipement, Armement & entretien desdits Vaisseaux, Frégates ou Hourques seulement, bien entendu, que, sous quelque
pré,

prétexte que ce soit, elle ne pourra vendre ni débiter lesdits Appareux en tout ou en partie, sous peine de confiscation, & de tel autre châtiment qui sera juste, tant contre les Vendeurs que les Acheteurs, & d'être privée sur le champ & pour toujours de ladite permission, à la charge aussi qu'après l'accomplissement du présent Traité ladite Compagnie ne pourra se servir desdites Frégates, Hourques, ou Navires, ni les faire repasser en Europe, à cause des inconveniens qui en pourroient arriver; mais qu'elle sera obligée de les vendre, trocquer, ou donner, comme bon lui semblera, six mois après la fin du présent Traité.

Et à la marge dudit 11. Article est écrit ce qui suit.

Je consens de fretter des Navires pour transporter des Nègres dans les Provinces du Perou, à condition qu'il sera libre à ladite Compagnie de choisir des Equipages; & de nommer des Officiers de Mer & de Guerre, à sa volonté, & qu'il sera permis de faire transporter d'Europe tout ce qui sera nécessaire pour l'Equipement, Armement, & entretien des Navires que je fretterai.

XII. Ladite Compagnie pourra se servir de François ou d'Espagnols, à son choix, pour la Regie de ce Traité, tant dans les Ports de l'Amérique, que dans le dedans des Terres; Sa Majesté Catholique dérogeant à cet égard aux Loix qui en défendent l'entrée & le séjour aux étrangers, & déclarant, voulant, & ordonnant, que pendant la durée de ce Traité, les François soient regardez & traitez comme les Sujets Espagnols, & dans ce cas principalement, à condition toutefois que dans chacun desdits Ports des Indes il ne pourra y avoir plus de quatre ou six François, du nombre desquels ladite Compagnie choisira ceux dont elle aura besoin, pour les envoyer au dedans des Terres prendre soin de sa Regie & du recouvrement de ses effets, qu'elle fera de la manière & ainsi qu'elle avisera bon être, sans qu'aucun Ministre de Sa Majesté Catholique, soit de Justice, de Guerre, ou de Police; de quelque rang & qualité qu'il soit, puisse lui apporter aucun trouble ni empêchement, sous quelque prétexte que ce soit, en ce qui ne fera pas contraire aux Loix établies, ni à ce qui est contenu au présent Traité.

XIII. Ladite Compagnie pourra nommer dans tous les Ports & autres lieux principaux de l'Amérique des Juges Conservateurs, pourvû qu'ils ne soient point Officiers de Sa Majesté Catholique, auxquels il n'est pas permis de l'être; & qu'ils soient Sujets de Sadite Majesté, & qu'ils ayent les qualitez requises pour avoir son approbation; Et lesdits Juges Conservateurs prendront seuls, à l'exclusion de tous autres, la connoissance de toutes les causes & dépendances de ce Traité, avec un plein & absolu pouvoir de les juger & terminer; Sa Majesté Catholique défendant à tous ses Tribunaux, Ministres, & Présidents, Capitaines Généraux, Gouverneurs, Corregidors, Grands Alcaldes, & tous autres Officiers, Juges & Justiciers, & même aux Vice-Rois de ses Royaumes, d'en prendre aucune connoissance, la réservant auxdits Juges Conservateurs seuls, des Jugements desquels les appellations dans les cas prescrits par le Droit, ressortiront au Conseil Royal & souverain des Indes; Sa Majesté accordant pareillement, que celui qui est, ou qui sera à l'avenir Président dudit Conseil, ou la personne qu'il plaira à Sa Majesté de mettre à sa Tête, soit le Protec-

tec-

recteur de ce Traité, & qu'en outre la Compagnie puisse proposer à Sa Majesté un des Conseillers dudit Conseil, pour être Juge Conservateur dudit Traité, à l'exclusion de tous autres, Sa Majesté lui donnant pour cet effet son approbation & tout pouvoir, de la même manière qu'il a été ci-devant accordé à tous les précédents Affientistes.

XIV. Les Vice-Rois, les Tribunaux d'Audiance, les Présidents, Capitaines Généraux, Gouverneurs, ni aucuns autres Officiers & Ministres de Sa Majesté Catholique ne pourront, sous quelque cause, motif ou prétexte que ce soit, saisir, retenir, ni armer en Guerre, ou destiner à quelque autre usage, les Navires servants à l'exécution de ce Traité, ni retarder les voyages : Mais au contraire ils seront tenus & obligés de leur donner & faire donner tous les secours & assistances que ladite Compagnie ou ses Agents lui demanderont, soit pour accélérer leur départ & chargement, soit pour avoir des vivres ou autre chose dont ils pourront avoir besoin, qui leur seront donnez au prix courant, à peine contre les contrevenants, de répondre en leur propre & privé nom des dommages, que la-

ladite Compagnie pourroit recevoir par la détention de sesdits Vaisseaux.

XV. Lesdits Vice-Rois , Présidens , Capitaines Généraux , Gouverneurs , Corrigidors , grands Alcaldes , Juges & Officiers Royaux , ni aucun autre Ministre , quel qu'il soit , ne pourront pareillement , sous quelque prétexte que ce puisse être , prendre , détourner , saisir ni arrêter par violence ou autrement , les biens ni effets dépendants dudit Traité de l'Assiente , & appartenants à ladite Compagnie , à peine d'être châtiés , & de répondre en leur propre & privé nom du dommage que ladite Compagnie , ou ses biens & effets en pourront recevoir.

XVI. Ladite Compagnie , ses Commis & Facteurs auxdites Indes pourront avoir à leur service les Matelots , Voituriers , Arrimeurs , & autres gens nécessaires pour la charge & décharge de leurs Navires , en convenant avec eux de gré à gré , & leur payant les soldes & appointements dont ils seront convenus.

XVII. Il sera au choix de ladite Compagnie de charger les effets qu'elle aura auxdites Indes , pour les transporter en Europe sur les Navires de la Flotte , ou
sur

sur les Galions, en convenant avec les Capitaines & Maîtres desdits Navires, ou de les faire passer sur ses propres Navires, lesquels pourront, si bon leur semble, venir de concert avec lesdites Flottes, Gallions, ou autres Navires de Guerre de Sa Majesté Catholique, laquelle aura agréable de donner ses Ordres aux uns & aux autres de les prendre sous leur protection & sauvegarde.

XVIII. Il a été accordé, que depuis le premier jour du mois de May de l'année prochaine mille sept cens deux, soit avant que ladite Compagnie ait pris possession, soit après, la Compagnie de Portugal, ni autres personnes ne pourront introduire aucuns Esclaves Nègres dans lesdites Indes, & si le cas arrive, Sa Majesté Catholique les déclarera, comme dès à présent Elle les déclare perdus & confisque au profit de ladite Compagnie, qui payera toutefois à Sa Majesté les Droits d'Entrée pour ces Nègres ainsi confisque, de la manière qu'il a été réglé & expliqué ci-dessus.

XIX. Il a été pareillement accordé, & c'est une des conditions expresses du présent Traité, que ladite Compagnie, ou ses Agents, Commis & Porteurs de ses Or-

Ordres pourront seuls faire naviguer leurs Vaisseaux, & introduire leursdits Esclaves Nègres dans les Ports des Côtes du Nord des Indes Occidentales; Sa Majesté défendant à tous autres, soit qu'ils soient étrangers, d'en faire entrer, transporter, ni introduire, sous les peines portées par les Loix; Et Sa Majesté Catholique a bien voulu engager sa Foy & sa Parole Royale à ladite Compagnie, qu'elle la maintiendra dans la pleine & entière possession & dans toutes les conditions du présent Traité, pendant le temps qu'il doit durer, sans souffrir ni permettre qu'il ne soit rien fait au contraire, Sa Majesté le regardant comme son propre bien, & voulant que tout ce qui y est contenu, soit exactement & ponctuellement exécuté.

XX. Et en cas que ladite Compagnie fût troublée dans l'exécution dudit Traité, soit par procès, ou de quelque autre manière que ce soit; Sa Majesté déclare qu'elle se réserve à Elle seule la connoissance de tous les cas qui peuvent survenir, & défend à tous autres Juges & Justiciers, ou Autoritez quelconques, de prendre connoissance, ni de juger les differents qui pourroient arriver dans l'exécution du présent Traité.

XXI.

XXI. Aussi-tôt que le Navires de ladite Compagnie arriveront dans les Ports des Indes avec leurs chargements de Nègres, les Capitaines d'iceux seront tenus de certifier qu'il n'y a aucune maladie contagieuse dans leurs Bords, afin que les Gouverneurs ou autres Officiers de Sa Majesté leur permettent l'entrée desdits Ports, sans quoi ils n'y seront pas admis.

XXII. Après que lesdits Vaisseaux auront entré & mouillé en quelque un desdits Ports, ils seront visitez par le Gouverneur ou Officiers Royaux; & lorsqu'ils débarqueront leurs Nègres, ou partie d'iceux, ils pourront en même temps débarquer les vivres nécessaires pour leur nourriture, en les mettant dans quelque maison ou Magasin particulier, après avoir été visitez, & obtenu la permission desdits Gouverneurs ou autres Officiers Royaux, pour éviter tout sujet de fraude & discussion; mais ils ne pourront faire entrer, vendre, ni débiter aucune sorte de Marchandise, sous quelque cause & prétexte que ce soit, autre que lesdits Nègres & leur nourriture, à peine de la vie contre ceux qui l'entreprendront, & contre les Officiers & autres Sujets de Sa Majesté Catholique
qui

qui le souffriront ; Sadite Majesté voulant que toute entrée de Marchandises soit absolument défenduë à ladite Compagnie, comme contraire aux Loix & usages du Royaume ; & à la bonne foi avec laquelle elle doit s'acquitter de son obligation ; Sadite Majesté declarant & ordonnant que les Marchandises qui se trouveront entrant en fraude & contre cette défense, soient taxées & apretiées, & ensuite incontinent brûlées publiquement par l'ordre desdits Gouverneurs ou Officiers Royaux, & que pour servir d'exemple, les Capitaines ou Maîtres de Navires, quand même ils ne seroient coupables que de négligence, pour n'avoir pas soigneusement veillé à empêcher le débarquement de pareilles Marchandises, soient condamnés à en payer la valeur ; & s'il sont eux mêmes coupables, ils soient condamnés à mort, & la Sentence executée sans délai ni appellation contre tous ceux qui se trouveront coupables & complices de la même fraude, afin que par la crainte de ce châtiment Sa Majesté puisse être assurée qu'il ne se commettra plus de pareilles fraudes ; & Elle déclare, qu'Elle fera rendre un compte exact & régulier du contenu ci-dessus à
tous

rous ses Ministres & Officiers; mais il a été convenu, qu'à l'égard des Vaisseaux, sur lesquels les Nègres seront embarquez, & lesdits vivres, ils ne pourront être sujets à la peine ci-dessus expliquée, Sa Majesté les en déclarant libres, & voulant qu'ils puissent continuer leur commerce en la manière prescrite: Sa Majesté déclare pareillement exempts de la peine de mort ceux des coupables desdites fraudes, dont les Marchandises saisies n'excéderont pas la valeur de cent Piastras ou écus; auquel cas Elle veut, & ordonne seulement, que lesdites Marchandises soient appreticées, & ensuite brûlées, sans aucune remission, & que le Capitaine soit condamné à en payer la valeur pour la peine de sa négligence, ainsi qu'il a été ci-dessus expliqué.

Et à côté dudit Article est écrit ce qui suit.

Je consens que les appellations des Jugements qui seront rendus au sujet desdites fraudes ressortissent à l'ordinaire au Conseil Souverain des Indes.

XXII. Ladite Compagnie ne payera aucuns Droits d'Entrée, de Sortie, ni autres quelconques, pour les vivres qu'elle débarquera ou rembarquera dans ses Vais-

Vaisseaux pour la nourriture de ses Nègres , seulement en cas que lesdits vivres lui appartiennent , & proviennent de ses dits Vaisseaux ; mais si elle les achete des Sujets de Sa Majesté Catholique , elle en payera les mêmes Droits que payent lesdits Sujets.

XXIV. Les Droits dûs à Sadite Majesté pour l'Entrée des Nègres étant censez devoir être payez du jour que lesdits Nègres auront été débarquez en chacun desdits Ports ; L'intention de Sadite Majesté est , comme Elle le croit juste , que quand même quelques-uns desdits Nègres débarquez viendroient à mourir , avant d'être vendus , ladite Compagnie soit tenuee & obligée de lui en payer les Droits , suivant son obligation , sans qu'elle puisse à cet égard se réserver aucune prétention.

XXV. Lorsque ladite Compagnie , ses Agens , ou Facteurs auront vendu dans un Port partie des Nègres qu'ils y auront introduit , il leur sera permis de transporter le reste dans un autre Port ; comme aussi de prendre en payement desdits Nègres , & embarquer librement des Réaux , Barres d'Argent & Lingots d'Or , pourvû que lesdites Barres & Lingots d'Or soient quin-

tez & sans fraude, & autres sortes de Denrées & Marchandises qui se tirent desdites Indes, & pourront librement faire sortir de tous les Ports, les Réaux, Barres d'Argent, & l'Or qu'ils recevront en payement, sans payer aucuns Droits; mais payer seulement les Droits de sortie des Marchandises qu'ils embarqueront, suivant qu'ils sont établis sur les lieux, d'où ils les feront sortir. Il a été pareillement accordé à ladite Compagnie & à ses Argens, qu'en cas qu'ils vendent leurs Nègres en échange & troc de Denrées & Marchandises, de quelque espece qu'elles soient, des lieux où il ne se trouvera pas d'Argent pour les payer, ils pourront les faire embarquer dans leurs Vaisseaux, & les transporter d'un Port dans un autre, pour les vendre, en payant les Droits ordinaires.

Et à côté dudit Article 25. est écrit ce qui suit.

Je consents què les fruits que je prendray en payement de la vente des Nègres, & que je feray transporter d'un Port à un autre, ne soient vendus que dans lesdits Ports, & que je ne pourrai les vendre dans les Terres du dedans desdits Royaumes.

XXVI. Il a été expressement convenu, que ladite Compagnie aura la liberté de faire partir les Vaisseaux dont elle se servira pour l'exécution de ce Traité, soit des Ports de France, ou d'Espagne, à son choix, en donnant avis à Sa Majesté Catholique de leur départ : Elle pourra pareillement faire ses retours, soit en Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, ou autres fruits, Denrées & Marchandises provenant de la vente desdits Nègres dans lesdits Ports d'Espagne ou de France, à son choix ; bien entendu que si lesdits retours se font dans les Ports d'Espagne, les Capitaines & Commandants desdits Vaisseaux seront obligez de faire leur déclaration aux Officiers de Sa Majesté Catholique de ce qui composera leurs chargements ; Et si lesdits retours se font dans les Ports de France, ils seront tenus d'en envoyer l'état & la facture à Sa dite Majesté, afin qu'elle en ait une entière connoissance ; mais aucun desdits Navires ne pourra rapporter d'autres Réaux, Barres d'Argent, Lingots d'Or, & autres fruits, Denrées & Marchandises, que ceux qui proviendront de la vente desdits Nègres ; Sa Majesté leur défendant de charger aucuns effets appartenants à ses

Sujets naturels desdites Indes; Et ladite Compagnie consent que le cas arrivant qu'aucuns de ses Capitaines, Commandants & autres Officiers se chargeassent des effets desdits Particuliers, ils soient déclarez coupables d'avoir fraudez les Droits de Sadite Majesté, & sans aucune autre forme, châtiez comme Transgresseurs de ce qui est contenu au présent Article, & des Ordres qu'il plaira à Sadite Majesté de donner pour son execution, & pour empêcher dans tous les Ports de pareilles fraudes, afin qu'en quelque temps qu'on pourra prouver qu'elles auront été commises, les Contrevenants puissent être convaincus & châtiez.

XXVII. Si quelques Navires de l'Asiente sont armez en Guerre, & font des prises sur les Ennemis de l'une ou l'autre Couronne, ou sur les Pirates & les Corsaires qui croisent & désolent ordinairement les Mers de l'Amérique, lesdites prises, & les Vaisseaux qui les auront faites, sefont reçûs dans tous les Ports de Sa Majesté Catholique; & si leurs prises sont jugées bonnes, les Preneurs ne pourront pas être obligez de payer de plus grands Droits d'Entrée que ceux qui sont établis, & que les

les propres & naturels Sujets de Sadite Majesté payent ordinairement : Si dans lesdites prises il se rencontre des Nègres , ils les pourront vendre à compte de ceux qu'elle est obligée de fournir , comme aussi les vivres dont elle n'aura pas besoin ; mais non pas les Marchandises & Manufactures dont Sa Majesté veut que la vente leur soit défendue : Mais , voulant bien avoir égard à leur intérêt , Elle leur permet de faire porter lesdites Marchandises ou Manufactures aux Ports de Cartagène ou Portobello , & de les remettre aux Officiers de Sadite Majesté , auxquels elle Ordonnera , comme elle Ordonne dès à présent de les recevoir , & d'en faire un inventaire , & de les mettre en présence desdits Preneurs en un Magasin , pour y être gardées jusqu'à l'arrivée des Gallions ; & lorsque la Foire d'Espagne se tiendra auxdits Ports de Cartagène & Portobello, lesdits Officiers de Sa Majesté auront soin de vendre lesdites Marchandises & Manufactures en présence & de concert avec les Deputez du Conseil & desdits Preneurs , ou de ceux qui auront leur pouvoir , dont le quart appartiendra à Sadite Majesté , & sera remis dans ses Trésoreries , & envoyé en Espa-

gne avec le procès Verbal de ce que le Total aura produit ; Et à l'égard des trois autres quarts de chaque prise, ils appartiendront & seront remis sans aucun délai aux Preneurs ou à leurs Procureurs, après toutefois qu'on en aura déduit les frais qui auront été faits pour la vente & Magasinage. Pour éviter tout prétexte de discussion, Sadite Majesté a déclaré & déclare, que les Navires, Baladres, ou autres Bâtiments pris, tels qu'ils puissent être, avec leurs Armes, Artillerie, Munitions, Agré & Appareux appartiendront entièrement & sans reserve auxdits Preneurs.

XXVIII. Comme le Traité se fait & s'accorde particulièrement en vûë du service que Leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique en peuvent recevoir, & de l'avantage de leurs Finances, il a été réglé, que leursdites Majestez y seront intéressées pour la moitié, & chacune d'Elles pour un quart, ainsi qu'il a été convenu ; Et d'autant qu'il seroit nécessaire que Sadite Majesté Catholique, pour pouvoir participer aux profits que cette Assiente pourra donner, fit compter & payer à ladite Compagnie un million, faisant le quart de quatre millions de livres tournois, que la-
di-

dite Compagnie a compté & jugé être nécessaire pour la Regie & execution de ce Traité; Il a été convenu, que, si Sadite Majesté Catholique ne juge pas à propos de faire compter & payer par avance cette somme, ladite Compagnie en fera l'avance, bien entendu que Sadite Majesté Catholique en payera l'interêt à ladite Compagnie, à raison de huit pour cent par chaque année, à compter du jour de ladite avance jusqu'à l'entier, parfait & réel remboursement, que Sadite Majesté en fera suivant le compte qui lui en sera présenté, moyennant quoi ladite Compagnie s'oblige dès à présent à compter à Sadite Majesté des profits qui lui appartiendront, à proportion de son interêt d'un quart dans la totalité de ce présent Traité; mais en cas que par quelque malheur ou pertes, ladite Compagnie ne fit aucun profit, & qu'au contraire elle souffrit quelque perte, Sadite Majesté Catholique sera obligée, comme elle s'oblige dès à présent, à rembourser ladite Compagnie de la part pour laquelle Sadite Majesté est intéressée, selon la justice, & de la manière qui sera la moins préjudiciable à ses intérêts.

XXIX. Ladite Compagnie donnera le compte des profits qu'elle aura faits les cinq premières années du présent Traité finies & accomplies, avec les Attestations signées, & les papiers en bonne forme, du prix de l'achapt, subsistance, transport & introduction des Nègres, & de tous les frais qu'elle aura été obligée de faire pour l'exécution dudit Traité: Elle rapportera pareillement des comptes certifiez en bonne forme du produit de la vente des Esclaves Nègres dans tous les Ports & lieux de l'Amérique appartenants à Sa dite Majesté Catholique, où lesdits Nègres auront été transportez & vendus; & lesdits comptes tant de dépense que de recette, seront examinez, visez & liquidez par les Officiers de Sa Majesté Très Chrétienne, à qui cela appartiendra pour l'Interêt qu'elle a dans ce Traité, afin que dans cette Cour l'on puisse de même viser & liquider l'interêt de Sa dite Majesté Catholique, & le retirer de ladite Compagnie, qui sera tenuë & obligée de le payer regulièrement & ponctuellement, comme elle y est obligée par cette condition, qui aura la même force & vertu que les Actes autentiques.

XXX. Si le produit des profits des cinq pré-

premières années excédoit la somme qui doit être avancée par Sa Majesté Catholique, & qui l'aura été; ensemble des interêts à raison de huit pour cent, qui seront compris avec le capital de la manière qu'il a été expliqué, ladite Compagnie se remboursera en premier lieu de ce qu'elle aura avancé, & des interêts, & payera à ladite Majesté Catholique, outre les droits annuels dûs pour l'introduction des Nègres, tout ce qui devra lui appartenir & revenir desdits profits, sans aucun délai ni retardement: Le même ordre s'observera & se continuera pendant les cinq dernières années dudit Traité, à la fin & accomplissement desquels ladite Compagnie rendra compte des profits qu'elle aura faits, de la même manière qu'il a été expliqué pour les cinq premières années, afin que Sa Majesté, & les Ministres qu'elle commettra, en demeurent entièrement satisfaits.

XXXI. Ladite Compagnie offiant par le troisiéme Article de ce Traité d'avancer à Sa Majesté six cens mille livres tournois, monnoye de France, ou deux cens mille piastres monnoye d'Espagne, dans les termes mentionnez audit troisiéme Article, dont elle ne pourra retirer, son rembour-

fement & recouvrement entier que dans les deux dernières années de ce Traité, sans qu'elle puisse prétendre aucune chose pour les intérêts & risques de ladite somme, il a été convenu, que si par le compte que ladite Compagnie rendra à la fin des cinq premières années il se trouve des profits, & qu'elle désire se rembourser de cette somme, après s'être remboursée de l'avance du quart, & des intérêts qu'elle doit prendre en premier lieu, il lui sera loisible de se payer & retenir par les mains le tout, ou partie de ladite somme de six cens mille livres, afin que les Droits de Sa Majesté lui reviennent en entier pendant lesdites deux dernières années, bien entendu qu'on lui en payera le décompte, & qu'elle jouisse des profits qui lui doivent revenir pendant les cinq dernières années de ce Traité; mais s'il n'y a point de profits dans lesdits cinq premières années, l'on observera ce qui a été expliqué audit Article troisième.

XXXII: Ledit Traité étant fini & accompli, Sa Majesté Catholique accorde à ladite Compagnie trois années de terme pour liquider tous ses comptes, retirer ses effets desdites Indes, & rendre à Sadite
Ma.

Majesté son compte final; & pendant lesdites trois années ladite Compagnie, ses Agents & Commis jouiront des mêmes privilèges, & franchises qui leur sont accordées pendant la durée du présent Traité pour l'entrée libre de ses Vaisseaux dans tous les Ports de l'Amérique, & pour en retirer ses effets, sans qu'il puisse y être apporté aucun changement ni restriction quelconque.

XXXIII. Tous les débiteurs de ladite Compagnie seront contraints au payement de leurs dettes comme pour les propres affaires & deniers de Sa Majesté Catholique, laquelle pour cet effet a mis & met ladite Compagnie en tous ses droits, noms, raisons & actions.

XXXIV. Et afin que tout ce qui est contenu au présent Traité & aux Articles inserez à la marge d'icelui, & généralement tout ce qui en peut & pourra dépendre & résulter, soit exécuté & accompli sincèrement & en bonne foi, nonobstant toutes raisons, causes & prétextes quelconques, Sa Majesté Catholique a dérogé & déroge en vertu du présent Traité à toutes les Loix, Ordonnances, Cédules, Privilèges, Usages & Coutumes qui pourroient

y être contraires dans tous les Ports, Lieux & Côtes de l'Amérique appartenants à sadite Majesté pendant le temps & espace de dix années que le présent Traité doit durer, & des trois années que Sa Majesté accorde à ladite Compagnie au delà desdites dix années pour retiter tous effets, & rendre son compte final de la manière qu'il a été ci-devant expliqué; Lesdites Loix, Ordonnances, Cédules; Privilèges, Usages & Coûtumes demeurants en leur force & vigueur, pour tout ce qui ne regarde point le présent Traité. Et enfin sadite Majesté accorde à ladite Compagnie, ses Agents, Facteurs, Commis, & autres Officiers, tant de Guerre, que de Police, soit par Mer, soit par Terre, toutes les mêmes Graces, Franchises, Privilèges & Exemptions qui ont été accordées aux précédents Affientistes, sans en excepter aucuns pour tout ce qui n'est pas contraire aux Articles précédents ci devant exprimez: Et ladite Compagnie s'oblige pareillement d'accomplir & d'exécuter entierement & ponctuellement tout ce qui est contenu ausdits Articles, & mondit Sieur Du Cassé promet & s'oblige, tant en son nom, que comme porteur du pouvoir que ladite Compagnie Ro-

yale

yalé de Guinée lui a donné à Paris, en datte du vingt-troisième Juillet dernier, qu'il a représenté; de rapporter l'Approbation & Ratification du présent Traité dans le terme qui lui sera marqué par sadite Majesté. Fait à Madrid le vingt-septième jour d'Aoust de l'année mil sept cent un.

Signé, DU CASSE.

Extrait du Traité de suspension d'armes entre les Couronnes de France, d'Espagne & d'Angleterre.

1. **Q**U'il y aura une suspension d'armes, & de tous les actes d'hostilité entre les Armées, Troupes, Flottes, Escadres & Navires de Leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, pendant le terme de quatre mois, à commencer du 22. du mois d'Août, jusqu'au 22. du mois de Décembre prochain.

2. Que la même suspension d'armes sera observée entre les Garnisons & Gens de guerre, que Leurs Majestez tiennent pour la défense & garde de leurs Places, dans tous les lieux où leurs armes agissent, tant par terre, par mer, qu'autrement; en sorte

que s'il arrivoit, que pendant le tems de la suspension, on y contrevenoit de part ou d'autre, par la surprise de quelques Places, soit par attaque, surprise ou intelligence, en quelque endroit du monde que ce soit; qu'on fit des prisonniers ou d'autres actes d'hostilitez par quelque accident imprévû, cette contrevention se reparera de part & d'autre de bonne foi, sans délai, difficulté &c. restituant sans aucune diminution ce qui aura été pris, & mettant les prisonniers en liberté, sans payer aucune chose pour leur rançon, ni pour leur dépense.

3. Que pour prévenir tous sujets de plainte & contestation qui pourroient naître à l'occasion des Vaisseaux, marchandises ou autres effets qui seroient pris par mer; on est convenu reciproquement que lesdits Vaisseaux, marchandises & effets qui seront pris dans la Manche & dans les mers du Nord, après l'espace de douze jours depuis la signature de la suspension d'armes, seront restituez de part & d'autre; que le terme sera de six semaines, pour les prises faites depuis la Manche, les mers Britanniques & les mers du Nord, jusqu'au Cap St. Vincent, même terme de six semaines

maines, au delà du Cap jusqu'à la Ligne, & de six mois au delà de la Ligne, & dans tous les autres endroits du monde, sans aucune exception.

4. Comme la même suspension sera observée entre les Royaumes de la Grande Bretagne & d'Espagne, Sa Majesté Britannique promet qu'aucun de ses Vaisseaux ou Bâtimens, ni aucun de ses Sujets ne seront désormais employez à transporter ou convoyer en Portugal, en Catalogne, ni dans aucun des lieux où la guerre se fait présentement, des troupes, chevaux, armes, habits ou munitions de guerre & de bouche.

5. Toutefois il sera libre à Sa Majesté Britannique de faire transporter des troupes, des munitions & provisions dans les Places de Gibraltar Port-Mahon, occupées par ses armées, & dont la possession lui doit demeurer par le Traité de Paix qui interviendra; comme aussi de retirer d'Espagne les troupes Angloises & les effets qui leur appartiennent dans ce Royaume.

6. Sa Majesté Britannique pourra pareillement, sans contrevenir à ce Traité, prêter ses Vaisseaux pour transporter en Portugal les troupes Portugaises qui sont
en

en Catalogne, comme aussi pour transporter en Italie les troupes Allemandes, qui sont dans la même Principauté de Catalogne.

7. Qu'immédiatement après que le présent Traité aura été déclaré en Espagne, le Roi se fait fort que le blocus de Gibraltar sera levé, & que la Garnison Angloise, & les Marchands qui se trouveront dans cette Place, pourront en toute liberté vivre, traiter & négocier avec les Espagnols.

8. Qu'enfin les ratifications du présent Traité seront échangées de part & d'autre dans le terme de quinze jours, ou plutôt si faire se peut.

Fait à Paris le 19. Août 1712. Signé pour Sa Majesté Très Chrétienne. COLBERT DE CROSSI. De la part de Sa Majesté Britannique. BULLINGBROCK.

Lettre de Milord Bullingbrock.

à MONSIEUR, ...

Je suis venu ici par ordre de la Reine, & j'ai signé une suspension d'armes générale par Mer, & par Terre; j'ai donc ordre de vous signifier, que c'est le bon plaisir de Sa Majesté que vous la fassiez observer très ponctuellement par les troupes qui sont sous vos ordres. Le Duc d'Argyle

gyle se rendra incessamment en Catalogne, & à son arrivée vous sçaurez la Destination des troupes Angloises. je suis.

Signé BULLINGBROCK.

Prerogation de la Suspension d'Armes entre la France & l'Angleterre.

COMME un Traité de Suspension d'Armes tant par Terre que par Mer, ou autres Eaux, a été fait entre leurs Majestez Très-Chrétienne & Britannique, & signé à Paris 19. d'Août 1712. pour le terme de 4. mois, à commencer le 22. dudit mois d'Août : Et comme ladite Suspension expirera le 22. jour de ce présent mois de Décembre, nouveau stile, leurs Majestez le Roi Très-Chrétien, & la Reine de la Grande-Bretagne, étant du même sentiment qu'Elles étoient alors, & ayant les mêmes vûës pour le bonheur de la Chrétienté, ont jugé nécessaire de prévenir tous les événemens de la Guerre, capables de troubler les mesures qui ont été prises pour parvenir au bien général qu'Elles se proposent : Et pour ces raisons & autres, ont agréé & consenti, comme elles agréent &

& consentent par ces Présentes, de prolonger & continuer ladite Suspension d'Armes pour le terme de 4. mois, à commencer dudit 22. de ce présent mois de Décembre nouveau stile, & à durer jusqu'au 22. du mois d'Avril de l'an 1713., nouveau stile, en sorte que ledit Traité de Suspension d'Armes conclu à *Paris* le jour susdit, sera continué & prolongé en toutes manières, sans aucune interruption ou obstruction pour le terme susmentionné, comme s'il étoit renouvelé & inferé ici de mot à mot.

En foi dequoi Nous avons signé les Présentes, & y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait à *Versailles*, le 14. Décembre, & à *Londres* le 7. Décembre 1712.

(L. S.)

COLBERT DE TORCY.

(L. S.)

BOLINGBROKE.

*Proclamation de la Prorogation de la Suspension
d'Armes entre la France & l'Angleterre.*

DE PAR LE ROI.

ON fait à savoir à tous qu'il appartient, que la Suspension d'Armes accordée le 22. du mois d'Août dernier, en

tr

tre Très-Haut, Très-Excellent, & Très-Puissant Prince, Louïs, par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, nôtre Souverain Seigneur : & Très-Haute, Très-Excellente, & Très-Puissante Princesse, Anne, Reine de la Grande-Bretagne, leurs Vassaux, Sujets, Serviteurs, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres & Seigneuries de leur obéissance, pour durer pendant le tems de 4. mois, commençant le 22. jour dudit mois d'Août dernier, & finissant le 22. du présent mois de Décembre, a été prorogée & continuée pour l'espace de 4. autres mois, commençant ledit jour 22. du présent mois de Décembre, & finissant le 22. Avril. prochain 1713. Pendant lequel tems il est défendu aux Sujets de Sa Majesté, de quelque qualité & condition qu'ils soient, d'exercer contre ceux de la Reine de la Grande-Bretagne, aucun Acte d'hostilité par Terre, par Mer, sur les Rivieres ou autres Eaux, & de leur causer aucun préjudice ni dommage, à peine d'être punis sévèrement comme perturbateurs du repos public. Et afin que personne n'en prétende cause d'ignorance, ordonne Sa Majesté que la Présente sera lûë,

lûë, publiée & affichée par tout où besoin sera. Fait à Versailles le 15. Décembre 1712. Signé, LOUIS. Et plus bas : COLBERT.

RENONCIATIONS

Du Roy d'Espagne à la Couronne de France, de Monseigneur le Duc de Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orléans à la Couronne d'Espagne avec les Lettres Patentes du Roy de France du mois de Décembre 1700. & les Lettres Patentes du mois de Mars 1713. qui admettent les Renonciations cy-dessus, & révoquent les Lettres Patentes du mois de Décembre 1700.

EL REY.

„ Por quanto en
 „ cinco de
 „ Noviembre de
 „ este año de mil se-
 „ tecientos y doze,
 „ ante D. Manuel
 „ de Vadillo y Ve-
 „ lasco mi Secreta-
 „ rio de Estado y
 „ Notario mayor de
 „ los

LE ROY.

„ COMME le
 „ 5. Novembre
 „ de la présente année
 „ mil sept cens dou-
 „ ze, J'ay passé, juré
 „ & signé par devant
 „ D. Manuel Vadillo
 „ y Velasco mon Se-
 „ cretaire d'Etat &
 „ Grand Notaire des
 „ Roy-

„los Reynos de Ca-
„stilla y Leon y te-
„stigos , otorgue,
„jure y firme el
„instrumento pu-
„blico del tenor si-
„guiente que à la
„letra es como se
„figue.

„D. Phelipe por
„la gracia de Dios
„Rey de Castilla,
„de Leon, de A-
„ragon, de las dos
„Sizilias de Hieru-
„salem, de Navar-
„ra, de Granada,
„de Toledo, de
„Valencia, de
„Galicia, de Mal-
„lôrca, de Sevilla,
„de Zerdeña, de
„Cordoüa, de
„Corzega, de Mur-
„cia, de Jaen, de
„los Algarucs, de
„Algecira, de Gi-
„braltar, de las Islas
„de

Royaumes de Ca-
stille & de Leon,
& en présence des
Témoins, l'Acte
public dont la te-
neur s'ensuit mot à
mot.

D. Philippe par
la grace de Dieu
Roy de Castille,
de Leon, d'Arra-
gon, des deux Si-
cilles, de Jérusalem,
de Navarre, de
Grenade, de To-
ledé, de Valence,
de Galice, de Ma-
jorque, de Seville,
de Sardaigne, de
Cordoüe, de Cor-
segué, de Murcie,
de Jaen, des Al-
garves, d'Algezi-
re, de Gibraltar,
des Isles de Cana-
ries, des Indes
Orien-

„de Canaria, de las
 „Indias Orientales
 „y Occidentales,
 „Islas y Tierra firme del Mar Oce-
 „ano, Archiduque
 „de Austria, Duque
 „de Borgoña, de
 „Bravante y Milan,
 „Conde de Abs-
 „purg, de Flan-
 „des, Tirol y Barce-
 „lona, Señor de
 „Viscaya y de Mo-
 „lina &c. Por la
 „relacion y Noticia
 „de este instrumen-
 „to y escriptura
 „de renunciacion y
 „desistimiento, y
 „para que quede en
 „perpetua memo-
 „ria, Hago notorio
 „y manifiesto a los
 „Reyes, Principes
 „Potendados, Re-
 „publicas, Comu-
 „nidades y personas
 „par-

Orientales & Occi-
 dentales, des Isles
 & Terre-Ferme de
 la Mer Occane,
 Archiduc d'Autri-
 che, Duc de Bour-
 gogne, de Brabant
 & de Milan, Com-
 te d'Abspurg de
 Flandres, de Ty-
 rol & de Barcelone,
 Seigneur de Bis-
 caye & de Moli-
 na, &c. Par la te-
 neur, & l'exposé
 de cet Acte de
 Renonciation & de
 Desistement: Et
 afin que la mémoi-
 re en demeure à
 jamais, soit notoi-
 re & manifeste aux
 Rois, Princes, Po-
 tentats, Républi-
 ques, Communau-
 tez, & personnes
 particulières qui sont
 & qui seront dans
 les

„particulares que les siècles à venir,
„son y fueren en los que l'un des princi-
„siglos venideros, paux fondemens des
„que siendo unos Traitez de Paix à
„de los principa- faire entre la Cou-
„les supuestos de ronne d'Espagne &
„los Tratados de celle de France d'u-
„Pazes pendientes ne part ; & celle
„entra la Corona de d'Angleterre de
„España y la de l'autre, pour la ci-
„Francia , con la menter & la rendre
„de Inglaterra , pa- ferme & permanen-
„ra zimentar la fir- te , & pour parve-
„me y permanen- nir à la Paix géné-
„te, y proceder a- rale , étant d'assurer
„la general sobre la pour toujours le
„maxima de assegu- bien universel & le
„rar con perpetui- repos de l'Europe,
„dad el universal & d'établir un équi-
„bien, y quietud libre entre les Puif-
„de la Europa en sances ; en sorte
„un equilibrio de qu'il ne puisse pas
„Potencias , de- arriver, que plu-
„suerte que unidas sieurs étant réunies
„muchas in una, en une seule, la
„no declinate la va- balance de l'égalité
„lanza de la descada qu'on veut assurer,
„igualdad , en ven- panche à l'avantage
„taja de

„taja de una, ape-
 „ligro y recelo de
 „las demas: se pro-
 „pufo y insto por la
 „Inglaterra, y se
 „combino por mi
 „parte, y la del
 „Rey mi abuelo,
 „que para evitar in-
 „qualquier tiempo
 „la union de esta
 „Monarchia, y la
 „de Francia y la
 „posibilidad de que
 „in mingun caso
 „subcediese se hu-
 „biesen reciprocas
 „renuncias por mi
 „y toda mi descen-
 „dencia a la subce-
 „sion posible de
 „la Monarchia de
 „Francia y por la
 „de aquellos Princi-
 „pes y todas sus li-
 „neas existentes y
 „futuras a la de
 „esta Monarchia,
 „for-

de l'une de ces
 Puissances, au ris-
 que & dommage
 des autres, il a été
 proposé & fait in-
 stance par l'Angle-
 terre; & il a été
 convenu de ma
 part, & de cel-
 le du Roy mon
 Grand-Père, que
 pour éviter en quel-
 que tems que ce
 soit, l'union de cet-
 te Monarchie à
 celle de France;
 & pour empêcher
 qu'elle ne puisse ar-
 river en aucun cas,
 il se fist des Ré-
 nonciations récipro-
 ques pour moy &
 tous mes Descen-
 dans, à la Succes-
 sion de la Monar-
 chie de France, le-
 cas avenant, Et de
 la part des Princes
 de

„formando una re-
„lacion decorosa
„de abdication de
„todos los dere-
„chos que pudieren
„azerarse para sub-
„cederse mutua-
„mente las dos ca-
„sas Reales de esta
„y de aquella Mo-
„narchia separando
„con los medios
„legales de mi re-
„nuncia , mi rama
„del tronco real de
„Francia , y todas
„las ramas de la de
„Francia de la tron-
„cal derivacion de
„la Sangre Real
„Española : previ-
„niendose asimis-
„mo en conse-
„quencia , de la
„maxima fonda-
„mental y perpe-
„tua del equilibrio
„de las Potencias de
„Eu.

de France , & de
toute leur Ligne,
présente & à venir
à la Succession de
la Monarchie d'Es-
pagne , faisant re-
ciproquement une
Abdication volon-
taire de tous les
droits que les deux
Maisons Royales
d'Espagne & de
France , pourroient
avoir de se succe-
der mutuellement,
séparant par les
moyens justes de
ma Renonciation ,
ma Branche de la
Tige Royale de
France ; & toutes
les Branches de
France de la Tige
du Sang Royal
d'Espagne , pre-
nant aussi des me-
sures suivant la ma-
xime fondamentale

H

&

„ Europa , el que
 „ assi como este per-
 „ suade y justifica
 „ evitar en todos ca-
 „ sos excogitables
 „ la union de la
 „ Monarchia de
 „ España con la de
 „ Francia se pre-
 „ cauciona se el in-
 „ combeniente de
 „ que en falta de mi
 „ descendencia , se
 „ diese el caso de
 „ que esta Monar-
 „ chia pudiese recaer
 „ en la casa de Au-
 „ stria cuyos domi-
 „ nios y adherencias
 „ aun sin la union
 „ del Imperio la ha-
 „ ria formidable:
 „ motivo que hizo
 „ plausible en otros
 „ tiempos la sepa-
 „ racion de los Esta-
 „ dos hereditarios
 „ de la Casa de

„ Au-

& perpetuelle de
 l'équilibre des Puif-
 sances de l'Europe,
 afin que pendant
 qu'il est étably &
 justifié par cet Acte,
 que l'on évite en
 tous les cas imagi-
 nables , l'union de
 la Monarchie d'Es-
 pagne avec celle de
 France, l'on pré-
 vienne l'inconve-
 nient qui arriveroit,
 si au défaut de ma
 Descendance, le cas
 avenoit que la Mo-
 narchie d'Espagne
 pût retomber à la
 Maison d'Autriche,
 dont les Etats &
 leurs dépendances,
 même sans l'union
 de l'Empire , la
 rendroient formida-
 ble : motif qui a
 donné lieu avec
 raison en d'autres
 temps,

„Austria del Cuer-
 „po de la Monar-
 „chia Española,
 „combinándose y
 „ajustándose a este
 „fin por la Ingla-
 „terra con migo, y
 „con el Rey mi
 „abuelo, que en
 „falta mia y de mi
 „descendencia en-
 „tre en la subcesion
 „de esta Monar-
 „chia el Duque de
 „Savoya, y sus hijos
 „y descendientes
 „masculinos, naci-
 „dos en constante
 „legitimo matri-
 „monio, y en de-
 „fecto de sus lineas
 „masculinas, el
 „Principe Amedeo
 „de Carignan y sus
 „de hijos y descen-
 „dientes masculi-
 „nos nacidos en
 „constante legiti-
 „mo

tems, à la sépara-
 tion des Etats Hé-
 reditaires de la Mai-
 son d'Autriche, du
 Corps de la Mo-
 narchie Espagnole.
 Pour cet effet, il a
 été convenu &
 accordé par l'An-
 gleterre avec moy,
 & avec le Roy mon
 Grand-Père, qu'à
 mon défaut & à
 celuy de mes Des-
 cendans, le Duc de
 Savoye seroit appel-
 lé à la Succession de
 cette Monarchie,
 luy, ses Enfans, &
 Descendans mâles,
 nez en légitime
 Mariage; & au
 défaut de ses Li-
 gnes masculines, le
 Prince Amedée de
 Carignan & ses En-
 fans & Descendans
 mâles, nez en légitime

„mo matrimonio me Mariage. Et
 „y en defecto de sus au défaut de ses
 „lineas el Princi- Lignes, le Prince
 „pe Thomas Her- Thomas, frère du
 „mano del Principe Prince de Cari-
 „de Caniñan sus gnán, ses Enfans
 „hijos y descen- & Descendans mas-
 „dientes masculis les nez en légitime
 „nos nacidos en mariage, qui
 „constante legiti- comme Descendans
 „mo matrimonio de l'Infante Cathe-
 „que por descen- rine, Fille de Phi-
 „dientes de la in- lippe Second, &
 „fante D. Cathali- étant expressément
 „na Hija de el S. appelez, ont un
 „Phelipe Segundo Droit clair & con-
 „y. Illamamientos nu, supposant l'a-
 „expresos tienen mitié & l'alliance
 „derecho claro y perpetuelle que le
 „conocido supue- Duc de Savoye &
 „sta la amistad y ses Descendans doi-
 „perpetua alianza, vent rechercher &
 „que se deve sole- entretenir avec cet-
 „citar y conseguir te Couronne. Et l'on
 „Del Duque de Sa- doit croire qu'avec
 „voya, y su des- cette esperance per-
 „cendencia con esta petuelle & conti-
 „corona, devien- puelle, il sera le
 „dole cens

„dofe creer, que
„con esta efperanza
„perpetua y inceffi-
„ble, fea el fiel in-
„variable de la Va-
„lanza, en que
„amiftosamente fe
„equilibren todas
„las Potencias fatis-
„fadas del fudor y
„incertidumbre de
„las Vattallas, no
„quedando algun
„arbitrio a ningun-
„na de las partes
„para alterar efte
„equilibrio federal,
„por via de ningun
„contrato de Re-
„nuncia ni retroce-
„fion, pues com-
„bence la razon de
„fu permanencia la
„que motiva el ad-
„mittir le, forman-
„dose una constitu-
„cion fundamental
„que regle con ley
„inal-

centre invariable de
la balance, qui af-
fure volontairement
l'équilibre entre tou-
tes les Puiffances
fatiguées de la guer-
re, & de l'incerti-
tude de fes événe-
mens, & il ne fera
au pouvoir d'aucu-
nes des Parties d'al-
terer cet équilibre
par aucun contraét
de Rénonciation ny
de Rétroceffion;
puifque la même
raifon qui porte à é-
tablir cet équilibre,
doit le rendre per-
manent, formant u-
ne constitution fon-
damentale qui régle
par une Loy inalte-
rable la Succelfion
pour l'avenir.

J'ay refolu en
conféquence de ce
qui eft cy-deffus ex-

H 3 • pofé

„nalterable la sub-
 „cession en lo por
 „venir, he delive-
 „rado en conse-
 „quencia de lo refe-
 „rido, y por el amor
 „a los Españoles y
 „conocimiento de
 „lo que al fuyo de
 „vo, y las repetidas
 „experiencias de su
 „fidelidad, y por
 „retribuyr a la Di-
 „vina Providencia
 „con la resigna-
 „cion a su destino
 „el gran venefi-
 „cio de haver me
 „colocado, y main-
 „tenido en el trono
 „de tan illustres y
 „venemeritos vasal-
 „los, el abdicar por
 „mí, y todos mis
 „descendientes el
 „derecho de subce-
 „der en la Corona
 „de Francia, dese-
 „an-

posé par l'amour
 que jay pour les
 Espagnols, par la
 connoissance que
 j'ay de ce que je
 dois au leur, par les
 fréquentes expé-
 riences que j'ay fai-
 tes de leur fidelité,
 & pour rendre gra-
 ce à la divine Pro-
 vidence, avec une
 entiere resignation
 à ses volonteze de la
 grande faveur qu'el-
 le m'a faite, en me
 plaçant & en me
 maintenant sur le
 Trône, & en m'élé-
 vant sur tant d'Il-
 lustres Sujets, qui
 m'ont si bien servy,
 d'abliquer pour
 Moy & pour tous
 mes Descendans le
 droit de succeder à
 la Couronne de
 France, désirant de
 vivre

„ando ño apartarme „de vivir morir „con mis amados y „fieles Españoles, „dejando a toda mi „descendencia el „vinculo insepara- „ble de su fidelidad „y amor; y para que „esta deliveracion „tenga el devido „efecto, y cese el „que se ha confide- „rado uno de los „principales moti- „vos de la guerra, „que hasta aqui ha „affligido a la Euro- „pa. De mi proprio „motu, libre ex- „pontanea, y grata „voluntad, yo D. „Phelipe por la „gracia de Dios „Rey de Castilla, „de Leon, de Ara- „gon, de las dos „Sizilias, de Hieru- „sa-	vivre & de mourir avec mes- aimez & fideles Espagnols, laissant à toute ma Descendance le lien inseparable de leur fidelité & de leur a- mour; afin que cet- te déliberation ait l'effet qu'elle doit avoir, & pour fai- re cesser ce qui a été considéré com- me un des princi- paux motifs de la guerre qui a jusqu'à présent affligé l'Euro- pe, de mon pro- pre mouvement, de ma libre, franche & pure volonté, Moy, Don Phiilppe, par la grace de Dieu Roy de Ca- stille, de Leon, d'Aragon, des deux Sicilles, de Jérusa- lem, de Navarre, H 4 de
---	--

„ falem, de Navar-	de Grenadè , de
„ ra, de Granada, de	Tolledè de Valen-
„ Toledo, de Valen-	ce, de Galice , de
„ cia, de Gallicia, de	Majorque , de Se-
„ Mallorca , de Se-	villè, de Sardaigne,
„ villa, de Zerdeña,	de Cordouë ; de
„ de Cordouia , de	Corseque, de Mur-
„ Corsega, de Mur-	cie , de Jaen , des
„ cia, de Jaen, de los	Algarves , d'Alge-
„ Algarves, de Alge-	zire, de Gibraltar,
„ cira, de Gibraltar,	des Isles de Cana-
„ de las Islas de Ca-	ries , des Indes
„ naria, de las Indas	Orientales & Occi-
„ Orientales y Occi-	dentales , des Isles
„ dentales , Isles y	& terre ferme de la
„ tierra firme del	Mer Oceane, Ar-
„ Mar Oceano, Ar-	chiduc d'Autriche,
„ chiduque de Au-	Duc de Bourgogne,
„ stria, Duque de	de Brabant & de
„ Borgogna de Bra-	Milan , Comte
„ vante y Milan,	d'Abspourg , de
„ Conde de Abf-	Flandres, de Tyrol,
„ purg , de Flan-	& de Barcelone,
„ des , Tyrol y Bar-	Seigneur de Biscaye
„ zelona. Senor de	& de Molina , &c.
„ Vizcaya y Moli-	Je renonce par le
„ na &c. Por el pre-	présent Acte pour
„ sente instrumen-	teûjours , & à ja-
„ to	mais,

„to pro mi mismo, „por mis herede- „ros y subcesores, „renuncio, abando- „no, y me desisto „para siempre ja- „mas de todas pre- „tensiones derechos, „y titulos que yo o „qualquiera descen- „diente mio, aya „desde ahora, o pue- „da haver en qual- „quior tiempo que „subceda en lo futu- „ro a la subcesion de „la Corona de Fran- „cia, y me declaro y „hèpor excluido, y „apartado, y o y mis „hijos herederos y „descendientes per- „petuamente por- „excluidos e inabi- „litados absoluta- „mente y sin limi- „tacion, diferencia „y distincion de „per:	mais, pour Moy- même, & pour mes Heritiers & Successeurs, à toutes prétentions, droits & titres que Moy, ou quelques autres de mes Descendans que ce soit, ayent dès à présent, ou puisse avoir en quel- que tems que ce puisse estre à l'ave- nir, à la Succession de la Couronne de France, Je les aban- donne & m'en désis- te pour moy & pour eux, & je me déclare & me tiens pour exclu & séparé, Moy & mes Enfans, Heritiers & Des- cendans perpetuel- lement pour exclus, & inhabiles absolu- ment & sans limita- tion, différence ny
---	--

„ personas grados,
 „ sexos, y tiempos
 „ de la accion y de-
 „ recho de subceder
 „ en la Corona de
 „ Francia, y quiero
 „ y consiento por mi
 „ y los dichos mis
 „ descendientes que
 „ desde ahora para
 „ entonces, se tenga
 „ por passado trans-
 „ ferido en aquel que
 „ por estar yo y ellos
 „ excluidos inhabili-
 „ tados y incapaces
 „ se hallare siguiente.
 „ en grado, e im-
 „ mediato al Rey
 „ pro cuya muerte
 „ vacare, y se hu-
 „ viere de regular y
 „ diferir la subcession
 „ de la dicha Corona
 „ de Francia en qual-
 „ quier tiempo y
 „ caso, paraque la
 „ haya y tenga como
 „ le-

distinction de per-
 sonne, de degré,
 sexe, & tems de
 l'action, & du droit
 de succeder à la
 Couronne de Fran-
 ce. Et Je veux &
 consent pour Moy
 & mesd. Descen-
 dans, que dès à-
 présent, comme
 alors, Moy & mes
 Descendans étant
 exclus, inhabiles &
 incapables, l'on
 regarde ce. Droit
 comme passé &
 transféré à celuy qui
 se trouvera suivre en
 degré & Immediat
 au Roy, par la mort
 duquel la vacance
 arrivera, & auquel
 Successeur Imme-
 diat on defferera la
 Succession de lad.
 Couronne de Fran-
 ce, en quelque tems
 &

„legítimo y Venda-
„dero subcesor, así
„como si yo y mis
„descendientes no
„huieramos nacido,
„ni fuésemos en el
„mundo, porque
„por tales hemos de
„ser tenidos y repu-
„tados, para que
„en mi persona y la
„de ellos no se pue-
„da considerar ni
„hazar fundamento
„de representacion
„activa o passiva,
„principio o conti-
„nuacion de linea
„efectiva contem-
„ptiva de substancia
„sangre o calidad,
„ni derivar la des-
„cendencia o com-
„putacion de grados
„de las personas del
„Rey Christianissí-
„mo mi Señor y mi
„abuelo, ni del
„Sen-

& en quelque cas
que ce soit, afin
qu'il l'ait & la
possede comme lé-
gitime & veritable
Successeur, de même
que si Moy & mes
Descendans n'eus-
sions pas été nez,
ny ne fussions pas
au monde, parce
que nous devons
être tenus & réputez
pour tels, afin
qu'en ma Personne,
ny en celle de mes
Descendans, on ne
puisse considérer,
ny faire fondement
de représentation
active ou passive,
commencement ou
continuation de Li-
gne effective ou
contemplative de
substance de sang
ou de qualité, ny
dériver la descen-
dan-

„ Señor Delphin
 „ mi Padre, ni de los
 „ gloriosos Reyes
 „ sus progenitores,
 „ nitores, ni para
 „ otro algun efecto
 „ de entrar en la sub-
 „ cesion ni preocu-
 „ par el grado de
 „ proximidad y ex-
 „ cluir le de el a la
 „ persona que como
 „ dicho es, se allare
 „ siguiente en grado.
 „ Yo quiero con-
 „ sienta por mi mis-
 „ mo y por mis des-
 „ cendientes que
 „ desde ahora como
 „ entonces, sea mi-
 „ rado y considerado
 „ este derecho, como
 „ pasado y trassadado
 „ al Duque de Berry
 „ mi hermano, y a
 „ sus hijos y desce-
 „ dientes masculinos
 „ nacidos en con-
 „ tinuan-

dance, ou compter
 les dégrez des
 Personnes du Roy
 Très - Chrétien,
 mon seigneur &
 Grand-Père, ny du
 Seigneur Dauphin
 mon Père, ny des
 glorieux Roys leurs
 Ancêtres, ny par
 aucun autre effet,
 entrer en la Succes-
 sion, ny prendre le
 degré de proximité
 & en exclure la
 Personne, qui com-
 me il est dit, suivra
 en degré. Je veux
 & consens pour
 Moy-même & pour
 mes Descendans,
 que dès-à présent,
 comme alors, ce
 Droit soit regardé
 & considéré, comme
 passé & transferé
 au Duc de Berry
 mon Frère, & à ses
 En-

„stante legitimo
 „matrimonio, y en
 „defecto de sus li-
 „neas masculinas al
 „Duque de Orleans
 „mi tio, y a sus hijos
 „y descendientes
 „masculinos nacidos
 „en constante legi-
 „timo matrimonio,
 „y en defecto de sus
 „lineas al Duque de
 „Bourbon mi primo
 „y a sus hijos y des-
 „cendientes mascu-
 „linos nacidos en
 „constante legitimo
 „matrimonio, y así
 „subcesivamente a
 „todos los principes
 „de la sangre de
 „Francia sus hijos y
 „descendientes mas-
 „culinos para siem-
 „pre Jamas, segun
 „la colocacion y la
 „orden con que el-
 „los fueren llamados
 „a

Enfans & Descen-
 dans mâles nez en
 légitime Mariage:
 Et au défaut de ses
 Lignes masculines,
 au Duc d'Orleans
 mon Oncle & à ses
 Enfans & Descen-
 dans mâles, nez en
 légitime Mariage,
 & au deffaut de ses
 Lignes, à mon
 Cousin le Duc de
 Bourbon, & à ses
 Enfans & Descen-
 dans mâles, nez en
 légitime Mariage,
 & ainsi successive-
 ment à tous les
 Princes du Sang de
 France, leurs Enfans
 & descendans mâ-
 les pour toujours,
 & à jamais, selon le
 rang & l'Ordre dans
 lequel ils seront ap-
 pellez à la Couron-
 ne, par le droit de
 leur

„a la Corona por el
 „derecho de su na-
 „cimientis y por
 „consequencia a a-
 „quel de los dichos
 „Principes, que
 „(siendo como di-
 „cho es yo y todos
 „mis dichos descen-
 „dientes excluidos,
 „inabilitados e inca-
 „paces) se pudiere
 „hallar mas cercano
 „en grado imme-
 „diato despues de
 „aquel Rey por la
 „muerte del qual
 „subcediere la va-
 „cante de la Corona
 „de Francia, y a-
 „quien deviere per-
 „tenecer la Subce-
 „sion en qualquiera
 „tiempo y en qual-
 „quiera caso que
 „pueda ser, para que
 „el la posea como
 „subcesor legitimo
 „y

leur naissance. Et
 par conséquent à
 celui desd. Princes,
 qui comme il est dit,
 Moy & tous mesd.
 Descendans étant
 exclus, inhabiles &
 incapables, se pourra
 trouver le plus pro-
 che en degré imme-
 diat du Roy, par
 la mort duquel
 arrivera la vacance
 de la Couronne de
 France, & à qui
 devra appartenir la
 Succession, en quel-
 que temps & en
 quelque cas que ce
 puisse être, afin qu'il
 la possède comme
 véritable & légitime
 Successeur de la
 même manière que
 si Moy & mes
 Descendans nous
 n'étions point nez.
 Et pour plus grande
 sta-

„ y verdadero de la
„ misma manera que
„ si yo, y mis descen-
„ dientes no huuiera-
„ mos nacido. Y en
„ consideracion de
„ la mayor firmeza
„ del AËto de Abdi-
„ cacion de todos los
„ derechos y titulos
„ que me asistian
„ ami y o todos mis
„ hijs y descendien-
„ tes para la Subce-
„ sion de la referida
„ Corona de Fran-
„ cia, me aparto y
„ desisto especial-
„ mente del que pu-
„ do sobrevenir a los
„ derechos de natu-
„ raleza por las Let-
„ tras Patentes, o
„ instrumento por el
„ qual el Rey mi
„ abuelo, me con-
„ servò, reservò y
„ havilito el derecho
„ de
stabilité de l'AËte
d'abdication de tous
les droits & titres
qui m'appartiennent
& à tous mes Enfans
& Descendans, à
la Succession de
lad. Couronne de
France; Je me dé-
pouille & me déliste
spécialement des
droits qui pour-
roient m'appartenir
par les Lettres Pa-
tentes ou Actes par
lesquels le Roy mon
Grand - Père me
conserve, me reser-
ve & habilite le
droit de Succession
à la Couronne de
France, lesquelles
Lettres Patentes
furent données à
Versailles, au mois
de Décembre de
l'année mil sept-
cens, & passées,
ap-

„ de Subceſion a la
 „ Corona de Fran-
 „ cia, cuyo inſtru-
 „ mento fue deſpa-
 „ chado en Verſalles
 „ en el mes de Di-
 „ ziembre del año
 „ de mil y ſetecien-
 „ tos, y paſado, apro-
 „ vado y registrado
 „ por el Parlamento,
 „ y quiero que no
 „ me pueda ſervir de
 „ fundamento para
 „ los efectos en el
 „ prevenidos, y le
 „ refuto y renuncio,
 „ y le doy por nullo,
 „ irrito, y de nin-
 „ gun valor y por
 „ cancelado, y co-
 „ mo ſi tal inſtru-
 „ mento no ſe hu-
 „ vieſe executado,
 „ y prometo y me
 „ obligo en fee de
 „ palabra real, que
 „ en quante fuere de
 „ mi

approuvées enregi-
 ſtrées au Parlement.
 Je veux qu'elles ne
 me puiſſent ſervir de
 fondement pour les
 effets qui y ſont
 prévus. Je les re-
 jette & y renonce
 & les regarde com-
 me nulles, d'aucune
 valeur, comme
 cancellées & comme
 ſi jamais elles n'a-
 voient été données;
 Je promets & m'o-
 blige en foy &
 parole de Roy, que
 de ma part & de
 celle de meſd. En-
 fans & Deſcen-
 dans, nez & à naî-
 tre, je procureray
 l'obſervation & l'ac-
 compliſſement de
 cet Acte ſans per-
 mettre, ny conſentir
 qu'il y ſoit contre-
 venu, directement.

en

„mi parte, y de los
„dichos mis hijos y
„descendientes que
„son y seran procu-
„rarè la observancia
„y cumplimiento
„de esta escriptura,
„sin permitir ni con-
„sentir que se vaya
„o venga contra
„ello directe, o
„indirecte en todo
„o en parte y me
„desisto y aparto de
„todos y quales-
„quiera remedios
„savidos o ignora-
„dos ordinarios o
„extraordinarios y
„que por derecho
„comun o Privi-
„legio expecial nos
„puedan pertenecer
„a mi y a mis hijos
„y descendientes
„para reclamar de-
„cir y alegar contra
„lo suso dicho, y
„to-

en tout, ou en par-
tie; & je me dési-
ste & separe de tous
& chacuns les moy-
ens connus & in-
connus, ordinaires
ou extraordinaires,
& qui de droit
commun ou par
Privilège spécial,
peuvent nous ap-
partenir, à Moy
& à mes Enfans &
Descendans, pour
reclamer, dire &
alléguer contre ce
qui est cy-dessus
dit, Je renonce à
tous lesd. moyens
& spécialement à
celui de la lésion
évidente, énorme
& très énorme que
l'on pourroit trou-
ver dans le désiste-
ment & dans la re-
nonciation du droit,
de pouvoir en au-
cun

„ todos ellos los
 „ renuncio, y ex-
 „ pecialmente el de
 „ la lezion evidente
 „ enorme y enor-
 „ missima que se
 „ pueda considerar
 „ haver intervenido
 „ en la desistancia
 „ y renunciacion del
 „ derecho de poder
 „ en algun tiempo
 „ subceder en la re-
 „ ferida Corona, y
 „ quiero que ningu-
 „ no de los referidos
 „ remeios, ni otros
 „ de qualquier nom-
 „ bre y ministerio
 „ importancia y ca-
 „ lidad que sean nos
 „ valgan, ni nos
 „ puedan valer, y si
 „ de hecho, on con
 „ algun color quisie-
 „ remos ocupar el
 „ dicho Reyno por
 „ fuerza de armas
 „ ha-

cun temps succeder
 à lad. Couronne:
 Et je veux qu'au-
 cun desd. moyens,
 ny autres de quel-
 que nom, mini-
 stere, importance
 ou qualité qu'ils
 soient, ne nous ser-
 vent, ne nous puis-
 sent valoir, & si de
 fait ou sous quelque
 prétexte, nous vou-
 lions nous emparer
 dud. Royaume par
 la force des Armes,
 faisant ou excitant
 une guerre offensive
 ou deffensive, Je
 veux dès à présent,
 comme alors, qu'el-
 le soit tenuë, ju-
 gée & déclarée
 pour illicite, injus-
 te, mal entreprise,
 & pour violence,
 invasion & usurpa-
 tion faite contre la
 rai-

„haciendo ô mo-
„viendo guerre o
„fensiva defensiva
„desde ahora para
„entonces se tenga
„jusque y declare
„por illicita; injusta
„y mal atentada; y
„por violencia, im-
„basion y usurpa-
„cion, hecha con-
„tra razon y con-
„ciencia, y por el
„contrario se jusque
„y califique por ju-
„sta, licita y per-
„mitida la que se hi-
„ciere, o moviere
„por el que por mi
„exclusion y de los
„dichos mis hijos y
„descendientes de-
„viere subceder en
„la dicha Corona
„de Francia al qual
„sus subditos y na-
„turales le hayan de
„acoger y obedecer,
„ha-

raison & contre la
conscience. Et qu'
au contraire l'on ju-
ge & qualifie pour
juste, licite & per-
mise celle qui sera
faite ou excitée par
celuy qui au moyen
de mon exclusion
& de celle de mesd.
Enfans & Descen-
dants, devra succe-
der à lad. Couron-
ne de France: Que
ses Sujets & Natu-
rels aient à le rece-
voir, à luy obeïr,
à luy prêter le Ser-
ment & hommage
de fidelité, com-
me à leur Roy &
Seigneur légitime,
& à le servir. Et
ce Désistement &
Renonciation pour
Moy & mesd. En-
fans & Descendants,
doit être ferme,
sta-

„hacer y prestar el
 „juramento y ome-
 „naje de fidelidad,
 „y servirle le coma
 „à su Rey y Señor
 „legítimo. Y este
 „desistimiento y
 „renunciacion per
 „mí y los dichos
 „mis hijos y des-
 „cendientes hà de
 „ser firme estable
 „válida e irrevoca-
 „ble perpetuamen-
 „te para siempre
 „jamás. Y digo y
 „prometo que no
 „hé hecho ni haré
 „protextacion o re-
 „clamacion en pu-
 „blico o en secreto
 „en contrario que
 „pueda impedir o
 „disminuir la fuer-
 „za de lo contenido
 „en esta escriptura,
 „y que si la hiciere
 „aun que sea jura-
 „da,

stable, valide &
 irrevocable, perpe-
 tuellement & à ja-
 mais. Et je dis &
 promets que je n'ay
 point fait & que je
 ne feray point au
 contraire de prote-
 station ou de recla-
 mation en public ou
 en secret qui puisse
 empêcher ou dimi-
 nuér la force de ce
 qui est contenu en
 cet Acte. Et que si
 j'en faisois, encore
 que ce fût avec
 serment, elle ne
 vaudra, ny ne pourra
 avoir de force; Et
 pour plus grande
 stabilité & seureté
 de ce qui est conte-
 tenu en cette Re-
 nonciation, & de
 ce qui est statué &
 promis de ma part,
 J'engage de nou-
 veau

„da , no valga ni veau ma foy &
„pueda tener fuer- parole Royale , &
„za ; y para mayor je jure solemnelle-
„firmeza y seguri- ment par les Evan-
„dad de lo conte- giles contenuës en
„nido en esta re- ce Missel , sur
„nuncia , y de lo lequel je pose la
„dicho y prometido main droite que
„por mi parte en j'observeray , main-
„ella , empeño de tiendray , & accom-
„nuevo mi fee y pliray le présent
„palabra real , y Ecrit & Acte de
„juro solemnemen- Renonciation , tant
„te por los Evan- pour moy que pour
„gelios contenidos tous mes Succes-
„en este Missal so- seurs , Héritiers &
„bre que pongo la Descendants dans
„mano derecha, toutes les clauses qui
„que yo observa- y sont contenuës ,
„rè mantendrè y selon le sens & la
„complirè este acto construction le plus
„y instrumento de naturel , le plus
„Renunciacion tan- litteral & le plus
„to por mi como évident ; Que je n'ay
„por todos mis sub- point demandé , ny
„cesores herederos ne demanderay
„y descendientes en point d'être relevé
„todas los clausulas de ce serment , &
„en que

„en el contenidas
 „segun el sentido
 „y construccion
 „mas natural literal
 „y evidente, y que
 „de este juramen-
 „to no hè pedido
 „ni pedirè relaxa-
 „cion, y que si se
 „pidiere por alguna
 „persona particu-
 „lar, o se conce-
 „diere motu pro-
 „prio no usarè, ni
 „me valdrè de ella,
 „antes para en caso
 „que se me conce-
 „da, hago otro tal
 „juramento para
 „que siempre aya y
 „quede uno sobre
 „todas las relaxa-
 „ciones que me
 „fuesen concedi-
 „das, y otorgo este
 „escriptura ante el
 „presente Secre-
 „tario Notario de
 „este

que si quelque Per-
 sonne particulière le
 demandoit, ou que
 si cette dispense
 m'étoit donnée *motu*
proprio, Je ne m'en
 serviray, ny ne m'en
 prévaudray, mais
 plutôt en cas, Je
 fais un autre ser-
 ment, tel qu'il soit,
 & demeure entier,
 nonobstant toutes
 dispenses qui m'au-
 roient été accordées.
 & je passe cet Acte
 devant le présent
 Secrétaire & Notai-
 re de ce Royaume,
 & Je le signe &
 ordonne, qu'il soit
 scellé de mon scel
 Royal, étant té-
 moins requis & ap-
 pellez le Cardinal
 Don Francisco de
 Judice, Inquisiteur
 général, & Archevê-
 que

„este mi Reyno, y que de Montreal,
„lo firmè y mandè de mon Conseil
„Sellar con mi real d'Etat, Don Joseph
„Sello, siendo testi- Fri de Velasco., y
„gos prevenidos y Tobar Connestable
„llamados el Carde- de Castille Duc de
„nal D Francisco de Frias, Gentilhomme
„Judice Inquisidor de ma Chambre
„General y Arzo- mon - Majordome
„bispo di Montreal Major, Grand Som-
„de mi Consejo de melier & Grand Ve-
„Estado. D. Joseph neur, Don Juan
„Frz. de Velasco, y Claros Alonso Pe-
„Tobar Condesta- rez de Guzman el
„ble de Castilla. Du- Bueno Duc de Me-
„que de Frias, Gen- dina-sidonia, Che-
„tilhombre de mi valier de l'Ordre du
„Camara mi Mayor- S. Esprit, mon
„domo mayor, Co- Grand Ecuyer,
„pero Mayor, y Gentilhomme de
„Cazador mayor D. ma Chambre & de
„Juan Claros Alon- mon Conseil d'Etat,
„zo Perez de Gus- Don Francisco An-
„man el Bueno Du- dres de Venavides
„que de Medina Si- Comte de Sant jste-
„donia Cavallero van, de mon Con-
„del Orden de Sanc- seil d'Etat &
„ti Spriritus mi Ca- Majordome Major
„valle- de

„vallerizo mayor,	de la Reine, Don
„Gentilhombre de	Carlos Homodei
„mi Camara y de mi	Lasso de la Vega
„Consejo de Esta-	Marquis d'Almona-
„do D. Francisco	cir & Comte de
„Andres de Venavi-	Casapalma Gentil-
„des Conde de Sant	homme de ma
„Istevant de mi	Chambre, de mon
„Consejo de Estado	Conseil d'Etat &
„y Mayordomo ma-	Grand Ecuyer de
„yor de la Reyna. D.	la Reyne, Don
„Carlos Homodei	Restaino Conselmo
„Lasso de la Vega	Duc de Popoli
„Marques de Almo-	Chevalier de l'Or-
„nacir y Conde de	dre du S. Esprit,
„Casa Palma Gen-	Gentilhomme de
„tilhombre de mi	ma Chambre &
„camara, de Con-	Capitaine de mes
„sejo de Estado y	Gardes du Corps
„Cavalerizo mayor	Italiens, Don Fer-
„de la Reyna. D.	gando d'Aragon y
„Restayno Cantel-	Moncada Duc de
„mo Duque de Po-	Montale Marquis
„poli Cavallero de	de Los Velez Com-
„la Orden de Sancti	mandeur de Silla y
„Spiritus Gentil-	Benazul dans l'Or-
„hombre de mi Ca-	dre de Montessa
„mara y Capitan de	Gentilhomme de
„mis	ma

„ mis Guardias de	ma Chambre & de
„ Corps Italianas D.	mon Conseil d'Etat,
„ Fernando de Ara-	Don Antonio Se-
„ gon y Moncada	vastian de Toledo
„ Duque de Mon-	Marquis de Manco-
„ talto, Marques de	ra Gentilhomme de
„ los Veles Com-	ma Chambre, de
„ mendedor de Silla	mon Conseil d'Etat
„ y Benazul en la	& Président du
„ Orden de Montef-	Conseil d'Italie,
„ sa Gentilhomme	Don Juan Domingo
„ de mi Camara y	de Haro y Guzman
„ de mi Consejo de	Grand Comman-
„ Estado. D. An-	deur de l'Ordre de
„ tonio Sevastian	S. Jacques de mon
„ de Toledo Mar-	Conseil d'Etat, Don
„ ques de Mancera,	Juachin Ponce de
„ Gentilhomme de	Leon, Duc d'Ar-
„ mi Camara, de mi	cos, Gentilhomme
„ Consejo de Esta-	de ma Chambre,
„ do, y Presidente	Grand Comman-
„ del de Italia. D.	deur de l'Ordre de
„ Juan Domingo de	Calatrava de mon
„ Haro y Gusman	Conseil d'Etat;
„ Comendador ma-	Don Domingo
„ yor en la Orden de	de Judice, Duc
„ Santiago de mi	de Jovenazo de
„ Consejo de Estado	mon Conseil d'Etat;
<i>Tom. II.</i>	I Don

„ D. Juachim Ponze	Don Manuel Col-
„ de Leon Duque de	loma, Marquis de
„ Arcos, Gentil-	Canales, Gentil-
„ hombre de mi Ca-	homme de ma
„ mara Comendador	Chambre, de mon
„ mayor en la Orden	Conseil d'Etat, &
„ de Calatrava de mi	Capitaine Général
„ Consejo de Esta-	de l'Artillerie d'Es-
„ do. D. Domingo	pagne; Don Joseph
„ de Judize Duque	de Solis, Duc de
„ de Jovenazo de mi	Montellano de mon
„ Consejo de Esta-	Conseil d'Etat;
„ do. D. Manuel	Don Rodrigo Ma-
„ Coloma Marques	nuel Manrique de
„ de Canales Gentil-	Lara, Comte de Fri-
„ hombre de mi-	giliana Gentilhom-
„ Camara, de mi	me de ma Cham-
„ Consejo de Estado	bre de mon Conseil
„ y Capitan General	d'Etat & Président
„ de la Artilleria de	du Conseil des In-
„ España. D. Joseph	des; Don Isidro de
„ de Solis Duque de	la Cueva, Marquis de
„ Montellano de mi	Bedmar Chevalier
„ Consejo de Esta-	de l'Ordre du S.
„ do. D. Rodrigo	Esprit, Gentil-
„ Manuel Manri-	homme de ma
„ que de Lara Conde	Chambre de mon
„ de Frigiliana Gen-	Conseil d'Etat Pré-
„ til.	sident

„tilhombre de mi	fident du Conseil
„Camara de .mi	des Ordres & pre-
„Consejo de Estado	mier Ministre de la
„yPresidente del de	guerre; Don Fran-
„Indias. D. Isidro	cisco Ronquillo Bri-
„de la Cueva Mar-	senne, Comte de
„ques de Bedmar	Gramedo, Gouver-
„Cavallero de la Or-	neur de mon Con-
„den de Santi Spi-	seil de Castille ;
„ritus Gentilhom-	Don Lorenzo, Ar-
„bre de mi Camara,	mangual, Evêque
„de mi Consejo de	de Gironne, de mon
„Estado, Presiden-	Conseil & Cham-
„te del de Ordenes,	bre de Castille &
„y primer Ministro	Gouverneur du
„de la Guerra, D.	Conseil de Finance ;
„Francisco Ron-	Don Carlos Borja y
„quillo Brizuela	Centellas, Patriarche
„Conde, de Gra-	des Indes de mon
„medo Governado	Conseil des Ordres,
„de mi Consejo de	mon Grand Aumô-
„Castilla. D. Lo-	nier & Vicaire Gé-
„renzo Armangual	néral de mes Ar-
„Obispo de Giron-	mées ; Don Martin
„da, de mi Consejo	de Guzman, Mar-
„y Camara de Ca-	quis de Monte A-
„stilla y Governa-	legre, Gentilhom-
„dor del de hacien-	me de ma Chambre
„da. D. Carlos de	& Capitaine de ma
„Bor-	I 2 Gar-

„Borja y Centellas	Garde des Halle-
„Patriarcha delas	bardiers; Don Pe-
„Indias de mi	dro de Toledo Sar-
„Consejo delas	miento, Comte de
„ordenes, mi Ca-	Gondomar, de mon
„pellan y Limos-	Conseil & Cham-
„nero mayor, y	bre de Castille, Don
„Vicario General	Francisco Rodri-
„de mis exercitos.	guez de Mendaros-
„D. Martin de	queta, Commissaire
„Gusman Marques	général de la Creu-
„de Monte alegre	zade, & Don Mel-
„Gentilhombre de	chior de Abellaneda
„mi Camara y Ca-	Marquis de Valde-
„pitan de mi Guar-	canas de mon Con-
„dia de Alavarde-	seil de Guerre & Di-
„ros. D Pedro de	recteur général de
„Toledo Sarmiento	l'Infanterie d'Espa-
„Conde de Gon-	gne; MOY, le ROY.
„domar de mi	Moi, Don Manuel de
„Consejo y Camara	Vadillo y Velasco
„de Castilla. D.	Chevalier de l'Ordre
„Francisco Rodri-	de S. Jacques, Com-
„guez de Menda-	mandeur de Pozuelo
„roz-queta Comi-	de celui de Calatrava,
„sario General de	Secrétaire d'Etat de
„Cruzada, y A.	Sa Majesté, Notaire
„Melchior de Abel-	& Ecrivain Public
„la-	ca

„laneda Marques de en ses Royaumes &
 „Valdecañas de mi Seigneuries, qui ay
 „Consejo de Guer- été présent à la stipu-
 „ra y Director Ge- lation & à tout ce qui
 „neral de la Infan- est cy-dessus conte-
 „teria de España. nu, Je le certifie, &
 „Yo el Rey. Yo en témoignage de
 „D. Manuel de Va- verité, je l'ay signé
 „dillo y Velasco de mon nom, à Ma-
 „Cavallero de la drid le cinquième
 „Orden de Santia- Novembre mil sept
 „go; Comendador cens douze; Don
 „de Bozuelo en la Manuel Vadillo y
 „de Calatrava Se- Velasco.
 „cretario de Estado C'EST POUR
 „de su Magestad QUOY par la con-
 „Notario y Ecri- sideration des con-
 „vano Publico en venances dont il est
 „sus Reynos y Se- fait mention dans
 „ñorios, que pre- led. Acte icy inferé,
 „sentè fui al otor- & afin qu'il paroisse
 „gamiento y todo authentiquement à
 „lo demas de suso toutes les Parties où
 „contenido doy fee il conviendra, & qui
 „de ello. Y en te- prétendent se pré-
 „stimonio de Ver- valoir de ce qui y
 „dad lo signè y fir- est contenu, aussi-
 „me de mi nombre bien que pour tous
 „en I 3 les

„ en Madrid à cin- les effets qui doi-
 „ co de Noviembre vent avoir lieu en
 „ de mil setecientos droit & qui peuvent
 „ y doze. D. Ma- dériver de la stipu-
 „ nuel de Vadillo y lation sous les clau-
 „ Valesco. Por tan- ses, conditions &
 „ to para el resguar- suppositions qui y
 „ do de los comben- sont contenues, J'ay
 „ nios federales de ordonné l'expedi-
 „ que se hace men- tion de la Présente
 „ cion en el dicho signée de ma main,
 „ instrumento aqui scellée du Sceau de
 „ inferto, y para mes Armes Royal-
 „ que conte au- les & contresignée
 „ thenticamente a de mon Secrétaire
 „ todas las partes d'Etat & Grand
 „ donde combenga Notaire de ces Roy-
 „ y pretendan valerse aumes. A Buenro-
 „ de su contenido, tiro, le sept No-
 „ y para todos los vembre mil sept
 „ efectos que hu- cens douze, *Signé,*
 „ viere lugar en de- MOY, LE ROY,
 „ recho y puedan *Et plus bas,* MANUEL
 „ derivarse de su VADILLO, Y VA-
 „ otorgamiento de- LASCO.
 „ vajo de las clausu-
 „ las condiziones y supuestos en el conteni-
 „ dos, da mandè despachar la présente firma-
 „ da

„da mi mano, Sellada con el sello de mis
„Reâles ârmas y refrendada de mi infrascri-
„pto Secretario de Estado y Notario mayor
„de Estos Reynos. En Buen Retiro a siete
„de Nôviembre de mil setecientos y doz.c.
Yo EL REY. (L.S.) MANUEL DE VA-
DILLO Y VELASCO.

RENONCIATION

*De Monseigneur le Duc de Berry à la
Couronne d'Espagne.*

CHARLES, Fils de France, Duc de
Berry, d'Alençon, & d'Angoulesme,
Vicomte de Vernon, Andely & Gisors,
Seigneur des Chastellenies de Coignac &
Merpins, A TOUS les Rois, Princes,
Républiques, Communautéz, & à tous
autres Corps & Particuliers, présens &
avenir, SÇAVOIR FAISONS. Toutes
les Puissances de l'Europe se trouvant pres-
que ruinées à l'occasion des présentes Guer-
res, qui ont porté la désolation dans les
Frontières; & plusieurs autres parties des
plus riches Monarchies & autres Etats, on
est convenu dans les Congrez & Traitez
de Paix qui se négocient avec la Grande-

Bretagne, d'établir un équilibre & des limites politiques entre les Royaumes dont les intérêts ont été, & se trouvent encore le triste sujet d'une sanglante dispute; & de tenir pour maxime fondamentale de la conservation de cette Paix, que l'on doit pourvoir à ce que les forces de ces Royaumes ne soient point à craindre, & ne puissent causer aucune jalousie; ce que l'on a crû ne pouvoir établir plus solidement qu'en les empêchant de s'étendre, & en gardant une certaine proportion; afin que les plus foibles étant unis, puissent se défendre contre de plus puissans, & se soutenir respectivement contre leurs égaux.

POUR CET EFFET, le Roy Nôtre Très-Honoré Seigneur & Ayeul, & le Roy d'Espagne, Nôtre Très-Cher Frère, sont convenus & demeurent d'accord avec la Reine de la Grande-Bretagne qu'il sera fait des Renonciations réciproques par tous les Princes présens & futurs de la Couronne de France & de celle d'Espagne; A tous droits qui peuvent appartenir à chacun d'eux sur la Succession de l'un ou l'autre Royaume, en établissant un Droit habituel à la Succession de la Couronne d'Espagne dans la Ligne qui sera habilitée & déclarée

clarée immédiate à celle du Roy Philippe^s V. nôtre Frère par les Etats d'Espagne, qui ont dû s'assembler pour cette fin, en y faisant une balance immuable pour maintenir l'équilibre qu'on veut mettre dans l'Europe; & passant à particulariser tous les cas prévûs de l'union, pour servir d'exemple de tous ceux qui peuvent se rencontrer, il a été aussi convenu & accordé entre le Roy Très-Chrétien, nôtre Très-Honoré Seigneur & Ayeul, le Roy Philippe V. nôtre Frère, & la Reine de la Grande-Bretagne, que ledit Roy Philippe renoncera pour luy & pour tous ses Descendans à l'esperance de succeder à la Couronne de France; Que de nôtre côté Nous renoncerons aussi pour Nous & pour nos Descendans à la Couronne d'Espagne; Que le Duc d'Orleans, nôtre Très-Cher Oncle fera la même chose, de sorte que toutes les Lignes de France & d'Espagne respectivement, & relativement, seront exclûes pour toujours & en toutes manières de tous les Droits que les Lignes de France pourroient avoir à la Couronne d'Espagne, & les Lignes d'Espagne à la Couronne de France; Et enfin que l'on empêchera, que sous prétexte desdites Re-

nonciations, ni sous quelque autre prétexte que ce soit, la Maison d'Autriche n'exerce les Prétentions qu'elle pourroit avoir à la Succession de la Monarchie d'Espagne, d'autant qu'en unissant cette Monarchie aux Pays & Etats héréditaires de cette Maison, elle seroit formidable, même sans l'union de l'Empire, aux autres Puissances qui sont entre-deux, & se trouveroient comme envelopées, ce qui détruiroit l'égalité qu'on établit aujourd'huy pour assurer & affermir plus parfaitement la Paix de la Chrétienté, & ôter toutes jalousies aux Puissances du Nord & de l'Occident, qui est la fin qu'on se propose par cet équilibre politique, en éloignant & excluant ainsi toutes ces branches, & appelant à la Couronne d'Espagne au défaut des Lignes du Roy Philippe V. nôtre Frère & de tous les Enfants & Descendans, la Maison du Duc de Savoye qui descend de l'Infante Catherine Fille de Philippe II. Ayant été considéré qu'en faisant ainsi succéder immédiatement la dite Maison de Savoye, on peut établir comme dans son centre cette égalité & cet équilibre entre ces trois Puissances, sans quoy on ne pourroit éteindre le feu de la Guerre qui est allumé, & capable de tout ruiner.

Vou-

VOULANS donc concourir par nôtre
Défistement & par l'Abdication de tous nos
Droits, pour Nous, nos Successeurs &
Descendants, à établir le repos universel,
& assurer la Paix de l'Europe, parce que
Nous croyons que ce moyen est le plus sûr
& le plus précis dans les terribles circon-
stances de ce tems; Nous avons résolu de
renoncer à l'esperance de succéder à la
Couronne d'Espagne, & à tous les droits
qui nous y appartiennent & peuvent appar-
tenir par quelque titre ou moien que ce
soit; Et afin que cette résolution ait tout
son effet, & aussi au moien de ce que le
Roy Philippe V. nôtre Frère, a de sa
part fait sa Rénonciation à la Couronne
de France le cinquième du présent mois
de Novembre, de nôtre pure, libre &
franche Volonté, & sans que nous y soyons
induits par aucune crainte respectueuse,
ni par aucun autre égard, que ceux ci-
dessus exposez; Nous Nous déclarons &
tenons dès maintenant; Nous, nos Enfans
& Descendants, pour exclus & inhabiles
absolument à jamais, sans limitation ni
distinction de personnes, de degréz, ni de
sexe; de toute action & de tout droit à la
Succession de la Couronne d'Espagne;

Nous voulons & consentons, pour Nous, nosdits Enfans & Descendans, que dès maintenant & pour toujours, on nous tienne, Nous & Eux, en conséquence des Présentes, pour exclus & inhabiles, de même que tous les autres Descendans de la Maison d'Autriche, qui comme il a été rapporté & supposé, doivent aussi être exclus en quelque degré que nous nous trouvions les uns & les autres, & que la Succession nous arrive, nôtre Ligne, celle de tous nos Descendans & toutes les autres de la Maison d'Autriche, comme il a été dit, devant en être séparées & exclues: Que par cette raison le Royaume d'Espagne soit censé dévolu & transféré à qui la Succession doit en tel cas être dévolue & transférée en quelque tems que ce soit; En sorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & véritable successeur, parce que par les mêmes raisons & motifs; & en conséquence des Présentes, Nous, ni nos Descendans ne devons plus être considérez, comme ayant aucun fondement de représentation active ou passive, ou faisant une continuation de Ligne effective ou contentieuse de substance, sang ou qualité, ni même tirer droit de nôtre descendance,

ni

ni compter nos dégrez des Personnes de la Reine Marie Therese d'Autriche, nôtre Très-Honorée Dame & Ayeule, de la Reine Anne d'Autriche nôtre Très-Honorée Dame & Bisayeule, ni des glorieux Rois leurs ancêtres; Au contraire, Nous ratifions les clauses de leurs Testamens & les Rénonciations faites par lesdites Dames nos Ayeules & Bisayeules; Nous renonçons pareillement au droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu du Testament du Roy Charles II. qui nonobstant ce qui est rapporté ci-dessus, nous appelle à la Succession de la Couronne d'Espagne, la Ligne de Philippe V. venant à manquer; • Nous nous désistons donc de ce droit, & y renonçons, pour Nous, nos Enfans & Descendans, Promettons & Nous obligeons pour Nous & nosdits Enfans & Descendans, de Nous employer de tout nôtre pouvoir pour faire accomplir ce présent Acte, sans permettre ni souffrir que directement ni indirectement on revienne contre, soit en tout, soit en partie, & Nous nous désistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de droit commun ou par quelque privilège spécial pourroient nous appartenir,

à Nous, nos Enfans & Descendans, auxquels moyens Nous renonçons aussi absolument, & en particulier à celui de l'évidente, énorme & très-énorme lezion qui se peut trouver en ladite Rénonciation à la Succession de la Couronne d'Espagne; Et Voulons qu'aucun desdits moyens n'ait, ni ne puisse avoir d'effet; Et que si sous ce prétexte ou toute autre couleur, Nous voulions nous emparer dudit Royaume à force d'Armes, la Guerre que Nous fissions ou exciterions, soit tenuë pour injuste, illicite, & indûment entreprise; & qu'aucontraire la Guerre que nous feroit celuy qui en vertu de cette Rénonciation auroit droit de succéder à la Couronne d'Espagne, soit tenuë pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, luy obéissent, le défendent, luy fassent hommage & luy prêtent serment de fidélité, comme à leur Roy & légitime Seigneur.

Et pour plus grande sûreté de tout ce que Nous disons & promettons pour Nous, & au Nom de nos Enfans & Descendans, Nous jurons solennellement sur les Evangiles contenus au Missel, sur lequel Nous mettons la main droite, que
Nous

Nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & pour tout; Que Nous ne demandions jamais de Nous en faire relever; & que si quelqu'un le demande pour Nous, ou qu'il nous soit accordé, *motu proprio*, Nous ne nous en servions, ni prévaudrons; Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, Nous faisons d'abondant cet autre serment, que celuy-cy subsistera & demeurera toujours quelques dispenses qu'on puisse nous accorder; Nous jurons & promettons aussi que Nous n'avons fait ni ferons, ni en Public, ni en secret aucune protestation ni réclamation contraires, qui puissent empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force; Et que si Nous en faisons, de quelques sermens qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourront avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet.

En foy de quoy, & pour rendre ces Présentes authentiques, elles ont été passées pardevant Mes. Alexandre le Fèvre, & Antoine le Moyné, Conseillers du Roy, Notaires Gardes-nottes de Sa Majesté, & Gardes-Scel au Chastelet de Paris soussignez, lesquels ont du tout délivré le présent Acte.

ET

Et pour faire publier & enregistrer ces Présentes par tout où besoin sera, Monseigneur le Duc de Berry a constitué ses Procureurs généraux & spéciaux les Porteurs des expéditions par *Duplicata* d'icelles, auxquels Mondit Seigneur en a donné pouvoir & mandement spécial par celdites Présentes. A Marly le vingt-quatrième jour de Novembre mil sept cens douze, avant midi & a signé le présent *Duplicata* & un autre, & leur Minute demeurée audit le Moyne Notaire. Signé Charles, le Fèvre & le Moyne, Et à côté, scellé ledit jour.

Ensuite est écrit: Nous Hierôme Dargouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maître des Réquestes honoraire de son Hôtel, Lieutenant Civil de la Ville, Prévoité & Vicomté de Paris; certifions à tous qu'il appartiendra, que Maîtres Alexandre le Fèvre & Antoine le Moyne qui ont signé l'Acte des autres parts, sont Conseillers du Roy, Notaire Gardes-nottes de Sa Majesté & Gardes-Scel au Chastelet de Paris, & que foy doit être ajoûtée tant en Jugement que dehors aux Actes par eux reçus; En foy de quoy Nous avons signé ces Présentes.

sentes, icelles fait contresigner par nôtre Secrétaire, & apposer le cachet de nos armes. A Paris ce vingt-quatrième Novembre mil-sept-cens-douze. Signé D'AR-GOUGES; & plus bas, Par Mondit Seigneur BARBEY. Et scellé.

R E N O N C I A T I O N

*De Monseigneur le Duc d'Orleans à la
Couronne d'Espagne.*

PHILIPPE, PETIT-FILS DE
FRANCE, DUC D'ORLEANS, DE
VALOIS, DE CHARTRES ET DE NEMOURS:
A tous Rois, Princes, Républiques, Po-
tentats, Communautés, & à toutes per-
sonnes, tant présentes, que futures; FAI-
SONS SÇAVOIR par ces Présentes, que la
crainte de l'union des Couronnes de France
& d'Espagne, ayant esté le principal mo-
tif de la présente guerre; & les autres Puif-
sances de l'Europe ayant toujours appréhen-
dé que ces deux Couronnes ne fussent sur
une même teste, on-a posé pour fonde-
ment de la Paix que l'on traite presente-
ment, & qu'on espere cimenter de plus en
plus, pour le repos de tant d'Etats qui se
font

sont sacrifiez, comme autant de victimes, pour s'opposer au peril dont ils se croyoient menacez, qu'il falloit établir une espece d'égalité & d'équilibre entre les Princes qui étoient en dispute, & séparer pour toujours, d'une manière irrévocable, les droits qu'ils prétendent avoir, & qu'ils défendoient, les armes à la main, avec un carnage réciproque, de part & d'autre.

Que dans la vûë d'établir cette égalité, la Reine de la Grande-Bretagne a proposé, & sur ces instances il a esté convenu par le Roy nostre très-honoré Seigneur & Oncle, & par le Roy Catholique nostre très-cher Neveu, que pour éviter en quelque temps que ce soit, l'union des Couronnes de France & d'Espagne, il seroit fait des Renonciations réciproques; sçavoir par le Roy Catholique Philippe V. nostre Neveu, pour luy & pour tous les Descendans à la Succession de la Couronne de France, comme aussi par le Duc de Berry nôtre très-cher Neveu, & par Nous, pour nous & pour tous nos Descendans à la Couronne d'Espagne; à condition aussi que la Maison d'Autriche, ny aucun de ses Descendans, ne pourront succeder à la Couronne d'Espagne, parce que cette
Mai.

Maison même , sans l'union de l'Empire seroit formidable, si elle ajoûtoit une nouvelle puissance à ses anciens Domaines; & par conséquent cet équilibre qu'on veut établir pour le bien de tous les Princes & Estats de l'Europe , cesseroit. Or il est certain que sans cet équilibre , les Estats souffrent du poids de leur propre grandeur ; ou que l'envie engage leurs voisins à faire des alliances pour les attaquer & pour les reduire au point , que ces grandes Puissances inspirent moins de crainte , & ne puissent aspirer à la Monarchie universelle.

Pour arriver à la fin qu'on se propose ; & au moyen de ce que Sa Majesté Catholique a de sa part fait la Renonciation le cinquième du présent mois : NOUS consentons qu'au défaut de Philippe V. nôtre Neveu & de ses Descendans , la Couronne d'Espagne passe à la Maison du Due de Savoye , dont les droits sont clairs & connus ; d'autant qu'il descend de l'Infante Catherine fille de Philippe II. & qu'il est appelé par les autres Rois les Successeurs ; de sorte que son droit à la succession d'Espagne est incontestable.

Et désirant de nôtre costé concourir à la glorieuse fin qu'on se propose , de rétablir

blir la tranquillité publique , & prévenir les craintes que pourroient causer les droits de nôtre naissance , ou tous autres qui pourroient nous appartenir : **N O U S** avons résolu de faire ce Désistement , cette Ab-dication & cette Renonciation de tous nos droits , pour nous & au nom de tous nos Successeurs & Descendans. Et pour l'accomplissement de cette résolution , que nous avons prise de nôtre pure , libre & franche volonté , Nous nous déclarons & nous tenons dès à-présent , Nous , nos enfans & Descendans , pour exclus & inhabiles , absolument & à jamais , & sans limitation , ni distinction de personnes , de degréz & de sexe , de toute action & de tout droit à la Succession de la Couronne d'Espagne. **N O U S** voulons & consentons pour nous & nos descendans , que dès maintenant & pour toujours , on Nous tienne , Nous & les nôtres , pour exclus , inhabiles & incapables , en quelque degré que nous nous trouvions , & de quelque manière que la Succession puisse arriver à nôtre ligne , & à toutes les autres , soit de la Maison de France , soit de celle d'Autriche , & de tous les Descendans de l'une & de l'autre Maison , qui , comme il est dit & supposé,

fé,

se, doivent aussi se tenir pour retranchées & exclues ; & que pour cette raison, la Succession de ladite Couronne d'Espagne soit censée devolue & transferée à celui à qui la Succession d'Espagne doit être transferée, en tel cas, & en quelque temps que ce soit, en sorte que nous l'ayons & tenions pour légitime & véritable successeur, parce que ny Nous, ny nos Descendans ne devons plus être considerez comme ayant aucun fondement de représentation active, ou passive, ou faisant une continuation de ligne effective ou contentieuse de substance, sang ou qualité, ny tirer droit de notre descendance, ou de compter les degrés de la Reine Anne d'Autriche notre très-honorée Dame & Ayeule, ny des glorieux Rois ses Ancestres : Au contraire, nous ratifions la Renonciation que ladite Dame Reine Anne a faite, & toutes les clauses que les Rois Philippe III. & Philippe IV. ont inserées dans leurs Testaments: Nous renonçons pareillement à tout le droit qui nous peut appartenir & à nos Enfans & Descendans, en vertu de la Déclaration faite à Madrid le vingt-neuvième Octobre mil sept cens trois, par Philippe V. Roy des Espagnes notre Neveu ; & quel-
que

que droit qui nous puisse appartenir pour Nous & nos Descendans, Nous nous en délistons & y renonçons pour Nous & pour Eux. Promettons & Nous obligeons pour Nous, nosdits Enfans & Descendans présens & avenir, de nous employer de tout nôtre pouvoir pour faire observer & accomplir ces Prélentes, sans permettre ny souffrir que directement, on revienne contre, soit en tout, soit en partie. Et nous nous délistons de tous moyens ordinaires ou extraordinaires, qui de droit commun, ou par quelque privilège special, pourroit nous appartenir, à Nous, nos Enfans & Descendans, auxquels moyens Nous renonçons absolument, & en particulier à celui de la lezion évidente, énorme & très énorme qui se peut trouver en la Renonciation à la Succession de ladite Couronne d'Espagne; & voulons qu'aucuns desdits moyens ne nous servent, ny puissent nous valoir; & que si sous ce prétexte ou sous toute autre couleur, nous voulions nous emparer dudit Royaume d'Espagne à force d'armes, la guerre que nous ferions ou exciterions, soit tenue pour injuste, illicite & indûement entreprise; & qu'au contraire, celle que nous feroit ce-
luy

luy qui, en vertu de cette Renonciation, auroit droit de succeder à la Couronne d'Espagne, soit tenuë pour permise & juste, & que tous les Sujets & Peuples d'Espagne le reconnoissent, luy obéissent, le deffendent, luy fassent hommage & luy prêtent serment de fidelité, comme à leur Roy, & légitime Seigneur.

Et pour plus grande assurance & sûreté de tout ce que nous disons & promettons pour Nous & au nom de nos Successeurs & Descendans, Nous jurons solennellement sur les saints Evangiles, contenus en ce Missel, sur lequel nous mettons la main droite, que nous le garderons, maintiendrons & accomplirons en tout & pour tout, & que nous ne demanderons jamais de nous en faire relever : Et que si quelque personne le demande, ou qu'il nous soit accordé, *proprio motu*, Nous ne nous en servirons, ny prévaudrons. Bien plus, en cas qu'on Nous l'accordât, nous faisons un autre serment, que celui-ey subsistera & demeurera toûjours, quelque dispense qu'on puisse nous accorder. Nous jurons & promettons encore, que nous n'avons fait ni ferons, ni en public, ni en secret, aucune protestation ny reclama-
tion

tion contraire qui puisse empêcher ce qui est contenu en ces Présentes, ou en diminuer la force; & que si nous en faisons, de quelque serment qu'elles fussent accompagnées, elles ne pourroient avoir ni force ni vertu, ni produire aucun effet. Et pour plus grande sûreté nous avons passé & passons le présent Acte de Renonciation, d'Abdication & de Désistement, pardevant Maistres Antoine le Moyne & Alexandre le Fèvre Conseillers du Roy, Notaires Garde-Nottes & Garde-Scels au Châtelet de Paris, soubsignez en nôtre Palais Royal, à Paris l'an mil sept cens douze, le dix-neuvième Novembre avant midy. Et pour faire insinuer & enregistrer ces présentes par tout où il appartiendra, Nous avons constitué pour nôtre Procureur le porteur, & avons signé ces Présentes & leur Minute demeurée en la possession dudit le Fèvre Notaire. Signez PHILIPPE D'ORLEANS, le Moyne & le Fèvre; & à côté scellé ledit jour.

NOUS Hierosme d'Argouges, Chevalier Seigneur de Fleury, Conseiller du Roy en ses Conseils, Maistre des Requestes honoraire de son Hôtel, Lieutenant.

tenant Civil de la Ville, Prevôté & Vicomté de Paris, certifions à tous qu'il appartiendra, que Maistres Antoine le Moyne & Alexandre le Fèvre qui ont signé l'Acte de Rénonciation de l'autre part, sont Conseillers du Roy, Notaires au Châtelet de Paris, & que foi doit être ajoûtée, tant en jugement que dehors, aux Actes par eux reçûs. En foi de quoi nous avons signé ces Présentes, icelles fait contresigner par nôtre Secretaire, & apposer le cachet de nos Armes. A Paris le vingt-un Novembre mil sept cens douze; Signé d'Argouges, & plus bas par mondit Seigneur Barbey, & scellé.

*Lettres Patentes du ROY, données
à Versailles au mois de Décembre
1700.*

LOUIS PAR LA GRACE DE
DIEU, ROY DE FRANCE ET
DE NAVARRE: A tous présens & à
venir, SALUT: Les prosperitez dont
il a plû à Dieu de Nous combler pendant
le cours de nôtre Regne, sont pour Nous
autant de motifs de Nous appliquer non
Tom. II. K *feu-*

seulement pour le tems présent, mais encore pour l'avenir, au bonheur & à la tranquillité des peuples dont sa divine Providence Nous a confié le gouvernement. Ses jugemens impénétrables, Nous laissent seulement voir que nous ne devons établir nôtre confiance, ny dans nos forces, ny dans l'étendue de nos Etats, ny dans une nombreuse postérité; & que ces avantages que nous recevons uniquement de sa bonté, n'ont de solidité que celle qu'il luy plaît de leur donner. Comme il veut cependant que les Rois qu'il choisit pour conduire ses peuples, prévoient de loin les événemens capables de produire les défordres & les guerres les plus sanglantes; qu'ils se servent pour y remédier, des lumières que sa divine sagesse répand sur eux; Nous accomplissons ses desseins, lors qu'au milieu des réjouissances universelles de nôtre Royaume, Nous envisageons comme une chose possible, un triste avenir, que nous prions Dieu de détourner à jamais. En même tems que Nous acceptons le Testament du feu Roy d'Espagne, que nôtre très-cher & très-amié Fils le Dauphin rénonce à ses droits légitimes sur cette Couronne en faveur de son

se-

second Fils le Duc d'Anjou, nôtre très-cher & très-aimé Petit-Fils, institué par le feu Roy d'Espagne son Héritier universel; Que ce Prince connu présentement sous le nom de Philippe V. Roy d'Espagne, est prest d'entrer dans son Royaume, & de répondre aux vœux empressez de ses nouveaux Sujets. Ce grand événement ne nous empêche pas de porter nos vûes au de-là du tems présent; Et lorsque nôtre Succession paroît la mieux établie, Nous jugeons qu'il est également & du devoir de Roy & de celui de père, de déclarer pour l'avenir nôtre volonté, conforme aux sentimens que ces deux qualitez Nous inspirent. Ainsi persuadez que le Roy d'Espagne nôtre Petit-Fils conservera toujours pour Nous, pour sa Maison, pour le Royaume où il est né, la même tendresse & les mêmes sentimens, dont il nous a donné tant de marques; que son exemple unissant ses nouveaux Sujets aux nôtres, va former entr'eux une amitié perpétuelle, & la correspondance la plus parfaite; Nous croirions aussi lui faire une injustice, dont nous sommes incapables, & causer un préjudice irréparable à nôtre Royaume, si nous regardions désormais

comme étranger, un Prince que nous accordons aux demandes unanimes de la nation Espagnole. **POUR CES CAUSES & autres grandes considérations, à ce Nous mouvans, de nôtre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces Présentes signées de nôtre main, disons, déclarons & ordonnons, Voulons & Nous plaît, que Nôtre Très-Cher & Très-Amé Petit-Fils le Roy d'Espagne conserve toujours les droits de sa naissance, de la même manière que s'il faisoit sa résidence actuelle dans nôtre Royaume; ainsi Nôtre Très-Cher & Très-Amé Fils unique le Dauphin étant le vray & légitime Successeur & Héritier de notre Couronne & de nos Etats, & après lui Nôtre Très-Cher & Très-Amé Petit-Fils le Duc de Bourgogne, s'il arrive, ce qu'à Dieu ne plaise, que nôtre dit Petit-Fils le Duc de Bourgogne vienne à mourir sans Enfans mâles, ou que ceux qu'il auroit en bon & loyal mariage décèdent avant luy, ou bien que lesdits Enfans mâles ne laissent après eux aucuns enfans mâles nez en légitime mariage. En ce cas nôtre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne, usant des droits de sa naissance, soit**

le

le vray & légitime Successeur de nôtre Couronne & de nos Etats, nonobstant qu'il fût alors absent & résidant hors de nôtre Royaume; & immédiatement après son décès, ses Hoirs mâles procréez en loyal mariage, viendront à ladite Succession, nonobstant qu'ils soient nez & qu'ils habitent hors de nôtre dit Royaume: Voulant que pour les causes susdites, nôtre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne ny ses Enfans mâles, ne soient censez & réputez moins habiles & capables de venir à ladite Succession, ny aux autres qui leur pourroient échoir dans nôtre dit Royaume. Entendons au contraire que tous droits & autres choses généralement quelconques, qui leur pourroient à présent & à l'avenir competer & appartenir, soient & demeurent conservées saines & entieres, comme s'ils résidoient & habitoient continuellement dans nôtre Royaume jusques à leur trépas, & que leurs Hoirs fussent Originaires & Regnicoles, les ayant à cet effet en tant que besoin est ou seroit, habilité & dispensé, habilitons & dispensons par cesdites présentes. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos Amez & Feaux Conseillers, les Gens tenans nôtre Cour de Parlement & Cham-

bre de nos Comptes à Paris, Présidens & Trésoriers Généraux de France au Bureau de nos Finances établi audit lieu, & à tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces Présentes ils fassent Registrer, & du contenu en icelles jouir & user Nôtre dit Petit-Fils le Roy d'Espagne, ses Enfans & Descendans mâles en loyal mariage, pleinement & paisiblement, nonobstant toutes choses à ce contraire, auxquelles de nos mêmes graces & autorité que dessus, nous avons dérogé & dérogeons. **CA. TEL EST NOTRE PLAISIR;** & afin que ce soit chose ferme & stable à toujours Nous avons fait mettre nôtre sceul à celsdites Présentes. **DONNE'** à Versailles au mois de Décembre, l'an de grace mil sept cens, & de nôtre Regne le cinquante-huitième. Signé, **LOUIS.** Et sur le reply: Par le Roy, **PHÉLYPEAUX.** Et à côté, *Visa* **PHÉLYPEAUX.** Et scellé du grand Sceau, en cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

Registrées, duly & ce réquerant le Procureur Général du Roy, pour être exécutées selon leur forme & teneur, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement, le premier Fevrier mil sept cens-un. Signé, DONGOIS.

Re-

touchant la Paix d'UTRECHT. 223

Registrées en la Chambre des Comptes, Ouy
& ce requérant le Procureur Général du Roy,
pour être executées selon leur forme & teneur.
les Bureaux assemblez, le 1701.

Signé, RICHER.

LETTRES PATENTES

Du Roy, qui admettent les Renonciations
du Roy d'Espagne, de Monseigneur le
Duc de Berry, & de Monseigneur le
Duc d'Orléans; & qui suppriment les
Lettres Patentes du mois de Décembre
1700., données à Versailles au mois de
Mars 1713.

Registrées en Parlement le 15. Mars 1713.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU,
ROY DE FRANCE ET DE NAVARRE:
A tous présens & à venir, S A L U T. Dans
les différentes révolutions d'une Guerre,
où Nous n'avons combattu que pour sou-
tenir la justice des droits du Roy nostre
très-cher & très-ami Frère & Petit-Fils
sur la Monarchie d'Espagne, Nous n'avons
jamais cessé de désirer la Paix. Les succès
les plus heureux ne nous ont point éblouis;
& les événemens contraires dont la main

de Dieu s'est servie pour nous éprouver, plutôt que pour nous perdre, ont trouvé ce désir en nous , & ne l'y ont pas fait naître : mais les temps marquez par la Providence divine pour le repos de l'Europe, n'étoient pas encore arrivez : La crainte éloignée de voir un jour nôtre Couronne & celle d'Espagne portée par un même Prince, faisoit toujours une égale impression sur les Puissances qui s'étoient unies contre Nous ; & cette crainte quiavoit été la principale cause de la Guerre, sembloit mettre aussi un obstacle insurmontable à la Paix. Enfin après plusieurs négociations inutiles , Dieu touché des maux & des gémissemens de tant de Peuples , a daigné ouvrir un chemin plus sûr pour parvenir à une Paix si difficile ; mais les mêmes alarmes subsistant toujours, la première & la principale condition qui Nous a été proposée par nôtre très-chère & très-amée Sœur la Reine de la Grande-Bretagne, comme le fondement essentiel & nécessaire des Traitez, a été que le Roy d'Espagne nostre dit Frère & Petit-Fils, conservant la Monarchie d'Espagne & des Indes, renonçat pour luy & pour ses descendans à perpétuité, aux droits que sa naissance pouvoit

voit jamais donner à luy & à eux sur nôtre Couronne; Que reciproquement nôtre très-cher & très-amé Petit fils le Duc de Berry & nôtre très-cher & très-amé Neveu le Duc d'Orleans, renonçassent aussi pour eux & pour leurs descendans mâles & femelles à perpetuité, à leurs droits sur la Monarchie d'Espagne & des Indes. Nôtre dite Sœur Nous a fait représenter que sans une assurance formelle & positive sur ce point, qui seul pouvoit être le lien de la Paix, l'Europe ne seroit jamais en repos, toutes les Puissances qui la partagent étant également persuadées qu'il étoit de leur intérêt général & de leur sûreté commune de continuer une Guerre dont personne ne pouvoit prévoir la fin, plutôt que d'être exposées à voir le même Prince devenir un jour le maître de deux Monarchies aussi puissantes que celles de France & d'Espagne. Mais comme cette Princesse, dont nous ne pouvons assez louer le zele infatigable pour le rétablissement de la tranquillité générale, sentit toute la répugnance que nous avions à consentir qu'un de nos Enfants, si digne de recueillir la succession de nos Pères, en fût nécessairement exclu, si les malheurs dont il a plu à Dieu

de nous affliger dans nôtre famille, nous enlevoient encore dans la Personne du Dauphin, nôtre très-cher & très-ami arriere-Petit-Fils, le seul restte des Princes que nôtre Royaume a si justement pleurez avec nous; Elle entra dans nôtre peine; & après avoir cherché de concert des moyens plus doux pour assurer la Paix, Nous convinmes avec nôtre dite Sœur de proposer au Roy d'Espagne d'autres Etats, inférieurs à la verité à ceux qu'il possède, mais dont la considération s'accroîtroit d'autant plus sous son regne, que conservant ses droits en cecas, il uniroit à nôtre Couronne une partie de ces mêmes Etats, s'il parvenoit un jour à nôtre succession. Nous employâmes donc les raisons les plus fortes pour luy persuader d'accepter cette alternative; Nous luy fîmes connoître que le devoir de sa naissance étoit le premier qu'il dût consulter; qu'il se devoit à sa Maison & à sa Patrie, avant que d'être redevable à l'Espagne; que s'il manquoit à ses premiers engagements, il regretteroit peut-être un jour inutilement d'avoir abandonné des droits qu'il ne feroit plus en état de soutenir. Nous ajoutâmes à ces raisons les motifs personnels d'amitié & de tendresse que

que nous crûmes capables de le toucher; le plaisir que nous aurions de le voir de temps en temps auprès de Nous, & de passer avec luy. une partie de nos jours, comme nous pouvions nous le promettre du voisinage des Etats qu'on luy offroit; la satisfaction de l'instruire nous-mêmes de l'état de nos affaires, & de nous reposer sur luy pour l'avenir, en sorte que si Dieu nous conservoit le Dauphin, nous pourrions donner à nôtre Royaume, en la personne du Roy nôtre Frère & Petit-Fils, un Régent instruit dans l'art de regner; & que si cet enfant si précieux à Nous & à nos Sujets, nous étoit encore enlevé, nous aurions au moins la consolation de laisser à nos Peuples, un Roy vertueux, propre à les gouverner, & qui réuniroit encore à nôtre Couronne des Etats très-considérables. Nos instances réitérées avec toute la force & toute la tendresse nécessaire pour persuader un Fils qui mérite si justement les efforts que nous avons faits pour le conserver à la France, n'ont produit que des refus réitérés de sa part, d'abandonner jamais des Sujets braves & fideles, dont le zele pour luy s'étoit distingué dans les conjonctures où son Trône

avoit paru le plus ébranlé ; en sorte que persistant avec une fermeté invincible dans sa première résolution , soutenant même qu'elle étoit plus glorieuse & plus avantageuse à nôtre Maison & à nôtre Royaume , que celle que nous le pressions de prendre , il a déclaré dans l'Assemblée des Etats du Royaume d'Espagne , convoquée pour cet effet à Madrid , que pour parvenir à la Paix générale , & assurer la tranquillité de l'Europe par l'équilibre des Puissances , il renonçoit de son propre mouvement ; de sa volonté libre & sans aucune contrainte , pour luy , pour ses héritiers & Successeurs pour toujours & à jamais , à toutes prétentions , droits & titres , que luy ou aucun de ses descendans ayent dès à présent ou puissent avoir en quelque temps que ce soit à l'avenir à la succession de nôtre Couronne ; qu'il s'en tenoit pour exclu , luy , ses Enfans , Héritiers & descendans à perpétuité ; qu'il consentoit pour luy & pour eux que dès à présent comme alors , son droit & celuy de ses descendans passast & fust transféré à celuy des Princes que la Loy de succession & l'ordre de la naissance appelle ou appellera à heriter de nôtre Couronne , au défaut de

de nôtre dit Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne & de ses descendans, ainsi qu'il est plus amplement spécifié par l'Acte de renonciation admis par les Etats de son Royaume: Et en conséquence il a déclaré qu'il se desistoit spécialement du droit qui a pû être ajouté à celui de sa naissance par nos Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. par lesquelles nous avons déclaré que nôtre volonté estoit que le Roy d'Espagne & ses descendans conservassent toujours les droits de leur naissance ou de leur origine, de la même manière que s'ils faisoient leur résidence actuelle dans nôtre Royaume, & de l'enregistrement qui a été fait de nosdites Lettres Patentes, tant dans nôtre Cour de Parlement que dans nôtre Chambre des Comptes à Paris. Nous sentons comme Roy & comme Père, combien il eust été à désirer que la Paix générale eust pû se conclure sans une renonciation qui fasse un si grand changement dans nôtre Maison Royale & dans l'ordre ancien de succeder à nôtre Couronne; mais nous sentons encore plus combien il est de nôtre devoir d'assûrer promptement à nos Sujets une Paix qui leur est si nécessaire. Nous n'oublierons jamais les

efforts qu'ils ont faits pour Nous dans la longue durée d'une Guerre que nous n'aurions pû soutenir, si leur zele n'avoit eu encore plus d'étendue que leurs forces. Le salut d'un peuple si fidele est pour Nous une Loy suprême, qui doit l'emporter sur toute autre considération. C'est à cette Loy que Nous sacrifions aujourd'huy le droit d'un Petit-Fils qui nous est si cher ; & par le prix que la Paix générale coûtera à nôtre tendresse , Nous aurons au moins la consolation de témoigner à nos Sujets, qu'aux dépens de nôtre Sang même , ils tiendront toujours le premier rang dans nôtre cœur. POUR-CES CAUSES & autres grandes considérations à ce Nous mouvans, après avoir vû en nôtre Conseil ledit Acte de renonciation du Roy d'Espagne nôtre très-cher & très amé Frère & Petit-Fils du cinq Novembre dernier; comme aussi les Actes de renonciation que nôtre dit Petit-Fils le Duc Berry & nôtre dit Neveu le Duc d'Orleans ont faits reciproquement de leurs droits à la Couronne d'Espagne , tant pour eux que pour leurs descendans mâles & femelles , en conséquence de la renonciation de nôtre dit Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne , le tout
cy-

cy-attaché avec copie collationnée desdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. sous le Contrescel de nôtre Chancellerie: De nostre grace spéciale, pleine puissance & autorité Royale, Nous avons dit, statué & ordonné, & par ces Présentes signées de nostre main, disons, statuons & ordonnons; voulons & Nous plaist, que ledit Acte de rénonciations de nostredit Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne & ceux de nostredit Petit-Fils le Duc de Berry, & de nostre dit Neveu le Duc d'Orléans, que nous avons admis & admertons, soient enregistrez dans toutes nos Cours de Parlemens & Chambres de nos Comptes de nostre Royaume & autres lieux où besoin sera, pour être executez selon leur forme & teneur; & en conséquence voulons & entendons que nosdites Lettres Patentes du mois de Décembre 1700. soient & demeurent nulles & comme non avenues; qu'elles nous soient rapportées; & qu'à la marge des Registres de nostredit Cour de Parlement & de nostredit Chambre des Comptes, où est l'enregistrement desdites Lettres Patentes, l'Extrait des Présentes y soit mis & inferé, pour mieux marquer nos intentions sur la revocation
&

& nullité desdites Lettres. Voulons que conformément audit Acte de renonciation de nôtre dit Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne, il soit désormais regardé & considéré comme exclu de nôtre succession; que ses héritiers, successeurs & descendans en soient aussi exclus à perpetuité & regardez comme inhabiles à la recueillir. Entendons qu'à leur défaut, tous droits qui pourroient en quelque temps que ce soit leur competer & appartenir sur nôtre dite Couronne & succession de nos Etats, soient & demeurent transferez à nôtre très-cher & très-amé Petits-Fils le Duc de Berry & ses Enfans & descendans mâles, nez en loyal mariage, & successivement à leur défaut à ceux des Princes de nôtre Maison Royale & leurs descendans, qui par le droit de leur naissance & par l'ordre établi depuis la fondation de nôtre Monarchie, devront succeder à nôtre Couronne.

SI DONNONS EN MANDEMENT, à nos amez & feaux Conseillers les Genstenans nôtre Cour de Parlement à Paris, que ces Présentes avec les Actes de renonciation faits par nôtre dit Frère & Petit-Fils le Roy d'Espagne, par nôtre dit Petit-Fils le Duc de Berry, & par nô-

nostre dit Neveu le Duc d'Orléans, ils ayent à faire lire, publier & régistrer; & le contenu en iceux garder, observer & faire executer selon leur forme & teneur, pleinement, paisiblement & perpétuellement, cessant & faisant cesser tous troubles & empêchemens, nonobstant toutes Loix, Statuts, Us, Coûtumes, Arrests, Règlement & autres choses à ce contraires, ausquels & aux déroatoires de déroatoires y contenuës, Nous avons dérogé & dérogeons par ces Présentes pour ce regard seulement & sans tirer à conséquence: **CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR.** Et afin que ce soit chose ferme & stable à toujours, Nous avons fait mettre nostre Sçel à celsdites Présentes. Donné à Versailles au mois de Mars, l'an de grace mil sept cens treize, & de nostre Regne le soixante-dixième. Signé, **LOUIS.** Et plus bas: Par le Roy, **PHELYPEAUX.** Visa, **PHELYPEAUX.** Et scellé du grand Sceau en cire verte sur lacs de soye rouge & verte.

Extrait du Registre des résolutions de L. L. H. H. P. P. les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies; Sabbathi le 10 Décembre 1712.

LE Sieur de Broekhuysen, & autres Députés de L. L. H. H. P. P. aux affaires étrangères en conséquence, & pour satisfaire à leur résolution Commissariale du 7 du mois courant ayant été en Conférence avec le Sr. Comte de Strafford Ambr. & Plénipotentiaire de Sa Majesté la Reyne de la Grande-Bretagne, ont rapporté que le dit Sr. Comte Strafford avoit dans la dite Conférence temoigné d'abord d'une manière très-obligeante aux SSrs. Députés qu'il n'avoit jamais été plus aise de se trouver icy & de voir les SSrs. Députés de L. L. H. H. P. P. que présentement, puisqu'il ne souhaittoit rien tant que de voir revivre l'ancienne amitié, & la bonne correspondance entre Sa Majesté & l'Estat, & que luy Sr. Comte Strafford se flattoit que comme les ordres, & les instructions, dont il estoit chargé tendoient à procurer une bonne Paix à toute l'Europe, & une ferme seureté, & une augmentation à l'Estat, il seroit aussi par là affermie une bonne, ferme,

me, & durable amitié, & Corrépondance entre Sa Majesté, ses successeurs, & cet Estat. Qu'il y avoit adjouté, qu'il ne pouvoit pas s'empêcher de dire que comme il avoit souhaité, que l'envie de la Guerre, & les interest particuliers de quelques personnes n'eussent jamais donné occasion au refroidissement d'amitié qui auroit pû être fatal à cet Etat, & qui le pourroit être encore en cas qu'on n'acceptât pas les dernieres offres faites par SaMajesté pour rétablir une union parfaite avec cet Estat, les réflexions sur le passé pourroient servir pour prévenir les incommoditez pour l'avenir; Car le refus d'agréer l'armistice selon la proposition de Sa Majesté ayant déjà tourné presque à la ruine de l'Estat, & luy ayant déjà coûté si cher, il y en auroit encore à craindre d'avantage en cas que LL. H. H. P. P. refusassent présentement de prendre la résolution de signer la Paix ensemble avec Sa Majesté que luy Comte Strafford avoit de plus proposé d'avoir ordre de Sa Majesté de répondre à la dernière proposition, ou ouverture faite par LL. H. H. P. P. au sujet de la Paix que la dite proposition contient un point contraire aux engagements où Sa Majesté étoit déjà entrée auparavant
com.

comme LL. H. H. P. P. en on déjà été informées, sçavoir que la Sicile doit demeurer au Sr. Duc de Savoye, qu'il se rencontroit dans quelques autres points des obstacles pour le présent insurmontables, qui auroient pû être surmontez, si on ne s'étoit pas si fort opposé aux mesures de Sa Majesté & si on n'avoit pas forcé Sa Majesté de faire un Armistice apart; qu'il n'y avoit personne, qui ne fut convaincuë, que les irresolutions de l'Estat ont été suivies de très-funestes accidens, & qu'ainsi Sa Majesté verroit volontiers que l'Estat vint enfin à se fixer à des propositions, qui fussent raisonnables en elles-mêmes, & de telle nature qu'on les pût obtenir de la France dans la situation facheuse, ou se trouvent les affaires; que ce qui est icy dessus est la réponse que Sa Majesté avoit trouvé bon de donner à la proposition ou ouverture faite par LL. H. H. P. P. en dernier lieu: Sa Majesté avoit donné à luy Sr. Comte Strafford permission de déclarer en outre qu'il sçavoit certainement que Sa Majesté étoit résoluë d'insister,, & même d'obtenir de la France la Cession de Tournay pour renforcer la Barrière de l'Estat par une Place d'aussi grande conséquence, que

que celle là. Mais que luy Comte Strafford ſachant, que c'étoit le ferme ſentiment de Sa Majeſté, ſçavoit auſſi que la conduite de Sa Majeſté dépendroit à cet égard entierement de celle de l'Eſtat, & que ſi elle faiſſoit une démarche ſi conſidérable en faveur de l'Eſtat, qu'elle attendoit auſſi que l'Eſtat de ſon côté concoureroit auſſi-tôt avec ſa Majeſté à la conſolution de la Paix ſans chercher de nouvelles objections, & ſans faire d'autre demandes, & cela auſſi promptement que l'Eſtat voudra ſe déclarer d'une manière authentique, de ſorte que Sa Majeſté puiſſe faire fond la deſſus; qu'alors Sa Majeſté fera déclarer en plein Congrez que l'Article de la Ceſſion de Tournay ſera parmy les Conditions de Paix une condition *ſine qua non*; qu'il avoit de plus à faire ſçavoir à LL. H. H. P. P., que Sa Majeſté le Roy de France faiſoit de très fortes inſtances en faveur de ſon Allié l'Eleſteur de Baviere, & que le moins que Sa Majeſté prétendoit demander pour luy, étoit que l'Eleſteur demeureroit en poſſeſſion de Luxembourg, Namur, & Charleroy, ſujets néanmoins aux termes de la Barrière pour l'Etat juſqu'à ce que ledit Eleſteur fut rétabli dans ſon

Eleſto-

Electorat de Baviere à l'exclusion du Haut-Palatinat, & mis dans le rang & dignité de ix. Electeur.

Qu'outre celà le Roy de France remontre qu'il soit donné audit Sr. Electeur le Royaume de Sardaigne afin d'éteindre par le titre de Roy la honte, & la dégradation de rang d'Electeur, que Sa Majesté jugeoit que ces points pourroient être accordez, & que par là la possession de Tournay pourroit être assurée à l'Estat, & une Paix faite, qui sera seure, & durable.

Qu'il avoit encore à proposer à L.L. H.H. P. P. au nom de Sa Majesté combien Elle souhaitroit non seulement de rétablir, mais aussi d'entretenir une parfaite union entre Sa Majesté & l'Estat, & que Sa Majesté esperoit, & croyoit fermement que L.L. H. H. P. P. seroient en celà du même sentiment avec Sa Majesté qu'ainsi il estoit besoin d'abolir sans perte de temps tout ce qui peut paroître être gagné par l'Estat, soit au préjudice immediat, ou au danger pour l'avenir pour les interets, & Royaume de Sa Majesté; qu'il avoit ordre d'informer L.L. H. H. P. P. à cette occasion, qu'il avoit apporté un Project d'un nouveau Traité pour la Garantie de la Success-

cession , & de la Barrière , & qu'il devoit insister , que ce Traité fût conclu avant la Conclusion de la Paix ; qu'il montreroit ensuite aux Députez de LL. H. H. P. P. dans l'Examen de chaque Article en particulier dudit Projet , qu'on avoit laissé dans ce plan plusieurs choses (tant étoit grande la Disposition de Sa Majesté de faire plaisir à l'État , & de vivre avec luy dans l'Union la plus étroite) qui estoient regardées en Angleterre comme désavantageuses aux sujets de Sa Majesté , & qu'on ne pourroit certainement point soutenir ny au pied de la lettre , ny selon le but de la grande Alliance , & qui n'étoient point conformes à aucun principe , sur lequel la Confédération présente avoit été formée , & sur lequel on avoit commencé la présente Guerre ; qu'il montreroit de plus que les changemens , additions , & omissions ne sont autres que ceux qui sont nécessaires pour rectifier les méprises , pour expliquer ce qui a été laissé douteux pour être réglé dans une autre convention , laquelle convention n'avoit jamais été faite , & enfin pour ôter quelques empêchemens portez par là au Commerce de la Grande-Bretagne , & pour remédier encore à des plus
grands

grands maux , qu'on n'avoit que trop de raison d'appréhender ; outre que la Garantie réciproque de la Succession, & de la Barrière étant ainsi expliquée, & corrigée sera non seulement une feureté additionnelle aux deux Nations, & sera sincèrement executée dans quelque temps , que ce soit & que le cas pourroit venir à exister, mais unira aussi plus que jamais les deux Nations par des liens d'amitié, & d'affection ; au lieu que de l'autre côté l'Estat ne pourroit attendre qu'une execution lente d'un Traité , qui selon le sentiment de la Nation étoit déclaré déshonorable , & préjudiciable pour elle ; que de vouloir tenir ladite Nation dans une Obligation de la Nature que celle-cy, n'auroit d'autre effect que de fomentier la jalousie, & la méintelligence, qui possiblement dans un temps, ou autre viendroient à éclater en une rupture ouverte ; que les Conditions du nouveau Projectt conviendroient entre autres dans le 4. Article du Traité de Barrière que Sa Majesté étoit d'accord , que l'Estat pourroit mettre, tenir, augmenter, & diminuer comme il le trouveroit à propos ses Garnisons dans les Places suivantes sçavoir Furnes, le Fort de Knock, Ipres, Me-

Menin, la Ville, & le Fort de Tournay, Mons, Charleroy, la Ville, & le Château de Dam, le Fort de Gand, la Perle, Philippe, & Damme; que le Fort St. Dunas attaché aux Fortifications de l'Ecluse passeroit en propriété à l'Estat, & que le Fort Rodehausen endecà de Gand sera rasé.

Qu'il est dit dans le 9 Article que tous les revenus des Places cedées par la France, & qui n'ont pas appartenu à la Couronne d'Espagne du temps de la mort de Charles II. Roi d'Espagne, resteront à l'Estat pour le maintien de la Barrière, excepté ce qui est nécessaire au Gouvernement civil des dites Places, Villes, & Chatellenies; comme aussi un million de florins annuellement des revenus les plus clairs du reste des Pais-bas; que pour ce qui regardoit Bonn, Huy, & Liege, cela se devoit régler avec le Ministre de l'Emper. & de l'Empire, mais que le sentiment de la Reine estoit que la première eût Garnison Imperiale, & les deux autres, Garnison de l'Estat.

Que la Reine enfin, non obstant tous les retardemens & les remises apportées par l'Estat, avoit neantmoins suspendu les Négociations; que S. Majesté croioit les

avoir retardées assez long-tems, & peut-être trop long-tems selon la bonne Politique; qu'ainsi les offres, que S. Majesté venoit de faire par luy Sr. Comte Strafford, en qualité de son Ambassadeur, & Plénipotentiaire, étoient son *ultimatum*, & que c'étoit la dernière fois, qu'Elle s'adressoit à LL. HH. PP en cas qu'Elles formassent de nouvelles remises, & qu'Elles ne répondissent point à la bonne intention de Sa Majesté, pour les propres intercs de l'Estat.

Que S. Majesté avoit cependant chargé luy, Sr. Comte Strafford, de montrer la parfaite confiance que Sa Majesté vouloit avoir en LL. HH. PP.; que Sa Majesté se trouvoit obligée non seulement selon la bonne politique, mais aussi en considération des grands services, que le Duc de Savoye a rendu à la cause commune, & du péril qu'il a essuié par sa constance, à cet égard, d'avoir soin non seulement de sa seureté, mais aussi de luy faire avoir pour dédommagement la Sicile, & les Pais en deçà des Alpes nécessaires pour mettre à couvert Exiles, & Fenestrelles, & pour couvrir le Piémont.

Que la Succession après le Roy Philippe étoit

étoit reconnuë par les Rénonciations ; que Sa Majesté requéroit la concurrence de l'Estat à tout ce qui est promis à S. A. R., & que Sa Majesté demandoit en même temps, que l'Estat se joignît à Elle pour obliger l'Empereur à une neutralité pour l'Italie ; & que Sa Majesté étoit résoluë d'en faire une condition par rapport au transport des dites Troupes ; ce que Sa Majesté feroit, puisque sans cette Neutralité, l'Empereur inquieteroit toute l'Italie, & particulièrement le Duc de Savoye, un Ministre de l'Empire en ayant déjà menacé un Ministre du Duc de Savoye, & que cela engageroit certainement la Reine & l'Estat dans des troubles, & dans la Guerre d'Italie.

Que ledit Sr. Comte Strafford avoit ensuite lû aux Députez de LL. HH. PP. une réponse donnée de la part de Sa Majesté au dernier Mémoire du Ministre de l'Empereur à Londres, par laquelle le sentiment de Sa Majesté exprimé icy, se trouvoit confirmé.

Que ledit Sr. Comte Strafford avoit de plus proposé, que Sa Majesté ayant appris d'ailleurs les présens désordres dans les Pays-bas, avoit fait repasser icy le Comte

d'Orrery pour y'remedier, pour concerter là dessus avec l'Estat, & pour veiller en tout à son interêt, même pour reprendre la Régie commune avec les Députés de l'Estat, & de la garder jusqu'à ce que la Reyne soit convenüe avec LL. HH. PP. des conditions auxquelles on la transportera à l'Empereur; advertissant neantmoins en même temps, que le Comte d'Orrery avoit ordre de ne rien faire en cecy, que selon qu'il trouveroit de la disposition icy de se joindre à la Reine.

Qu'enfin ledit Comte Strafford avoit recapitulé brièvement l'essentiel de son discours sçavoir, de demander une prompte résolution, si l'Estat étoit porté, ou non de signer la Paix immédiatement, & sans plus de délai; & que Sa^a Majesté seroit obligée de signer la Paix sans l'Estat, s'il attendoit plus long-temps, que deux ou trois semaines; que Sa Majesté étant assurée que l'Estat ne tardera pas de signer la Paix avec Elle, promettra de procurer à l'Estat Tournay, laquelle avec bien d'autres Places ne seront point à esperer de la France, en cas que la Reyne signe la Paix séparément; que le plan de la Paix étoit à peu près celuy qui est compris dans la Haran-

gue

gué de la Reyne, adjoûtant que Sa Majesté avoit jugé nécessaire pour plus grande seureté de la Barrière, que l'Estat auroit Garnison à Mons, comme dans les autres Places de la Barrière.

Que Sa Majesté avoit taché de disposer la France à céder Condé, mais que ses efforts ont esté infructueux.

Qu'à l'égard de l'Empire il n'y auroit aucun changement dans ce qui estoit compris dans la Harangue de la Reyne, ny à l'égard de l'Empereur, si non que Sardaigne doit être donnée à l'Electeur de Baviere; que le Duc de Savoye doit avoir la Sicile, & que Sa Majesté requiert la concurrence de l'Estat en tout ce qui regarde l'Electeur de Baviere, & d'obliger l'Empereur à consentir à la Neutralité pour l'Italie, & de retirer ses Troupes de Catalogne.

Qu'il demandoit de plus, que les Plénipotentiaires de l'Estat à Utrecht, fussent pourvus de pleins pouvoirs pour pouvoir d'abord conclure le nouveau Traité de Barrière, & que Sa Majesté demandoit sur tout, une prompte, & positive résolution, & réponse de L. L. H. P. P. pour pouvoir terminer cette grande Négociation, &

pour procurer une bonne, & ferme Paix, & pour renouveler une éternelle amitié, & Union entre les Royaumes de Sa Majesté & de cet Estat.

Que ledit Sr. Comte Strafford avoit ensuite délivré au Sr. Greffier Fagel, Copie du Project du nouveau Traité de Garantie pour la Succession, & la Barrière alleguée dans sa proposition & adjouçant, que quoy qu'il fût chargé de la communiquer ensemble avec l'Evêque de Bristol aux Srs. Plénipotentiaires de LL. HH. PP. à Utrecht, qu'il le vouloit pourtant faire icy, parce qu'on gagneroit par là du temps, & que LL. HH. PP. pourroient d'autant plus tôt instruire la dessus; & lesdits Srs. Députés ont présenté ledit Project, tel qu'il est inseré cy dessous.

Que pour ce qui regarde les Articles séparés, ledit Sr. Comte Strafford avoit dit au dit Sr. Greffier Fagel, qu'on auroit entièrement ôté le premier, parce qu'il paroïssoit par la Déclaration que LL. HH. PP. avoient faite du temps que le Roy de Prusse étoit en Hollande, qu'Elles s'en étoient désistées; que pour ce qui regardoit le second, la Reyne vouloit qu'il passât tel qu'il est.

Sur

Sur quoy ayant esté délibéré, il a esté trouvé bon, & arresté, qu'il sera envoyé Copie dudit Project, aux Srs. Estats des respectives Provinces, & qu'ils seront priez de délibérer la dessus tout au plutôt, & de qualifier, & authôriser leurs Députez, de résoudre la dessus de commun concert, & délibération avec les Srs. Députez des respectives Provinces, comme il sera trouvé être du service de l'Etat.

Fiat Infertio.

Plus - Bas.

Accordé avec les susdits Régistres.

A la Reine de la Grande - Bretagne.

Madame,

Si nous avons pris quelque temps pour délibérer sur les propositions que le Comte de Strafford, vôtre Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire nous a faites, après son retour icy, nous espérons que la constitution de nôtre Gouvernement aussi bien que l'importance des affaires dont il s'agit nous servira d'excuse, & que le peu de retardement qui pouroit être causé par

L 4

nos

nos Délibérations, sera abondamment compensé par la droiture de nos sentimens, & par la Résolution que nous venons de prendre, de nous attacher plus fortement que jamais à vostre Majesté.

Avant toutes choses nous nous trouvons obligez de remercier vostre Majesté des ouvertures qu'Elle nous a fait donner par le dit Comte de Strafford, & des assurances non moins obligeantes que fortes, qu'il y a ajoutées, tant du désir de vôtre Majesté de procurer une bonne Paix pour toute l'Europe, comme aussi pour la seureté & même pour l'augmentation de nôtre Etat, que de son intention d'établir une bonne, ferme, & durable Amitié, & Correspondance pour Elle, & ses Successeurs avec nôtre République. Ces assurances nous ont esté entièrement agréables, puisque nous ne souhaitons que la Paix, telle que toute l'Europe en puisse jouir par le retablissement & l'assurance de son repos, que dans cette Paix nous n'avons pour nôtre Estat en vûe que la Conservation de nos droits, & nôtre sûreté, & point d'autre augmentation, & agrandissement que celui qui nous est nécessaire pour cette conservation, & sûreté.

Et

Et puis que sur tout , nous n'avons rien si fortement à cœur , comme nous l'avons témoigné cy devant à Votre Majesté & le repetons encore , que de serrer plus fortement qu'il sera possible, les noeuds de bonne amitié , & d'union entre vôtre Majesté, ses Successeurs , & nôtre République, pour les rendre indissolubles, & perpetuels, nous avons crû n'en pouvoir donner aucune preuve plus éclatante , ni plus essentielle qu'en déclarant, ainsi que nous le Déclarons présentement que nous sommes résolus de nous joindre à vôtre Majesté pour entrer dans les mesures , qu'Elle a prises pour la Paix , & la conclure , & signer conjointement, en mesme temps avec Elle, comme aussi de prendre avec vôtre Majesté de nouveaux engagements sur la Succession & la Barrière, d'en faire un Nouveau Traité & de la conclure & signer mesme avant la Paix.

Nous ne doutons point qu'après cette déclaration solennelle , Vôtre Majesté ne soit convaincuë de la sincerité de nos sentimens, tant à l'égard de la Paix , qu'à l'égard des liaisons qui nous peuvent unir plus fortement à Elle. Cependant nous Espérons, Madame, que vous voudrez permettre

L S

que

que nous ayons formé quelques conditions de la Paix à faire, que nous croyons nécessaires, les unes pour servir d'éclaircissement, & les autres pour la solidité de la Paix, & de nôtre sûreté; nous avons chargé nos Plénipotentiaires d'Utrecht de communiquer nos considérations & remarques à ceux de vôtre Majesté, d'en conférer avec eux, & de les ajuster tant qu'ils pourront; mais comme il se pourroit, que les Plénipotentiaires de vôtre Majesté ne fussent pas assez instruits ny autorisez à terminer de la manière que nous le souhaiterions, tous les points sur lesquels nous avons formé nos remarques, & que nous croyons nécessaires, & que cependant nous avons envie de menager le temps autant qu'il est possible, & que nous voulons agir en toutes manières ouvertement envers vôtre Majesté, nous avons crû ne pouvoir mieux faire, que d'envoyer nos considérations, sur tous ces sujets. au Sr. Borselen, nôtre Envoyé Extraordinaire pour qu'il ait l'honneur d'en faire part à vôtre Majesté, ou aux Commissaires, qu'il lui plaira d'ordonner, & afin que vôtre Majesté puisse être persuadée, que nôtre intention n'est nullement de differer, bien moins d'arrêter la conclusion.

clusion de la Paix en formant des difficultez, & afin que nous fassions voir en même temps la grande & entière confiance que nous mettons en vostre Majesté; nous soumettons nos sentiments dans ces affaires quelques importantes & de quelque conséquence, qu'elles soient à ceux de vôtre Majesté, mettant nos interêts entre ses mains & priant très-humblement vostre Majesté de vouloir examiner nos considérations, & remarques, & d'envoyer le plus promptement qu'il sera possible la dessus ses ordres, & ses Instructions à ses Plénipotentiaires à Utrecht, pour autant qu'ils ne pourroient n'estre pas encore instruits sur quelques uns des points, & articles, qui font les sujets de nos remarques, & puisque nous nous confions entierement en la grande sagesse de vôtre Majesté, en son zele pour le bien public, & en son affection pour nous, & pour nôtre République, nous nous conformerons au sentiment de vôtre Majesté sur ces points, si tot que ses Plénipotentiaires les auront déclarez aux nôtres.

Après cette marque de confiance, nous ne pouvons pas douter, que vôtre Majesté ne vueille prendre nos interets à cœur, nous croions qu'il seroit superflu de renouveler

vôtre Majesté les assurances de nôtre désir ardent pour la Paix, de nos veritables intentions de nous joindre à Elle, & d'entrer dans ses mesures, & de nôtre ferme résolution de nous unir à Votre Majesté par un attachement inalterable, puisque nôtre désir est de faire connoître le tout par les effets.

Cependant nous prions Dieu, Madame, de répandre ses Bénédictiones sur les mesures que Vôtre Majesté a prises, & sur celles que nous voulons prendre avec Elle, & de combler son Regne de Bonheur, & de Gloire en conservant sa Personne sacrée longues années en santé, & prospérité. A la Haye le 23. Décembre 1712.

Reponse de la Reine Britannique.

*Hauts & Puissants Seigneurs, nos bons Amis,
Alliez & Confédérez.*

Par les marques réelles & solides que nous avons données de nôtre Amitié pour vôtre Etat, par les efforts conjoints que nous n'avons cessé de faire pour traverser les intrigues de ceux, qui portez par leurs passions & par leurs interets, ont tâché de vous désunir d'avec nous, & enfin par cette dou-

douleur, dont nous avons été saisie quand quelque atteinte a paru être donnée à la bonne Harmonie qui subsistoit entre nous & votre République, il vous sera facile de juger de la joie que votre lettre du 23. du mois passé nous a fait ressentir.

Notre Conduite a toujours roulé sur le mesme principe d'un désir sincere de conserver l'équilibre dans l'Europe & de procurer non seulement la sûreté, mais l'augmentation de votre Etat, ç'a été le Principal motif qui nous a porté à soutenir une guerre aussi longue & aussi onéreuse que celle, dont nous esperons d'être à la veille de sortir; lorsque par les événemens que la sage disposition de la Providence divine fait naître, il nous a paru plus que jamais nécessaires d'écouter les ouvertures faites de la part de la France, pour parvenir à une Paix générale, le même désir nous a porté avant toutes choses à vous donner communication de nôtre dessein, & à tacher de serrer dans une crise si importante, les noeuds de nôtre union, s'il étoit possible plus étroitement que jamais. Les assurances donc que vous venez de recevoir du Comte de Strafford, & qui vous ont été si agréables, ne sont que la répétition de

celles que ce même Ministre vous a données en tant d'autres occasions de nôtre part, ce sont des assurances qui ne vous ont jamais trompé & qui ne vous tromperont jamais, puis qu'elles partent du cœur d'une véritable amie, qui fait consister ses propres interets & ceux de la Religion en soutenant les vôtres, & qui est également incapable de vous inviter à la Paix, ou de vous animer à la guerre dans aucun autre esprit. Votre résolution de prendre avec nous de nouveaux engagements sur la Succession & la Barrière, d'en faire un nouveau Traité, & de le conclure & signer avant la Paix, ne peut manquer de produire les meilleurs effets & quand tout sujet de dispute sur les interets reciproques des deux Nations sera une fois levé, nous serons alors en état de concert avec vous de veiller à ceux de nos Alliez & de traiter plus utilement avec les Puissances, contre lesquelles nous avons fait la guerre. La saison de l'année & la conjoncture présente des affaires (les difficultez de laquelle doivent estre attribuées à l'inaction dans laquelle on est resté au Congrès d'Utrecht, pendant que les Armées ont agi en Campagne) ne donne que très peu de temps pour
les

les reglements de ces points, qui doivent être ajustez avant la conclusion de la Paix, c'est pourquoi nos Ministres ont été instruits de vous offrir simplement le projet d'un nouveau Traité, lequel ne contient que des Articles très soubant discutez & sur lesquels les sentimens de part & d'autre sont très bien comme nous crûmes qu'il pourroit être accepté & approuvé sans aucune contestation. C'est aussi par la même raison que dans la réponse que nos Ministres ont ordre de donner aux remarques sur le projet du Traité de la Succession & de la Barrière, nous avons trouvé à propos de renvoyer à une autre convention tous les points qui nous paroissent d'une trop longue discussion pour être inseré dans celle-cy.

C'est de quoi nous esperons que vous serez contents, puis que nous ne doutons pas que vous ne soiez sincerement resolu d'entretenir d'oresnavant une intelligence, Amitié & Union parfaite avec nous, vous ne devez point douter que nous n'apportions tous nos soins pour faire terminer ce qui regarde vôtre Barrière de la manière la plus juste & la plus convenable à vos interets.

La

La déclaration que vous venez de faire que vous êtes résolus de vous joindre à nous, d'entrer dans les mesures que nous avons prises pour la Paix, & de la conclure & signer conjointement, en même temps avec nous, pour dédommager la cause commune en quelque façon des malheurs qui sont déjà provenus de la désunion des Alliez & la garantir de ceux qu'il y avoit lieu de craindre à la venir..

De vôtre côté nous vous prions d'être fermement persuadé que nous ne perdrons jamais de vue l'exemple & la sage conduite de cette Grande Reine nôtre prédécesseure, qui a tant contribué au soutien de vôtre République, dans le temps que vos braves Ancêtres en ont jetté les premiers fondements; Et que nous les trouvons comme une des plus grandes gloires de nôtre Regne; que nous avons non-seulement unie, mais surpassé tout ce que cette Princesse a fait pour l'établissement de vôtre pouvoir..

C'est aussi ce que nous continuerons à faire; nous prendrons vos intérêts à cœur, également avec les nôtres, & nous travaillerons avec le plus grand empressement à les avancer autant qu'il sera possible; bien
sachés

fachée de n'être pas en état de soutenir tant les vôtres que ceux de nos Alliez communs, aussi avantageusement que nous aurions pû faire dans le printemps passé. Sur quoi nous prions Dieu qu'il vous ait Hauts & Puissans Seigneurs, nos bons Amis Alliez & Conféderez en sa Sainte & divine Garde. Ecrit à nôtre Cour de St. James le 1^{er} de Janvier l'an 1713, & de nôtre Regne l'onzième,

Signé

Vôtre bonne Amic,

ANNE REINE.

*Proposition faite par les Plénipotentiaires des
4. Cercles aux Ministres de la Reine de la
Grande-Bretagne, le 30. Décembre 1712.*

MY LORDS,

Il est connu que S. M. le feu Roi Guillaume d'Angleterre a invité les 4. Cercles, de vouloir entrer dans la Grande Alliance, faite entre S. M. Imperiale, S. M. de la Grande-Bretagne, & les Etats Généraux des Provinces-Unies. De même il est

est connu comme les Cercles y ont donné les mains, & en sont convenus avec les Ministres de S. M. à *Nordlingue*, par un Traité solennel. Il est connu que S. M. la Reine d'à présent a ratifié ledit Traité, & y a fait mettre le Sceau du Royaume. Il est aussi constant que les Cercles, depuis le premier moment de l'Alliance conclue, jusqu'à celui où j'ai l'honneur de parler à vous, *Mylords*, ont accompli toutes les conditions à quoi le Traité de *Nordlingue* les a obligés; & qu'ils ont soutenu de grands chocs de l'Ennemi, & souffert toutes les incommoditez du Monde, qu'on peut attendre d'une Guerre si sanglante & si ruineuse, & d'un Ennemi si puissant; & cela à leur propre dépens, & sans y incommoder S. M. par un seul sol de Subside; avec une fermeté & aussi avec une entière confiance que S. M., (comme Elle a toujours témoigné plaisir & contentement de la fermeté & de la conduite des Cercles,) ne manqueroit point de se souvenir des bons services qu'ils ont rendus au Public; & qu'ils tireroient des Fruits de leurs Dépenses, de leurs Incommoditez & de leurs Travaux, en vertu des assurances que S. M. a eu la bonté de leur don-

donner par un Traité si solennel, que celui de *Nordlingue*. Nonobstant cela, nous aprennons avec douleur, que S. M. persiste dans l'opinion qu'une Paix universelle se devoit & se pourroit faire sans que les Cercles en tiraient la moindre consolation & le moindre effet de l'Alliance : Point de Rédintégration, point de Barrière, point de Sûreté; ce qui mettroit les Cercles dans la dernière désolation, & laisseroit un funeste souvenir à la Postérité. C'est pourquoi, *Mylords*, nous prenons nôtre recours à la justice & à la bonté de S. M., à la sagesse de ses Ministres, & à la générosité de toute la Nation, de ne pas abandonner des Alliez si bons & si fidèles, & de les laisser dans la malheureuse situation dans laquelle les Paix précédentes les ont plongez. Il y va de la gloire de S. M., de sauver ses assurances Publiques & solennelles: Il y va de la prudence & de l'équité du Ministère, de sauver *sacrum Verbum Regis*, & de sauver *sacram fidem* du grand Sceau du Royayme, afin qu'il ne reste point dans l'Archive pour une triste Mémoire: Il y va de l'honneur & de l'interêt de toute la Nation Angloise, que ces fidèles Alliez cueillent aussi

aussi quelques Fruits de tant de Millions qu'elle a dépensés pour avoir une Paix juste & raisonnable.

Mylords, Nous ne manquerons pas de donner par Mémoire ce que je viens de dire: Nous vous prions d'avoir la bonté d'en faire raport à S. M. la Reine, & nous vous prions très-instamment de l'appuyer de la sorte, que nous puissions espérer une instruction consolable pour nos Cercles & nos Principaux. Du reste, &c.

Traité de Garantie, pour la Succession de la Couronne de la Grande-Bretagne, & pour la Barrière de Leurs Hautes Puissances.

„ **Q**uandoquidem **P**uis que le Traité
 „ in Tractatu qui a été fait
 „ qui super le 29. jour d'Octo-
 „ Successionem ad bre de l'An 1709.
 „ Coronam Magnæ entre la Sérénissime
 „ Brit. atque Obi & très - Puissante
 „ cem sive Repagu- Princesse Anne, Rei-
 „ lum, vulgo Bar- ne de la Grande-
 „ riere, Unitarum Bretagne, de Fran-
 „ Belgii Provincia- ce; & d'Irlande,
 „ rum. 29. die Oc- Protectrice de la
 „ tob. Foi,

„ tob. 1709. inter Se-	Foi , & les Hauts
„ renissimam ac Po-	& Puissans Sei-
„ tentissimam Prin-	gneurs Etats Gén-
„ cipem Dominam	raux des Provinces
„ Annam Mag. Brit.	Unies des Païs-Bas,
„ Fran. & Hiber.	touchant la Succes-
„ Reginam , fidei	sion à la Couronne
„ defensorem , &	de la Grande-Bre-
„ Cellos ac præpo-	tagne, & les Bou-
„ tentes Dominos	levards , ou Ram-
„ Ordines Genera-	pars ; qu'on appelle
„ les Fœderati Bel-	vulgairement la Bar-
„ gii conclusus fuit,	rière desdites Pro-
„ complures Artic-	vinces Unies, con-
„ li clausulæ que	tient beaucoup
„ contineantur quæ	d'Articles & de
„ ampliorem expli-	Clauses , qui ont
„ cationem deside-	besoin d'une plus
„ rant, quæque, nisi	ample Explication,
„ emendationes ali-	& qui paroissent
„ quæ ex æquo ad-	maintenant désho-
„ nunc , damna &	norables aux Sujets
„ proinde ex iis quæ	de Sadite Majesté ,
„ hinc olim sequi	& d'une Consé-
„ poterint , com-	quence dangereuse,
„ modis rationibus	tant à présent, qu'à
„ que subditorum	l'avenir , & préju-
„ di-	diciable à leurs
	Com-

„dictæ suæ Regiæ Commoditez & à
 „Majestatis pericu- leurs Intérêts, si on
 „lum allaturi vi- ne fait pas quelques
 „deantur ; aliique Changeemens , se-
 „porro extent qui lon l'Équité, dans
 „posteaquam Tra- ces Articles , entre
 „ctatus supradictus lesquels il y en a
 „initus est , diutius aussi qui ne sont
 „nec necessarii ne- plus convenables ,
 „que apti sunt. & qui sont devenus
 „Cumque art. xvii. inutiles , depuis que
 „præd. Tractatus ce Traité a été con-
 „provisum fuerit ut clu.
 „Conventio quæ Et puis qu'on a
 „dam separatim fie- eu la Précaution de
 „ret de conditioni- stipuler dans le
 „bus quibus præ- XVII. Article dudit
 „dicta Regia Sua Traité, qu'on feroit
 „Majestas , Do- une certaine Con-
 „minique Ordin. vention a part des
 „Gen. promitterent Conditions sous les-
 „sponderentque se- quelles Sa Majesté,
 „se subministratu- Britannique , & les
 „ros auxilia quorum Seigneurs Etats Gé-
 „usus foret ad fidei néraux , promet-
 „jussiones , vulgo troient & s'oblige-
 „Guarantias , mu- roient volontaire-
 „tuo præstandas , ment , de donner
 „quæ les

„quæ quidem Con- les Secours néces-
 „ventio haud qua- faires pour l'Execu-
 „quam facta est; tion de leurs Pro-
 „Antedicta Regia messes, qui sont
 „Maj. Mag. Brit. communément ex-
 „& Dom. Ord. primées sous les
 „Gen. Fœd Belgii Termes des *Garan-*
 „serio perpendentes *ties* Réciproques,
 „quanti interfit ut laquelle Convention
 „nihil imperfectum n'a jamais été faite;
 „nihil obscurum re- ladite Reine de la
 „staret in Tractatu Grande-Bretagne,
 „qui utrique Na- & les Seigneurs
 „tioni parmagis a- Etats Généraux des
 „deo momenti est; Provinces. Unies,
 „quodque nulla in- considérant sérieu-
 „cunda sit Pactio sement combien il
 „quæ subditis alter- est nécessaire qu'il
 „utrius partis gra- ne reste plus aucu-
 „vis esse videatur, ne Imperfection ni
 „in Fœdere cujus Obscurité, dans le
 „scopus proposi- Traité qui est si im-
 „tumque fuerit ut portant à chacune
 „Amicitiae vincula des deux Nations;
 „arctius utrimque & qu'on ne doit fai-
 „adstringerentur & re aucune Conven-
 „de mutua securi- tion qui soit onéreu-
 „tate melius effica- se aux Sujets de l'u-
 „, ciuf- ne ,

„ciusque Præcau- ne , ou de l'autre
 „tum effæt , e re fore des deux Parties ,
 „existimaverunt no- dans une Alliance
 „vum Tractatum dont le But & la
 „conficere , cæteris Fin est de ferrer plus
 „Tractatibus Fæde- étroitement de part
 „ribusque quæ inter & d'autre les Liens
 „ipfos nunc vigent de l'Amitié , & de
 „addendum. Atque pourvoir mieux , &
 „cum denique in plus efficacement à
 „finem Regia Sua la Sûreté réciproque :
 „Maj. Mag. Brit. Ils ont jugé qu'il
 „mandatis suis atque seroit utile de faire
 „authoritate suffi- un Nouveau Traité,
 „ciente instruxit N. pour le joindre aux
 „N. . . autres Conventions
 & Alliances qui sont
 maintenant en vi-
 gueur parmi eux.
 Et pour cet effet , la
 Reine de la Grande-
 Bretagne a muni de
 ses Ordres & d'un
 Pouvoir suffisant N.
 N. . .

„Domini vero
 „Ordines Genera-
 „les a sua parte man-
 „da-

Les Seigneurs
 Etats Généraux ont
 aussi de leur part
 donné

„datis atque Autho- donné leurs Ordres
„ritate fufficiente & une Autorité
„muniverunt N. fuffifante à N.
„N. . . . N. . . .

„Qui quidem Ces Miniftres
„Miniftri plenariis étant donc pourvûs
„potestatibus in- & munis de ces
„ftructi munitique Pleins - Pouvoirs,
„vicarundem in Ar- font convenus, en
„ticulos fubfequen- vertu d'iceux, fur
„tes convenerunt. tout le contenu des
Articles fuivans.

„I. Tractatus ille I. Ce Traité
„vulgo de Succes- qu'on nomme com-
„fione & de Obice munément celui de
„five *Barrière*, no- la Succelfion & du
„minatus qui 29. Boulevard, ou de la
„die Menfis Octob. *Barrière*, qui fut
„Anno Dom. 1709. conclu à la Haye le
„Hagæ - Comitum 29. jour du Mois
„inter Sereniff. Re- d'Octobre de l'An
„ginam Mag. Brit. 1709. entre la Séréniffime Reine de la
„& Dom. Ordin. Grande - Bretagne;
„Gen. Uniti Belgii & les Seigneurs
„conclufus fuit, una Etats Généraux des
„cum duobus Arti- Provinces - Unies,
„culis feparatis co- avec les deux Arti-
„dem die fignatis, M cles
„Tom. II. „nul-

„ nullius abhinc vi-
 „ goris virtutisve esse
 „ censebitur : Di-
 „ ctusque Tractatus
 „ articuli duo
 „ præfati rescin-
 „ duntur jam irriti-
 „ que declarantur ,
 „ eodem modo ac si
 „ nunquam facti aut
 „ rati habiti fuissent.
 „ Omnes autem alii
 „ Pacis Amicitiae u-
 „ nionis Confœde-
 „ rationis Tractatus
 „ inter præmemora-
 „ tam Regiam suam
 „ Maj. & Dom.
 „ Ordines genera-
 „ les conclusi, his-
 „ ce comprobantur
 „ confirmanturque ,
 „ atque eandem vim
 „ virtutemque obti-
 „ nere debent ac in
 „ præsentihoc Trac-
 „ tatu inserri fui-
 „ sent.

cles séparez , qui
 furent signez le mê-
 me jour , n'aura
 plus à l'avenir au-
 cune force , ni vi-
 gueur : Et ledit
 Traité & ces deux
 Articles sont révo-
 qués & déclarez
 nuls, de même que
 s'ils n'avoient jamais
 été faits , ou rati-
 fiez. Mais tous les
 autres Traitez de
 Paix , d'Amitié ,
 d'Union , & d'Al-
 liance stipulez entre
 ladite Reine & les-
 dits Etats Géné-
 raux , sont aprou-
 vez , & confirmez
 par celui-ci , & doi-
 vent avoir la même
 force & vertu que
 s'ils étoient insé-
 rez dans ce présent
 Traité.

II. Cum

II. Puis

„ II. Cum lege „ quadam in Parlia- „ mento Angliæ lata „ anno 12. Regni „ nuperi Serenissi. „ Regis Guilielmi „ III. cui Titulus est „ <i>Actum de Ulteriori</i> „ <i>Coronæ limitatione</i> „ <i>& meliore securitate</i> „ <i>jurum libertatumque</i> „ <i>subditorum &c.</i> fan- „ citum declaratum- „ que fuerit quod „ post obitum præ- „ dicti Regis, Re- „ ginæ jam regnan- „ tis, quæ tum Prin- „ ceps Anna Daniæ „ vocabatur, & de- „ ficiente Prole, ex „ Regina & etiam „ ex Rege supra me- „ moratis oriunda, „ Corona Regalis- „ que Gubernatio „ Angliæ Franciæ „ atque Hiberniæ & „ di-	II. Puis qu'il a été ordonné & dé- claré, par une cer- taine Loi faite dans le Parlement d'An- gleterre, l'An XII. & dernier du Ré- gne du Sérénissime Roi Guillaume III. intitulée, <i>Acte de la</i> <i>Dernière Limitation</i> <i>de la Couronne, &</i> <i>de la meilleure Sûreté</i> <i>des Droits & des Li-</i> <i>bertez des Sujets,</i> &c. qu'après la Mort dudit Roi, & de la Reine maintenant régnante, qu'on apelloit alors la Prin- cesse Anne de Da- nemarc, si Elle ne laissoit point d'En- fans, non plus que ledit Roi, la Cou- ronne & le Gou- vernement Royal d'Angleterre, de M 2 • Fran-
--	---

„ditionum eo spec-
 „tantium, deveni-
 „ret pertinereque
 „ad Excellentissi-
 „mam Principem
 „Sophiam Electri-
 „cem & Ducissam
 „viduam Hannove-
 „ranam & hæredes
 „ejus Protestantes.
 „Cumque ex eo
 „tempore in pluri-
 „mis cum Angliæ,
 „tum Scotiæ Parli-
 „amenti statutum
 „fuerit ut Successio
 „ad Monarchiam
 „Regni uniti Mag.
 „Brit. & ditionum
 „eò spectantium
 „post dictæ Sere-
 „ni Reginæ obitum
 „& sobole ab eadem
 „deficiente deveni-
 „ret pertinere ad
 „Excellentissimam
 „Principem So-
 „phiam hæredes-
 „que

France, d'Irlande,
 & de tous les Etats
 qui en dépendent,
 écheroient & apar-
 tiendroient à la Très
 Excellente Princef-
 se Sophie Electrice
 & Duchesse Douai-
 rière d'Hanover, &
 à ses Héritiers Pro-
 testants. Et atten-
 du que depuis ce
 temps là, il a été or-
 donné dans plusieurs
 Parlemens d'Angle-
 terre & d'Ecosse,
 qu'après la Mort de
 ladite Reine Séré-
 nissime, & n'y ayant
 point d'Enfans de
 son propre Sang, la
 Monarchie des Roy-
 aumes Unis de la
 Grande-Bretagne,
 & les Etats qui en
 dépendent, apar-
 tiendroient & tom-
 beroient par Droit
 de

„ que ipsius prote- de Succession, à la
 „ stantes: ut Ponti- Très - Excellente
 „ ficii omnes, atque Princesse Sophie,
 „ ii, eave, qui cum & à ses Héritiers
 „ Pontificiis matri- Protestans: afin que
 „ monium contra- tous ceux de la Com-
 „ xerint, exclude- munion de Rome,
 „ rentur a corona & tous ceux & cel-
 „ Mag. Brit. & di- les qui auroient con-
 „ tionum eò spec- tracté Mariage avec
 „ tantium, atque in des Papistes, fussent
 „ perpetuum hære- exclus de la Cou-
 „ ditatem possessio- ronne de la Grande-
 „ nem, vel usum Bretagne, & dès
 „ fructum eorundem Etats qui en dépen-
 „ habendi incapaces dent, & fussent aussi
 „ redderentur, Quæ rendus Incapables
 „ quidem provisio d'en avoir l'Héri-
 „ diversis Parliamen- tage, la Possession,
 „ ti Actis constituta, ou les Usufruits. Ce
 „ super Successionem Règlement Provi-
 „ ante dictam, pos- sionnel fait par di-
 „ tea stabilita, fir- vers Actes du Parle-
 „ mataque fuit lege ment, touchant la-
 „ quadam in Parlia- dite Succession, a
 „ mento Magnæ été confirmé ensui-
 „ Britannia, lata te, & établi par une
 „ anno 6. Regina certaine Loi faite
 „ nunc M. 3. dans

„nunc regnantis, cui dans le Parlement
 „titulus est. *Actum* de la Grande-Bre-
 „de *securitate perso-* tagne, l'An VI. du
 „na, & *gubernatione* Règne de Sa Ma-
 „Regia Sua Maj. jesté qui est main-
 „Successionisque, ad tenant sur le Trône.
 „coronam Mag. Brit. laquelle Loi est in-
 „in stirpe Protestan- titulée, *Acte pour la*
 „tium. Cumque *Sûreté de la Personne*
 „nulla protestas ex- & du Gouvernement
 „tranca, neque per- de Sa Majesté, &
 „sona ulla quæcun- de la Succession à la
 „que jus habeat re- Couronne de la Gran-
 „vocandi in dubium de-Bretagne, dans la
 „constitutionem a Ligne Protestante.
 „Parlamento Mag. Et parce qu'aucune
 „Brit. factam, aut Puissance Etrangé-
 „sefe eidem oppo- re, ni qui que ce
 „nendi, quoad de- soit autre, n'a le
 „volutionem, limi- Droit de révoquer
 „tationem hæredi- en doute la Consti-
 „tatemve Coronæ e- tution faite par le
 „jusdem Regni. Si Parlement de la
 „autem continge- Grande-Bretagne,
 „ret, ut potestas ou de s'y opposer, pour
 „aliqua extranea, vel la Dévolution, la
 „Status, seu persona, Limitation, & l'Hé-
 „Personæ quæ- ritage de la Couron-
 „cun- ne

„cunque , sub spe- ne du même Royau-
 „cie qualibet cun- me; s'il arrivoit que
 „que , directè vel quelque Puissance
 „indirectè bello a- Etrangère, ou Etat,
 „perto, vel conspi- ou Personne, ou
 „ratione, proditio- Personnes de quel-
 „ne seu perfidio sese que Qualité qu'elles
 „opponere velint soient, voulussent
 „juri Successionis s'oposer sous quel-
 „hæredum Majesta- que Prétexte, de
 „tis Sna Regiæ post quelque nature qu'il
 „obitum ipsius, puisse être, soit di-
 „vel deficientibus rectement ou indi-
 „hujusmodi hære- rectement par une
 „dibus, juri Suc- Guerre déclarée, ou
 „cessionis Excellen- par Conspiration,
 „tissimæ Principis ou par Trahison, au
 „Sophiæ, aut hæ- Droit à la Succes-
 „redum ejus quo- sion des Héritiers de
 „rumcunque, ad Sa Majesté Royale,
 „quos dicta Succes- après sa Mort, ou
 „sio tunc spectave- au défaut des Héri-
 „rit, secundum leges tiers de son Sang,
 „& statuta Magnæ au Droit à la Suc-
 „Brit. D., Ordines cession de la Très-
 „generales Fœdera- Excellente Princef-
 „tarum Belgii Pro- se Sophie, ou des
 „vinciarum promit- ses Héritiers quel-
 „tunt, M 4. qu'ils

„tunt , ac spondent qu'ils soient, auf-
 „sele omni prorsus quels ladite Succes-
 „tempore , vivente sion . apartiendra
 „Seren. Reginâ an- alors , selon les
 „tea memoratâ , ipsi Loix & les Statuts
 „opitulaturos , ad de la Grande-Breta-
 „pugnandum pro gne : Les Seigneurs
 „jure Successionis Etat Généraux des
 „ad Coronam Re- Provinces - Unies
 „giam Mag. Brit. promettent & s'en-
 „prout per leges, & gagent de secourir
 „statuta ejusdem ladite Reine Séré-
 „Regni stabilita de- nissime en toutes
 „terminataque est ; sortes d'Occasions ,
 „& post obitum pendant le cours de
 „ante dictæ Sere- sa vie pour main-
 „nissimæ Reginæ tenir par la force des
 „sele opem laturos Armes, le Droit de
 „hæredibus ejus de la Succésion à la
 „corpore suo natis, Couronne Royale
 „hisve deficientibus de la Grande - Bre-
 „Principi Sophiæ tagne , comme elle
 „supra memoratæ , est réglée & établie
 „aut talibus ejus par les Loix & les
 „hæredibus ad quos Statuts du même
 „ut præfatum est , - Royaume ; & de
 „Successio ad Co- donner du Secours
 „ronam Regiam aux Héritiers de la-
 „Mag. dite

„Mag. Brit. post dite Reine Sérénif-
 „obitum Serenissi- fime , après sa Mort ;
 „Reginæ nunc re- & au défaut de ceux
 „gnantis, legitimè là , à la Princesse
 „spectaverit, ut ve- Sophie , mention-
 „niant in ejusden née ci-devant , ou à
 „possessionem, can- ceux de ses Héritiers
 „demque conser- à qui la Couronne
 „vent ; obstituto- de la Grande-Breta-
 „autem personæ cui- gne appartiendra lé-
 „libet cunque, quæ gitimement , après
 „possessioni Coronæ la Mort de la Séré-
 „ante dictæ , ejus- nissime Reine à pré-
 „que conservationi sent régnante, com-
 „impedimentum a- me il a été dit , afin
 „liquod afferre vo- qu'ils ayent la Pos-
 „luerit , secundum session de ladite
 „ejusmodi requisi- Couronne , & qu'ils
 „tionem , atque ad la conservent : Et
 „ea tempora, eo- que pour cet effet, Leurs
 „modo, ac eavirium Hautes Puissances
 „proportione, terrâ promettent aussi de
 „marique sicuti ar- s'opposer à tous ceux
 „tic. 13. hujusce qui voudroient met-
 „Tractatus explica- tre quelque obstacle
 „tius dictum est. à la Possession de
 „ladite Couronne , &
 „à sa conservation ,

„III. M s. pour

pour laquelle Elles s'engagent d'agir selon la Réquisition, les Tems, la Manière, & la Proportion des Forces par Mer & par Terre, qui sont expliquées plus amplement dans le XIII. Article de ce Traité.

„III. Quandoqui-
 „dem art. 5. Fœde-
 „ris inter Serenis-
 „mum Romanorum
 „Imperatorem Leo-
 „poldum, Serenis-
 „mum Regem Mag.
 „Brit. Guilielm. III.
 „gloriosæ memo-
 „riæ, & DD. Ord.
 „Gen. Fœderati
 „Belgii, Hagæ Co-
 „mitum, die 7. Sept.
 „Anni 1701. con-
 „fecti, cautum pro-
 „visumque fuerit,
 „ut

III. Puis qu'il fût trouvé bon & résolu, dans le V. Article de l'Alliance faite à la Haye le 7. jour de Septembre de l'An 1701. entre le Sérénissime Empereur des Romains, Leopold, le Sérénissime Roi de la Grande-Bretagne Guillaume III. & les Seigneurs Etats Généraux des Provin- ces-

„ut dicti Fœdera- ces-Unies, que les-
 „ti omnes nervos in- dits Alliez feroient
 „tendant, quo recu- tous leurs plus
 „perent Provincias grands Efforts, pour
 „Hispano-Belgicas recouvrer les Pro-
 „ut sit obex & re- vinces de la Flandre
 „pagulum, vulgò Espagnole, afin
 „Barriere, Galliam qu'elles servissent de
 „a Belgio: Fœdera- Boulevard & de
 „to removens, & Rampart, apellé
 „separans, pro se- communément Bar-
 „curitate Ord. ge- rière séparant &
 „neral. ; quemad- éloignant la France
 „modum ab omni des Provinces U-
 „tempore, inservie- nies, pour la Sûre-
 „runt, donec Rex té des Etats Géné-
 „Christianissimus e- raux, comme elles
 „as milite suo occu- ont toujours été
 „pavit, conventum employées pour ce-
 „jam, concordat- la, jusqu'à ce que le
 „tumque est, ut Re- Roi Très-Chrétien
 „gia Sua Majestas s'en est emparé, en
 „Mag. Brit omni y faisant entrer ses
 „ope, atque opera Troupes, on a con-
 „eniatur & Trac- venu maintenant &
 „tatu Pacis ineun- resolu que Sa Ma-
 „do, non solum ut jesté la Reine de la
 „Provinciæ Hispa- Grande - Bretagne
 „no- M. 6 em-

„no-Belgica , ve- employerà tous ses
 „rum urbes, oppi- Soins & ses Efforts,
 „daque alia quæ o- dans le Traité de
 „pus esse videantur, Paix qu'on doit fai-
 „seu bello parta, si- re, non-seulement
 „ve nondum capta, afin que les Provin-
 „formando Ord. ces de la Frandre
 „general. repagulo, Espagnole , mais
 „sive *Barriere* inser- aussi les Villes & les
 „viant, autres Places con-
 quises par la force
 des Armes, ou qui
 ne sont pas encore
 prises, & qu'on ju-
 gera devoir être cé-
 dées aux Etats Gé-
 néraux, servent pour
 former leur Boule-
 vard, ou leur *Bar-
 rière*.

„IV. Eum itaque
 „in finem pactum
 „constitutumque est
 „ut DD. Ordines
 „generales præsidia
 „collocare, conser-
 „vare, augere, si-
 „ve diminuere pos-
 „sint,

IV. Pour cet ef-
 fet, on a convenu
 & arrêté, que les
 Seigneurs Etats Gé-
 néraux pourront
 mettre, tenir, aug-
 menter, ou dimi-
 nuer leurs Garni-
 sons,

„sint, prout ipsis sors, selon ce qui
 „visum erit, in lo- leur paroîtra néces-
 „cis sequentibus, faire, dans les Pla-
 „scil. Furnes, For- ces suivantes, sa-
 „talitio Knock dic- voir Furnes, le Fort
 „to, Ipres; Menu- de Knock, Ipres;
 „cino, sive Menin, Menin, la Ville &
 „in urbe & arce Tor- la Citadelle de
 „nacea, in Montibus, Tournay, Mons,
 „Caroloregia, in ur- Charleroi, la Ville
 „be & arce Namur- & le Château de
 „câ, in arce Ganda- Namur, le Château
 „vensi, in Fortalitiis, de Gand, les Forts,
 „la Perle, Philippe, nommez, la Perle
 „& Damme, appella- Philippe & Dam-
 „tis, nec non For- me; comme aussi
 „talitio St. Donati, dans le Fort St.
 „munitionibus Clu- Donas, entière-
 „sensibus penitus ment artaché aux
 „annexo, cujus pro- Fortifications de
 „prietas Ordinibus l'Ecluse, duquel la
 „generalibus conce- Propriété est accor-
 „ditur; & Fortali- dée aux Etats Gé-
 „tium Rodenhuyfen néraux; & que le
 „appellatum, cis Fort appelé Ro-
 „Gandavum dirue- denhuyfen; en deçà
 „tur. de Gand, sera dé-
 „moli.

„V. M 7 V.

„V. Sin autem
 „evenerit, ut dicti
 „Ordines Genera-
 „les bello re ipsa im-
 „plicati fuerint con-
 „tra Galliam, aut
 „aperté patuerit,
 „Galliam ipsos ag-
 „gressuram esse, co-
 „casu iisdem licitum
 „erit, talem copia-
 „rum numerum,
 „quem e re sua esse
 „judicaverint, in
 „eas urbes, oppida,
 „& fortalitia, Pro-
 „vinciarum Hispa-
 „no - Belgicarum
 „mittere, quas belli
 „ratio, & necessi-
 „tas postulaverint.

V. S'il arrive que
 lesdits Etats Géné-
 raux soient actuelle-
 ment engagez à
 faire la Guerre con-
 tre la France, ou
 qu'il paroisse mani-
 festement que la
 France soit sur le
 point de les atta-
 quer il leur sera per-
 mis, en ce cas,
 d'envoyer un aussi
 grand nombre de
 Troupes qu'ils le
 jugeront nécessaire,
 dans ces villes Pla-
 ces & Fortereffes
 des Provinces de la
 Flandre Espagnole,
 pour y maintenir
 leurs Droits, suivant
 les différentes oc-
 currences des Affai-
 res de la Guerre.

„VI. Licitum
 „porro ipsis erit, in
 „urbes, oppida &
 „for-

VI. Ils pourront
 aussi faire voiturer
 dans les Places, les
 Vil-

„fortalitia, ubi præ Villes & les Forts,
 „fidia habuerint, où ils auront des
 „commeatum, appa Garnisons, les Vi-
 „ratus bellicos, ar vres & les Muni-
 „ma, tormenta tions de Guerre,
 „grandiora, muni Avec les Armes, la
 „tionum construën grosse Artillerie, la
 „darum materiam, Matière nécessaire
 „quodcunque deni pour en fabriquer,
 „que præfidiis fu & généralement
 „prædictis, & mu tout ce qui sera con-
 „nitionibus ido venable, ou neces-
 „neum, aut neces faire, pour lesdites
 „sarium fuerit, sine Garnisons & Mu-
 „impedimento at nitions, sans payer
 „que omni vestiga aucunes Doüanes,
 „li seu portoria sub ni aucuns Péages;
 „vehere. & sans que le Tran-
 sport en soit empê-
 ché en aucune ma-
 nière.

„VII. Alti me VII. Lesdits Hauts
 „morati Dni Ordi & Puissans Sei-
 „nes Generales, gneurs Etats Géné-
 „urbibus, oppidis, raux pourront met-
 „& fortalitiis Art. tre dans les Villes,
 „4. recensitis, ubi les Bourgades & les
 „præfidia habue Forts où ils auront
 „rint, des

„rint, tales Guber- des Garnisons, com-
 „natores, Præfec- me il a été spécifié
 „tos, Majores, alios- dans l'Article IV.
 „que Officiarios in- tels Gouverneurs,
 „stituerè possunt; Commandans, Ma-
 „prout ipsis visum jors, & autres Of-
 „erit, adeo ut nul- ciers qu'ils voudront
 „lius omnino Impe- choisir, en telle
 „rio, quoad securi- sorte qu'ils ne soient
 „tatem locorum su- soumis à qui que ce
 „pra dictorum, & soit autre, qu'au
 „leges sive consue- seul & unique Pou-
 „tudines militares, voir des Etats Gé-
 „subjiciantur, præ- néraux pour ce qui
 „ter solos unicosque concerne la Sûreté
 „Ordines Genera- desdites Places, &
 „les. Salvis tamen les Loix ou Cou-
 „iis juribus, & li- tumes Militaires,
 „bertatibus, cum sans préjudice néan-
 „Ecclesiasticis, tum mois des Droits &
 „politicis Serenis- Privilèges, tant Ec-
 „mi Imperatoris Ca- clesiastiques, que
 „roli Sexti. Politiques, du Sé-
 rénissime Empereur
 Charles VI.

„VIII. Licitum
 „autem erit præfa-
 „tis D. Ordin. Ge-
 „ne-

VIII. Il sera donc
 permis auxdits Sei-
 gneurs Etats Géné-
 raux,

„ neral. dictas ur- raux, de munir les
 „ bes, oppida, & fufdites Villes, Bour-
 „ fortalitia eodem gades & Forts, avec
 „ pertinentia muni- toutes leurs Dépen-
 „ re, munitionefque dances, & d'en re-
 „ reficere, eo modo, nouvellier les Muni-
 „ quem neceffarium tions, de la manié-
 „ duxerint, adeoque re qu'ils jugeront
 „ omnia facere, quæ néceffaire, & par
 „ eorundem. defen- conféquent de faire
 „ fioni conducere tout ce qui leur
 „ poffe videantur. femblera pouvoir
 être utile pour la
 Confervation des
 mêmes Places.

„ IX. Conventum IX. Ayant été
 „ vero cum fit, quod convenu, que la
 „ Provinciarum Hi- Propriété, & le Sou-
 „ fpano Belgicarum, verain Domaine des
 „ proprium & fupre- Provinces de la
 „ mum Dominium Flandre Efpagnole,
 „ ad Cæfaream fuam appertiendra à Sa
 „ Majeftatē perti- Majefté Impériale,
 „ neat, tam earum tant de celles que le
 „ quæ a nupero Hi- dernier Roi d'Efpa-
 „ paniarum Rege gne Charles II. poffé-
 „ Carolo fecundo doit dans le temps
 „ tempore mortis de fa Mort, que de
 fuæ celles

„suz possessæ fue- celles dont il n'avoit
 „rant, quam earum, point eu la Posses-
 „quæ in ejus posses- sion, & que la
 „sionem non vene- France rendra par
 „rant, quæque a le Traité de la Paix
 „Gallia pacis futura qu'on fera, il sera
 „transfatione cedi nécessaire qu'il y ait
 „contingeret, ne- une Stipulation,
 „cesse itaque erit ut comme celle ci, par
 „stipulatio fiat, at- laquelle on est con-
 „que adeo fiat ut venu & demeuré
 „pactum concord- d'accord, que tous
 „tumque est, ut om- les Revenus, ex-
 „nes reditus, præter cepté ceux dont on
 „eos quibus opus aura besoin pour
 „erit ad sustinen- l'Entretien du Gou-
 „dam Gubernatio- vernement Civil des
 „nem Civilem, Ut- Villes, des Bourga-
 „biùm, Oppidorum, des, des Châteaux,
 „Castellorumque, & des Lieux de leurs
 „atque locorum ab Dépendances, qui
 „iis dependentium, doivent faire une
 „quæ præsentî hoc partie des Boule-
 „tractatu Repaguli, vards, ou de la
 „sive Barriere, pars *Barrière* dont il s'a-
 „feri debeant, qui- git dans ce Traité, &
 „que ad nuperum qui n'appartenoit
 „Hispaniarum Re- pas au dernier Roi
 „gem d'Es-

„gem Carolum, se- d'Espagne, Charles
 „cundum tempore Second, quand il
 „mortis suæ nequa- mourut, seront at-
 „quam pertinebant, tribuez désormais
 „in posterum ad D. aux Seigneurs Etats
 „Ord. Gen. attinere Généraux, & Eux-
 „condebuntur, atque mêmes les rece-
 „ab iisdem colligen- vront, pour l'Usage
 „tur in usum susten- & l'Entretien des
 „tationemque mili- Garnisons, pour les
 „tum præsidario- Fournitures des Ma-
 „rum, & ad sum- gazins, des Arse-
 „ptus Munitionum naux, & pour payer
 „Apothecarum, si- les Fraix des autres
 „ve Armamentario- choses : Sous cette
 „rum, aliarumque Condition spéciale,
 „rerum suppeditan- que les Etats Géné-
 „dos: sub ea autem raux ne s'attribue-
 „speciali conditio- ront jamais l'Auto-
 „ne, ne Ordines rité, en vertu de cet
 „Generales virtute Article, ou sous
 „hujus articuli, vel quelque autre Pré-
 „quocunque alio tention que ce soit,
 „nomine, potesta- d'établir de nou-
 „tem sibi unquam veaux Impôts; ni
 „sumant nova vecti- d'augmenter ou de
 „galia in locis præ- diminuer les an-
 „dictis imponendi, ciens, dans les susdits
 „, vel Lieux.

„vel antiqua augen. Lieux. Il a été
 „di, diminuendive. convenu outre cela,
 „Conventum porro & arrêté sous la
 „conclusumque est même Condition,
 „sub eadem condi- & non pas autre-
 „tione haudqua- ment, que pour
 „quam vero aliter, subvenir aux dites
 „ut ad impensas su- Dépenses, on don-
 „pra memoratas sub- nera aux Seigneurs
 „ministrandas, de- Etats Généraux un
 „cies centum millia Million de Florins
 „Flonenorum quo- tons les Ans, ou
 „tannis, sive centum Cent Mille Rixdalers
 „mille Imperiales tous les trois Mois,
 „tertio quoquo des Revenus les plus
 „mente, DD. Ord. assurés & les meil-
 „Generalibus nu- de cette partie des
 „merentur ex cer- Provinces de la
 „tissimis optimisque Flandre Espagnole,
 „Proventibus earum dont le dernier Roi
 „partium Provinci- d'Espagne étoit en
 „arum Hispano Bel- possession dans le
 „gicarum, quæ a tems de sa Mort..
 „nupero Hispania-
 „rum Rege tempo-
 „re mortis suæ pos-
 „sessæ fuerant.

„X. Nulla urbs,

„op-

X.

„ oppidum , fortali-
 „ litium , sive terri-
 „ torium , in Pro-
 „ vincijs Hispano
 „ Belgicis cedi,trans-
 „ ferri , donari aut
 „ devenir potest ad
 „ Coronam Galli-
 „ cam, vel ad quen-
 „ quam ex stirpe
 „ Gallica, sive id fiet
 „ virtute doni alicu-
 „ jus, seu venditio-
 „ nis, commutatio-
 „ nis, conventionis
 „ matrimonialis, hæ-
 „ reditatis , succes-
 „ sionis ex testamen-
 „ to , ab intestato,
 „ quocunque de-
 „ mum titulo , vel
 „ quocunque sit mo-
 „ do nulla ex præ-
 „ dictis Provinciis
 „ potestati , autori-
 „ tative Regis Chri-
 „ stianissimi, aut cu-
 „ jusquam ex stirpe
 „ Gal-

X. Aucune Vil-
 le , ou Bourgade ,
 ni aucune Forteresse,
 ou Territoire , ne
 pourront être cédés,
 transférés, donnés,
 ou écheoir à la Cou-
 ronne de France
 dans la Flandre
 Espagnole, ni à
 aucun de la Lignée
 des Roix de la Mo-
 narchie Françoisé,
 soit que cela se fasse,
 en vertu de quelque
 Donation,ou Vente,
 soit par Echange,
 Contract de Maria-
 ge, Héritage, Suc-
 cession Testamen-
 taire, ou *ab Intestat*,
 do sorte qu'aucune
 desdites Provinces,
 ne pourra jamais
 être soumise à l'Au-
 torité du Roi Très
 Chrétien, ni à aucu-
 ne Personne de la
 Tige

„Gallica unquam Tige des Rois de
 „subjici potest. France, sous quelque
 Titre, ou de quel-
 que manière que ce
 soit.

„XI. Quandoqui- XI. Puis qu'il a
 „dem vero articulo été stipulé dans le
 „9. fœderis supra IX. Article de la
 „dicti 7. die Sept. susdite Alliance,
 „anno 1701. facti, faite le 7. jour de
 „constitutum est, ut Septembre, 1701.
 „tempore, quo tran- que dans le tems
 „factio vel. pax fie- qu'on régleroit les
 „ret, fœderati inter Affaires de la Paix,
 „se convenirent les Alliez convien-
 „præter alias res, droient entr'eux,
 „de modo, quo DD, outre les autres cho-
 „Ord. Generales per ses, de quelle ma-
 „obicem antedictam nière les Seigneurs
 „vulgo Barriere Etats Généraux se-
 „dictam, securi red- ront mis en Sûreté,
 „dantur, Regia sua par le moyen des
 „Majestas Mag. susdits Boulevards,
 „Brit vi hujusce appelez vulgaire-
 „pactionis promittit ment *Barriere*, Sa
 „ipse omnem ope- Majesté la Reine de
 „ram collaturam, ut la Grande-Bretagne
 „Cæsaream suam promet, en Vertu
 „Ma- de

„Majestatem per de ce Traité, de faire
 „ducat ad ineundum tout ce qu'Elle
 „cni Dnis Ord. pourra pour porter
 „Gen. Tractatum, Sa Majesté Imperia-
 „iis omnibus, quæ le à faire une Con-
 „superius de obice vention avec lesdits
 „sive Barriere con- Seigneurs Etats Gé-
 „cordata sunt, con- néraux, qui soit
 „sentaneum : dic- conforme, en toutes
 „taque sua Regia choses, avec ce qu'on
 „Majestas promittit a réglé ci dessus
 „insuper, se studio touchant cette Bar-
 „omni & officio rière: & ladite Reine
 „continuo enixu promet, outre cela,
 „ram, donec Trac- d'employer conti-
 „tatus antememo- nuellement tous ses
 „ratus conclusus Soins & ses bons
 „fuerit; eodemque Offices, jusqu'à ce
 „confecto fidejus- que ledit Traité soit
 „sionem suam sive conclu ; & d'en
 „guarantiam datu- assurer l'Observation
 „ram esse. en donnant sa Ga-
 rantie quand il sera
 fait.

„XII. Quandoqui XII. Attendu, que
 „dem suprema Au Sa Majesté la Reine
 „toritas in Provin de la Grande Bre-
 „ciis Hispano Bel- tagne, & les Sei-
 „gi- gneurs

„ gicis , ex quo ab gneurs Erats Géné-
 „ hoste illas recupe- raux ont eû le
 „ rari contigerit, in Souverain Domaine
 „ Regia sua Maje- dans les Provinces
 „ state Mag. Brit. & de la Flandre Espa-
 „ in DD. Ordin. gnole, de puis qu'el-
 „ Generalibus collo- les ont été conquises
 „ cata fuerit, copiæ sur l'Ennemi, &
 „ que dictæ suæ que les troupes de
 „ Regiæ Majest. & ladite Reine, &
 „ DD. Ord. Gene- desdits Etats Géné-
 „ ral. maximam par- raux sont en Garni-
 „ tem urbium, op- son dans la plûpart
 „ pidorum, fortali- des Villes & des
 „ tiorumque, ad ea Fortereffes de ladite
 „ pertinentium, jam Flandre, il a été
 „ nunc præfidiis oc- convenu aujourd'-
 „ cupant; Conven- hui, & réglé, que le
 „ tum hodie concor- Gouvernement de
 „ datumque est ces mêmes Provin-
 „ quod neque pro- ces, ne sera point
 „ vinciarum anteme- changé, & que les
 „ moratarum guber- Troupes qu'elles gar-
 „ natio mutabitur dent ne sortiront
 „ neque de quapiam d'aucunes desdites
 „ exurbibus, oppidis, Villes, Bourgades
 „ aut fortalitiis præ- ou Forts, jusqu'à ce
 „ fidiarii deducuntur, que le Négoce,
 „ do- &

„præfatis militis , & les Interêts des
 „donec commercia Sujets de la Grande-
 „utilitatesque sub- Bretagne soient ré-
 „ditorum Mag. glez, selon l'Inten-
 „Brit. ad mentem tion de Sa Majesté,
 „Regiæ suæ Maje- & de mesme jusqu'à
 „statis atque itidem ce que le Négocce
 „commercias & uti- & les Interêts des
 „litates subditorum Sujets des Provinces
 „Unitarum Belgii Unies du Pays-bas
 „Provinciarum ad soyent réglez selon
 „mentem DD.Ord. l'intention de LL.
 „Generalium ac- HH. PP. les Etats
 „commodatæ fue- Généraux , & que
 „rint , atque obex la *Barière* des Sei-
 „sive. Bariere DD. gneurs Etats Géné-
 „Ordinum Genera- raux soit arrêtée &
 „lium modo supra affirmée de la ma-
 „designato consti- nière qu'on l'a dit
 „tuta fuerit ac fir- ci-devant.
 „mata.

„XIII. Cum vero XIII. Puis qu'on
 „usu compertum sit, a connu par Expé-
 „summe necessa- rience , qu'ils est
 „rium esse non so- absolument néces-
 „lum omnem ob- saire de prévenir
 „structionem, inter- tout ce qui pour-
 „ruptionemque, aut, roit empêcher, ou

„ alia • quæcunque interrompre le Com-
 „ gravamina præve- merce de la Grande-
 „ nire, quæ commer- Bretagne, ou lui
 „ cio Britannico ori- porter quelqu'autre
 „ ri possunt, ex eo Préjudice, non-seu-
 „ quod jus præsidii lement à cause du
 „ D, Ordin. Gene- Droit qui est accor-
 „ ralibus, in tot locis dé aux Seigneurs
 „ quæ fluviis, & Etats Généraux, de
 „ canalibus imposita mettre des Garni-
 „ sunt, atque in aliis sons dans tant de
 „ provinciarum His- Places où les Ca-
 „ spano Belgicarum naux & les Fleuves
 „ partibus concedi- traversent, & dans
 „ tur, verum etiam, les autres Endroits
 „ omnes fraudes & des Provinces de la
 „ collusiones præ- Flandre Espagnole;
 „ scindere, quæ ex- mais aussi pour em-
 „ citari queant ex pêcher toutes les
 „ abusu privilegii, Fraudes & Trom-
 „ sive immunitatis peries qui pourroi-
 „ Articulo 6. hujus ent venir de l'Abus
 „ tractatus ipsis con- du Privilège, ou de
 „ cessæ, Pactum & l'Immunité qui leur
 „ Conventum est, ut a été accordée par
 „ subditi Seren. Re- l'Article VI. de ce
 „ ginæ Mag. Brit. in Traité, il a été
 „ posterum tam bel- convenu & réglé que
 „ li, les

„li, quam pacis les Sujets de la Sérénissime Reine de la
 „tempore, in om- Grande - Bretagne
 „nibus locis Provin- jouïront, soit en
 „ciarum Hispano tems de Guerre ou
 „Belgicarum atque en tems de Paix,
 „obicis seu Barriere, dans tous les Lieux
 „dictis Ordinibus de la Flandre Espag-
 „general: cedendis, gnole, & de la
 „Privilegiis, exem- *Barière*, qui doi-
 „ptionibus, liberta- vent être cédéz aus-
 „tibus, facilitatibus- dits Seigneurs Etats
 „que universis
 „quoad Commercium, Généraux, de tous
 „tam que importati- les Privilèges,
 „onem, quam quæ Exemptions, Li-
 „exportationem spe- bertez, & Com-
 „ctant, fruuntur, moditez du Com-
 „quibus unquam merce, dont ils ont
 „olim gavisi sunt jouï, ou dû jouïr
 „aut gaudere debue- autrefois, tant pour
 „runt, ut omnibus l'Entrée que pour la
 „porro Privilegiis Sortie des Marchan-
 „exemptionibus, li- dises; de sorte qu'ils
 „bertatibus facilita- auront tous les Pri-
 „tibusque fruuntur, vilèges, toutes les
 „quæ subditis Ord. Exemptions, les
 „Gen: in Provinciis Libertez, & les
 „Hispano Belgiciis Commoditez qu'ont
 & N 2 main-

„ & in locis ad ob- maintenant les Su-
 „ cem sive Barriere jets des Etats Gé-
 „ attinentibus, vel néraux dans les Pro-
 „ jam concessæ fue- vinces de la Flandre
 „ rint, vel in poste- Espagnole, & les
 „ rum unquam con- Places qui forment
 „ cedentur, eo qui- la Barriere, & tous
 „ dem modo, ut celles qui leur ont
 „ nulli omnino Offi- été accordées ci-
 „ ciario, seu Civili, devant, ou quileur
 „ seu Militari, Mer- seront octroyées à
 „ cimoniorum ad l'avenir, en quelque
 „ dictos Mag: Brit. tems que ce soit,
 „ subditos pertinen- en telle sorte qu'il
 „ tium, transitum ne sera jamais per-
 „ impedire, vel tar- mis à aucun Offi-
 „ dare unquam per- cier, Civil, ou Mi-
 „ mittatur. Spon- litaire, d'empêcher
 „ dentibus præfatis ou de retarder le
 „ Ordin: Gen: sele Passage des Mar-
 „ graves pœnas, chandises qui apar-
 „ quantum in iis si- tiendront aux Sujets
 „ tumerit, illi illisve de la Grande-Bre-
 „ irrogaturos, qui tagne. Lesdits Sei-
 „ mentem hujusce gneurs Etats Géné-
 „ articuli quovismo- raux promettant
 „ do in contrarium d'infliger, autant qu'
 „ egisse coarguantur. il dépendra d'eux,

An-

les

„ Ante dicti Ord: les plus grandes Pei-
 „ Gen: sese porro nes, à celui, ou à
 „ obstringunt, man- ceux qui seront con-
 „ data sedulò, & vaincus d'avoir agi,
 „ efficaciter daturòs, en quelque manière
 „ eademque stricte que ce soit, contre
 „ observari curatu- le But de cet Arti-
 „ ros, ne commeatùs cle. Les susdits
 „ apparatus Belli- Etats Généraux
 „ corum, & cœte- s'engagent de plus à
 „ rorum, quorum in donner soigneuse-
 „ dicto Art. V. men- ment des Ordres
 „ tio facta est, sub- efficaces, & d'en
 „ vehendorum no- procurer l'étroite
 „ mine, fraudes Observation, afin
 „ ullæ committan- qu'on ne commette
 „ tur, quoad vecti- aucunes fraudes
 „ galia rebus merca- quand on voiturera,
 „ toriis imposita, quæ les munitions de
 „ quidem res mer- Guerre, & les autres
 „ catoriæ in navigiis choses dont il a été
 „ iisdem, aliisve fait mention dans
 „ vehiculis, una cum ledit Article V.
 „ dicto commeatu, touchant les Droits
 „ apparatibus belli- qui doivent être
 „ cis scilicet, non payez dans les Doüa-
 „ onerabuntur un- nes pour les Mar-
 „ quam. nec trans- chandises, lesquel-
 „ por- N. 3 les

„portabuntur. Quo les Marchandises on-
 „tamen leges & con- ne mettra, ni trans-
 „ditiones singulæ portera jamais sur
 „instituantur, quæ les mêmes Barques,
 „generali huic Arti- ou autres Voitures
 „culo melius & qui seront chargées
 „plenius observando desdites Provisions,
 „necessariæ esse à savoir des Muni-
 „queant, hisce tions de Guerre. Et
 „insuper conclusum afin qu'il y ait des
 „est, ut Commissarii Statuts & des Ré-
 „ab utraque parte glemens particuliers
 „nominentur, qui qui puissent servir à
 „intra 15. dierum faire mieux observer
 „spatium a ratihabi- tout ce qui est con-
 „one hujus Tracta- tenu dans cet Ar-
 „tus convenient, ad ticle Général, on
 „statuendum & y est convenu de
 „perficiendum inter plus, qu'on nom-
 „se, & cum Com- mera des Commis-
 „missariis Cæsareæ saires, de part &
 „Majestatis, si quos d'autre, qui s'assem-
 „ipse a sua parte bleront dans le
 „nominare voluerit, terme de 15. jours
 „omnes res ratio- après que ce Traité
 „nesque, quæ ad aura été ratifié,
 „Commercialia in pour achever de ré-
 „Provinciis Hispano gler entr'eux, &
 „Bel- avec

„Belgicis, & in locis avec les Commis-
 „ad obicem sive saires de Sa Majesté
 „Barriere pertinen- Impériale, si Elle
 „tibus, habenda en veut nommer
 „spectant, secundum quelques uns de sa
 „verum sensum part, toutes les
 „mentemque expli- Choses, & les In-
 „catissimam hujus terets qui concer-
 „Articuli. nent le Commerce
 qui se doit faire dans
 les Provinces de la-
 Flandre Espagnole,
 & dans les Lieux de
 la Barrière, selon le
 véritable Sens, &
 le But très manifeste
 de ce Traité.

„XIV. Quo vero XIV. Afin que
 „fidejussiones sive les Promesses, ou
 „guarantiæ vi hujus les Garanties, dont
 „Tractatus mutuò la Stipulation a été
 „susceptæ melius faite réciproque-
 „certiusque execu- ment, en vertu de
 „tioni mandentur, ce Traité soient
 „pactum conven- mieux exécutées,
 „tumque est, ut & avec plus de
 „Serenissima Regina certitude, il a été
 „Mag: Britannia, convenu que la Sé-
 „ejus- N. 4. ré-

„eiusdemque hære- réniſſime Reine de
 „des, vel ſucceſſores, la Grande-Bretagne,
 „requiſitione facta & ſes Héritiers ou
 „a parte DD. Ordin. Succelleurs, don-
 „Gen. & non aliter, neront les Secours
 „auxiliâ inferius ſpécifiez ci après,
 „expreſſa ſubmini- quand ils en ſeront
 „ſtrabunt, ad præ requis de la part des
 „ſtandam obicis ſive Seigneurs Etats Gé-
 „Barriere fidejuſ- néraux, & non pas
 „ſionem vulgo gua autrement, pour la
 „rantiam: ſimiliter Sûreté, qu'on appelle
 „DD. Ord. gene- vulgairement, la
 „rales requiſitione Garantie de la Bar-
 „facta ex parte rière: Les Seigneurs
 „Regiæ Majestatis, Etats Généraux
 „aut poſt obitum donneront auſſi pa-
 „ipſius, hæredis reillement les Se-
 „proximi ex illa cours déſignez ci-
 „nati, aut eo iſſive après, quand ils en
 „deficientibus, ſuc- ſeront requis de la
 „ceſſoris proximi part de Sa Maſté
 „proteſtantis, qui Britannique, ou de
 „titulum ad coro- celle du plus proche
 „nam tunc tempo Héritier de ſon Sang,
 „ris habuerit, virtute après qu'Elle ſera
 „actorum ſtatuto- décédée, ou ſ'il n'y
 „rumque Mag. en a point, ils les
 „Bri- don-

„Britanniæ, & non donneront quand la
 „aliter, auxilia infe- Réquisition leur en
 „rius designata sub- sera faite par le plus
 „ministrabunt, ad proche Successeur
 „præstandam ipso Protestant, qui aura
 „rum fidejussionem le Titre à la Cou-
 „sive guarantiam ronne, en ce tems
 „super successionem là, en vertu des
 „ad coronam Mag. Actes & des Statuts
 „Brit. Pactum ulte- de la Grande-Breta-
 „rius conventum- gne, & non pas
 „que est, ut casu exi- autrement, pour
 „stente, quo partium satisfaire à leur Pro-
 „contrahentium al- messe & Garantie,
 „terutra requisita touchant la Succes-
 „fuerit modo supra sion à la Couronne
 „dicto, auxilia quæ de la Grande-Breta-
 „subministranda e- gne. Il a été convenu
 „runt, secundum de plus, & accordé,
 „proportiones infe- que lors que le cas
 „quentes mittentur: arrivera que l'une
 „scilicet Serenissima ou l'autre des Parties
 „Regina Mag. Brit. contractantes sera
 „ejus hæredes & requise de la maniè-
 „Successores, in- re susdite, les Secours
 „auxilium D D. qu'il faudra donner
 „Ord. Gen. 10000. seront envoyez selon
 „pedites mittent, & la proportion sui-
 „vi- N 5 vante:

„ vicissim DD. Ord. vante : savoir la
 „ G. in auxilium Sérénissime Reine
 „ Regiæ suæ Ma- de la Grande-Breta-
 „ jest, ejusve hære- gne, ses Héritiers
 „ dum Successorum- & Successeurs, en
 „ que 6000. peditum voyeront 10000.
 „ mittent armis bene Fantassins au Se-
 „ instructorum sub cours des Seigneurs
 „ ejusmodi præfectis Etats Généraux ; &
 „ aliisque officiariis Leurs Hautes Puif-
 „ atque in tales le- sances enverront
 „ giones vulgo Re- aussi à leur tour ,
 „ gimentes atque co- 6000 Fantassins bien
 „ hortos distributo- armez , 'au Secours
 „ rum, prout Regiæ de Sa Majesté Bri-
 „ Majestati suæ ejus- tannique , & à ce-
 „ que hæredibus & lui de ses Héritiers
 „ successoribus , si & Successeurs, sous
 „ ipsa ipsive auxilia tels Commendans &
 „ miserint, visum autres Officiers , &
 „ erit , & quemad- distribués en tels
 „ modum D D. Régimens & Com-
 „ Ordines Generales pagnies que Sa Ma-
 „ opportunum esse jesté, ses Héritiers
 „ duxerint, si ab ipsis & Successeurs vou-
 „ auxilia submitten- dront former , si
 „ da fuerint. Te- Elle ou Eux envô-
 „ nebitur etiam pars yent ce Secours, &
 „ al- de

„alterutra 20. naves de la manière que les
 „Bellicas expedire, Seigneurs Etats Gé-
 „probe rebus om- néraux trouveront
 „nibus ornatas mu- convenable, si le
 „nitasque, atque Secours doit être
 „auxilia ante dicta, envoyé par Eux.
 „impensis partisquæ Chacune des deux
 „illa miserit,alentur, Parties sera aussi ob-
 „instruenturque, in ligée d'envoyer 20.
 „opem, & usum Navires de Guerre,
 „partis, quæ eadem bien équipiez & mu-
 „requisiverit. Sin nis de toutes choses,
 „autem acciderit, ut & les susdites Trou-
 „periculum adeo pes Auxiliaires se-
 „repentinum im- ront nourries, &
 „mineat, ut nihil équipées aux Dé-
 „temporis reliquum pens de la Partie qui
 „sit officiosis inter- les enverra, pour
 „cessionibus adhi- le Service & Usage
 „bendis, adeoque de celle qui les aura
 „magnum & majo- demandées. Mais
 „rem copiarum nu- s'il arrive qu'on soit
 „merum naviumque exposé à un Danger
 „bellicarum postu- si éminent, que
 „lat, tenebitur jam n'ayant pas le temps
 „pars utravis ab al- de faire des Sollici-
 „tera requisita, auxi- tations officieuses,
 „liorum vim adau- il soit nécessaire
 „gere, N 6 d'a-

„gere , pacem cum
 „agressore dirime-
 „re copiasque suas
 „omnes terra mari-
 „que cum copiis par-
 „tis bello impetita
 „conjungere.

d'avoir un plus
 grand nombre de
 Troupes ; & de
 Vaisseaux de Guer-
 re , chacune des
 Parties sera obligée
 d'augmenter ses
 Forces Auxiliaires ,
 en étant requise par
 l'autre Partie , com-
 me aussi de rompre
 la Paix avec l'Agres-
 seur , & de joindre
 toutes les Forces , par
 Mer & par Terre ,
 avec celles de la
 Partie qui sera atta-
 quée.

„XV. Conventum
 „porro est , ut Re-
 „ges , Principes
 „Statusque , qui
 „huic tractatui ac-
 „cedere cupiunt ,
 „eo invitentur ad-
 „mittanturque , illo
 „tamen modo , ut di-
 „cta invitatio atque
 „ad-

XV. Il a été
 convenu , outre ce-
 la , que les Rois ,
 les Princes , & les
 Etats qui souhaitent
 d'avoir part à ce
 Traité , y soient
 invitez & recus , en
 telle sorte néan-
 moins que cette In-
 vi-

„admissio junctim, vitation & Récep-
 „& non separarim, tion soit faite con-
 „a Sereniss. Regia jointement par la
 „Majesté Mag. Rerénissime Reine
 „Brit. & a DD. de la Grande-Bre-
 „Ord. General, pro- tagne, & par les
 „ficiscantur. Seigneurs Etats Gé-
 néraux.

„XVI. Regia Sua XVI. Sa Majesté
 „Majestas Mag. la Reine de la Gran-
 „Brit. & DD. Ord. de-Bretagne, & les
 „Gen. omnia & Seigneurs Etats Gé-
 „singula, quæ in néraux, ont con-
 „præsenti Tractatu. firmé & ratifié tout
 „continentur, con- ce qui est contenu
 „firmabunt, ratiha- en général & en
 „bebuntque intra particulier dans
 „spatium 4. hebdo- ce Traité *Fait à*
 „madarum a die *Utrecht le 29. du mois*
 „subscriptionis, vel *de Janvier, de l'An*
 „citius si fieri po- 1713. En foi de
 „terit. quoi

In quorum fidem &c. Les susdits Pleni-
 potentiaires, ayant
 échangé recipro-
 quement les lettres
 des leurs Pleins Pou-
 voirs, ont chacun
 N. 7 en

en particulier signé
ce Traité de leurs
propres mains, &
l'ont muni de leurs
Seaux. le $\frac{12}{13}$ du Mois
de Janvier de l'an
de Nostre Seigneur
 $\frac{1712}{1713}$.

(L.S.) J. BRI-

STOL.

(L.S.) STRAF-

FORD.

(L.S.) J. W. RANDWYK.

(L.S.) G. Buys.

(L.S.) B. V. D. DUSSEN.

(L.S.) F. A. BARON de RHEDE
RENSWOUDE.

(L.S.) S. V. GOSLINGA.

(L.S.) COMTE de KNIPHUYSEN.

R A T I F I C A T I O N.

Nous, ayans vû & examiné le susdit Traité, l'avons aprouvé, & ratifié, ainsi que par ces Présentes tant pour nous que pour Nos Héritiers & Successeurs l'approuvons & ratifions; Engageant nostre Parole Royale & promettant d'exécuter & d'observer avec sincérité & de bonne foi toutes les choses qui sont contenues dans ledit Traité, & de ne jamais permettre, autant qu'en Nous est, que ledit Traité soit violé, ou qu'il y soit contrevenu en aucune manière. En foi de quoy & pour une plus grande sûreté Nous avons fait apposer à ces Présentes signées de Nostre Main Royale Nostre Grand Seau de la Grande - Bretagne. De Nostre Palais de St. Jaems, le 2. du Mois de Fevrier de l'an de N. S. $\frac{1713}{1713}$ & de Nostre Regne l'an onzième.

A N N E R E I N E.

Re.

Renouvellement du Traité de
la suspension d'armes entre
les Couronnes de France
& d'Espagne d'une part, &
celle de Portugal de l'autre.
Fait à Utrecht le 1. Mars,
1713.

La suspension d'armes entre les Couron-
nes de France & d'Espagne d'une part
& celle de Portugal de l'autre, que Nous
Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy
de Portugal avons concluë pour le terme
de 4. mois par le Traité signé à Utrecht
le 7. Novembre 1712., devant le
17 du présent mois de Mars; & le Roy
T. C. & le Roi de Portugal persistant
dans le désir de prévenir tous les événemens
capables de troubler les mesures prises pour
parvenir à la Paix, Nous sommes con-
venus des articles suivans.

1.

Que ladite suspension d'armes sera pro-
longée & continuée pendant 4. autres
mois, qui commenceront le 15. Mars,
&

& finiront le 15. Juillet de la présente année. En sorte que durant ces 4. mois le Traité signé à Utrecht le 7. Novembre 1712. aura la mesme force & vigueur en tous & chacun de ses Articles, comme s'il estoit inferé icy à mot.

2.

Le Commerce sera ouvert entre les sujets de France & d'Espagne d'une part, & ceux de Portugal de l'autre pendant lesdits 4. mois, tant par terre que par mer, & autres eaux; & il se fera de la mesme manière, qu'il se faisoit avant la présente guerre, en attendant qu'on ait réglé les conditions dudit Commerce entre les Couronnes de France & d'Espagne d'une part, & celle de Portugal de l'autre, ou par quelque Traité particulier, ou par celui de Paix à faire.

3.

Ce Traité sera ratifié de part & d'autre dans 40. jours, ou plustost si faire se peut, Sa Majesté T. C. se faisant fort que le contenu en sera observé par la Couronne d'Espagne.

En foy de quoy, nous Plénipotentiaires du Roy T. C. & du Roy de Portugal
avons.

avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer le sceau de nos armes Fait à Utrecht le 1. Mars 1713.

L.S. Huxelles. L.S. Conde de Tarouca.
L.S. Mesnager. L.S. Don Luis da Cunha.

CONVENTIO. CONVENTION

Pro Evacuatione Catalauniæ & Armistitio in Italia. *Pour l'évacuation de la Catalogne & l'Armistice d'Italie.*

„**Q**uo citius bella, & quæ exinde oboriri solent, mala finiantur, visum, & ad pacis negotium maturandum utile judicatum fuit, à super evacuando interim Catalauniz

Afin que la Guerre & les malheurs dont elle est suivie soient plutôt terminez, & pour avancer l'ouvrage de la Paix, on a trouvé à propos & crû utile de convenir sur l'évacuation de la Prin-

„niæ Principatu, Principauté de Ca-
 „Insulifque Majorca talogne & des Iles
 „& Ivica, nec non de Majorque &
 „Armistitio per to- d'Ivica, & sur l'éta-
 „tam Italiam Insu- blissement d'un Ar-
 „lasque adjacentes, mistice dans toute
 „ac in Mari Medi- l'Italie & les Iles
 „terraneo sitas, ut situées dans la Mer
 „& Sacræ Regiæ Méditerranée; ainsi
 „Celsitudinis Du- que dans les Etats
 „cis Sabaudia di- de S. A. R. le Duc
 „tiones ineundo de Savoye, ce qui
 „convenire; Id après plusieurs Con-
 „quod etiam post ferences tenuës en-
 „varia colloquia in- tre les Ministres Plé-
 „ter Sacræ Cæsa- nipotentiaires des
 „ræ, & Catholicæ parties Belligerantes,
 „Regiæ Majestatis auroit été enfin fait
 „& Serenissimi Re- en la manière sui-
 „gis Christianissimi vante, principale-
 „ejusque Fœderato- ment par les soins
 „rum Ministros Ple- infatigables des Mi-
 „nipotentiariorum nistres Plénipoten-
 „bita, perinde fessam tiaires de Sa Majesté
 „præprimis operam Britannique.
 „Ministrorum Ple-
 „nipotentiariorum
 „Sacræ Regiæ Ma-
 „je-

„jestatis Magnæ
 „Britanniæ hinc in-
 „de collatam, se-
 „quentem in mo-
 „dum effectum est.

I.

I.

„Abducentur ex
 „Principatu Cata-
 „launiæ, ut & In-
 „sulis Majorca &
 „Ivica copiar om-
 „nes Cæsareæ &
 „Fœderatorum, quo
 „verò id eo prom-
 „tius & cum omni
 „securitate fieri pos-
 „sit, erit in locis
 „omnibus supra
 „memoratis, inter
 „partes Belligeran-
 „tes earumque exer-
 „citus, Milites &
 „subditos, Terrâ ma-
 „rique, plena &
 „integra Armorum
 „& omnis hostilita-
 „tis suspensio, à
 „die decimo quinto,

„ex

Toutes les Trou-
 pes Allemandes
 & Alliées seront
 transportées hors de
 la Principauté de
 Catalogne & hors
 des Isles de Major-
 que & d'Ivica; afin
 que cela se fasse plus
 promptement &
 avec plus de seureté,
 il y aura entre les
 parties Belligerantes
 leurs Armées, Trou-
 pes, & sujets dans
 tous les lieux men-
 tionnez, une pleine
 & entière cessation
 d'Armes & de toutes
 hostilitéz, tant par
 Mer, que par Terre,
 laquelle commence-

ra.

„ ex quo hæc con- ra quinze jours après
 „ ventio in Catalau- qu'on y aura eu con-
 „ nia Principatu noissance de la pré-
 „ innotescet incho- sente convention.
 „ anda, quo ipso Le jour que ladite
 „ etiam Armistitii cession commença,
 „ inchoandi die Po- la Puissance
 „ tentia Catalauniam la quelle fait l'éva-
 „ evacuatura tradet cuation, remettra
 „ alteri Potentia Barcelone ou bien
 „ Belligeranti sive Tarragone à son
 „ Barcinonam sive choix entre les
 „ Tarragonam, elec- mains de l'autre
 „ tione penes ce- Puissance, à qui elle
 „ dentem remanen- devra faire la remise,
 „ te, quam ex & laquelle recevra la
 „ nominatis urbibus place delivrée, &
 „ usque ad peractam ladite Puissance qui
 „ evacuationem re- évacue gardera l'au-
 „ tinere velit : Du- tre de ces deux
 „ rabit vero dicta Villes jusqu'à la fin
 „ Armorum suspen- de l'évacuation ; La-
 „ sio usque dum Au- dite suspension
 „ la Cæsarea, ejus d'Armes durera & se-
 „ comitatus & quid- ra observée de bonne
 „ quid adhuc Perso- foi, jusqu'à ce que
 „ narum, rerum, la Cour qui fait pré-
 „ bonorumve ejus- sentement son sé-
 „ vis jour

„vis generis, ad illam jour en Catalogne,
 „spectat, una cum toute sa suite &
 „omnibus Cæsareis autres Personnes qui
 „& Fœderatorum voudront la suivre,
 „Copiis Personis que de quelque condi-
 „etiam non Milita- tion & Nation que
 „ribus sive Hispa- ce soit, Espagnols
 „nis sive aliis, au- ou autres, Militai-
 „lam sequi volenti- res, ou non, avec
 „bus exiverint, & leurs Effets; ainsi
 „in Italiam perve- que les Troupes
 „nerint. Cum au- dont il a été parlé
 „tem hæc abductio ci-dessus, en soient
 „non aliter ac per entièrement sorties;
 „mare fieri queat, & d'autant que tout
 „hinc ulterius con- ce monde doit en
 „ventum est, quod sortir par Mer; Il
 „in casu ejusdem est convenu que
 „per partes facien- ceux qui devront
 „dæ, primis evectis, demeurer les der-
 „qui post hos, us- niers pourront après
 „que dum sufficiens le départ des pre-
 „navium numerus miers & jusqu'à ce
 „in promptu sit, re- qu'ils aient trouvé
 „manebunt, in locis les Vaisseaux neces-
 „commodis tutisque saires pour leur trans-
 „collocari debeant, port, y rester en
 „in conformitate seureté & dans des
 „co- lieux

„*eorum , quæ Ar-* lieux commodés,
 „*ticulo septimo* suivant, ce qui est
 „*continentur , ita* stipulé dans l'Article
 „*tamen , ut loca in-* sept , à condition
 „*terim occupata , ab* de remettre à l'au-
 „*exeuntibus alteri* tre Puissance les en-
 „*parti , in eodem* droits occupez dans
 „*statu protinus ex-* le même état , à
 „*tradantur.* mesure qu'ils en sor-
 tiront.

2.

„*Prædictæ Aulæ co-*
 „*piarumque trans-*
 „*fretatio absque*
 „*omni mora incho-*
 „*abitur & finietur*
 „*quæ verò ad illam*
 „*accelerandam , &*
 „*perficiendam spec-*
 „*tant , Classis Bri-*
 „*tannicæ in istis*
 „*maribus præfectus,*
 „*præviâ cum utrius-*
 „*que partis Bellige-*
 „*rantis supremis*
 „*Militiæ Ductori-*
 „*bus, sive Commissa-*
 „*riis ex utraque par-*
 „*te*

2.

Le susdit tran-
 sport de la Cour &
 des Troupes com-
 mencera & se finira
 sans aucun retarde-
 ment, mais le plus
 promptement. que
 faire se pourra. Le
 Commandant de la
 Flotte Angloise qui
 est dans ces Mers
 déterminera le jour
 pour commencer &
 pour finir l'Embar-
 quement, après en
 avoir conféré & con-
 venu avec ledit
 Com-

„desuper nominan-
 „dis communicatio-
 „ne determinabit.

Commandant en
 Chef, ou les Com-
 missaires nommez
 par l'une & l'autre
 partie Belligerante.

3.

„Sæpè memora-
 „tæ Aulæ Cæsare-
 „æ, omnique ejus
 „comitatu ac aliis
 „sequi cupientibus,
 „in primis copiis
 „Universis pateat
 „plenaria cum se-
 „curitate ac sine ul-
 „lo Galliæ ejusque
 „Fœderatorum ea-
 „rumve Classium
 „exercitumque aut
 „subditorum impe-
 „dimento & peri-
 „culo transitus ex
 „Catalaunia Insulis
 „que supra dictis in
 „Italiam sub præsi-
 „dio Classis Sacræ
 „Regiæ Majestatis
 „Magnæ Britanniæ,
 res.

3.

• La susdite Cour
 & toute sa suite,
 ainsi que ceux qui
 la voudront accom-
 pagner, comme
 aussi les Troupes
 ci-dessus mention-
 nées, pourront pas-
 ser en toute seureté
 de Catalogne en
 Italie avec leurs Ef-
 fets, Bagages, Ar-
 mes, Canons &
 Instrumens de
 Guerre. A l'excepti-
 on toutefois des
 Canons & des In-
 strumens de Guerre
 qui se sont trouvez
 sur les lieux, quand
 ils ont été occupez :
 & de ceux qui se
 trou-

„ respectivè cum sar-
 „ cinis , Armis re-
 „ busque omnibus
 „ suis, tormentis in-
 „ super bellicis, &
 „ reliquis instrumen-
 „ tis Militaribus cæ-
 „ terisque eo spec-
 „ tantibus, ita tamen
 „ ut tormenta &
 „ instrumenta belli-
 „ ca, quæ tempore
 „ occupationis in lo-
 „ cis evacuandis fue-
 „ runt, ut & quæ
 „ Gallicis scutis im-
 „ pressa ibi repe-
 „ riantur, parti alteri
 „ relinquantur; quod
 „ si ex navibus trans-
 „ ventioni inservien-
 „ tibus aliquæ ad lit-
 „ tora vel portus
 „ Galliæ aut Fœde-
 „ ratorum tempe-
 „ state vel alio casu
 „ appulsæ fuerint,
 „ non erit licitum
Tom. II. „ il-

trouveront marqués
 aux Armes de Fran-
 ce, qui seront re-
 mis à l'autre partie.
 le Traject de Cata-
 logne en Italie se
 fera sous le Con-
 voy de la Flotte de
 Sa Majesté Britan-
 nique, & sans que la
 France, ses Alliez,
 leurs Armes, Flot-
 tes & sujets y puis-
 sent apporter aucun
 empêchement, &
 en cas que quelques-
 uns des Vaisseaux &
 autres Bâtimens ser-
 vans à ce transport
 fussent contrainis
 par tempêtes ou
 autrement de relâ-
 cher dans les Ports
 ou sur les Côtes de
 France, ils n'y
 pourront être rete-
 nus ni arrêtez, au
 contraire il leur sera
 O don-

„moda securitate, rester en Catalogne
 „usque ad valetudi- en toute seureté,
 „nem recuperatam, jusqu'au recouvre-
 „propriis tamen il- ment de leur santé
 „lorum sumptibus, à leurs dépens, &
 „in Catalaunia & d'en sortir ensuite
 „dictis Insulis per- pour se retirer où
 „manere, postmo- & par où bon leur
 „dum vero exinde, semblera, soit par
 „sive id Mari per Terre ou par Mer,
 „Italiam, sive Ter- & il leur sera accor-
 „râ, per Galliam dé les Passeports
 „fiat ad suos se re- nécessaires sur leur
 „cipere, ad quem simple requisition.
 „finem illis peten-
 „tibus literæ securi
 „transitûs ab alte-
 „ra belligerantium
 „parte concedendæ
 „erunt,

6.

„Captivi omnes
 „in bello hoc Hif-
 „panico facti, rela-
 „xabuntur utrin-
 „que.

7.

„Quæ verò ulte-
 „rius

6.

Tous les prison-
 niers faits dans la
 Guerre d'Espagne
 seront rendus de
 part & d'autre.

7.

Quant aux autres
 O 2 cho-

„rius ad accele-
 „randum , & cum
 „omnimoda securi-
 „tate perficiendum
 „hoc negotium per-
 „tinere videbuntur,
 „imprimis verò de
 „locis per Copias
 „utriusque partis
 „interca & usque ad
 „plénariam Cata-
 „launiæ Insularum
 „que evacuationem
 „occupandis, ut &
 „de Aulæ ejusque
 „Comitatûs perinde
 „ac Copiarum com-
 „moda & quieta
 „permanfione , &
 „contra quoscunque
 „insultus securitate,
 „super his conve-
 „nient Copiarum
 „utrinque supremi
 „Ductores, & quæ
 „inter eos conventa
 „sunt, pari cum ex-
 „teris hujus con-
 „ven-

choses qui ont été
 jugées convenables
 pour accélérer &
 mettre à fin la pre-
 sente affaire avec
 toute sorte de seure-
 té , principalement
 ce qui regarde les
 lieux que les Armées
 & Troupes des deux
 Parties belligerantes
 devront occuper jus-
 qu' à l'entiere éva-
 cuation de la Cata-
 logne , comme ce
 qui regarde le séjour
 commode de la
 Cour , de sa suite,
 & des Troupes , &
 leur seureté contre
 toute sorte d'insulte,
 il est statué que les
 Commandans en
 Chef de chaque par-
 tie belligerante en
 conviendront entre
 eux , & ce qu'ils re-
 gleront entre eux à
 cet

„ventionis contentis
„firmitate gaude-
„bunt.

8.

„Concedatur præ-
„tereà, & statim à
„tempore inchoan-
„dæ evacuationis in
„amplissima forma
„publicetur, pro
„omnibus Catalau-
„niæ, dictarumque
„Insularum subditis
„ac incolis, cujus-
„cunque conditio-
„nis, Sæcularibus
„& Ecclesiasticis,
„Amnestia Gene-
„ralis & perpetua
„oblivio omnium
„eorum quæ ab illis
„in hoc bello, vel
„occasione ejusdem
„contra partes ex
„adverso bellige-
„rantes quocunque
„demum loco mo-
„dove facta sunt,
„ita

cet égard sera ob-
servé comme s'il
étoit ici stipulé.

8.

Lors que l'Eva-
cuation commence-
ra, il sera accordé
& publié en faveur
de tous les Sujets &
Habitans de Cata-
logne, Seculiers &
Ecclesiastiques, &
de quelque condi-
tion qu'ils soient, une
Amnistie générale,
& un oubli perpetuel
de tout ce qui a été
fait par eux pen-
dant cette Guerre &
à son occasion, en
quelque lieu & en
quelque manière que
ce soit contre les
Parties en Guerre,
en sorte que pour
ces causes, ils ne
puissent en général
ou en particulier,

O 3

ou-

„ ita ut nec eorum,
 „ nec ullius similis
 „ rei causa vel præ-
 „ textu illis omnibus
 „ aut singulis post-
 „ hac quidquam ho-
 „ stilitatis, aut ini-
 „ micitiæ, molestiæ,
 „ ac impedimenti,
 „ quoad personas,
 „ Existimationem,
 „ bona & securita-
 „ tem clam aut pa-
 „ lam, directò aut
 „ indirectò, sub
 „ specie juris aut via
 „ facti inferri nequa-
 „ quam fas sit. Sed
 „ omnes ac singulæ,
 „ tam occasione hu-
 „ jus belli quàm eo
 „ durante, verbis,
 „ scriptis aut factis
 „ illatæ injuriæ, vio-
 „ lentiæ, hostilita-
 „ tes, damna, &c.
 „ absque omni per-
 „ sonarum rerumve
 „ re-

ouvertement ou se-
 cretement, directe-
 ment ou indirecte-
 ment, par voye de
 droit ou de fait,
 être molestez, ni
 souffrir aucun dom-
 mage, ou inimitié
 tant en leurs person-
 nes qu'en leurs biens,
 mais que toutes les
 injures, violences,
 hostilitiez domma-
 ges & dépenses,
 causez tant pendant
 la guerre qu'à son
 occasion, par pa-
 roles, écrits, ou
 faits, soient entie-
 rement oubliez &
 abolis sans aucune
 distinction de per-
 sonnes ou de cho-
 ses, & qu'il ne puisse
 être fait à ces égards
 aucune recherche
 contre les Cata-
 lans.

9. Et

„ respectu ità peni-
 „ tus aboleantur, ut
 „ quidquid eo no-
 „ mine contra illos
 „ forsitan prætendi
 „ potuisset, æternâ
 „ oblivione sepul-
 „ tum maneat.

9.

„ Cùm verò Mini-
 „ stri Plenipotencia-
 „ rii Suæ Cæsareæ
 „ Majestatis pro frui-
 „ tione Privilegio-
 „ rum Catalaunien-
 „ sium, ut & Major-
 „ cæ & Yvicæ subdi-
 „ torum & incolarum
 „ adhuc ante evacua-
 „ tionem institerint,
 „ ex parte verò Gal-
 „ liæ & Fœderato-
 „ rum ejus, hoc
 „ quidquid est ne-
 „ gotii, ad Pacis
 „ futuræ conclusio-
 „ nem remissum sit,
 „ Sua Regia Ma-
 „ je-

9.

Et d'autant que
 les Ministres Pléni-
 potentiaires de la
 Puissance qui retire
 ses Troupes de la
 Catalogne, ont en-
 core insisté pour
 obtenir avant l'éva-
 cuation la jouissance
 des Privilèges des
 Catalans, & que
 du côté de la Fran-
 ce & de ses Alliez
 on a remis à la con-
 clusion de la Paix
 future, cette affaire
 en tout son entier,
 Sa Majesté Britan-
 nique a fait une dé-

O 4

cha-

„ jestas Magnæ Bri-
 „ tanniæ iterarò de-
 „ claravit, se officia
 „ sua quàm efficacif-
 „ sima, ubicunque
 „ opus fuerit inter-
 „ posituram esse, ut
 „ & imposteriorum Ca-
 „ talauniæ & Ma-
 „ joricæ Yvicæque
 „ incolæ suis Privi-
 „ legiis gaudere pos-
 „ sint. In quo præ-
 „ dicti Ministri Ple-
 „ nipotentiarii Cæ-
 „ sarei tandem ac-
 „ quievêre, cum ip-
 „ semet etiam Rex
 „ Christianissimus se
 „ ad eundem finem
 „ allaboraturum fore
 „ per Ministros suos
 „ Plenipotentiarior
 „ declarari fecerit.

10.

„ Cum verò in
 „ Conventionis hu-
 „ jus serie de quibus-
 „ dam

claration réitérée
 qu'Elle. employeroit
 ses offices les plus
 efficaces, tant à la
 Cour de France que
 par tout ailleurs où il
 en seroit besoin,
 afin que dans la suite
 les Catalans puis-
 sent jouir de leurs
 Privilèges, à quoi
 les susdits Ministres
 Plenipotentiaires de
 la Puissance qui
 évacuè la Catalogne
 ont acquiescé d'au-
 tant plus volontiers,
 que le Roy Très-
 Chrétien lui-même
 auroit fait déclarer
 par ses Ministres Plé-
 nipotentiaires qu'il
 concourroit à la mê-
 me fin.

10.

D'autant qu'en
 redigeant la présente
 Convention quel-
 ques

„dam aliis negotiis
 „tractatum sit, scili-
 „cet de Amnestia
 „universali, ut & de
 „conservatione bo-
 „norum, beneficio-
 „rum, pensionum,
 „aliorumque hujus
 „generis commodo-
 „rum, tam pro sub-
 „ditis Hispanis,
 „quam Italis, Bel-
 „gisque alterutras
 „partes secutis, aut
 „sequi volentibus,
 „neque è re judica-
 „tum fuerit, de iis
 „quidquam statuen-
 „di hac in Conven-
 „tione de evacuân-
 „da Catalaunia prin-
 „cipaliter instituta,
 „ad futuros Pacis
 „Tractatus eadem
 „quoque remittere
 „placuit, Sua Regia
 „Majestâte Magnæ
 „Britanniæ decla-
 „rante,

ques autres points
 ont été débatus,
 sçavoir l'Amnistie
 Générale, la con-
 servation des Biens,
 Bénéfices, Char-
 ges, Pensions, &
 autres avantages,
 tant en faveur des
 Italiens & des Fla-
 mands, qui jusqu'à
 présent ont adhéré
 à l'un des deux par-
 tis, & voudroient
 dans la suite y ad-
 herer, & qu'il n'a
 point été jugé con-
 venable de mêler la
 discution de ces
 points dans la Con-
 vention qui se fait
 pour l'Evacuation de
 la Catalogne, on a
 trouvé bon de les
 remettre au Traité
 de Paix. Sa Majesté
 Britannique ayant
 déclaré avant tou-

„rante, se officia
 „sua efficacissima
 „adhibituram, ut &
 „de iis omnibus
 „reciproce circa
 „dictæ Pacis con-
 „clusionem statua-
 „tur.

tes choses, qu'Elle
 employera ses offi-
 ces les plus efficaces,
 afin qu'on en con-
 vienne reciproque-
 ment, & qu'il soit
 statué sur cesdits
 points, lors de la
 conclusion de la
 Paix.

II.

„Conventum præ-
 „terea & concor-
 „datum est, inter
 „Sacram Cæsaream
 „Majestatem & Sa-
 „cram Majestatem
 „Regem Christia-
 „nissimum, acce-
 „dente insuper Suâ
 „Regiâ Celsitudine
 „Duce Sabaudiaë,
 „quod usque ad fu-
 „turam Pacem cum
 „Gallia pangen-
 „dam, in universa
 „Italia, & Insulis
 „in Mari Mediter-
 „ra-

II.

Il est en outre
 convenu & accordé
 entre les Parties
 contractantes, avec
 le secours de Son
 Altesse Royale, le
 Duc de Savoye, que
 jusques à la Paix gé-
 nérale à faire, &
 quatre semaines
 après le jour de la
 signature du présent
 Traité, il y aura
 un Armistice entier
 & cessation de toute
 sorte d'hostilitez par
 Mer & par Terre,
 sous

„ raneo litis, ac re-
 „ spectivè per Par-
 „ tes belligerantes
 „ possessis, ut & in
 „ omnibus Terris,
 „ Provinciis ac Sta-
 „ tibus Suæ Regiæ
 „ Celsitudinis Ducis
 „ Sabaudiaë, tam
 „ citra quàm ultra
 „ Alpes, intra qua-
 „ tuor hebdomadas
 „ à subscriptione
 „ præsentis Conven-
 „ tionis numerandas,
 „ plena ac integra
 „ esse debeat cessatio
 „ omnium cujus-
 „ cunque generis
 „ hostilitatum, quo-
 „ cunque nomine
 „ veniant, aut qua-
 „ cunque occasione
 „ aut prætextu terræ
 „ marive exerceri
 „ possint absqua ulla
 „ reservatione, aut
 „ exceptione loco-
 „ rum,

sous quelque nom,
 prétexte, ou en
 quelque occasion
 qu'elles puissent s'ex-
 ercer dans toute
 l'Italie, & dans tou-
 tes les Iles de la Mer
 Méditerranée, es-
 pectivement possé-
 dées par les Parties
 belligerantes, com-
 me dans tous les
 Etats de Son Altesse
 Royale, le Duc de
 Savoye, situez tant
 en deçà qu'au delà
 des Alpes, & cet
 Armistice aura lieu
 sans reserve ni ex-
 ception d'aucun en-
 droit compris sous
 la dénomination
 d'Italie, des Iles de
 la Mer Méditerra-
 née, & des Etats de
 Son Altesse Royale,
 le Duc de Savoye,
 ledit Armistice sera

O 6 ob.

„rum, quorumcun-
 „que, qui Italiae,
 „Insulisque supra-
 „dictis, & Duci
 „Sabaudiae subja-
 „cent, inter Exerci-
 „tus, Milites & Sub-
 „ditos alte memo-
 „ratorum Contra-
 „hentium, qui sine
 „dilatione mandata
 „necessaria mittent
 „Supremis illorum
 „militiae Praefectis,
 „aliisque quô hæc
 „Conventio promp-
 „tius executioni
 „detur. Adeò ut
 „quidquid quocun-
 „que demum mo-
 „dò, aut locò con-
 „tra fiat, aut ab-
 „inito Armistitio
 „eoque durante fac-
 „tum sit, tam ex
 „una quàm altera
 „parte incontinen-
 „ter restituantur, an-
 „nullo

observé par les Ar-
 mées, Soldats &
 Sujets des Parties
 contractantes ci des-
 sus mentionnées,
 qui enverront, sans
 délai, les ordres né-
 cessaires aux Com-
 mandans en Chef &
 autres Officiers, afin
 que la présente Con-
 vention en soit plus
 promptement mise
 en exécution, de
 manière que toutes
 les contraventions
 faites au présent Ar-
 mistice, après qu'il
 aura commencé &
 pendant sa durée,
 tant de l'un que de
 l'autre côté, seront,
 de quelque façon &
 en quelque lieu que
 la chose avienne,
 redressées inconten-
 nent, annulées &
 réparées de bonne
 foi;

„nulletur, & opti-
 „ma fide reparetur,
 „expressè præterea
 „cautum & decla-
 „ratum est, quod
 „durante Armisti-
 „tio in Regiæ Sa-
 „cræ Celsitudinis
 „Ducis Sabaudiaë à
 „Gallia nunc pos-
 „sèssis ditionibus,
 „cessabunt om-
 „nes Contributiones
 „Militares, ità ut
 „nihil ominò ultra
 „reditus ordinarios
 „& consuetos ibi-
 „dem exigetur;
 „quæ dicti Armisti-
 „tii Conditiones ob-
 „servabuntur etiam
 „respectu Provin-
 „ciarum Gallica-
 „rum ditionibus
 „Ducis Sabaudiaë
 „circumvicinarum;
 „& subditis interea
 „licebit invicem
 „Commercari.

foi; il est encore
 expressément statué
 & déclaré que durant
 l'Armistice toutes
 Contributions mili-
 taires cesseront dans
 les Etats de Son Al-
 tesse Royale, le Duc
 de Savoye, qui sont
 présentement possé-
 dez par la France, &
 l'on n'y pourra abso-
 lument rien exiger
 au delà des revenus
 ordinaires & accou-
 tumez; il sera permis
 reciproquement aux
 sujets de Commercer
 ensemble durant
 l'Armistice, bien en-
 tendu que toutes les
 Conditions de cet
 Armistice auront
 lieu, par toutes les
 Provinces de France
 qui touchent les
 Etats de S. A. S. le
 Duc de Savoye.

12.

„Res in Italiadu-
 „rante hoc Armi-
 „stitiô in statu, quô
 „nunc sunt, perma-
 „nebunt, earum
 „compositio, ad Pa-
 „cis Negotium re-
 „mittatur.

13.

„Cum igitur ad
 „hanc Conventio-
 „nem ineundam,
 „contulere pluri-
 „mum amicissimæ
 „Sacre Regiæ Maje-
 „statis Magnæ Bri-
 „tanniæ hortatio-
 „nes, atque ad ean-
 „dem porrò debitæ
 „executioni man-
 „dandam opus om-
 „ninô esse, visum
 „sit, ut & ipsa in
 „partes hujus pacti-
 „onis veniat, pro-
 „inde spondente ex
 „par

12.

Les choses dé-
 meureront en Italie
 pendant le présent
 Armistice en l'état
 où elles sont presen-
 tement, & l'on re-
 met à les ajuster à la
 Négociation de la
 Paix.

13.

Et d'autant que
 les exhortations af-
 fectueuses de Sa Ma-
 jesté Britannique
 ont beaucoup con-
 tribué à ladite Con-
 vention, & qu'il a
 paru nécessaire, afin
 d'en assurer l'entière
 exécution, que ladi-
 te Majesté y prit
 part, & s'y engageât,
 Sa Majesté Britanni-
 que, se fondant sur
 l'assurance que lui
 donne le Roi Très-
 Chrétien, tant en
 son

„ex parte sua & Fœ-
 „deratorum suorum
 „Sacra Cæsara Ma-
 „jestate, & Sacra
 „Regia Majestate
 „Magnæ Britanniæ
 „fide datâ per præ-
 „sens. Instrumen-
 „tum vim pacti in-
 „ter suas Majestates
 „solemniter initi
 „habiturum, Cæ-
 „saream suam Ma-
 „jestatem Fœdera-
 „tosque suos omnes
 „& singulos hujus
 „Conventionis Ar-
 „ticulos bonâ fide
 „observaturos, &
 „integerrime adim-
 „pleturos esse. Ipsa
 „quoque Sacra Re-
 „gia Majestas Mag-
 „næ Britanniæ præ-
 „senti Conventioni
 „sponsorio nomine
 „accedere voluit,
 „in se recipiendo
 „&

son nom qu'au nom
 de ses Alliez, par la
 présente stipulation
 qui aura la force d'un
 Traité solennel, fait
 entre leurs Majestez
 Royales, que lui le
 Roi Très-Chrétien
 & ses Alliez ac-
 compliront de bon-
 ne foi & dans leur
 entier tous & cha-
 cun des Articles de
 cette Convention;
 Elle veut bien se ren-
 dre Garante du pré-
 sent Traité; ainsi
 que prendre sur soi &
 promettre que les
 parties Contractan-
 tes ci-dessus men-
 tionnées observeront
 de bonne foi & ac-
 compliront pleine-
 ment tous & chacun
 des Articles d'icelui.

La présente Con-
 vention sera ratifiée
 par

„ & promittendo,
 „ quod ab altera su-
 „ pra memoratorum
 „ contrahentium par-
 „ te omnes & singu-
 „ li hujus Conventio-
 „ tionis Articuli bo-
 „ na fide observa-
 „ buntur, & inte-
 „ gerrimè adimpleti
 „ erunt.

„ Ratihabebitur
 „ præsens Conventio
 „ à Sacra Cæsarea
 „ & Regia Majesta-
 „ te ejusdemque Ra-
 „ tihabitionis tabulæ
 „ intra quatuor sep-
 „ timanas 'aut si ci-
 „ tiùs fieri potest,
 „ Ultrajecti invicem
 „ commutabuntur.

par leurs Majestez
 Royales, & les Ra-
 tifications en seront
 échangées à Utrecht
 dans le terme de qua-
 tre semaines, ou plû-
 tôt si faire se peut.

En foi de quoi les
 Plénipotentiaires de
 Sa Majesté Très-
 Chrétienne ont sig-
 né & fait apposer le
 Cachet de leurs Ar-
 mes à la présente
 Convention. Fait
 à Utrecht le 14.
 Mars 1713. (L S.)
Joh: Bristol, C. P. S.
 (L S.) *Strafford.*
 (L S.) *Huxelles,*
 (L S.) *Menager.*

„ In quorum fidem Nos Sacræ Cæsareæ
 „ & Catholicæ Majestatis, & Sacræ Regiæ
 „ Majestatis Magnæ Britannia Ministri
 „ Plenipotentarii præsentibus tabulas manibus
 „ nostris subscriptas, sigillis nostris munivi-
 „ mus.

„ mus. Trajecti ad Rhenum die XIV. Martii
 „ Anno MDCC. XIII. (L S.) Philip,
 „ Lud. C. de Sinzendorf. (L S.) Michael
 „ Achatz L. B. de Kirchner. (L S.) Joh.
 „ Bristol, C. P. S. (L S.) Strafford.

*Promissio suæ Majestatis Cæsareæ Fidelissime ob-
 servandi omnia quæ spectant Armistitium in
 Italia, ex occasione conventionis initæ super
 Evacuatione Catalaunia, &c.*

Ex occasione conventionis super evacu-
 anda Catalaunia, ut & insulis Ma-
 jorica, & Ivica, & Armistitio in Italia,
 hodie initæ, plurimum idque gravissimis
 rationum momentis sua Regia Majestas
 Magnæ Britanniæ institit, ut omni suspi-
 cionis materiæ ex introducendis in præ-
 dictam Italiam Copiis ad eò numerosis
 orituræ forti tam uti solet, obviam eatur,
 id eo infra scripti altè memoratæ suæ Cæ-
 sareæ, & Catholicæ Regiæ Majestatis
 Ministri Plenipotentarii, de Studio Do-
 mini sui Clementissimi, ad opus tam sa-
 lutare prono certiores, spondent solemni-
 ter & promittunt, suam Cæsaream Maje-
 statem curaturam eumque in finem talia
 supremæ suæ Militiæ Præfectis Genera-
 li.

libus, officialibus, locum tenentibus, aliisque mandata daturam, ut copiae omnes ex Catalaunia & insulis praedictis transvehendae, aliaeque tam Caesareae quam foederatae, sine omni mora, brevissimaque, ac commodiori, qua fieri potest via, transita innoxio ubique observato, ex Italia in Germaniam abducantur, ita ut Caesarorum & Foederatorum militum in Italia praedicta durante armistitio hodiè inito, tantum solum modo relinquatur quantum ad praesidia munimentorum tutamenque Provinciarum ibi locorum requiritur, idque ita ut eorum numerus in universa Italia viginti millia militum non excedat.

Cumque ex inderatio Hyberna, & contributiones in reliqua Italia exigendi sua sponte cessant, & ipsimet Caesareae Majestati grave videretur Italiae tranquillitati eo potissimum tempore deesse, quo se nihil magis, quam universi Christiani Orbis pacem, & quietem cordi habere, undeque non exiguis documentis testatum fecit. Promisit idcirco sua Caesarea Majestas nullo quocumque titulo vel hyberna collocanda vel contributiones quascunque exigendas esse durante praedicto armistitio in Italia, ullis in locis Principum, aliorum-
ve,

vè, ubi ejusmodi hyberna collocata, & contributiones, durante bello, collectæ sunt. Cum igitur ad conventionem supradictam ineundam omnibusque in contrarium euntibus moliminibus obviandis plurimum amicissimæ suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ hortationes contulerint, atque ad eandem porro debitæ executioni mandanda opus omnino esse visum sit, ut & ipsa in partes hujus pactio- nis veniat, pro inde spondente ex parte sua Cæsarea Majestate, & sua Regia Majestate Magnæ Britanniæ fide data per præsens instrumentum vim pacti solemniter cum sua Regia Majestate Magnæ Britanniæ initi habituram Cæsaream suam Majestatem omnia, & singula superius promissa bonâ fide observaturam, & adimpleturam, mandata quin etiam Ministris suis, tam civilibus quam militaribus quorum opera hac in parte usura sit, quam expressissima datura, ne quid ipsi, aut eorundem aliquis facere, aut attentare præsumant quo minus eadem omni debitum plenarie sortiantur effectum.

Ipsa quoque sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ in se recipit, & promittit quod ab altera supra memoratorum Contrahen-
tium

tium parte omnes & singuli hujus conventiones articuli bona fide observabuntur, & integerime adimpleti erunt.

Ratihabebitur præsens conventio, à sua Cæsarea & Regia Majestàte ejusdemque ratihabitionis tabulæ infra quatuor septimanas, aut citius si fieri potest Trajecti ad Rhenum invicem commutabuntur.

In quorum fidem suæ Cæsareæ Majestatis & suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Ministri Plenipotentarii præsentibus tabulas manibus nostris subscriptas sigillis nostris munivimus. Trajecti ad Rhenum die XIV. mensis Martii M. DCC. XIII.

Philippus Ludovicus C. A. Sinzendorff.

Michael Antonius L. B. de Kirchener.

Joannes Bristol B. P. S.

Strafford.

*Convention pour une Cessation d'Armes entre
le Roi Très-Chrétien d'une part, & S.
A. R. de Savoye de l'autre.*

SA Majesté la Reine de la Grande Bretagne, ayant par son entremise procuré jusques à la Paix Générale, une Cessation

tion d'Armes en Italie entre les Puissances qui y ont été en Guerre jusques à présent. Il a été convenu, & accordé entre les Ministres Plénipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de son A. R. le Duc de Savoye, que jusques à la Paix à faire avec la France, il y aura une pleine & entière Cessation d'Armes, & de toutes sortes d'hostilité de quelque part, ou par quelque occasion ou prétexte qu'elles puissent être faites par Mer ou par Terre, sans reserve ni exception de lieux quelconques entre leurs Armées Soldats & Sujets respectifs, & dans tous leurs Etats, tout comme ladite Cessation doit être dans toute l'Italie & Isles de la Mer Méditerranée, possédées respectivement par les parties qui sont en Guerre, à commencer ladite Cessation d'Armes dans quatre semaines après la Signature de la présente Convention.

Et à ces fins S. M. T. C. & S. A. R. enverront incessamment les ordres nécessaires aux Généraux & Commandants de leurs Troupes, Gouverneurs & Commandants des Païs & Places, & à tous autres qu'il sera besoin, pour que cette Convention soit incessamment exécutée & observée.

Et

Et tout ce qui sera ou pourra être fait au contraire de quelque manière, & en quelque lieu que ce soit, depuis ladite Cessation d'Armes commencée, & durant icelle, soit d'une part ou d'autre, sera incessamment & de bonne foi rétabli, annullé & réparé.

Il a été en outre convenû & accordé, que pendant la susdite Cessation d'Armes toutes Contributions pour cause de Guerre, & exactions d'icelles, cesseront dans les Pais & Lieux de S. A. R. de Savoye, possédez à présent par Sa M. T. C., & que l'on n'en exigera rien autre que les revenus ordinaires & accoutûmés, & que cesseront de même toutes Contributions de la part du Seigneur Duc de Savoye dans les Provinces de France, voisines à ses Etats. Cependant les sujets respectifs auront & pourront avoir entre eux la liberté entière du Commerce, & si pour plus de sûreté ils demandent des Passeports, on les leur accordera. •

Les affaires en Italie resteront pendant ladite Cessation d'Armes dans l'état où elles sont, & leur ajustement est renvoyé à la Négociation de la Paix, réservé cependant, & excepté l'entière exécution
du

du Traité du 8. Novembre 1703. entre le défunt Empereur Leopold & sadite Altesse Royale.

La présente Convention sera ratifiée par S. M. T. C. & par S. A. R. de Savoye, & les Ratifications en seront échangées à Utrecht dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt si faire se peut. En foi de quoi lesdits Plenipotentiaires de S. M. T. C. & ceux de S. A. R. de Savoye ont signé & fait apposer le Cachet de leurs Armes.

La présente Convention fait à Utrecht le 14. Mars. 1713.

*Offres du Roy de France Pour la Paix
A faire avec la Maison d'Autriche, &
l'Empire.*

LE Traité conclu à Ryswik au mois d'Octobre l'an 1697. sera rétabli, & le Rhin servira de Limites & de Barrière entre la France & l'Empire, ainsi le Roy gardera tout ce que sa Majesté possède actuellement au deçà de ce fleuve & rendra, ou fera démolir les Places qui lui appartiennent au delà dans le cours du Rhin.

Sa Majesté reconnoîtra l'Empereur en
cet

cette qualité à la signature du Traité & luy remettra la Ville de Vieux Brisac avec toutes ses dependances situées à la droite du Rhin, S. M. conservant celles qui sont à la gauche, entre autres le fort appelé le Mortier, le tout conformément à la disposition faite par le Traité de Ryswik: Elle remettra pareillement à ce Prince & à l'Empire le Fort de Kehle. Quant aux autres forteresses construites au delà du Rhin, le Roy fera démolir l'ouvrage à Corne basti vis-à-vis de Hunningen sur la rive droite de ce fleuve, de même qu'un autre ouvrage à Corne construit dans une Isle devant Hunningen, S. M. fera pareillement démolir sous Strasbourg le Fort du Rhin situé dans une Isle à la droite du Pont de Strasbourg en allant au Fort de Kehl, & le Fort de Piel sur le Pont entre le Fort du Rhin & le Fort de Kehl. On rasera le Fort du Rhin aussi bien que l'ouvrage à Corne fait dans l'Isle appelée du Marquisat vis, à-vis ledit Fort, de même que quelques redoutes & quelques retranchemens dans la même Isle.

Le Fort de Sellingen sur la Rivière de Stollum situé au delà du Rhin vis-à-vis le Fort Louis, sera demoli.

Les

Les Fortifications faites à Hombourg & à Bitsch seront pareillement rasées suivant & conformément à l'Article 30. du Traité de Ryswik.

Ce Prince aura deplus le Royaume de Naples, le Duché de Milan à l'exception de la partie de ce Duché déjà cédé au Duc de Savoye; les Pais-Bas Espagnols, aux conditions & avec les restitutions qui seront spécifiées cy-après.

Demandes du Roy pour l'Electeur de Cologne.

Le Roy demande pour l'Electeur de *Cologne* la restitution de ses Etats, Bénéfices, Dignitez, Séances, Revénus Meubles, Pierreries, & generalement de tous les biens & Prérogatives dont ce Prince a esté privé dans le cours de cette Guerre.

La même restitution en faveur de ses Officiers & Domestiques pros crits, & dont les biens ont esté confisqués pour avoir suivi leur Maître; qu'il n'y ait point d'autres Troupes dans la Ville & Ciradelle de Liège, dans le Chateau de Huy, & dans la Ville de Bonn que celles de ce Prince.

Si toutefois il est nécessaire qu'il y ait

Tom. II.

P

Gar.

Garnison Hollandoise dans la Citadelle de Liège & dans le Chateau de Huy, & Garnison du Cercle de Westphalie dans la Ville de Bonn, cette condition ne doit pas rompre la Paix.

S. M. propose seulement qu'au lieu de mettre Garnison du Cercle dans Bonn, les ouvrages extérieurs en soient démolis en sorte que cette place ne cause plus d'ombrage.

Demandes du Roy pour l'Electeur de
Bavière.

Le Roy demande pareillement pour l'Electeur de *Bavière* la restitution de tous ses Etats & Dignitez, excepté le haut Palatinat & le rang de premier Electeur séculier, qui resteront à la Maison Palatine pendant la vie de cet Electeur & du Prince Charles son Frère; comme généralement de tous les revenus, Meubles, Pierres, Artilleries, Munitions Biens & autres Prérogatives, dont ce Prince a été privé pendant cette Guerre.

La même restitution en faveur de ceux de ses Officiers & Domestiques proscrits, dont les Biens ont été confisqués pour avoir suivi leur Maître.

Des

Deplus, le Roy pretend pour ledit Electeur le Royaume de Sardaigne, pour l'indemnisation de ce qu'il perd pendant la vie de l'Electeur Palatin & de son Frere.

Il doit être aussi dédomagé des excès commis dans ses Etats, à l'infraction & contre le Traité de Landau ou Ilvesheim, & aussi longtemps qu'il ne sera pas satisfait entierement sur les susdites prétensions, il gardera aux Pais-Pas en Souveraineté, les Provinces & places de Luxembourg, Namur, Charleroy & Nieuport, & l'on conviendra des Garnisons à mettre dans Nieuport, les Hollandois en ayant à Charleroy, Namur, & dans Luxembourg, & l'Electeur jouira de ladite Souveraineté de Luxembourg jusqu'à ce qu'il ait satisfaction à l'égard du Traité d'Ilvesheim, sous ces deux conditions.

I. Que la décision en soit remise au jugement des Arbitres désintéressés, & la Reyne souhaitant que les affaires soient terminées au plutôt & à l'amiable, se contente d'être du nombre des Arbitres.

II. Que Luxembourg soit obligé de recevoir Garnison Hollandoise, comme Charleroy & Namur.

La France ne veut être tenue à ses offres

que jusqu'au Premier Juin, & ne veut point accorder l'Armistice pendant la Négociation,

Conditions Offertes & demandées par le Roy Très-Chrétien pour la Paix à faire avec la Maison d'Autriche & l'Empire.

LE Roy promet & s'engage de faire la Paix avec la Maison d'Autriche aux Conditions Spécifiées ci-après, pourveu qu'elles soient acceptées avant le 1. de Juin prochain, après lequel tems Sa Majesté ne sera plus tenue à aucun engagement.

Le Roy reconnoitra dans l'Empire après la signature de la Paix tous les titres, qu'il n'a pas encore reconnu, nommément, le Duc d'Hanovre en qualité d'Electeur avec les Droits & prérogatives attachées à cette dignité.

Le Traité conclu à Ryswick au mois d'Octobre, 1697. sera retabli & le Rhyn servira de Barrière entre la France & l'Empire, & ainsi le Roy gardera tout ce que Sa Majesté possède actuellement est deçà de ce fleuve, & prendra ou fera démolir les places qui lui appartiennent au de là ou dans le cours du Rhyn. Elle

Elle remettra à la Maison d'Autriche la Ville de vieux Brisac avec toutes les dépendances situées à la droite du Rhyn, Sa Majesté conservant celles qui sont à la gauche, entre autres le Fort appelé le Mortier, le tout conformément à la disposition faite par le Traité de Ryswick.

Sa Majesté remettra pareillement à la Maison d'Autriche, & à l'Empire le Fort de Kehl.

Quant aux autres Fortereffes construites au de là du Rhyn, le Roy fera démolir l'ouvrage à corne, bati vis à vis Hunningue sur la rive droite de ce fleuve, de même qu'un autre ouvrage à corne construit dans une Isle devant Hunningue.

Sa Majesté fera pareillement démolir sous Strasbourg le Fort du Rhyn situé dans une Isle à la droite du pont de Strasbourg en allant au fort de Kehl, & le fort de Pile sur le pont entre le fort du Rhyn, & le fort de Kehl.

Le fort Louïs, qui est dans l'Isle du Rhyn, sera rasé aussi bien que l'ouvrage à corne fait dans l'Isle appelé du Marquisat, vis à vis ledit fort, de même que quelques retranchements dans la même Isle.

Le fort de Sellingen sur la Riviere de

Stolhoven situé au delà du Rhyn vis à vis le fort Louïs sera démoli, les Fortifications faites à Hombourg & à Bitsch seront pareillement rasées suivant & conformément à l'Article 30. du Traité de Rijswick.

Landau demeurera à la Maison d'Autriche dans l'estat, ou cette place est présentement.

La dite Maison d'Autriche aura de plus le Royaume de Naples.

Le Duché de Milan à l'exception de tout ce qui a été cédé du dit Duché au Duc de Savoye par le Traité conclu entre l'Empereur, & le dit Duc, en l'année 1703. nommément la Ville & le Pais de Vigevano à moins que l'équivalent n'ait été remis avant la Conclusion de la Paix.

Les Etats & Places d'Italie qui ne dependent point du Royaume de Naples ni du Duché de Milan, seront remis à ceux, à qui ils appartiennent légitimement.

Les quatre Places appartenantes à l'Espagne sur la côte de Toscane du nombre desquelles est Portolongone, seront données à la Maison d'Autriche.

Les Pais-bas Espagnols (à l'exception de ce qui sera spécifié ci dessous, appartiendront

dront à la Maison d'Autriche comme aussi les Places & Pais, que le Roy cede ; & le tout sera remis à ladite Maison aux conditions, dont Elle conviendra avec les Etats Généraux des Provinces Unies.

Tout ce que la Prusse possède dans la Province de Gueldre & les bailliages de Kessel, & de Kruckenberg avec leurs dépendances lui seront cedées.

Comme le Roy d'Espagne en cedant les Pais-bas à l'Electeur de Baviere s'est réservé le droit de choisir dans l'une des Provinces qui les composent, une terre produisant trente mille écus de revenus pour l'ériger en Principauté en faveur de la Princesse des Ursins, cette même réserve aura lieu.

L'Electeur de Cologne sera rétabli dans tous ses Etats, bénéfices, Dignités, Séances, Revenus, Meubles, Pierres, & généralement dans tous les Biens & Prérogatives, dont ce Prince a été privé pendant le cours de cette Guerre.

Le même rétablissement se fera en faveur de tous ses Officiers & Domestiques proscrits, & dont les biens ont été confisqués, pour avoir suivi leur maître : il pourra y avoir garnison Hollandoise dans la Ci-

tadelle de Liège & dans la Ville & Château de Hui, les fortifications de la Ville de Bonn seront rasées, le Diocèse & le Chapitre de Hildesheim seront rétablis dans l'estat, ou ils doivent être conformément à la teneur des Traités de Westphalie.

L'Electeur de Bavière sera rétabli généralement dans tous les Etats qu'il possédoit, avant la présente guerre, à l'exception du Haut-Palatinat, qui doit être laissé à l'Electeur Palatin avec le Rang dans le College Electoral qui y est attaché, pour en jouir lui & le Prince Charles de Neubourg seulement pendant leur vie, & le Haut Palatinat avec le Rang dans le College Electoral que l'Electeur de Bavière avoit devant la guerre, reviendront à leur défaut au dit Electeur de Bavière ou à ses descendants.

Cependant il sera créé en sa faveur un 9. Electorat.

Le Royaume de Sardaigne sera donné à l'Electeur de Bavière avec le Titre de Roi.

Ce Prince jouira en toute Souveraineté du Duché & de la Ville de Luxembourg de la Ville & Comté de Namur, de la Ville de Charleroi & de toutes leurs dépen-

pendances jusqu'à ce qu'il soit rétabli dans tous ses Etats à l'exception du Haut-Palatinat, & mis en possession de Royaume de Sardaigne & du titre de Roy.

De plus l'Electeur de Bavière demeurera en possession de la Souveraineté de la Ville & Duché de Luxembourg & de leurs dépendances jusqu'à ce qu'il ait été dédommagé des Pertes qu'il a souffertes par les infractions faites au Traité d'Ilversheim & ce dédommagement. sera réglé par des Arbitres désintéressés, dont la Reine de la Grande-Bretagne a accepté d'en être un.

Cependant les Etats Généraux mettront Garnison immédiatement après leur Paix faite avec le Roy dans la Ville de Luxembourg, dans la Ville & Chateau de Namur & dans la Ville de Charleroi.

Les Princes Enfans de l'Electeur de Bavière lui seront rendus comme aussi l'Artillerie, les Meubles, Pierreries & généralement tous les effets enlevés à ce Prince.

Tous les Officiers & Domestiques de l'Electeur de Bavière proscrits, & dont les biens ont été confisqués pour avoir suivi leur maître seront rétablis, comme ceux de l'Electeur de Cologne.

Aussi-tôt que l'Electeur de Bavière aura été mis en possession du Royaume de Sardaigne, & du Titre de Roi, & que tous les Etats généralement, à l'exception du Haut-Palatinat lui auront été restituées, il cederà la Souveraineté de Namur & de Charleroi & de leurs dépendances, & lors qu'il aura été dédommagé des pertes, qu'il a souffertes par les infractions faites au Traité d'Ilversheim, il cederà aussi la Souveraineté du Duché de Luxembourg.

Il y aura une amnistie générale pour tous les Espagnols, Italiens ou autres, qui ont suivi l'un ou l'autre parti, & leurs biens leur seront restitués, tant en Espagne qu'en Italie.

Il sera donné une entière satisfaction au Duc de St. Pierre par le payement de toutes les avances, qu'il a faites pour Sabionette & des intérêts des dites avances, & tous ceux de ses biens, qui ont été confisqués, ou retenus, lui seront généralement rendus, comme aussi les Revenus des mêmes biens confisqués sans cause légitime.

Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

Signé

UXELLES.
MENAGER.

Ces

Cet Ecrit s'accorde avec la Piece donnée aux
sous signés Ministres Plénipotentiaires de Sa
Majesté la Reyne de la Grande-Bretagne par
Messieurs les Ministres Plénipotentiaires de
Sa Majesté le Roy Très-Chrétien, Signé par
les dits Ministres avant la signature de la Paix
qui a été faite entre Sa Majesté la Reyne de la
Grande-Bretagne & Sa Majesté le Roi Très-
Chrétien, & les dits Ministres de Sa Ma-
jesté de la Reyne de la Grande-Bretagne ont re-
mis ce: Ecrit entre les mains de Messieurs les
Ministres Plénipotentiaires de Sa Majesté Im-
periale. à Utrecht le 14 d'Avril 1713.

JOHAN BRISTOL.
STRAFFORT.

*Traçatus Navigatio-
nis, & Commercio-
rum, inter Sere-
nissimam ac Poten-
tissimam Principem
Annam, Dei Gra-
tia, Magna Bri-
tannia, Francia &
Hibernia Reginam,
& Serenissimum ac*
Po-

*Traité de Navigation
& de Commerce
entre le Sérénissime
& très Puissant
Prince Louis XIV,
par la grace de
Dieu, Roy Très
Chrétien, de France
& de Navarre, &
la Sérénissime &*
P 6 très

Potentissimum Prin-
cipem Ludovicum
XIV. Dei Gratia,
Regem Christianis-
simum, Conclusus
Trajecti ad Rhe-
num die ^{31 Martii}
_{11 Aprilis}
A. 1713.

très Puissante Prin-
cesse Anne, par
la grace de Dieu,
Reine de la Grande-
Bretagne &c. Con-
clu à Utrecht le
^{31 Mars}
_{11 Avril} de l'an 1713.

„ Q Uemadmo-
„ dum Sere-
„ nissima ac Poten-
„ tissima Princeps
„ & Domina Anna,
„ Dei Gratia, Ma-
„ gnæ Britanniae,
„ Franciae & Hi-
„ berniae Regina,
„ & Serenissimus
„ ac Potentissimus
„ Princeps & Domi-
„ nus Ludovicus
„ Decimus Quartus,
„ Dei Gratia, Rex
„ Christianissimus,
„ Ex quo ad Pacis
„ Studia, Deo dis-
„ ponente animos
„ ad

D'autant que de-
puis que le Sé-
renissime & très
puissant Prince Loü-
is quatorze, par la
grace de Dieu, Roy
Très Chrétien de
France & de Nava-
re; Et la Sérénissi-
me, & très puissante
Princesse Anne, par
la grace de Dieu,
Reine de la Grande
Bretagne &c. ont
porté leurs vûes,
par l'inspiration de
Dieu tout puissant,
du côté de la Paix;
Leurs Majestés ont
jugé

„adverterint , ad
 „Utilitates Subdi-
 „torum fuorum in-
 „de proventuras per
 „mutuam Naviga-
 „tionis & Commer-
 „ciorum Liberta-
 „tem adaugendas,
 „utpote quæ præ-
 „cipuus pacis tam
 „Fructus quam Fir-
 „mamentum esse
 „debeant , prono
 „utrinque desiderio
 „ferebantur: Eum-
 „que in Finem Le-
 „gatis suis Extraor-
 „dinariis & Pleni-
 „potentiariis, Tra-
 „jectum ad Rhe-
 „num conventuris,
 „in Mandatis Cle-
 „mentissimè dede-
 „runt , ut tam Pa-
 „ci redintegrandæ ,
 „quam renovandis,
 „adque hodiernum
 „rerum statum ap-
 „tan-

jugé que le moyen,
 le plus solide, de la
 confirmer , & de
 procurer à leurs su-
 jets les avantages
 qu'ils en doivent at-
 tendre, par une mu-
 tuelle liberté, & a-
 croissement de Na-
 vigation & de Com-
 merce; animées re-
 spectivement de ce
 désir: Elles ont par
 un effet de leur
 Clemence com-
 mandé à leurs Am-
 bassadeurs Extraor-
 dinaires & Plénipo-
 tentiaires de s'assem-
 bler à Utrecht, pour
 y traiter non-seule-
 ment de la Paix,
 mais encore pour
 renouveler les aff-
 ciens Traités de
 Commerce qui ont
 été cy-dévant faits
 entre les deux Na-
 tions;

„tandis anterioribus
 „inter ambas Gen-
 „tes Commercio-
 „rum Foederibus,
 „operam omni stu-
 „dio conferrent :
 „Scilicet Sacra Re-
 „gia Majestas Ma-
 „gnæ Britanniae,
 „Reverendo admo-
 „dum Johanni, per-
 „missione Divinâ,
 „Episcopo Bristo-
 „liensi, Privati An-
 „glæ Sigilli Custo-
 „di, Regiæ Maje-
 „stati à Consiliis
 „Intimis, Decano
 „Windesoriensi, &
 „Nobilissimi Ordini
 „Periscelidis
 „Registrario; Ut &
 „Nobilissimo, Illu-
 „strissimo, atque Ex-
 „cellentissimo Do-
 „mino Thomæ Comi-
 „titi de Strafford,
 „Vice - Comiti
 „Went-

tions ; Savoir de la
 part du Roy Très
 Chrétien, au Sieur
 Nicolas Marquis
 d'Huxelles, Mare-
 chal de France, Che-
 valier des Ordres du
 Roy, Lieutenant
 Général au Gouver-
 nement du Duché
 de Bourgogne, &
 au Sieur Nicolas
 Mesnager, Cheva-
 lier de l'Ordre Roy-
 al de St. Michel ;
 Et de la part de la
 Reine de la Grande-
 Bretagne, au bien
 Reverend Jean E-
 vesque de Bristol
 Garde du Sceau pri-
 vé d'Angleterre,
 Conseiller de la Rei-
 ne en son Conseil
 d'Etat, Doyen de
 Windsor, & Secre-
 taire de l'Ordre de
 la Jartiere, & au
 Sieu

"Wentworth de	Sieur Thomas Com-
"Woodhouse, &	te de Strafford,
"de Staineborouh,	Vicomte Went-
"Baroni de Raby,	worth de Went-
"Regiæ suæ Maje-	wort, Woodhou-
"stati à Consiliis In-	se & de Stainebo-
"timis, Ejusdem	roug, Baron d'O-
"Legato Extraor-	versley, Neumarch,
"dinario & Pleni-	& Raby, Conseil-
"potentiariorum ad Cel-	ler de la Reine en
"sos & Præpoten-	son Conseil d'Etat,
"tes Dominos Or-	son Ambassadeur
"dines Generales	Extraordinaire &
"Uniti Belgii, Re-	Plenipotentiaire au-
"giæ suæ Majesta-	près des Etats Géné-
"tis Dimachorum	raux des Provinces
"Legionis (vulgo	Unies du Pays-bas,
"Regiment) Tribu-	Colonel du Regi-
"no, & Exerci-	ment Royal de
"tuum Regionum	Dragons, Lieute-
"Locum - Tenenti	nant Général de ses
"Generali, Prima-	Armées, premier
"rio Admiralitatis	Seigneur de l'Ami-
"Magnæ Britanniaë	rauté de la Grande-
"& Hiberniaë Do-	Bretagne, & d'Irian-
"mino Commissa-	de & Chevalier du
"rio, & Nobilissi-	très noble ordre de
"mi Ordinis Peri-	la Jartiere; Les-
"scel-	quels,

„ scelidis Equiti: Sa-
 „ cra autem Regia
 „ Majestas Christia-
 „ nissima Nobilissi-
 „ mis, Illustrissimis,
 „ atque Excellentis-
 „ simis Dominis,
 „ Domino Nicolao
 „ Marchioni de Ux-
 „ elles, Marshallo
 „ Franciæ, Regio-
 „ rum Ordinum E-
 „ quiti Torquato, &
 „ Locum - Tenenti
 „ Generali in Duca-
 „ tu Burgundiæ; Et
 „ Domino Nicolao
 „ Mesnager, Regii
 „ Ordinis Sancti Mi-
 „ chaëlis Equiti. Di-
 „ cti proinde Lega-
 „ ti, quo proposi-
 „ tum Regiarum
 „ Suarum Majesta-
 „ tum pium adco &
 „ salutare optatum sortiretur Effectum;
 „ habitis variis eâ de re Colloquiis, concin-
 „ natisque quantum præ temporis angustia
 „ li.

quels, pour parvenir
 à une fin si pieuse,
 & remplir un désir
 si salutaire de leurs
 Majestés, après s'e-
 stre Communiqués
 respectivement leurs
 pleins pouvoirs dont
 les Copies seront in-
 serées de mot à mot
 à la fin du présent
 Traité, en avoir due-
 ment fait l'échan-
 ge, & avoir tenu
 diverses Conferen-
 ces & discuté la ma-
 tiere autant que la
 brieveté du temps la
 pû permettre, sont
 enfin convenus, sur
 le fait de la Naviga-
 tion & de Commer-
 ce, des Articles qui
 s'ensuivent.

„licit, rerum utrinque momentis, inter
 „ ipsos tandem post Plenipotentias, quibus
 „ hâc in parte Muniti sunt, communicatas
 „ invicem, & ritè mutatas, quarum Apo-
 „ grapha sub Finem hujus Instrumenti,
 „ verbo tenus inserta sunt, super Naviga-
 „ tionis & Commerciorum Articulis, me-
 „ do formâque, prout sequitur, convene-
 „ runt.

I.

I.

Conventum & concordatum est inter Serenissimam & Potentissimam Magnæ Britanniae Reginam, & Serenissimum ac Potentissimum Regem Christianissimum, Quod reciproca & omnibus modis absoluta sit Libertas Navigationis & Commerciorum inter utriusque partis Subditos, per omnia & quævis Regiarum suarum Maje-
 sta-

Il a esté conyenu & accordé entre le Sérénissime & très puissant Roy Très Chrétien, & la Sérénissime & très puissante Reine de la Grande-Bretagne, qu'il y ait entre les sujets de part & d'autre une liberté reciproque & en toutes manières absolue de Navigation & de Commerce dans tous & chacun des Royaumes, Etats, Provinces, &

statum Regna, Status, Ditiones, & Provincias in Europa, circa omnia & singula Mercium genera, iis in Locis, iisque Conditionibus, modo formâque, prout in sequentibus Articulis definitur & statuitur.

II.

Ut vero inter ante memoratarum partium Subditos, commercium & Amicitia^a secura dehinc, & ab omni Perturbatione & Molestiâ tuta sit, conventum & conclusum est, ut si quando inter Regiarum suarum Majestatum Coronas mala aliqua Intelligentia, & Amicitia^a Inter-

& Terres de l'obeissance de L.L. Majestez en Europe, pour toutes & chacune sortes de Marchandises dans les lieux, aux conditions, en la maniere, & en la forme qu'il est réglé & établi dans les Articles suivans.

II.

Pour asseurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les sujets de leurs dites Majestez & afinque cette bonne correspondance soit à l'abryde tout trouble & de toute inquiétude, il a esté convenu & accordé que si quelque jour il survient quelque mauvaise intelligence, interruption d'amitié,

ruptio Ruptura
 rave suboriantur,
 (quod Deus. aver-
 tat,) tum Terminus
 sex Mensium post
 dictam Rupturam,
 utriusque partis Sub-
 ditis in alterius Di-
 tione commoranti-
 bus, dabitur, quo
 recipere sese unà
 eum Familiis, Bonis,
 Mercimoniis, & Fa-
 cultatibus suis, eas-
 que asportare licebit
 quoquo versum ipsis
 placuerit; Sicut &
 iis permissa tunc erit
 Venditio & Aliena-
 tio Bonorum suo-
 rum, Mobilium Im-
 mobiliumque re-
 rum, liberè & abs-
 que ullâ Interturba-
 tione; Nec eorum
 Bona, Res, Merces,
 & Facultates, ne-
 dum ipsimet Arre-
 sto,

mitié, ou rupture
 entre les Couronnes
 de L. L. Majestez
 (ce qu'à Dieu ne
 plaise,) il sera donné
 pour lors un terme
 de six mois après
 l'adite rupture aux
 sujets des deux par-
 ties, & habitans qui
 demeureront dans les
 Etats de l'une & de
 l'autre Partie, en sorte
 qu'ils puissent se reti-
 rer avec leurs familles,
 biens, marchandises,
 & facultez, & les
 transporter ou bon
 leur semblera. Com-
 me aussi qu'il leur
 sera permis alors de
 vendre & d'aliener
 leurs biens meubles
 & immeubles libre-
 ment, & sans aucun
 trouble; Que pen-
 dant ce tems ils ne
 seront retenus ni
 mo.

sto, vel manûs In-
jectione, interea
temporis detinendi
vel infestandi sunt;
Bonâ quinetiam in-
terea promptâque
Justitiâ fruuntur, u-
tentur alterutrin-
que Subditi, quo
currente dicto Spa-
tio Semestri, Res
& Facultates suas,
tam publico quam
privatis conceditas,
recuperare possint.

III.

Conventum quo-
que & statutum est,
quod Subditi & In-
colæ Regnorum,
Provinciarum, &
Ditionum utriusque
Regiæ Majestatis,
nullos in posterum
exerceant inter se

Ho-

molestez, par arrest
ni par saisie de leurs
effets, biens, mar-
chandises, & facul-
tez, ni de leurs per-
sonnes, & de plus
il sera rendu aux su-
jets de part & d'au-
tre une bonne &
prompte justice, en
sorte qu'ils puissent
en profiter pour re-
tirer dans ledit es-
pace de six mois
leurs effets, & leurs
facultez confiez tant
aux particuliers qu'-
au public.

III.

On est aussi con-
venu, & il a été
arresté que les sujets
& habitants des
Royaumes, Provin-
ces, & Etats de L.
L. Majestez n'exer-
ceront à l'avenir au-
cuns actes d'hostilité

ni

Hostilitatis Actus & Violentias, nec Mari, nec in Fluviiis, Fluminibus, Portibus, aut Stationibus, sub quocunque nomine aut prætextu, ita ut Subditi utriusque partis nullum Diploma, Commissionem, vel Instructionem pro privatis Armaturis Navalibus exercendis, neque Literas Repressaliarum, ut vocant, aliquorum Principum aut Statuum, qui ipsis hinc inde hostes sunt, recipiant; Neque vi aut prætextu eorundem Diplomatum, Commissionum, vel Repressaliarum, predictos Magnæ Britanniæ Reginæ, aut Regis Christianissi-

mi

ni violences les uns contre les autres, tant sur Mer que sur Terre, fleuves, Rivières, & rades, sous quelque nom & pretexte que ce soit, ensorte que les sujets de part & d'autre ne pourront prendre aucune Patente, commission, ou instruction pour armemens particuliers & faire la course en Mer, ni Lettres vulgairement appellées de represailles de quelques Princes ou Etats Ennemis de l'un ou d'autre, ni troubler, molester, empêcher, ou endommager en quelque maniere que ce soit, en vertu ou sous pretexte de telles Patentes, commis-

mis.

mi Subditos & Incolas, turbent, infestent, vel incommodo Damnove aliquo afficiant, neque ejusmodi vel Armaturam exerceant, vel eà in altum procedant; In quem finem toties quoties requiritur ab utraque parte, in omnibus utriusque partis Regionibus, Dominiis, & Ditionibus quibuscunque, Prohibitiones strictæ & expressæ renouventur & publicentur, Ne quis hujusmodi Commissionibus, vel Literis Repressaliarum ullo modo utatur, sub poenâ atrocissimâ, quæ contra Violatores infligi possit, præter Restitutionem & plenariam

missions, ou Lettres de represailles, les sujets & habitans susdits du Roy Très Chrétien ou de la Reine dela Grande Bretagne, ni faire ces sortes d'armemens, ou s'en servir pour aller en Mer; Et seront à cette fin toutes & quantes fois qu'il sera requis de part & d'autre dans toutes les Terres, Pays, & Domaines quels qu'ils soient, tant de part que d'autre, renouvellées, & publiées des deffenses étroites & expresses d'user en aucune manière de telles commissions ou Lettres de represailles, sous les plus grandes peines qui puissent être

riam Satisfactionem
iis præstandam, qui-
bus damnum ali-
quod intulerint, nec
ullæ in posterum
Repressaliarum Li-
teræ ab alterâ dicto-
rum Fœderatorum
parte concedentur
in alterius Subdito-
rum Detrimentum
aut Incommodum,
nisi eo tantum Casu,
quo Justitia denega-
ta est aut dilata; Cui
Denegationi aut Di-
lationi fides non ha-
bebitur, nisi Libel-
lus Supplex ejus qui
prædictas Repressa-
liæ Literas postula-
verit, communica-
tus sit Ministro, qui
à parte Principis il-
lius, contra cujus
Subditos illæ dandæ
sunt, eo loci réside-
bit, ut intra qua-
tuor

être ordonnées con-
tre les infracteurs,
outré la restitution
& la satisfaction en-
tière, dont ils seront
tenus envers ceux
auxquels ils auront
causé quelque dom-
mage; Et ne seront
données à l'avenir
par l'un desdits Al-
liez au préjudice &
au dommage des
sujets de l'autre, au-
cunes lettres de re-
présailles, si ce n'est
seulement au cas de
refus ou de délai de
justice, lequel refus
ou délai de justice
ne sera pas tenu pour
verifié, si la requê-
ste de celui qui de-
mande lesd: repré-
sailles n'est commu-
niqué au Ministre,
qui se trouvera sur
les lieux de la part
du

tuor Mensium tempus, aut prius, si fieri possit, contrarium docere, aut Complementum quod Justitiæ debeatur procurare possit.

du Prince, contre les sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutôt s'il se peut, il puisse faire connoître le contraire, ou procurer la juste satisfaction qui sera dûe.

IV.

Liberum sit utriusque prædictorum Confœderatorum Subditis & Incolis, Terrestri, vel Maritimo, & quocunque denique Itinere, in alterius Fœderati Regna, Regionès, Provincias, Terras, Insulas, Urbes, Villas, Oppida murata, vel non murata, munita, vel immunita, Portus, Dominia, vel

IV.

Qu'il sera libre aux sujets & habitans des susdits Alliez d'entrer, & d'aller librement & seurement sans permission ni saufconduit général ou spécial, soit par terre ou par Mer, & enfin par quelque chemin que ce soit dans les Royaumes, Etats, Provinces, Terres, Isles, Villes, Bourgs, Pla-

vel Ditiones quascunque in Europâ, liberè & securè, absque Licentiâ vel salvo Conductu generali aut speciali, ingredi, ire, atque inde redire, ibidem commorari, aut eadem transire, & omnia interim vitui, usuique suo necessaria emere, atque pretio pro lubitu comparare, omnique benevolentia & favore reciproco tractentur. Cautum tamen esto ut in hisce omnibus ad præscripta Legum & Statutorum se gerant & componant, amicè quoque & pacatè inter se vivant & conversentur, omnique bonâ Intelligentiâ Concordiam

Places murées ou non murées, fortifiées ou non fortifiées, Ports & Domaines de l'autre Allié situez en Europe, quelsqu'ils puissent être, & d'en revenir, d'y séjourner, ou d'y passer, & d'y acheter aussi & acquérir à leur choix toutes les choses nécessaires pour leur subsistance, & pour leur usage, & qu'ils se traitent réciproquement avec toute sorte de bienveillance & de faveur; Bien entendu néanmoins que dans toutes ces choses ils se comporteront & se conduiront conformément à ce qui est prescrit

Tom. II.

mu-

Q

par

mutuam alant.

V.

Subditis utriusque
Regiæ Majestatis
Libertas sit & Pote-
stas, cum suis Navi-
bus, ut & Mercibus,
rebusque iisdem im-
positis, quorum
Commercium aut
Asportatio Legibus
utriusque Regni pro-
hibita non sunt, ad
utriusque partis Ter-
ras, Regiones, Ur-
bes, Portus, Loca,
& Fluvios in Euro-
pâ appellere, eoque
adire, ibique fre-
quen-

par les loix & par
les ordonnances,
qu'ils vivront les
uns avec les autres
en amis & paifi-
blement, & qu'ils
entretiendront par
leur bonne intelli-
gence l'Union reci-
proque.

V.

Il sera libre &
permis aux sujets de
leursdites Majestez
reciproquement d'a-
border avec leurs
vaisseaux, aussi bien
qu'avec les Mar-
chandises & les effets
dont ils seront
chargez, & dont
le Commerce & le
transport ne sont
point deffendus par
les loix de l'un ou de
l'autre Royaume,
d'entrer dans les
Terres, Etats,
Vil-

quentare, commo-
rari, ac residere, abs-
que ullâ temporis
restrictione; Domi-
cilia etiam conduce-
re, vel apud alios
hospitari, omniaque
mercium genera li-
cita, ubi visum fue-
rit, emere à primo
opifice vel vendito-
re, alioue quovis
modo, sive in publi-
co rerum venalium
Foro, in Emporiis,
Nundinis, aut ubi-
cunque loci Merces
istæ laborantur aut
venduntur; Merces
quoque aliunde ad-
vectas in Reposito-
riis & Apothecis suis
condere, asservare,
indeque venum ex-
ponere licebit, neque
ullo modo dictas
suas Merces in Em-
poria & Nundinas,
nisi

Villes, Ports, Lieux,
& Rivières de part
& d'autre situez en
Europe, d'y fré-
quenter, séjourner,
& demeurer sans
aucune limitation
de tems, mesme d'y
louer des Maisons
ou de loger chez
d'autres, d'acheter
où ils jugeront à
propos toutes sortes
de marchandises
permises, soit de la
première main soit
du Marchand, &
de quelque autre
manière que ce puis-
se être soit dans les
Places & Marchez
publics où sont ex-
posées les marchan-
dises, & dans les
foires, soit dans tout
autre endroit où ces
Marchandises se fa-
briquent ou se ven-
dent.

nisi sponte & libenter, asportare tenebuntur, eâ tamen lege ne easdem in Tabernis, aut alibi minutatim vendant. Ob dictam autem Commerciorum libertatem, aliâve quâcunque de causâ, Impositionibus ullis aut Oneribus gravandi non erunt, præter ea quæ pro Navibus & Mercibus suis Legibus & Consuetudinibus in utroque Regno receptis solvenda veniunt. Quinetiam libera iis sit, quâcunque & quocunque ipsis visum fuerit, sese, ut &, si Matrimonium forte contraxerint, Uxores, Liberos, Famulosque suos, una cum Mer-

dent. Il leur sera aussi permis de ser-
rer & de garder
dans leurs magasins
ou entreports, les
Marchandises ap-
portées, d'ailleurs,
& de les exposer
ensuite en vente,
sans être obligez
en aucune façon de
porter leurs Mar-
chandises susdites
dans les Marchez &
dans les foires, si
ce n'est de leur bon
gré, & de leur
bonne volonté, à
condition néant-
moins qu'il ne les
vendront point en
détail dans des
boutiques ou ail-
leurs, & ils ne pour-
ront pour raison de
ladite liberté de
Commerce, ou pour
toute autre cause
que

Mercibus & Facultatibus, Rebus, Bonisque fuis, five emptis, five advectis, extra Regni utriusque Limites, Solutis Vectigalibus confuetis, Terrâ Marique, per Fluvios & Aquas dulces, sine Moleftiâ, transferendi potestas; non obstante Lege qualibet, Privilegio, Concessione, Immunitate, aut Consuetudine, contrarium ullo modo designante. In re autem Religionis integra Subditis utriusque Fœderatorum, ut &, si Matrimonium Contraxerint eorum Uxoribus ac Liberris, constabit Libertas, neque in Ecclesiis, aut alibi, facris

que ce soit, être chargez d'aucun impost ou droits, à l'exception de ceux qui doivent être payés pour leurs navires ou pour leurs Marchandises, suivant les loix & coutumes receûes dans l'un & dans l'autre Royaume. Il leur sera aussi permis de sortir de l'un & de l'autre Royaume, quand ils le voudront, & d'aller où ils le jugeront à propos par Terre ou par Mer, par ses Rivières, & eaux douces; Et aussi au cas qu'ils fussent mariez ils pourront emmener leurs femmes, Enfans, Domestiques, aussi bien que leurs Marchandises,

cris interesse cogendi erunt: Ipsis autem è contrario Rem Divinam suo more, etiam si Legibus Regni vetito, privatim, & inter proprios parietes, & absque aliorum quorumcunque Interventu, facere, omnino & absque ullâ molestiâ licebit. Facultas porro Subditos utriusque partis in alterius Ditionibus defunctos, locis commodis & honestis, ad id quacunque occasione designandis. Sepeliendi deneganda non erit, neque Sepulcorum Cadavera ullâ molestiâ afficienda erunt. Leges autem & Statuta utriusque Regni in pleno vigore manebunt,

dites, facultez, biens & effets achetez ou apportez, après avoir payé les droits accoutumez, non obstant toute Loy, privilège, concession, immunité, ou coutume à ce contraires en façon quelconque. Et quant à ce qui concerne la Religion, les sujets des deux Couronnes, & leurs femmes & Enfants au cas qu'ils fussent mariez, jouiront d'une entière liberté, ils ne pourront être contraints d'assister aux offices divins, soit dans les Eglises ou ailleurs; Mais au contraire il leur sera permis sans aucun empêchement, de faire en particulier

bunt, debitæque Executioni mandabuntur, sive Commercium & Navigationem, sive Jus aliquod aliud respiciunt, iis duntaxat Casibus exceptis, de quibus in præsentis Tractatûs Articulis aliter statutum fuerit.

lier dans leurs propres Maisons, sans qu'il y intervienne quique ce soit, les exercices de leur Religion suivant leur usage, quoique deffendu par les Loix du Royaume. On ne refusera point de part ni d'autre la permission d'enter-
rer dans des lieux

commodes & décents qui seront désignez à cet effet; les corps des sujets de l'un & de l'autre Royaume décédez dans l'étendûe de la Domination de l'autre, & il ne sera apporté aucun trouble à la *sepulture* des morts. Les Loix & les statuts de l'un & de l'autre Royaume demeureront dans leur force & vigueur, & seront exactement exécutez, soit que ces Loix ou statuts regardent le Commerce & la Navigation, ou qu'ils concernent quelque autre droit à la réserve seulement des cas, auxquels il est dérogé par les Articles du présent Traité.

VI.

Solvent utriusque partis Subditi Telonia, Vectigalia, & Introitûs, Exitûsque Jura, per omnes utriusque partis Ditiones & Provincias, debita & consueta. Et ut unicuique de prædictis Teloniis, Vectigalibus, & Introitûs Exitûsque Juribus quibuscunque constare certò possit, Conventum pariter est, quod Indices Vectigalia, Portoria, & Impositiones designantes, publicis exstabunt locis, tam Londini, & in aliis Urbibus intra Ditiones Reginæ Magnæ Britanniae, quam Rothomagi, & in aliis Galliae Urbibus Mer-

VI.

Les sujets de part & d'autre payeront les Doüanes, imposts, & les droits d'entrée & de sortie dûs & accoutumez dans tous les Etats & Provinces de part & d'autre; Et afin que chacun puisse sçavoir certainement en quoy consistent les susdits Impots, doüanes, & droits d'entrée & de sortie, quelsqu'ils soient, on est convenu qu'il y aura dans les lieux publics tant à Roüen, & dans les autres Villes marchandes de France, qu'à Londres, & dans les autres Villes de l'obéissance de la Reyne de la Grande-Bretagne, des Tarifs

Mercaturæ assuetis, ad quas recurri possit quotiescunque Lis aut Quæstio de talibus Portoriis, Vectigalibus, seu Impositionibus oriatur; quæ eo modo, & non aliter, exigenda erunt, prout disertis verbis & genuino supra dictarum Tabularum tenori consentaneum erit. Et si quis Officialis, aut alius nomine ejus, sub quovis prætextu, publicè vel privatim, directè vel indirectè, à mercatore, vel alio, summam ullam pecuniæ, seu aliud quodcunque postulabit aut accipiet, ratione Juris, Debiti, Stipendii, Exhibitionis, seu Compensatio-

rifs qui indiquent les Impots, doüanes, & droits accoustumez, afin que l'on y puisse avoir recours, toutes les fois qu'il s'élèvera quelque contestation ou differend à l'occasion de ces Impots, doüanes ou droits, qui ne pourront se lever que conformément à ce qui sera clairement expliqué dans les susdits Tarifs, & selon leur sens naturel. Si quelque Officier ou quelqu'un en son nom sous quelque pretexte que ce soit exige & reçoit publiquement ou en particulier, directement ou indirectement, d'un Marchand ou d'un autre,

Q 5

au :

tionis, etiam sub nomine spontanei Domini, aut alio quovis modo, vel prætextu, plus aut aliter quam supra præfinitum est, tum dictus Officialis, aut Vicarius ejus, si coram Judice Competente, in Regione ubi crimen admissum est, ejusdem reus & convictus teneatur, Partilæsæ plenam satisfactionem dabit, & etiam juxta Legum præscripta poenâ debitâ afficietur.

aucune somme d'argent, ou quelque autre chose que ce soit à raison de droit dû, d'impôt, de visite, ou de compensation, même sous le nom de don fait volontairement ou sous quelque autre pretexte que ce soit, au delà ou autrement qu'il n'est marqué cy-dessus; En ce cas si ledit Officier ou son substitut étant accusé devant le juge compétant du lieu où la faute a été commise, s'en trouve convaincu il donnera une satisfaction entière à la partie lésée, & il sera même puny de la peine dûe & prescrite par les Loix.

VII.

Mercatores, Navarchæ, Naucleri, Nautæ, homines quicunque, Naves, & omnia in universum Mercimonia, & bona Confoederati alterius, ejusque Subditorum, & Incolarum, nullo publico privato nomine, vi alicujus Edicti generalis, aut specialis, in Terris, Portibus, Stationibus, Littoribus vel Ditionibus quibuscunque, alterius Fœderati, in Usus publicum, Expeditiones bellicas, aliamve ob causam, multo minus ob Usus cujusquam privatum, apprehendantur, per Arresta detineantur, violentiâ aliquâ, vel

VII.

Les Marchands, les Capitaines de Vaisseau, les Maîtres de Navires, les matelots, & quelques personnes que ce soit, les Navires, & généralement toutes Marchandises & effets de l'autre Allié, & de ses sujets ou habitans ne pourront être pris, saisis, ou arrestez, ni contrainsts par aucune sorte de violence, molestez, ou maltraitez au nom du public, ou d'un particulier, en vertu de quelque Edit général ou spécial que ce soit, dans les Terres, Ports, Havres, Rades, & Etats que ce puisse être de l'autre Allié

ullâ ejusdem specie cogantur, ullâve afficiantur molestiâ vel injuriâ. Porro utriusque partis subditis quidquam aut capere, aut vi extorquere nefas esto, nisi consentiat ille cui competit, ac paratâ pecuniâ persolvatur, quod tamen non intelligendum est de ea detentione & manûs injectione, quæ mandato & auctoritate Justitiæ, viisque ordinariis facta erit, debiti vel delicti causâ, quorum respectu viâ Juris, secundum formam Justitiæ, agendum sit.

pour le service public, pour des expéditions militaires, ou autre cause, encore moins pour aucun usage particulier, mais il sera deffendu de prendre ou d'enlever par la force aucune chose aux sujets de part & d'autre sans le consentement de celui à qui elle appartient, & sans le luy payer en argent comptant; ce qui ne doit point néanmoins s'entendre de la saisie & de l'arrest qui sera fait par les voyes ordinaires, par ordonnance & de l'autorité de la justice, pour cause de dette ou de crime commis, dans lesquelles occasions on pro-

procedera par les voyes de droit & selon les régles de la justice.

VIII.

Præterea conventum & statutum est pro Regulâ Generali, quod omnes & singuli Serenissimæ Magnæ Britanniae Reginae, & Serenissimi Regis Christianissimi Subditi, in omnibus Terris, Locisque, hinc inde ipsorum Imperio subjectis, circa omnia Jura, Impositiones, aut Vectigalia quæcunque, Personas, Merces, & Mercimonia, Navis, Naula, Nautas, Navigationem & Commercia concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis,

VIII.

De plus on est convenu & il a été estably pour règle générale que tous & chacun des sujets du Sérénissime Roy Très-Chrétien, & de la Sérénissime Reyne de la Grande-Bretagne, useront & jouiront respectivement dans toutes les Terres & lieux de leur obéissance des mêmes privilèges, libertez, immunitiez, sans aucune exception, dont jouit & use, ou pourra jouir & user & être en possession à l'avenir la nation la plus amie, par

giis, Libertatibus & immunitatibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, tam in Curiis Justitiæ, quam in iis omnibus quæ five Commercium, five aliud Jus quodcunque respiciunt, quibus amicissima quævis gens externa utitur, fruitur, gaudetque, aut in posterum uti, frui, aut gaudere possit.

IX.

Conventum ulterius est, quod intra spatium duorum Mensium, ex quo in Magnâ Britannia Lex lata fuerit, per quam satis cautum erit, ut nulla Portoria, five Vectigalia

rapport aux droits, doüanes, & impositions quelsqu'ils soient à l'égard des personnes, marchandises, effets, Navires, fret, Matelots, enfin en tout ce qui regarde la Navigation & le Commerce, & qu'ils auront la même faveur en toutes choses, tant dans les Cours de justice, que dans tout ce qui concerne le Commerce, ou tous autres droits.

IX.

On est de plus convenu que dans l'espace de deux mois depuis qu'il aura été fait une loy dans la Grande-Bretagne, par laquelle, il sera suffisamment pourvu à ce qu'il ne soit

lia de Bonis, Mercimoniisque à Gallia in Magnam Britanniam deportatis, amplius exigantur, quam quæ de Bonis, Mercimoniisque ejusdem Naturæ, ex aliâ quavis Regione in Europâ sitâ, in Magnam Britanniam deportatis, exiguntur, utque Leges omnes post. Annum 1664. in Magnâ Britannia latæ ad prohibendam ullo-
rum à Gallia venientium Bonorum, Mercimoni-
orumque Importationem, quæ ante id tempus prohibita non fuerant, abrogentur, Tariffa Generalis decimo octavo Die Septembris Anni 1664. in Gal-
liâ

soit rien exigé sur les effets & marchandises qui seront portées de France dans la Grande-Bretagne, aucuns impots ou droits plus grands que ceux qui se lev-ent sur les effets & marchandises de la même nature qui y sont aportées de quelque Pays que ce soit, situé dans l'Eu-
rope; & que toutes les loix faites dans la Grande-Bretagne depuis l'année 1664 pour deffendre le Transport de quel-
ques effets ou marchandises venant de France qui n'avoient point été deffendues avant ladite année, soient abrogées; Alors le Tarif général fait en France le 18
Sep-

liâ facta, ibidem denudò obtinebit, & Vectigalia pro bonis advehendis evehendisque in Galliâ per Subditos Magnæ Britanniae solvenda, ad tenorem Tariffæ supra dictæ perpendentur, modumque in eadem constitutum, haudquaquam excedent in Provinciis, quarum ibi mentio facta est, in reliquis autem Provinciis Vectigalia non nisi ad normam tunc temporibus præscriptam exigenda erunt, omnesque Prohibitiones, Tariffæ, Edicta, Declarationes, sive Decreta, post Tariffam illam Anni 1664. & contra illam, quoad Bonna, Mercesque Magnæ

Septembre 1664. sera dérechef observé dans ce Royaume, & les droits que les sujets de la Grande-Bretagne, doivent payer pour les effets qu'ils apporteront en France, ou qu'ils en tireront, seront réglés suivant la teneur dudit Tarif, sans excéder la manière établi suivant ledit Tarif pour les Provinces, dont il y est fait mention. Quant aux autres Provinces les droits ni seront levés que suivant la règle prescrite en ce temps là. Toutes les Deffences, Tarifs, Edits, Déclarations ou Arrests postérieurs à l'année 1664, faits en France

gnæ Britanniae, in
Galliâ factæ abro-
gabuntur. Quando-
quidem vero ex par-
te Gallia contendit
ut quædam Mer-
cimonia, viz. Lani-
ficia, Saccharum,
Pisces Saliti, & quæ
ex Cetis proveniunt,
ex Tariffæ suprame-
moratæ regulâ exci-
pantur, aliaque por-
ro Capita rerum re-
stent, ad hunc Tra-
ctatum spectantia,
quæ ex parte Ma-
gnæ Britanniae pro-
posita, hactenus au-
tem mutuò accom-
modata non fuerint,
quorum omnium in
Instrumento separa-
to, à Legatis utrin-
que Extraordinariis
& Plenipotentariis
subscripto, Specifi-
catio continetur;
Pro-

ce & contraires au
Tarif de laditte an-
née, en ce qui con-
cerne les effets &
marchandises de la
Grande - Bretagne
seront abrogés; Et
comme on insiste de
la part de la France
que quelques mar-
chandises, savoir,
celles de laine, le
sucre les poissons
salés & ce qui pro-
vient de la Baleine
soient exceptés de
la règle du susdit
Tarif, & qu'il y a
d'autres points qui
regardent ce Traité
proposés de la part
de la Grande-Breta-
gne, & dont il n'a
pas encore esté con-
venu de part & d'au-
tre, de tous lesquels
la Spécification est
contenue dans un
acte

Provisum hisce, concordatumque est, quod intra bimestre spatium, ab extraditis hujus Tractatus Ratihabitionum Tabulis, Londini convenient utriusque partis Commissarii, ad perpendendas, expediendasque difficultates de Mercimoniis à Tariffa Anni 1664. excipiendis, deque cæteris Capitibus nondum satis, ut supradictum est, accommodatis. Idemque Commissarii pariter operam dabunt, quod utriusque Nationis Commodis maximè consentaneum fore videtur, ut Comerciorum hinc inde Rationes penitus excutiantur,

acte séparé signé de^s Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires du Roy T. C. & de la Reyne de la G. B., on est convenu & demeuré d'accord par ce présent article, que dans l'espace de deux mois à compter de l'Echange des ratifications de ce Traité, les Commissaires de part & d'autre s'assembleront à Londres pour examiner, & résoudre les difficultés sur les marchandises à excepter du Tarif de l'année 1664. & sur les autres points qui ne sont pas encore assez développés, comme il est dit cy-dessus.

Et les mêmes
Com-

tur, & Impedimentis hac in parte tollendis, Vectigalibusque mutuò componendis, media æqua, & utrinque utilia inveniantur, stabilianturque. Provisum tamen præcautumque semper est, ut Articuli omnes & singuli hujus Tractatûs in plenò interim vigore mancant; Atque imprimis ut nihil quidquam Impedimento esse censeatur, sub quocunque prætextu, quo minus Tariffæ generalis Anni 1664 Beneficium Subditis Regiæ suæ Majestatis Magnæ Britanniae concedatur, atque eâdem fine ullâ morâ, aut tergi-

ver-

Commissaires donneront pareillement leurs soins (conformément à l'intérêt des deux Nations) à bien examiner les avantages reciproques du commerce, à lever tout embarras sur ce sujet, à trouver enfin, & à établir de part & d'autre des moyens justes & utiles pour moderer reciproquement les droits. Bien entendu toutefois que tous & chacun des articles de ce Traité demeureront en attendant dans leur pleine vigueur, & principalement que rien ne puisse empêcher sous quelque prétexte que ce soit que l'avantage du Tarif Général

versatione fruantur, gaudeantque dicti Subditi Britannici intra bimestre spatium à Lege in Magnâ Britannîâ, ut supra memoratum est, latâ, modo formâque tam amplâ, ac Subditi Gentis cujuscumque amicissimæ, præfatæ Tariffæ beneficio frui, ac gaudere possent, omnino in contrarium haud obstante re quâlibet à Commissariis prædictis faciendâ, discutierendâve.

Général de l'année 1664. soit accordé aux sujets de la Grande-Bretagne, & qu'ils en jouissent sans aucun embarras ou retardement dans l'espace de deux mois après que la loy dont il a esté parlé cy dessus aura esté publiée dans la G. Bretagne ; cette jouissance devant être pour les sujets de la Grande-Bretagne dans la forme & manière ; aussi ample que les sujets de la nation la plus amie jouiront du bénéfice du mesme Tarif, sans qu'aucunes choses à faire ou à discuter par les dits Commissaires le puissent empêcher.

X. Ve-

X. Les

X.

Vectigalia pro
Herba Nicotianâ,
five rudi five elabo-
ratâ, in Galliam ad-
vehendâ, ad eandem
dehinc Moderatio-
nis rationem revo-
cabuntur, quâ Her-
bâ eadem in quibus-
vis Europæ, aut A-
mericæ oris enata,
in Galliam introdu-
cta, gaudet, & gavi-
sura erit; Pro dictâ
autem Herbâ eadem
in Galliâ Vectigalia
solvent utriusque
partis Subditi; Par-
quoque in illâ ven-
denda Libertas, eæ-
demque Leges erunt
Subditis Britanni-
cis, quibus gaude-
bunt, aut tenebun-
tur ipsimet Galliæ
Mercatores.

XI. Sta-

X.

Les droits sur le
Tabac préparé ou
non préparé, lors-
qu'il sera apporté en
France, seront mo-
derez à l'avenir sur
le mesme pied de
reduction, dont jou-
it déjà, ou pourra
jouir à son entrée
en France le mesme
Tabac de quelque
crû qu'il soit de
l'Europe ou de l'A-
mérique. Les su-
jets de part & d'au-
tre payeront en
France les mesmes
droits pour le Tabac.
Ils auront une liber-
té égale d'en vendre,
& les mesmes Loix
dont jouiront les
Marchands François
mesmes, ou auxquel-
les ils seront assujet-
tis, seront commu-
nes

XI.

Statutum quoque est, quod Impositio, seu Tributum quinquaginta Solidorum Turonensium per singulas Tunnas Navibus Britannicis in Galliâ impositum, cesset penitus & in posterum abrogetur; Cessabit pariter Tributum quinque Solidorum Sterlingorum, per singulas Tunnas Navibus Gallicis in Magnâ Britannia impositum; neque eadem, aliave istiusmodi Onera Subditorum alterutrinque Navibus in posterum imponentur.

XII.

nes aux sujets de la Grande-Bretagne.

XI.

On a aussi statué que l'impost ou le tribut de 50. s. tournois par Tonneau, mis en France sur les Navires de la Grande - Bretagne, cesse, & soit abrogé entièrement à l'avenir, & l'on supprimera pareillement le droit de 5. Schellings Sterlings par Tonneau, imposé dans la Grande - Bretagne sur les Navires François. Ces levées & d'autres charges semblables ne seront plus imposées, dans la suite sur les Vaisseaux de part & d'autre.

XII.

XII.

XII.

Statutum præterea & conventum est, quod omnibus Mercatoribus, Navarchis, aliisque Subditis Reginæ Magnæ Britanniae integrum sit in omnibus Galliae locis negotia sua, per se tractare, vel quibuscunque ipsi placuerit tractanda demandare. Nec tenebuntur Interprete aliquo, vel Institore uti, nec nisi uti velint, iisdem Salarium aliquod persolvere. Præterea Magistri Navium non tenebuntur ad onerandas vel exonerandas Naves suas iis Operariis, qui publicâ autoritate ad id constituti fuerint, vel Burdegalæ, vel

Il a été statué de plus, & l'on est convenu qu'il soit entièrement libre & tous les Marchands, Capitaines de Vaisseau, & autres sujets de la Reyne de la Grande-Bretagne dans tous les lieux de France, de traiter leurs affaires par eux-mêmes ou d'en charger qui bon leur semblera, & ils ne seront tenus de se servir d'aucun interprete ou facteur, ni de leur payer aucun salaire, si ce n'est qu'ils veuillent s'en servir. En outre les Maîtres des Vaisseaux ne seront point tenus de se servir pour charger ou décharger leurs Navires des per-

vel aliis in locis uti; sed ipsis integrum erit Naves suas vel per se onerare, aut exonerare, vel iis quibus visum fuerit in iis onerandis vel exonerandis uti, sine Salarii alicujus alii cuicunque solutione; neque Merces quascunque vel in alia Navigia exonerare, vel in sua recipere, vel onerandas, ultra quam ipsis visum fuerit, expectare tenebuntur. Singuli autem Subditi Christianissimi Regis in omnibus locis Magnæ Britanniae Dominio in Europâ subjectis, iisdem Privilegiis & Libertate vicissim gaudebunt, & fruentur.

XIII.

personnes établie à cet effet par l'autorité publique, soit à Bordeaux soit ailleurs, mais il leur sera entièrement libre de charger ou de décharger leurs Vaisseaux par eux-mêmes, ou de se servir de ceux qu'il leur plaira pour les charger ou les décharger, sans payer aucun salaire à quelqu'autre personne que ce puisse être. Ils ne seront point tenus aussi de décharger dans des Navires d'autrui, ou de recevoir dans les leurs quelque Marchandise que ce soit, ni d'attendre leur chargement, plus longtems qu'ils ne le jugeront à propos;

pos; & tous les sujets du Roy Très Chrétien, jouiront pareillement, & seront en possession des mêmes privilèges & libertez dans tous les lieux de l'obéissance de la Grande - Bretagne en Europe.

XIII.

Mercatoribus, aliisque Magnæ Britanniae Reginae, & Regis Christianissimi alterutrinque Subditis, omnino fas & liberum erit, Testamento condito, & quavis aliâ dispositione, vel sub tempore valetudinis, vel quocunque spatio ante, aut juxta articulum mortis, facere legare, aut donare Mercimonia sua,

XIII.

Il sera entièrement libre & permis aux Marchands & aux autres sujets du Roy Très-Chrétien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne de leguer ou donner, soit par Testament, par donation ou par quelque autre disposition que ce soit, faite tant en santé qu'en maladie, en quelque tems que ce soit, même R à l'ar-

sua, Facultates, Pecuniam, Debita ad ipsos redeuntia, & omnia Bona mobilia, quæ tempore mortis intra Dominia, & quælibet loca ad Reginam Magnæ Britanniae, & Christianissimum Regem pertinentia, vel habuerint, vel habere debuerint. Quint etiam siue Testati, siue Intestati moriantur, Legitimi eorum Hæredes & Executores, vel Administratores intra alterutra Regna commorantes aut aliunde venientes, etiam si non sint in Civium numerum relati, liberè & quietè recipient, & occupabunt omnia dicta Bona, & Facul-

à l'article de la mort; toutes les Marchandises, effets, argent, dettes actives, & autres biens mobilières, qui se trouveront, ou devront leur appartenir au jour de leur décès dans les territoires & tous lieux de la Domination du Roy Très-Chrétien, & de la Reyne de la Grande-Bretagne: En outre, soit qu'ils meurent après avoir testé ou *ab intestato*, leurs légitimes héritiers, Exécuteurs, ou Administrateurs demeurans dans l'un ou dans l'autre des deux Royaumes, ou venant d'ailleurs quoiqu'ils ne soient pas reçus dans le nombre des

cultates quascunque, secundum Magnæ Britanniae & Galliae Leges respectivas, ita tamen ut Testamenta, & Jus adeundi Hereditates Intestatorum, tam à Subditis Magnæ Britanniae Reginae, quam à Subditis Régis Christianissimi, probari ex Lege oporteat, iis in locis ubi quisque decesserit, sive id in Magnâ Britannia, sive in Gallia contigerit, Lege quâcunque, Statuto, Edicto, Consuetudine, sive *Droit d'Aubaine* è contra non obstantibus.

des Citoyens, pourront recouvrer & jouir paisiblement de tous lesdits biens & effets quelconques, selon les loix respectives de la France & de la Grande-Bretagne, de manière cependant que les sujets de l'un & de l'autre Royaume soient tenus de faire reconnoître selon les loix, les Testaments, ou le droit de recueillir les successions *ab intestato* dans les lieux où chacun sera décédé soit en France, soit dans la Grande-Bretagne, & ce non-obstant toutes loix, statuts, édits, coutumes, ou droit d'Aubaine à ce contraires.

XIV.

Ortâ Lite inter Navium utriusque partis Præfectum aliquem, ejusque Nautas in Portu quovis alterius partis, super Salario dictis Nautis debito, aliisve Causis civilibus, Magistratus loci, id tantum à Reo exiget, ut Declarationem scriptam Magistratûs testimonio muniendam, Actori tradat, quâ se coram Judice in Patriâ suâ competente super eâ Causâ, responsurum caveat; quo facto neque Nautis Navem deferere, nec Præfectum in Itinere suo prosequendo impedire licebit. Licitam quoque Mercatorum

XIV.

Lorsqu'il arrivera quelque différent entre un Capitaine de Navire & ses matelots, dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, pour raison de Salaires deus auxdits matelots, ou pour quelque autre cause civile que ce soit, le Magistrat du lieu exigera seulement du défendeur, de donner au demandeur sa déclaration par écrit, attestée par le Magistrat, par laquelle il promettra de répondre dans sa Patrie sur l'affaire dont il s'agira par devant un juge compétant, au moyen de quoy il ne sera pas permis aux Ma-

ribus utrinque erit, in locis Domicilii sui, aut alibi, prout ipsis commodum fuerit, Libros Rationum, & Negotiorum suorum aservare, Literarum etiam commercium habere, eâ Linguâ aut Idiomate, quo ipsis visum fuerit, absque ullâ molestiâ aut Indagatione quibuscunque. Quod si ad Litem aliquam & Controversiam dirimendam ipsis Rationum suarum Libros proferre oportuerit, in eo casu integros Codices Tabulasve in Iudicium afferre tenebuntur; ita tamen, ut Judici non liceat alios in dictis Codicibus Articulos inspi-

Matelots d'abandonner le Vaisseau, ni d'apporter quelque empêchement au Capitaine du Navire dans la continuation de son voyage. Il sera aussi permis aux Marchands de l'un ou de l'autre Royaume de tenir dans les lieux de leur domicile, ou par tout ailleurs où bon leur semblera, des livres de compte, & de Commerce, & d'entretenir aussi correspondance de Lettres dans la langue, ou dans l'idiome qu'ils jugeront à propos, sans qu'on puisse les inquieter, ni les rechercher en aucune manière pour ce sujet; Et
R 3 s'il

spicere; quam qui ad Testimonium vel authoritatem de quibus agitur, spectabunt, vel qui ad fidem dictis Libris faciendam necessarii erunt. Neque dictos Codices, Tabulasve à Dominorum manibus, sub quovis prætextu, eripere, vel retinere licitum erit; solo argentariæ Defectionis Casu, vulgo *Banqueroute*, excepto: Neque tenebuntur dicti Magnæ Britannię Reginae Subditæ Rationum Tabulas, Literarum Exemplaria, Actus, Commentariosve, ad commercium pertinentes, papyro Signis munito, Gallicè, *Papier timbré*, inf.

s'il leur étoit nécessaire pour terminer quelque procez ou differend, de produire leurs livres de compte, en ce cas ils seront obligez de les apporter en entier en Justice, sans toutefois qu'il soit permis au juge de prendre connoissance dans lesdits livres, d'autres Articles que de ceux seulement qui regarderont l'affaire dont il s'agit, ou qui seront nécessaires pour établir la foy de ces livres, & il ne sera pas permis de les enlever des mains, de leurs propriétaires ni de les retenir sous quelque prétexte que ce soit, excepté seulement dans

inscribere , præter
Librum Diarium,
 qui ut fidem faciat
 in Lite , debet (gra-
 tis) secundum Le-
 ges quibus omnes in
 Galliâ commercan-
 tes sunt astricti, à
 Judice subscribi &
 Chirographo sub-
 jici.

dans le cas de Ban-
 queroute. Les sujets
 de la Grande-Breta-
 gne ne seront pas
 tenus de se servir de
 papier timbré pour
 leurs livres, leurs
 Lettres, & les autres
 pièces qui regarde-
 ront le Commerce,
 à la réserve de leur
 Journal, qui pour
 faire foi en justice,
 devra être coté,
 & paraphé *gratui* par
 le juge, conforme-
 ment aux Loix éta-
 blies en France, qui
 y assujettissent tous
 les Marchands.

XV.

Armatoribus ex-
 traneis, non Subdi-
 tis uni aut alteri
 Fœderatorum, ha-
 bentibus Commis-
 siones ab aliquo alio
 Principe, aut Statu,
 utri-

XV.

Il ne sera pas per-
 mis aux Armateurs
 étrangers, qui ne
 seront pas sujets de
 l'une ou de l'autre
 Couronne, & qui
 auront commission
 de

utriusvis gentis inimico, non licebit in Portibus unius aut alterius Partium prædictarum, Naves suas instruere, ea quæ ceperint, vendere, aut alio modo quocunque mutare tam Naves, Mercimènia, quam alia Onera quæcunque, & ne Victualia quidem emere illis licitum erit, nisi quæ necessaria erunt ut perveniant ad Portum proximum alius Principis à quo Commissiones obtinerint.

XVI

Naves utriusque
Partis oneratae Oras
vel

de quelque autre Prince ou Etat Ennemi de l'un & de l'autre, d'armer leurs Vaisseaux dans les Ports de l'un & de l'autre desdits deux Royaumes, d'y vendre ce qu'ils auront pris, ou de changer en quelque manière que ce soit les Vaisseaux, Marchandises, ou quelques autres chargemens que ce soit, ny d'acheter même d'autres vivres, que ceux qui leur seront nécessaires pour parvenir au Port le plus prochain du Prince dont ils auront obtenu des Commissions.

XVI.

On ne pourra
obliger les Vaisseaux
char-

vel Littora alter-
utrius præternavi-
gantes, atque ad
Stationes aut Portus
Tempestate coactæ,
vel alio modo ap-
pellentes, non co-
gantur ibidem Mer-
ces suas, aut aliquam
earum partem exo-
nerare, aut aliquod
Vectigal persolvere,
nisi Mercimonia
sua sponte ibidem
exonerent, aut ali-
quid de Onere di-
strahant: Licitum
tamen sit particu-
lam Oneris, impe-
petratâ ad hoc ve-
niâ eorum qui rebus
maritimis præsent,
eum tantum in fi-
nem è Navi solvere
& divendre, ut
Necessaria, vel Re-
fectioni Navis, vel
Victui emanantur, co-
que

chargez des deux
parties, passant sur
les costes l'une de
l'autre, & que la
tempeste aura obli-
gez de relascher
dans les rades ou
ports, ou qui y au-
ront pris terre de
quelque autre ma-
nière que ce soit,
d'y décharger leurs
Marchandises en
tout ou en partie,
ou de payer quelque
droit, à moins qu'ils
ne les y déchargent
de leur bon gré, &
qu'ils en vendent
quelque partie: Il
sera cependant libre
après en avoir obte-
nû la permission de
ceux qui ont la di-
rection des affaires
maritimes de dé-
charger & de vendre
une petite partie du
R 5 char-

que in Casu, non integrum Navis Onus Vectigale fiet, sed ea tantum particula, quæ exonerata, vel divendita fuerit.

chargement, seulement pour acheter les vivres ou les choses nécessaires pour le radoubement du Vaisseau, & dans ce cas on ne pourra exiger de droits pour tout le chargement, mais seulement pour la petite partie qui aura été déchargée ou vendue.

XVII.

Magnæ Britanniae Reginae, & Regis Christianissimi Subditis omnibus & singulis licitum erit, cum suis Navibus, omni cum libertate & securitate, nullâ distinctione habitâ quinam Mercium in iisdem oneratarum Proprietarii sint, navigare à quocunque Portu, ad loca eorum

XVII,

Il sera permis à tous les sujets du Roy Très-Chrétien & de la Reyne de la Grande - Bretagne de naviger avec leurs Vaisseaux en toute seureté & liberté, & sans distinction de ceux à qui les Marchandises de leur chargement appartiendront, de quelque port que ce

rum quibus Inimicitia aliqua cum Magnæ Britanniae Regina, aut Rege Christianissimo, jam aut dehinc, intercedet; Licitum itidem erit Subditis & Incolis prædictis, cum præfatis Navibus & Mercibus navigare, & negotiari eadem cum libertate & securitate à Locis, Portibus, & Stationibus eorum, qui utriusque vel alterius Partis hostes sint, absque contradictione & perturbatione qualicunque, non tantum directe ab illis præmemoratis Locis hostilibus ad locum neutralem, verum etiam ab uno loco hostili, ad locum hostilem alium,

sive

ce soit dans les lieux qui sont déjà, ou qui seront cy-après en guerre avec le Roy Très-Chrétien, ou avec la Reyne de la Grande-Bretagne. Il sera aussi permis auxdits sujets de Naviger & de Négocier avec leurs Vaisseaux, & Marchandises, avec la même liberté & seureté des lieux, Ports, & endroits appartenant aux Ennemis des deux Parties ou de l'une d'Elles, sans être aucunement inquietez ni troublez, & d'aller directement non-seulement dedits lieux Ennemis à un lieu Neutre, mais encore d'un lieu Ennemi à un au-

R 6

tre

sive illi sub Jurisdictione ejusdem Principis sint, sive sub diversis. Et sicut jam circa Navigia & Merces stipulatum est, ut Naves liberæ Libertatem quoque Mercibus vindicent, atque pro immuni ac libero habeatur omne id, quod Navibus ad Subditos alterius Fœderati spectantibus immissum deprehendetur, etiamsi totum Oneris, vel ejusdem pars aliqua, ad hostes utriusvis Majestatis pertineat; Exceptis semper Mercibus Contrabandis, quibus interceptis omnia ad Articulorum subsequentium mentem fiant. Ita Conventum pa-

tre lieu Ennemi, soit qu'ils soient sous la jurisdiction d'un même ou de différens Princes; Et comme il a déjà été stipulé par rapport aux Navires & aux Marchandises, que les Vaisseaux libres rendront les Marchandises libres, & que l'on regardera comme libre, tout ce qui sera trouvé sur les Vaisseaux appartenant aux sujets de l'un ou de l'autre Royaume, quoique tout le chargement, ou une partie de ce même chargement appartienne aux Ennemis de leursdites Majestez, à l'exception cependant des Marchandises de contrebande, lesquel-

pariter est, eandem Libertatem ad personas quoque extendi debere, quæ Navi liberâ vehuntur, eodem effectû, ut quamvis utriusque Partis, aut alterutrius hostes sint, ex Navi istâ liberâ non extrahantur, nisi milites sint, & hostibus effectivè Ministeria sua præstent.

quelles étant interceptées, il sera procédé conformément à l'esprit des Articles suivans; De même il a été convenu que cette même liberté doit s'étendre aussi aux personnes qui Navigent sur un Vaisseau libre, de manière que quoi qu'elles soient Ennemies des deux parties, ou de l'une d'Elles, elles ne seront point tirées du Vaisseau libre, si ce n'est que ce fussent des gens de guerre actuellement au service desdits Ennemis.

XVIII.

Illa Navigandi & Commercandi Libertas ad omnia Mercimoniorum genera

XVIII.

Cette liberté de Navigation & de Commerce s'étendra à toute sorte de
R 7 Mar-

nera se extendet, exceptis solum iis quæ Articulo proximo sequuntur, & Contrabandæ nomine indignantur.

Marchandises, à la reserve seulement de celles qui sont exprimées dans l'Article suivant, & désignées sous le nom de Marchandises de contrebande.

XIX.

Sub isto nomine Contrabandæ, seu Mercimoniorum prohibitorum, comprehendantur Arma, Sclopetæ, aut Tormenta majora, Bombardæ cum suis Ignariis, & aliis ad ea pertinentibus, Ignes Missiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuspides, Enses, Lanceæ, Hastæ, Bipennes, Tubi Catapultarii (vulgo Mortarii) Inductiles Sclopi (vulgo Pe-

XIX.

On comprendra sous ce nom de Marchandises de contrebande ou défendues, les Armes, Canons, Arquebuses, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandouillieres, Poudre à Canon, Mesche, Salpêtre, Balles, Picques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Foudreaux de Pisto-

lar.

let,

tardæ) Glandes lets, Baudriers,
 Igniariæ miſſiles Chevaux avec leurs
 (vulgo Grenadæ) Harnois, & tous
 Salpetra, Sclopetæ, autres ſemblables
 Globuli, ſeu Pilæ genres d'armes &
 quæ Sclopetis jacu- d'inſtrumens de
 lantur, Caſſides, Ga- guerre ſervant à l'u-
 leæ, Thoraces, Lo- ſage des Troupes.
 ricæ, (vulgo Cui-
 raſſes) & ſimilia Ar-
 morum Genera, ad
 inſtruendos milites
 Comparata, Sclopo-
 thecæ, Balthei, Equi
 cum eorum Appa-
 ratu, & quæcunque
 alia Inſtrumenta Bel-
 lica.

XX.

Inter Bona pro-
 hibita nequaquam
 cenſebuntur hæc
 quæ ſequuntur Mer-
 cimonia, omnes ſci-
 licet Pannorum ſpe-
 cies, omneſque aliæ
 Manufacturæ textæ
 ex quâcunque Lanâ,
 Lino,

XX.

On ne mettra
 point au nombre des
 Marchandiſes def-
 fendûes celles qui
 ſuivent, ſçavoir tou-
 tes ſortes de drap, &
 tous autres ouvrages
 de Manufactures de
 Laine, de Lin, de
 Soye,

Lino, Serico, Gossipio, vel aliâ quâcunque materiâ ; omnia Vestium & Indumentorum genera, unâ cum speciebus ex quibus confici solent ; Aurum & Argentum, tam signatum quam non signatum, Stannum, Ferrum, Plumbum, Cuprum, Orichalcum, Carbones focarii ; Triticum etiam & Hordeum, & aliud quodcunque Frumenti & Leguminis genus ; Herba Nicotiana (vulgo Tobaccum) necnon omne genus Aromaticum, Carnes salitæ & fumo duratæ, Pisces saliti, Caseus & Butyrum, Cerevisiæ, Olea, Vina, Sacchara, & omne genus

Soye, de Cotton, & de toute autre matière, tous genres d'habillemens avec les choses qui servent ordinairement à les faire, Or, Argent monnoyé & non monnoyé, Estain, Fer, Plomb, Cuivre, Laiton, Charbons à fourneau, Bled, Orge, & toute autre sorte de grains & de Légumes, la Nicotiane, vulgairement appelée Tabac, toutes sortes d'Aromates, Chairs Salées, & Fumées, Poissons Salez, Fromage & Beurre, Biere, Huile, Vins, Sucres, toutes sortes de Sels & de provisions servant à la nourriture & à la subsistance des

genus Salis, nec non omnis generatim Annona, quæ ad vi- ctum hominum, & vitæ sustentationem facit; Gossipii porro, Cannabis, Lini, Pi- cis, tam liquidæ quam aridæ, omne genus, Funès, Ru- dentes, Vela, Lin- teamen velis nauti- cis aptum, Anchoræ & Anchorarum par- tes quælibet, Mali item Navales, ut & Assères, Tabulæ, & Trabes, ex quibus- cunque arboribus, omniaque alia ad Naves seu constru- endas seu reficiendas comparata; sed nec aliæ quæcunque Merces, quæ Instru- menti vel Appartûs alicujus pro Terre- stri, vel Maritimo Bello	des hommes, tous genres de Cotton, Chanvre, Lin, Poix, tant liquide que se- che, Cordages, Ca- bles, voiles, Toiles propres à faire des voiles, Ancres, & parties d'Ancre, quelles qu'elles puis- sent être, Mats de Navires, Planches, Madriers, Poutres de toute sorte d'ar- bres, & toutes les autres choses néces- saires pour constru- ire ou pour radoubier les Vaisseaux; On ne regardera pas non plus comme Marchandises de contrebande, celles qui n'auront pas pris la forme de quelque instrument ou attirail servant à l'usage de la guerre sur
--	---

Bello formam non acceperunt, pro Contrabandis habebuntur, multo minus quæ ad alium quemvis usum jam apparatus & conformatae sunt, quæ omnia planè inter mercimonia libera censebuntur, juxta ac aliæ quælibet merces & res, quæ in Articulo proxime præcedenti non comprehenduntur, ac speciatim designantur, ita ut à Subditis utriusque Confoederati liberimè transportari & invehiri possint, etiam ad Loca inimica, exceptis duntaxat Oppidis Locisve tunc temporis Obsidione cinctis, circumseptis, vel investitis. XXI.

sur Terre ou sur Mer, encore moins celles qui sont préparées ou travaillées pour tout autre usage. Toutes ces choses seront censées Marchandises libres de même que toutes celles qui ne sont pas comprises, & spécialement désignées dans l'article précédent, en sorte qu'elles pourront estre librement transportées par les sujets des deux Royaumes, mesme dans les lieux Ennemis, excepté seulement dans les Places assiégées, bloqués, & investies.

XXI.

XXI.

Quo autem Discordiæ & Similitates omnimodæ hinc inde evitentur, iisque obviam eatur, conventum est, quod casu quo altera Fœderatarum Regiarum Majestatum Bello implicetur, Naves & Navigia ad Subditos alterius Fœderati spectantia, instructa esse debeant Literis Maritimis, exprimentibus nomen, proprietatem, & magnitudinem Navis, ut & Nomen & Locum habitationis Magistri, sive Præfecti ejusdem Navis, ut inde constare possit Navem illam ad Subditos alterutrius Prin-

Mais pour éviter & prévenir la discorde, & toute sorte d'inimitiez de part & d'autre, il a esté convenu, qu'en cas que l'une des deux parties, se trouvast engagée dans la guerre, les Vaisseaux & les Bâtimens appartenant aux sujets de l'autre partie, devront estre munis de lettres de mer, qui contiendront le nom, la propriété & la grandeur du Vaisseau, de mesme que le nom & le lieu de l'habitation du Maître ou du Capitaine de ce Vaisseau, en sorte que par là, il paroisse que ce Vaisseau appartient veri-

ta-

Principis verè & realiter pertinere; quæ Literæ Maritimæ, juxta Formulam huic Tractatui appositam, concipientur & concedentur; quotannis etiam revocabuntur, scilicet si contingat Navem intra decursum anni domum reverti. Conventum etiam est, quod ejusmodi Naves oneratæ, non tantum munitæ esse debeant Literis Maritimis, supra indicatis, sed & Certificatoriis, continentibus Species Oneris, Locumque unde Navis discessit, & quo tendere instituit, ut sic dignosciqueat an Merces ullæ vetitæ, seu

Con-

tablement & réellement aux sujets de l'une ou de l'autre partie; & ces lettres de mer seront accordées & concédées en la manière insérée dans ce Traité. Elles seront aussi renouvelées chaque année, s'il arrive que le Vaisseau revienne dans le cours de l'an. Il a été aussi convenu que ces sortes de Vaisseaux chargés ne devront pas être seulement munis des lettres de mer, cy-dessus mentionnées, mais encore de certificats contenant les espèces de la charge, le lieu d'où le vaisseau est parti & celui de sa destination, afin que l'on

Contrabandæ, Articulo decimo nono hujus Tractatûs enumeratæ, eâdem vehantur; quæ Literæ Certificatoriæ ab Officialibus illius Loci unde Navis solvit, formâ ibidem solitâ expedientur; & si cui consultum visumque fuerit in ejusmodi Literis exprimere ad quem Merces pertineant, liberum hoc ei erit.

XXII.

Naves Subditorum & Incolarum Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum, venientes ad aliquas Oras Maritimas intra alteru-

l'on puisse connoître s'il ne porte aucune des marchandises deffendûes, ou de contrebande spécifiées dans le 19. Article de ce Traité. Lesquels certificats seront expediez par les Officiers du lieu d'où le vaisseau sortira, selon leur coûtume; Il sera libre aussi si on le désire, & si on le juge à propos d'exprimer dans lesd. Lettres à qui appartiennent les marchandises.

XXII.

Les Vaisseaux des sujets & habitans de leurs sérénissimes Majestés de part & d'autre arrivant sur quelque coste de l'un ou de l'autre allié,

terutrius Confœderati Ditionem, non tamen Portum intrare volentes, aut ingressi, nolentes exponere aut distrahere Onera suarum Navium, non tenebuntur Onerum suorum rationem reddere, nisi certis indiciiis suspectæ fuerint transferendarum ad hostes alterius Confœderati Mercium prohibitarum de Contrabandâ Nuncupatarum.

XXIII.

Et casu dictæ suspicionis manifestæ, dicti Subditi & Incolæ Ditionum Serenissimarum Regiarum hinc inde Majestatum, obligati erunt exhibere in
Por-

allié, sans cependant vouloir entrer dans le port, ou y étant entrez, & ne voulant point débarquer ou rompre leurs charges, ne seront point obligez de rendre compte de leur chargement, qu'aucas qu'il y eut des indices certains qu'iles rendissent suspects de porter aux Ennemis de l'autre allié des marchandises deffendûes appelées de contrebande.

XXIII.

Et dans ledit cas de soupçon manifeste, les susdits sujets & habitans des Pays de leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre, seront obligez, de
montrer

Portubus, Literas
suas Maritimas &
Certificatorias, mō-
do ante declarato.

XXIV.

Quod si Naves
Subditorum & In-
colarum Serenissi-
marum Regiarum
hinc inde Majesta-
tum, ad Oras ma-
ritimas progressæ,
aut in pleno mari,
obviæ factæ tue-
rint Navibus Belli-
cis alterutrius, aut
Navibus sumptibus
privatis ad Bellum
instructis, dictæ Na-
ves Bellicæ, & Ar-
matæ Privatorum,
ad quævis evitanda
incommoda, ma-
neant, extra Jactum
Tormenti Bellici,
mittantque Scapham
ad Navem Mercato-
riam

montrer dans les
Ports, leurs lettres de
Mer, & certificats
en la forme cy-des-
sus expliquée.

XXIV.

Que si les Vais-
seaux desdits sujets
ou habitans de leurs
Sérénissimes Maje-
stez de part & d'au-
tre estoient rencon-
trés faisant route sur
les côtes, ou en plei-
ne Mer par quelque
Vaisseau de guerre
de leurs Sérénissimes
Majestez ou par
quelques Vaisseaux
armez par des par-
ticuliers, lesdits
Vaisseaux de guerre
ou Armateurs par-
ticuliers, pour éviter
tout désordre, de-
meureront hors de
la portée du Canon,
& pourront envoyer
leurs

riam quæ obviam facta erit, & cum duobus aut tribus solummodo hominibus intrent; quibus monstrantur à Magistro vel Præfecto talis Navis aut Navigii Literæ Maritimæ de proprietate ejusdem, conceptæ juxta Formam præsentis Tractatui appositam; & Navi quæ eas exhibuerit liber erit transitus, eandemque molestiâ aliquâ afficere, excutere, aut de Cursu destinato ut deflectat, cogere, nefas esto.

leurs chaloupes au bord du Vaisseau Marchand qu'ils auront rencontré, & y entrer seulement au nombre de deux ou trois hommes, à qui seront montrées par le Maître ou Capitaine de ce Vaisseau ou Bâtiment, les lettres de Mër, qui contiennent la preuve de la propriété du Vaisseau, & conçues dans la forme inserée au présent Traité; Et il sera libre au Vaisseau qui les aura montrées de poursuivre sa route sans qu'il soit permis de le molester & le visiter en façon quelconque, ou de luy donner la chasse, ou de l'obliger à se détourner.

tourner du lieu de
sa destination.

XXV.

Illa vero Navis Mercatoria alterius partis, quæ ad Portum alteri Fœderatorum inimicum tendere instituerit, aut de cujus itinere, aut Mercium subvectarum specie, iusta suspicio subsit, non tantum Literas Maritimas, verum etiam Certificatorias, sive in pleno Mari, sive in Portibus & Stationibus, exhibere tenebitur, exprimentes quod de genere Mercium prohibitarum, in Articulo decimo nono specificatarum, non sint.

XXV.

Le Bâtiment Marchand de l'une des parties qui aura résolu d'aller dans un Port Ennemi de l'autre, & dont le voyage & l'espece des Marchandises de son chargement, seront justement soupçonnez, sera tenu de produire en pleine Mer, aussi bien que dans les Ports & Rades, non seulement ses lettres de Mer, mais aussi des certificats, qui marquent que ces Marchandises ne sont pas du nombre de celles, qui ont été défendues, & qui sont énoncées dans l'article 19 de ce Traité.

Tom. II. **XXVI.**

S

XXVI

XXVI.

Quod si per exhibitionem supra-dictarum Literarum Certificatoriarum, exprimentium rerum subvectarum Indices, altera pars deprehenderit aliqua istius generis mercimonia, quæ Contrabanda, seu prohibita esse, in hujus Tractatus Articulo decimo nono, declarantur, ad Portum alterius Hostibus obtemperantem destinata, Foros illius Navis in quâ ea reperiri contigerit, sive ad Subditos Magnæ Britanniae, sive Galliae, spectaverit, resignare, Capsas, Sarcinas, aut Vasa in eadem referare, vel partem
licet

XXVI.

Que si par l'exhibition des certificats susdits contenant un état du chargement, l'autre partie y trouve quelques unes de ces sortes de Marchandises deffendus & déclarées de contrebande par le 19. article de ce Traité, & qui soient destinées pour un Port de l'obéissance de ses Ennemis, il ne sera pas permis de rompre ni d'ouvrir les Escoutilles Caisses, Coffres, Balles, Tonneaux, & autres Vases trouvez sur ce Navire, ni d'en détourner la moindre partie des Marchandises soit que ce Vaisseau ap-
par-

licet minimam Mercimoniorum distrahere, nisi onere, præsentibus Tribunalis Maritimi Officialibus, in Terram exposito, & in Inventarium redacto, Ne fas esto, Eorum venditioni tamen, permutationi, aut alienationi qualicunque, nullatenus locus erit, nisi postquam ritè & legitimè contra ejusmodi Bona prohibita processum fuerit, eademque rerum Maritimarum Judices, latâ sententiâ Fisco respectivè suo addixerint, salvis semper tam ipsâ Navi, quam cæteris Mercibus, in eâdem repertis, quæ ex hoc Tractatu liberæ censendæ sunt, nec

partienne aux sujets de la France, ou à ceux de la Grande-Bretagne, à moins que son chargement n'ayt été mis à Terre en la présence des Juges de l'Amirauté, & qu'il n'ayt été par eux fait inventaire desdites Marchandises, Elles ne pourront aussi être vendûs, échangées, ou autrement aliénées de quelque manière que ce puisse être, qu'après que le procès aura été fait dans les régles, & selon les loix & les coûtumes, contre ces Marchandises deffendûs, & que les Juges de l'Amirauté respectivement les auront confisquées par sen-

ex prætexto Mercium prohibitarum Contagio, detineri, nedum pro prædâ legitimâ confiscari possint. Sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat ex Mercibus Prohibitivis vel Contrabandis constiterit, easque Præfectus Navis Captori qui easprehenderit, extradere se promptum & paratum præstet, eo in Casu Captor, iis Mercibus receptis, Navem illico dimittet, neque ullâ ratione impediatur, quo minus cursum quem instituerat, liberè prosequatur.

tence, à la réserve néanmoins tant du Vaisseau même que des autres Marchandises qui y auront été trouvées, & qui en vertu de ce Traité doivent être censées libres, & sans qu'elles puissent être retenus, sous prétexte qu'elles seroient chargées avec des Marchandises deffendûs, & encore moins être confisquées, comme une prise légitime, & supposé que lesdites Marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Patron du Vaisseau agréât, consentit & offrit de les livrer au Vaisseau qui les a découvertes, en ce cas,

cas, celui-ci après avoir reçu les Marchandises de bonne prise, sera tenu de laisser aller aussi-tôt le Bâtiment, & ne l'empêchera en aucune manière de poursuivre sa route vers le lieu de sa destination.

XXVII.

Conventum autem è contrario est, quod quidquid à Subditis & Incolis alterutrius Partis in Navem quamcunque, ad alterius hostem aliquem, ejusque Subditos, spectantem, immissum deprehenderetur; id totum quamvis de genere Mercium prohibitarum non sit, Fisco addici possit, perinde ac si

ad

XXVII.

Il a été au contraire convenu & accordé, que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets & les habitans de part & d'autre, en un Navire appartenant aux Ennemis de l'autre, bien que ce ne fut pas des Marchandises de contrebande, sera confisqué comme s'il appartenait à l'Ennemi même, excepté

S. 3

té

ad ipsum hostem
 pertineret: Exceptis
 iis Mercibus & Mer-
 cimoniis, quæ, ante
 Belli Declarationem,
 istiusmodi Navi
 imposita fuerint,
 vel etiam post eam
 Declarationem, mo-
 do intra tempus &
 terminos sequentes
 actum sit. Nimirum
 si imposita isti Navi
 fuerint in aliquo
 portu & loco intra
 spatium Sex Septi-
 manarum post ta-
 lem Declarationem,
 intra Terminos *The*
Naze in Norvegia,
 & *Soundings* vocatos;
 Duorum Mensium,
 intra Terminos *The*
Soundings, & Civita-
 tem *Gibraltar*; De-
 cem Septimanarum
 in Mari *Mediterra-*
neo; & Octo Men-
 sum

té les Marchandises
 & effets qui auront
 été chargez dans ce
 Vaisseau avant la
 Déclaration de la
 guerre, ou même
 depuis la Déclara-
 tion; pourvû que
 ç'ait été dans les
 tems & dans les ter-
 mes qui suivent, à
 sçavoir de six se-
 maines après cette
 Déclaration, si el-
 les ont été char-
 gées dans quelque
 Port & lieu com-
 pris dans l'espace qui
 est entre *Terreneu-*
ve en *Norwegue*
 & les *Sorlingues*;
 De deux mois de-
 puis les *Sorlingues*
 jusqu'à la Ville de
Gibraltar; de dix
 semaines dans la Mer
Méditerranée, &
 de huit mois dans
 tous

fium in quâvis aliâ
Orbis Regione aut
Loco, adeo ut Sub-
ditorum alterutrius
Principis Bona, five
de genere Mercium
Prohibitæ sint,
five aliter quâ, pro-
ut jam dictum est,
ante Bellum, vel
etiam post ejus De-
clarationem, intra
Tempus & Termi-
nos prædictos, Na-
vi alicui hostili im-
missa fuerint, Con-
fiscationi obnoxia
nullo modo sint, sed
sine dilatione Pro-
prietariis eadem re-
petentibus, bonâ fi-
de restituantur, ita
tamen ut si dicta
Mercimonia Con-
trabanda sint, ea ad
Portus inimicos
postmodum deve-
here omnino non li-
ceat.

tous les autres Pays,
ou lieux du Monde,
de manière que les
Marchandises des
sujets de l'un & de
l'autre Prince, tant
celles qui sont de
contrebande, que
les autres qui auront
été chargées, ainsi
qu'il est dit, sur
quelque Vaisseau
Ennemi, avant la
guerre, ou même
depuis sa Déclara-
tion, dans les tems
& les termes sus-
dits, ne seront en au-
cune manière sujet-
tés à confiscation,
mais seront sans dé-
lay & de bonne foy
rendûes aux proprié-
taires, qui les rede-
manderont, en sorte
néanmoins qu'il ne
soit nullement per-
mis, de porter en-
suite

suite ces Marchandises dans les Ports Ennemis, si elles sont de contrebande.

XXVIII. ●

Quo autem Serenissimarnm Regiarum hinc inde Majestatum Subditorum securitati abundantius cautum sit, quod nulla injuria per alterius Partis Naves Bellicas, vel alias Sumptibus privatis ad Bellum instructas, iis inferatur, omnibus Magnæ Britanniae Reginae, & Christianissimi Regis Navium Praefectis, omnibusque eorum Subditis, omni in alteram partem injuriâ & damno interdiceretur; sin secus faciant, poenas luent,

XXVIII.

Et pour pourvoir plus amplement à la seureté réciproque des sujets de leurs Sérénissimes Majestez, afin qu'il ne leur soit fait, aucun préjudice par les Vaisseaux de guerre de l'autre partie, ou par d'autres, armez aux dépens des particuliers, il sera fait deffense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi Très-Chrétien, & de la Reine de la Grande-Bretagne, & à tous leurs sujets, de faire aucun Dommage, ou insulte à ceux de l'autre partie, & au

& præterea obstri-
cti erunt de Damno-
rum omni causâ, &
eo quod interest sa-
tisfacere, per Repa-
rationem sub Obli-
gatione & Nexu
Personæ Bonorum-
que.

XXIX.

Ob hanc causam,
singuli Navium
sumptibus privatis
ad Bellum instructa-
rum Præfecti, ante-
quam Diplomata, si-
ve Commissiones su-
as speciales recipiant,
sufficientem Fidu-
ciariam Cautionem
per viros idoneos,
qui solvendo sint,
& nullum interesse
habeant in dictâ
Nave, & singuli in
solidum obligati co-
ram

au cas qu'ils y con-
treviennent ils en se-
ront punis, & de-
plus ils seront tenus
& obligez en leurs
personnes & en leurs
biens de reparer tous
les Dommages &
interets de quelque
nature qu'ils soient,
& d'y satisfaire.

XXIX.

Et pour cette
cause, chaque Capi-
taine des Vaisseaux
armez en guerre par
des particuliers sera
tenu & obligé à
l'avenir, avant que
de recevoir les Pa-
tentes ou ses com-
missions spéciales,
de donner, par
devant un Juge
competant, caution
bonne & suffisante
de personnes solva-
bles, qui n'ayent au-
cun

ram Judice competente, interponere in posterum tenebuntur in Summâ mille quingentarum Librarum Sterlingarum, aut sedecim millium & quingentarum Librarum Turonensium; vel si ejusmodi Navis ultra centum & quinquaginta Nautis Militibusve instructa sit, in Summâ trium milium Librarum Sterlingarum, vel triginta trium milium Librarum Turonensium, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu Navali ipsi, vel sui Officiales, aliive sibi inservientes, contra præsentem hunc Tractatum, aut Se-

cun interest dans ledit Vaisseau, & qui s'obligent chacune solidairement pour la somme de 16500 L. Tournois ou de 1500. L. Sterlings; & si ce Vaisseau est monté de plus de 150 Matelots ou Soldats, pour la somme de 33000. L. Tournois, ou de trois mille Livres Sterlings, pour répondre solidairement de tous les Dommages & torts, que lui, ses Officiers ou autres étant à son service, pourroient faire en leur course contre la teneur du présent Traité, & contre les Edits faits de part & d'autre en vertu du même Traité, par leurs

renissimarum Regiarum hinc inde Majestatum Edicta, ejusdem vigore emanata, committunt, in solidum satisfacturos, sub poenâ etiam Revocationis & Cassationis Litterarum Commissionalium specialium, & Diplomatum.

XXX.

Altememorare Regiæ hinc inde Majestates, alterutrius Subditos, ac si proprii sui Subditi essent, mutuo eodemque favore, in omnibus suis respectivè Ditionibus, prosequi volentes, quæ necessaria fuerint, simul & efficacia dabunt Mandata, ut Jus super Prædis admi-

Sérénissimes Majestez, sous peine aussi de revocation & de cassation desdites Patentes, & Commissions spéciales.

XXX.

Leurs Majestez susdites, tant d'une part que de l'autre voulant respectivement traiter dans tous leurs Etats les sujets l'une de l'autre aussi favorablement que s'ils estoient leurs propres sujets, donneront les ordres nécessaires & efficaces, pour faire rendre les jugements

ministretur in Curiâ
Admiralitatís secundum
Justitiæ & Æquitas
normam, & hujus Tractatûs
Leges, à Judicibus
omni suspitione majoribus,
& quorum in Causâ quæ
disceptatur, nullatenus
intererit.

XXXI.

Quandocunque al-
tememorarum Regiarum
hinc inde Majestatum Legati,
aliique Ministri, publicâ
authoritate muniti, in Aulâ al-
terius Principis com-
morantes, quærentur
de iniquitate Sententiarum
quæ latæ fuerint, Regiæ Ma-
je-

mens & arrêts concernant
les prises, dans la Cour de l'A-
mirauté, selon les
règles de la Justice
& de l'équité, &
conformément à ce
qui est prescrit par
ce Traité, par des
Juges qui soient au
dessus de tout sou-
pçon, & qui n'ayent
aucun intérêt au
fait dont il est que-
stion.

XXXI.

Toutes les fois
que les Ambassa-
deurs de Leurs Ma-
jestés susdites, tant
d'une part que de
l'autre, ou quelque
autre de leurs Mi-
nistres publics, qui
résideront à la Cour
de l'autre Prince,
se plaindront de l'in-
justice des sentences
qui

jestates eisdem in Consilio hinc inde suo revideri, & ad examen revocari curabunt, ut constet utrum Ordinationes & Cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ, & debitum effectum sortitæ fuerint; Curabunt itidem ut huic rei omnino provideatur, Jusque suum cuique queritanti, intra trimestre spatium, reddatur. Nihilominus ante vel post Sententiam latam, pendente ejusdem Revisione, Bona controversa vendere, vel exonerare, nisi ex Consensu eorum quorum interest, quo damnum omne evitetur, nullatenus licebit.

XXXII.

qui auront été rendûes, Leurs Majestez respectivement feront revoir & examiner de nouveau lesdits jugemens en leur Conseil afin que l'on connoisse avec certitude si les Ordonnances & les précautions prescrites au présent Traité auront été suivies & observées. Leursdites Majestez auront soin pareillement d'y faire pourvoir pleinement, & de faire rendre justice dans l'espace de trois mois à chacun de ceux qui la demanderont; Et néanmoins avant ou après le premier jugement, & pendant la revision, les effets qui seront en litige ne pourront

§ 7

être

être en aucune manière vendus ni déchargés, si ce n'est du consentement des parties intéressées, pour éviter toute sorte de Domage.

XXXII.

Lite motâ inter Prædarum Captores ex unâ, & eorundem Reclamatores ex alterâ parte, latâque Sententiâ vel Decreto pro parte reclamante, eadem Sententia si-ve Decretum, interpositâ Cautione, Executioni mandabitur, Captoris ad Superiorem Judicem Appellatione nullatenus obstante; quod quidem non observabitur ubi Sententia lata fuerit contra

Re-

XXXII.

Lorsqu'il y aura procez meu entre ceux qui auront fait des prises d'une part, & ceux qui les réclameront d'autre part, & que lesdits Réclamateurs auront obtenu un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution, en donnant caution, non-obstant l'appel de celui qui aura fait la prise à un Juge Supérieur; ce qui n'aura point de lieu, si la

Reclamatores.

la sentence est rendue contre les Réclamateurs.

XXXIII.

Casu quo Naves sive Bellicæ, sive Onerariæ, tempestate, aliove infortunio coactæ, in Rupes aut Scopulos incidant, circa Oras unius alteriusve partis, ibique disrumpantur, Naufragium faciant, quidquid Navium, Apparatusve & Mercimoniorum servatum fuerit, aut Pretium quod ex iis provenierit, Proprietariis, Reclamatoribus, aut eorum Negotiorum Gestoribus, bona fide restituatur, solutis dumtaxat Impensis quæ servandis iis factæ sunt, prout ab

XXXIII.

Arrivant que des Navires de Guerre ou Marchands contrains par tempeste ou autre accident, échoient contre des rochers ou des Ecueils au côtes de l'un ou de l'autre Allié, qu'ils s'y brisent & qu'ils fassent naufrage, tous ce qui aura été sauvé des Vaisseaux & de leurs apparaux, effets, ou marchandises, ou le prix qui en sera provenu, le tout étant réclamé par les Propriétaires ou autres ayant charge, & pouvoir d'eux, sera restitué de bonne foy, en payant seu-

ab utrâque parte circa rei servatæ mercedem statutum fuerit: Salvis etiam utriusque Nationis Juribus & Consuetudinibus. Et Serenissimæ Regiæ hinc inde Majestates Authoritatem suam interponent, quo puniantur severè eorum Subditi, qui tali eventu Inhumanitatis rei reperientur.

XXXIV.

Liberum erit utriusque partis Subditis uti Advocatis, Procuratoribus, Notariis, Sollicitatoribus, & Negotiorum Gestoribus, qui-

seulement les frais qui auront été faits pour les sauver, ainsi qu'il aura été réglé par l'une & l'autre partie pour le droit de sauvement; sauf cependant les droits & coutumes de l'une & de l'autre Nation: Et leurs Sérénissimes Majestez de part & d'autre interposeront leur autorité, pour faire chatier severement ceux de leurs sujets, qui auront inhumainement profité d'un pareil malheur.

XXXIV.

Les sujets de part & d'autre pourront se servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, Sollicitateurs & Facteurs que bon leur semblera,

bus ipsis visum fuerit; quo fine iidem Advocati, & alii supra nominati, committantur ab ordinariis Judicibus, si opus, & Judices ad illud requisiti fuerint.

XXXV.

Et quo securius, liberiusque exercentur *Commercium & Navigatio*, conventum est insuper, ut neque *Magnæ-Britanniæ Regina*, neque *Rex Christianissimus*, in quoscunque ipsorum *Portus, Stationes, Urbes, aut Oppida*, *Piratas* quosvis, *Prædoneſque* recipiant, neque à quibuscunque alterutrius ipsorum *Subditis, Civibusve, eisdem in Por-*
tus

blera, à l'effet de quoy, ces mesmes *Avocats*, & les autres susdits seront commis par les *Juges ordinaires*, lorsqu'il sera besoin, & que lesdits *Juges* en seront requis.

XXXV.

Et pour la plus grande ſeureté & liberté du *Commerce & de la Navigation*, on est convenu en outre, que ni le *Roy Très-Chrétien* ni la *Reyne de la Grande-Bretagne*, ne recevront dans aucun de leurs *Ports, Rades, Villes, ou Places des Pirates*, & des *Forbans* quelsqu'ils puissent être, & ne souffriront qu'aucun de leurs *sujets, & citoyens*
de

tus recipi, protegi, aut quocunque hospitii auxiliivæ genere sublevari permittent; quin efficient ut omnes ejusmodi Piratæ, Prædoneſque maritimi, aut quicunque eos recipierint, occultaverint, vel adjuvaverint, apprehendantur, meritisque Poenis afficiantur, in aliorum terrorem & exemplum. Et omnes eorundem Navæ, Bona, Merceſve, Piraticæ per eorundem raptæ, & in Regni alterutrius Portus advectæ, quotquot deprehendi poterint, etiamſi venditione ad alios tranſiverint, legitimis Dominis, ipſorumve Vicariis, ad eadem re-

de part & d'autre les reçoivent & protegent dans ces memes Ports, les retiennent dans leurs Maisons, ou les aydent en façon quelconque; mais encore ils feront arreſter, & punir tous ces ſortes de Pirates & de Forbans, & tous ceux qui les auront receus, cachés, ou aydés, des peines qu'ils auront méritées, pour inspirer de la crainte, & ſervir d'exemple aux autres; Et tous leurs Vaiſſeaux, les effets & Marchandiſes enlevées par eux & conduites dans les Ports de l'un ou de l'autre Royaume, ſeront arreſtez, autant qu'il pourra s'en découvrir, & ſeront

repetenda Delegationis Tabulas, & Procurationis Auctoritatem habentibus, restituentur, & refarciantur, adductis prius in Maritimæ Præfecturæ Curiâ Testimoniis, ad proprietatem comprobendam idoneis; omnesque omnino Naves Mercæque, cujuscunque sint Naturæ, quotquot super altum Mare ab eorum Manibus redimi possint, in aliquem Regni alterutrius Portum adducentur, Portusque ejusdem Officialibus custodiendæ concredentur, eum nempe in finem, ut vero Proprietario integræ tradantur, quam primum

seront rendus à leurs Propriétaires ou à leurs Facteurs ayant leur pouvoir ou procuration par écrit, après avoir prouvé la propriété devant les Juges de l'Amirauté par des certificats suffisans, quand bien mesme ces effets seroient passés en d'autres mains par vente, & généralement tous les Vaisseaux & Marchandises de quelque nature qu'elles soient, qui seront prises en pleine Mer, seront conduites dans quelque Port de l'un ou de l'autre des deux Royaumes, & seront confiées à la garde des Officiers de ce même Port, pour être ren-

munum de earundem
proprietate debite
& sufficienter con-
stabit.

XXXVI.

Serenissimarum
Regiarum hinc in-
de Majestatum Na-
vibus tam Bellicis,
quam iis quæ Sum-
ptibus privatis ad
Bellum instructæ
sunt, licitum esto
Naves Mercesque
ab hostibus captas
liberè conducere
quoquo versum ipsis
placuerit, nec quid-
quam rei Maritimæ
Præfectis aut Judi-
cibus aliis quibusvis
solvere teneantur,
neque etiam antedi-
ctæ Prædæ ubi ad
dictatum Serenissi-
marum Regiarum
hinc

rendûes entieres au
veritable Proprietai-
re, aussi-tost qu'il
sera dûment &
suffisamment recon-
nu.

XXXVI.

Les Vaisseaux de
guerre de Leurs
Majestez de part &
d'autre, & ceux qui
auront été armés en
guerre par leurs su-
jets, pourront en
toute liberté con-
duire où bon leur
semblera, les Vais-
seaux & les Mar-
chandises, qu'ils au-
ront pris sur les En-
nemis, sans être
obligez de payer
aucun droit, soit
aux Sieurs Ami-
raux, soit aux autres
Juges quelsqu'ils soi-
ent, sans qu'aussi
les dites prises abor-
dant

hinc inde Majestatum Portus appulerint, & intraverint, Arresto ullo detineantur, nec Scrutatores, aliive locorum Officiales, in cas, aut de eârum validitate inquirant, quin vela quovis tempore explicare, discedere, & Prædas eo loci deducere liceat, qui in Commissionum Literis, aut Diplomate expressus sit; quas Literas Præfecti hujusmodi Bellicarum Navium monstrare tenebuntur: E contrario autem in eorum Portibus Azylum aut Refugium non dabitur iis qui Prædam fecerint in utriusvis Regiæ Majestatis Subditos. Quod si-

cubi

dant & entrant dans les Ports de Leursdites Sérénissimes Majestez tant d'une part que de l'autre, puissent être arrestées ou saisies, ni que les Visiteurs ou autres Officiers des lieux puissent les visiter, & prendre connoissance de la validité desdites prises: en outre il leur sera permis de mettre à la voile en quelque tems que ce soit, de partir, & d'emmener les prises au lieu porté par les commissions ou patentes, que les Capitaines desdits Navires de guerre feront obliger de faire apparoir; & au contraire il ne sera donné azile ni re-

traite

cubitalia, necessitate Tempestatis, aut Maris periculo coactæ, intraverint, enixè curandum est (in quantum anterioribus Pactis, cum aliis Regibus & Statibus initis, id ipsum non adversatur) ut exeant, & quam primum fieri possit, inde se recipiant.

XXXVII.

Serenissimæ Regiæ hinc inde Majestates nequaquam permittent ut in Oris, Portibus, aut Fluminibus Ditionum suarum, Navibus,

traite dans leurs Ports à ceux qui auront fait des prises sur les sujets de l'une ou de l'autre Majesté, mais y estant entrez par nécessité de tempeste ou de peril de la Mer, on employera fortement les soins nécessaires afin qu'ils en sortent & s'en retirent le plûtoſt qu'il sera possible, autant que cela ne serapoint contraire aux Traitez anterieurs faits à cet egard avec d'autres Roys ou Etats.

XXXVII.

Leurs dites Sérénissimes Majestez de part & d'autre ne souffriront point que sur les Costes & dans les Ports & les Rivières de leur obéiss.

ves, Mercesve Subditorum alterius capiantur à Navibus Bellicis, aut aliis, quæ Diplomate aliqujus Principis, Reipublicæ, aut Oppidi qualiscunque instructæ sunt. Et casu quo id acciderit, Pars utraque auctoritatem, viresque unitas interponent, quo damum datum resarciatur.

XXXVIII.

Si dehinc per Inadvertentiam, vel aliter, contigerit, Contraventiones, vel Inconvenientias aliquas, circa observationem hujus Tractatûs, hinc inde oboriri, tunc non statim propterea Ami-

obéissance, des Navires & des Marchandises des sujets de l'autre soient pris par des Vaisseaux de guerre, ou par d'autres qui seront pourvus de Patentes de quelque Prince, République, ou Ville quelconque; & au cas que cela arrive, l'une & l'autre partie employeront leurs forces unies pour faire reparer le Dommage causé.

XXXVIII.

S'il survenoit à l'avenir par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au présent Traité de part ou d'autre, l'amitié & la bonne intelligence ne sera pas d'abord

micitia & bona Intelligentia interruptur; sed subsistet hoc Fœdus omnium effectu, procurabiturque Remedium tollendis Inconvenientiis congruum, ut & Reparatio Contraventionum; si que Subditi unius alteriusve deprehendantur in culpâ, illi soli severe punientur & castigabuntur.

XXXIX.

Quod si vero confiterit Captorem ullo Torturæ genere, in Navarcham, Plebem Nauticam, aliosve qui in Navi aliquâ ad alterius Subditos spectante reperientur, usum fuisse; eo casu, non tan-

bord rompue pour cela, mais ce Traité subsistera, & aura son entier effet, & l'on procurera des remèdes convenables pour lever les inconveniens, comme aussi pour faire réparer les contraventions: Et si les sujets de l'un ou de l'autre Royaume sont en faute, ils seront seuls punis, & severement châtiez.

XXXIX.

Que s'il est prouvé que celui qui aura fait une prise, ait employé quelque genre de torture contre le Capitaine, l'Equipage, ou autres personnes qui seront trouvées dans quelque Vaisseau

tantum ipsa Navis, unâ cum Personis, Mercimoniis, & Rebus quibuscunque, statim absque ulteriori morâ relaxabitur, & in plenam libertatem restituetur, verum etiam qui tanti Criminis rei deprehenduntur, ut & ejusdem participes, gravissimis condignisque pœnis plectendi erunt; id quod ut absque omni personarum respectu fiat, obstringunt se mutuo Magnæ Britannia Regina, & Rex Christianissimus.

appartenant aux sujets de l'autre partie, en ce cas non seulement ce Vaisseau, & les Personnes, Marchandises, & effets quels qu'ils puissent être seront relâchez aussi-tôt, & sans aucun délai, & remis en pleine liberté, mais même ceux qui seront convaincus d'un crime si énorme; aussi-bien que leurs complices, seront punis des plus grandes peines, & proportionnées à leur faute; Ce que le Roi Très-Chrétien & la Reine de la Grande - Bretagne

s'obligent réciproquement de faire observer sans aucun égard pour quelque personne que ce soit.

Formulaire des Passeports & Lettres, qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article vingt-un du présent Traité.

LOuis Comte de Toulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons; que nous avons donné Congé & Permission à Maître & Conducteur du Navire nommé de la Ville de du port de Tonneaux ou environ, étant de présent au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que la visitation aura été faite de son Navire; avant que de partir, fera serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des sujets de sa Majesté, dont il sera mis acte au bas des présentes; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & Réglements de la Marine, & mettre au Greffe le Rôle signé, & vérifié, contenant les Noms & Surnoms, la Naissance & Demeure des hommes de son Equipage, & de

de tous ceux qui s'embarqueront ; lesquels il ne pourra embarquer, sans le sçu, & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du présent Congé ; & leur fera fidelle rapport de ce qui sera fait, & passé durant son Voyage ; & portera les Pavillons, Armes, & Enseignes du Roi, & les nôtres, durant son Voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer nôtre Seing, & le Sêcl de nos Armes à ces présentes, & icelles fait contresigner par nôtre Secrétaire de la Marine à Jour de mil Sept cens.

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

Nous de l'Amirauté de
Certifions que
Maître du Navire nommé au Passeport
ci-dessus, a prêté le Serment mentionné
en icelui : Fait à le Jour
de mil Sept cens,

Formula Literarum Maritarum petendarum, dandarumque, à Domino Domino Magno Admirallo Magnæ Britannia, &c. vel à Dominis Commissariis pro Officio Admiralitatis Magnæ Britannia, &c. secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatus Dispositionem.

Omnibus ad quos præsentēs Literæ pervenerint, Salutem. Nos

Magnus Admirallus Magnæ Britannia, &c. (aut) Nos Commissarii pro

Officio Admiralitatis Magnæ Britannia, &c. Notum, Testatumque facimus per præsentēs A. B. de C.

solitæ habitationis loco. Magistrum sive Præfectum Navis vocatæ D. co-

ram nobis comparuisse, & solenni Jurejurando affirmasse, (vel Literas Testimoniales sub Sigillo Magistratûs, vel Officialium Teloniorum & Vectigalium Burgi & portûs E. Datas Mensis

Anno Domino 17 de & super Jurejurando coram iis alias præstito, exhibuisse) Dictam Navem & Navigium D Mensurarum, quas Tuns vo-

cant

cant capacem, cujus ille ipse hoc
tempore Magister sive Præfectus est, ad
Subditos Serenissimæ Regiæ Majestatis,
Dominæ nostræ Clementissimæ, verè &
realiter pertinere. Cum autem acceptis-
simum nobis foret, prædictum Magi-
strum, sive præfectum, in iis quæ pro-
bè justeque ab eo agenda erunt, adjuva-
ri, rogamus vos universos & singulos,
ubique dictus Magister, seu Præfe-
ctus Navem prædictam, Mercesque in eâ
invectas & illatas appellet, velit, jubea-
tis eum benignè recipi, humaniter tracta-
ri, sub legitimorum, consuetorumque
Vectigalium, ac aliarum rerum solutione
admitti, ingredi, manere, egredi Por-
tus, Flumina, & Dominia vestra, & om-
nimodò Navigationis, Mercatûs, ac
Commerciorum Jure, specieque uti, om-
nibus in locis quibus hoc ei melius rectius
visum fuerit, grato animo id rependere
vobis paratissimi semper promptissimique.
In quorum majorem Fidem & Testimoni-
um præsentis Manû nostrâ, & Sigillo
nostro, communiri curavimus. Dat. in
Die mensis A. D.

17.

Formula Litterarum Certificatarum Petendarum Dandarumque a Magistratu, aut Officialibus Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portûs, in Burgis & Portubus suis Respectivis, Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum Articuli vigesimi primi hujus Tractatûs Dispositionem.

NOs A. B. Magistratus (ant)
 N Officiales Vectigalium & Teloniorum Burgi & Portûs C certifica-
 mus & attestamus, quod die Mensis

A. D. 17 personaliter coram nobis comparuit D. E. de F. &

solenni Jurejurando declaravit, quod Navis sive Navigium vocatum G. Mensurarum quas Tuns vocant capax,

cujus H. J. de K. solitæ habitationis loco, est Magister, sive Præfectus, ei & aliis

etiam Serenissimæ Regiæ Majestatis Dominæ nostræ Clementissimæ Subditis, iisque solis, justo titulo propria sit. Jam vero de Portu L. iter destinasse ad

Portum M. onustam Mercibus & Mercimoniis hic infra-speciatim descriptis & enumeratis. Scilicet & prout sequitur, viz.

In quorum Fidem has Certificatorias litteras, signavimus, & Sigillo Officii nostri Sigillavimus. Dabantur die Mensis A.

D. 17. TRAI-

TRACTATUS

TRAITÉ

Pacis & Amicitia inter Serenissimam ac Potentissimam Principem Annam, Dei Gratia, Magna Britannia, Francia, & Hibernia, Regnam, & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum XIV. Dei Gratia, Regem Christianissimum, conclusus Trajecti ad Rhenum die
31 Martii
11 Aprilis A. 1713.

*De Paix & d'Ami-
 tié entre Sa Ma-
 jesté très-Chrê-
 tienne, & Sa
 Majesté la Rei-
 ne de la Gran-
 de Bretagne.
 Conclu à U-
 trecht le* ^{31 Mars}_{11 Avril}
 A. 1713.

„ Quoniam vi-
 „ sum est Deo
 „ Optimo Maximo,
 „ pro Nominis sui
 „ Gloriâ, & Salute
 „ universâ, ad mise-
 „ rias desolati Orbis
 „ jam suo in tempo-
 „ re

LOUIS par la
 grace de Dieu,
 Roi de France &
 de Navarre à tous
 ceux qui ces présen-
 tes lettres verront,
 Salut. Comme nô-
 tre très-cher & bien
 aimé

„re medendas, ità
 „Regum animos di-
 „rigere, ut mutuo
 „Pacis conciliandæ
 „studio erga se in-
 „vicem ferantur :
 „Notum fit itaque
 „omnibus & singu-
 „lis, quorum inter-
 „est, quod sub his
 „Divinis Auspiciis,
 „Serenissima ac Po-
 „tentissima Prin-
 „ceps & Domina
 „Anna, Dei Gra-
 „tiâ Magnæ Britan-
 „niæ, Franciæ, &
 „Hiberniæ, Regi-
 „na, & Serenissimus
 „ac Potentissimus
 „Princeps & Do-
 „minus Ludovicus
 „Decimus quartus,
 „Dei Gratiâ, Rex
 „Christianissimus,
 „tam consulentes
 „Utilitati Subdito-
 „rum suorum, quàm
 „per-

aimé Goufin le Mar-
 quis d'Huxelles,
 Marechal de Fran-
 ce, Chevalier de nos
 Ordres, & nôtre
 Lieutenant Géné-
 ral au Gouverne-
 ment de Bourgog-
 ne, & nôtre très-
 cher & bien aimé, le
 Sieur Mesnager,
 Chevalier de nôtre
 Ordre de St. Michel,
 nos Ambassadeurs
 Extraordinaires &
 Plénipotentiaires, en
 vertu des Pleinpou-
 voirs que nous leur
 avons donné, au-
 roient conclu, arre-
 sté & signé à U-
 trecht le onzième
 du présent mois
 d'Avril, avec le Sr.
 Jean Evêque de Bri-
 stol, Garde du Sceau
 privé d'Angleterre,
 Conseiller de nôtre
 très

„perpetuæ, quan- „tum Mortalibus „permittitur, totius „Christiani Orbis „Tranquillitati pro- „spicientes, Bello „infeliciter accen- „so, & obstinâtè in „Decennium plus- „quam producto, „propter Prælio- „rum frequentiam „& Effusionem „Christiani Sangu- „nis, crudeli & exi- „tioso, nunc de- „num finem sta- „tuere decreverunt. „Et ad hoc Regium „suum propositum „promovendum, suo „proprio motu, & „paternâ eâ curâ, „quam erga Subdi- „tos suos & Rem- „publicam Chri- „stianam exercere „amant, Nobillissi- „mos	très-chère & très-a- mée Sœur, la Rei- ne de la Grande- Bretagne, en son Conseil d'Etat, Doyen de Windsor & Secrétaire de l'Ordre de la Jarre- tière, & le Sr. Tho- mas Comte de Straf- ford, Vicomte de Wentworth, Wood- house, & de Stain- borough, Baron d'Overley, Neu- march, & Raby, Conseiller de nô- tre dite Sœur en son Conseil d'Etat, son Ambassadeur Ex- traordinaire & Plé- nipotentiaire auprès des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-bas, Co- lonel de son Regi- ment Royal de Dra- gons, Lieutenant T 5 Gé-
--	--

„ mos, Illustrissimos,
 „ & Excellentissi-
 „ mos Dominos Re-
 „ giarum suarum
 „ Majestatum respe-
 „ ctivè Legatos Ex-
 „ traordinarios &
 „ Plenipotentiaros
 „ nominaverunt &
 „ constituerunt, sci-
 „ licet, Sacra Regia
 „ Majestas Magnæ
 „ Britanniae Reve-
 „ rendum admo-
 „ dum Johannem,
 „ permissione divi-
 „ nâ, Episcopum
 „ Bristoliensem, Pri-
 „ vati Angliæ Sigil-
 „ li Custodem, Re-
 „ giæ Majestatis à
 „ Consiliis Intimis,
 „ Decanum Win-
 „ chesteriensem, &
 „ Nobilissimi Or-
 „ dinis Periscelidis
 „ Registrarium; ut
 „ & Nobilissimum,

„ ll,

Général de ses Ar-
 mées, premier Sei-
 gneur de l'Amirauté
 de la Grande-Breta-
 gne & d'Irlande,
 Chevalier de l'Or-
 dre de la Jarretiere,
 en qualité d'Ambas-
 sadeurs Extraordi-
 naires & Plénipoten-
 tiaires de nôtre dite
 Sœur pareillement,
 munis de ses Plein-
 pouvoirs, le Traité
 de Paix dont la te-
 neur s'ensuit.

D'autant qu'il a
 plu à Dieu tout puis-
 sant & misericor-
 dieux pour la gloire
 de son St. Nom, &
 pour le Salut du gen-
 re humain d'inspirer
 en son tems aux
 Princes le désir reci-
 proque d'une récon-
 ciliation qui fit cef-
 ser les malheurs qui
 de-

„ Illustrissimum, at-
 „ que Excellentissi-
 „ mum Dominum
 „ Dominum Tho-
 „ mam Comitem de
 „ Strafford, Vice-
 „ comitem Went-
 „ worth de Went-
 „ worth - Wood-
 „ house, & de Stai-
 „ neborough, Baro-
 „ nem de Raby, Re-
 „ giæ sue Majestatis à
 „ Consiliis Intimis,
 „ Ejusdem Lega-
 „ tum Extraordina-
 „ rium & Plenipo-
 „ tentiarium ad Cel-
 „ sos & Præpoten-
 „ tes Dominos Or-
 „ dines Generales
 „ Uniti Belgii, Re-
 „ giæ sue Majesta-
 „ tis Dimachorum
 „ Legionis (vulgò
 „ Regiment) Tribu-
 „ num, & Exerci-
 „ tuum Regionum
 „ Le-

désolent la terre de-
 puis si long-tems.
 qu'il soit notoire à
 tous & à un chacun
 à qui il appartiendra
 que par la direction
 de la Providence
 Divine, le Sérénis-
 sime & très-Puissant
 Prince Louis XIV.
 par la grace de Dieu
 Roy T. C. de Fran-
 ce & de Navarre,
 & la Sérénissime &
 très-Puissante Prin-
 cesse Anne, par la
 grace de Dieu, Rey-
 ne de la Grande-
 Bretagne, remplis du
 désir de procurer
 (autant qu'il est pos-
 sible à la prudence
 humaine de le faire)
 une tranquillité per-
 petuelle à la Chrê-
 tienté, & portez par
 la considération de
 l'intérêt de leurs
 J. 6 su.

„ Locum-tenentem sujets, sont enfin de-
 „ Generalem, Pri- meurez d'accord de
 „ marium Admirali- terminer cette guer-
 „ tatis Magnæ Bri- re, si cruelle par
 „ tanniae & Hiber- le grand nombre de
 „ niae Dominum combats, si funeste
 „ Commissarium, ut par la quantité du
 „ & Nobilissimi Or- sang Chrétien qu'on
 „ dinis Periscelidis y a versé, laquelle
 „ Equitem; Et Sacra après s'être malheu-
 „ Regia Majestas reusement allumée
 „ Christianissima, il y a plus de dix
 „ Nobilissimos, Il- ans, a toujours con-
 „ lustrissimos, atque tinué depuis avec
 „ Excellentissimos opiniatreté. Leurs
 „ Dominos, Domi- susdites Majestez, a-
 „ num Nicolaum fin de poursuivre un
 „ Marchionem d' projet si digne d'El-
 „ Huxelles, Mar- les, ont nommé &
 „ shallum Franciæ, constitué de leur
 „ Regionum Ordi- propre mouvement,
 „ num Equitem tor- & par le soinpaterne
 „ quatum, & Lo- qu'Elles ont pour
 „ cum-tenentem leurs sujets & pour
 „ Generalem in Du- la Chrétienté, leurs
 „ catu Burgundiæ; Ambassad. Extraor-
 „ & Dominum Ni- dinaires & Plénipo-
 „ colaum Mesnager, tentiaires respectifs,
 „ Re- sca-

„Regii Ordinis
 „Sancti Michaëlis
 „Equitem; eosdem-
 „que Legatos Ex-
 „traordinarios am-
 „plâ & plenâ pote-
 „state induerunt, de
 „Pace firmâ & sta-
 „bili inter Regias
 „suas Majestates tra-
 „ctandi, convenien-
 „di. Dicti igitur
 „Legati, post varias
 „& arduas Consul-
 „tationes in Con-
 „ventu Trajecti ad
 „Rhenum cum in
 „finem instituto
 „habitas, superatis
 „tandem, absque
 „ullâ Interventio-
 „ne conciliatrici,
 „obstaculis quibus-
 „cunque, Concilii
 „tam salutaris sco-
 „po adversantibus,
 „invocatâque Ope
 „Divinâ, ut hoc
 „suum

sçavoir S.M.T.C. le
 Sieur Nicolas Mar-
 quis d'Huxelles Ma-
 rechal de France,
 Chevalier des Ordres
 du Roy, Lieutenant
 Général au Gouver-
 nement de Bourgo-
 gne &c., & le Sieur
 Nicolas Mesnager,
 Chevalier de l'Or-
 dre de St. Michel;
 Et sa Majesté Bri-
 tanniquele, Bien Re-
 verend Jean Evêque
 de Bristol, Garde
 du Sceau privé
 d'Angleterre, Con-
 seiller de la Reyne
 en son Conseil d'E-
 tat, Doyen de Wind-
 sor, & Secrétaire de
 l'Ordre de la Jarre-
 tiere, & le Sieur
 Thomas Comte de
 Strafford, Vicomte
 de Wentworth,
 Woodhouse, & de
 T 7 Stai-

„ suum Opus usque
 „ ad seram posterita-
 „ tem integrum &
 „ inviolatum con-
 „ servare ac peren-
 „ nare velit, post
 „ communicatas mu-
 „ tuò, ac ritè com-
 „ mutatas Plenipo-
 „ tentiarum Tabu-
 „ las, quarum Apo-
 „ grapha subfinem
 „ hujus Instrumenti
 „ verbotenus inser-
 „ ta sunt, in mutuas
 „ Pacis & Amicitiae
 „ Leges inter alte-
 „ memoratas Regias
 „ suas Majestates,
 „ Populosque &
 „ Subditos suos con-
 „ venerunt, prout
 „ sequitur.

Staineborough, Ba-
 ron de Neumarch,
 Oversley, & Raby,
 Conseiller de la
 Reyne en son Con-
 seil d'Etat, son Am-
 bassadeur Extraor-
 dinaire & Plénipo-
 tentiaire auprès des
 Etats Généraux des
 Provinces - Unies,
 Colonel du Régi-
 ment Royal de Dra-
 gons de sa Majesté,
 Lieutenant Général
 de ses Armées,
 premier Seigneur de
 l'Amirauté de la
 Grande-Bretagne &
 d'Irlande, & Che-
 valier de l'Ordre de
 la Jarretiere, aux-
 quels leurs Majestez
 Royales ont donné

leurs Pleinpouvoirs pour traiter, convenir
 & conclure une paix ferme & stable. Les
 susdits Ambassadeurs Extraordinaires &
 Plénipotentiaires après plusieurs Conferen-
 ces

ces épineuses tenues dans le Congrez étably pour cette fin à Utrecht ayant enfin surmonté, sans l'intervention d'aucune Médiation, tous les obstacles qui s'opposoient à l'accomplissement d'un dessein si salutaire, & après avoir demandé à Dieu qu'il daignât conserver à jamais leur ouvrage en son entier, & qu'il en fit ressentir le fruit à la posterité la plus reculée, & s'être communiqué respectivement leurs Plein-pouvoirs dont les copies seront inferées de mot à mot à la fin du présent Traité, & en avoir dûement fait l'échange, sont enfin convenu des Articles d'une Paix & Amitié mutuelle entre leursdites Majestez Royales, leurs peuples & sujets de la manière qui suit.

I.

Pax sit universalis, perpetua, veraque & sincera Amicitia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Annam Magnæ Britannię Reginam, ac Serenissimum ac Po-

I.

Il y aura une paix universelle & perpétuelle, une vraie & sincère amitié entre le Sérénissime & très-Puissant Prince Louis XIV. Roy Très-Chrétien & la Sérénissime & très-Puif-

Potentissimum Principem Ludovicum Decimum quartum, Regem Christianissimum, eorumque Hæredes ac Successores, nec non utriusque Regna, Status & Subditos, tam extra, quàm intra Europam; eaque ita sincerè & inviolatè fervetur & colatur, ut alter alterius Utilitatem, Honorem ac Commodum promoveat, omnique ex parte fida Vicinitas & secura Pacis atque Amicitiae cultura revirescat indies, atque augeatur.

Puissante Princesse Anne, Reine de la Grande-Bretagne, leurs héritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Etats & sujets tant au dedans qu'au dehors de l'Europe; cette paix sera inviolablement observée entre eux si religieusement & sincèrement qu'ils feront mutuellement tout ce qui pourra contribuer au bien, à l'honneur, & à l'avantage l'un de l'autre, vivant en tout comme bons voisins & avec une telle confiance & si réciproque que cette amitié soit de jour en jour fidèlement cultivée, affermie, & augmentée.

II.

Omnes Inimicitiae, Hostilitates, Discordiae, & Bella, inter dictam Dominam Reginam Magnae-Britanniae, & dictum Dominum Regem Christianissimum, eorumque Subditos, cessent, & aboleantur; ita ut utrinque ab omni Direptione, Deprædatione, Læsione, Injuriis, ac Infestatione qualicunque, tam terrâ, quam mari, & aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maximè per omnes alterutrius Regnorum, Regionum, ac Ditionum Tractus, Dominia, & Loca, cujuscunque sint conditionis, temperetur prorsus, & abstineatur.

III.

II.

Toutes inimitiez, hostilitiez; guerres & discordes entre ledit Roy Très-Chrétien & ladite Reyne de la Grande-Bretagne & pareillement entre leurs sujets, cesseront & demeureront éteintes & abolies, en sorte qu'ils éviteront soigneusement à l'avenir de se faire de part ni d'autre aucun tort, injure ou préjudice, & qu'ils s'abstiendront de s'attaquer, piller, troubler, ou inquiéter en quelque manière que ce soit par terre, par mer, ou autres eaux dans tous les endroits du monde, & particulièrement dans toute l'é-

l'étendue des Royaumes, Terres & Seigneuries dud. Roy & de lad. Reyne sans aucune exception.

III.

Omnes Offensæ, Injurix, Læsiones, & Damna, quæ prædicta Domina Regina Magnæ Britannix, ejusque Subditi, vel prædictus Dominus Rex Christianissimus, ejusque Subditi, durante hoc Bello, alter ab altero pertulerint, oblivioni tradentur, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu, alter alteri, aut alterutrius Subditi posthac quicquam Hostilitatis, Inimicitix, Molestix, vel

III.

Tous les torts, dommages, injures, offenses que led. Roy T. C. & lad. Reyne de la G. B. & leurs sujets auront soufferts & receus les uns des autres pendant cette guerre, seront absolument oubliez; & leurs Majestez & leurs sujets pour quelque cause ou occasion que ce puisse être, ne feront désormais, ni ne commanderont, ou ne souffriront qu'il soit réciproquement fait de part, ni d'autre, au-

vel impedimenti,
per se vel per alios,
clàm vel palàm, di-
rectè vel indirectè,
specie Juris, vel viâ
Facti, inferant, vel
inferri faciant, aut
patiantur.

aucun acte d'hosti-
lité, ou d'injustice,
trouble ou préjudice,
de quelque nature ou
manière que ce puis-
se être, par autrui
ou par soi-mesme, en
public ou en secret,
directement ou indi-
rectement, par voye
de fait ou sous pré-
texte de justice.

IV.

Ad majorem in-
super Paci restitutæ,
fidæque, & non
temerandæ amicitia
firmitatem concili-
andam, præciden-
dasque omnes Diffi-
dentia occasiones,
quæ oriri ullo tem-
pore possent, ex
stabilito Successio-
nis Hæreditariæ ad
Regnum Magnæ
Britanniæ Jure &
Ordine, ejusque
Li-

IV.

Et pour affermir
de plus en plus l'a-
mitié fidele & in-
violable qui est éta-
blie par cette paix,
& pour prévenir
tous prétextes de dé-
fiance qui pour-
roient naître, en
quelque tems que
ce soit, à l'occasion
de l'ordre & droit
de succession héri-
ditaire établie dans
le Royaume de la
G.

Limitatione, per
Leges Magnæ Bri-
tanniæ, (regnanti-
bus tùm nupero,
gloriosissimæ Me-
morix Rege, Gu-
lielmo Tertio, tùm
hodiernâ Dominâ
Reginâ) latas &
fancitas, ad alteme-
moratæ Dominæ
Reginæ Proge-
niem, câque defi-
ciente, ad Serenif-
simam Principem
Sophiam Brunswi-
co-Hanoveri Dota-
riam, & ejusdem
Hæredes in Lincâ
Protestantium Ha-
noverianâ. Ut igitur
dicta Successio facta
recta maneat, Rex
Christianissimus su-
pradictam Succes-
sionis ad Regnum
Magnæ Britannix
Limitationem sin-
cerè

G. B. de la manière
qu'elle a été limitée
par les loix de la Gr.
B., tant sous le Re-
gne du Roy Guil-
laume III. de très-
Glorieuse Mémoire,
que sous le présent
Regne de lad. Rey-
ne, en faveur de ses
descendans, & au
défaut d'iceux, en fa-
veur de la Sérénissi-
me Princesse Sophie,
Dôüairiere de Brun-
wik-Hannover, &
ses héritiers dans la
Ligne Protestante
d'Hannover: Et afin
que cette succession
demeure ferme &
stable, le Roy
T. C. recon-
noist sincerement &
soleimnellement lad.
succession au Roy-
aume de la G. B.
limitée . comme
des-

œrè & solemniter agnoscit, eandem-
que gratam & acceptam sibi, atque Hæ-
redibus ac Successoribus suis esse, ac in
perpetuum fore, sub Fide & Verbo Regis,
oppignerato suo & Successorum Honore,
declarat spondetque. Sub eodem quoque Verbi Regis
ac Honoris vinculo promittit Rex Christianissimus,
neminem unquam præter ipsam Dominam
Reginam, ejusque Successores, secundum dictæ
Limitationis seriem, pro Rege aut Regina
Magnæ Britanniæ, per se, vel per Hæredes
aut Successores suos, agnitionem iri aut habitum.

Ad

dessus, & déclare & promet en foy & parole de Roy, tant pour luy que pour ses héritiers & successeurs, de l'avoir pour agréable à présent & à toujours, engageant à cet effet son honneur & celuy de ses successeurs, promettant en outre sous la même foy & parole de Roy & sous le même engagement d'honneur, tant pour luy que pour ses héritiers & successeurs, de ne reconnoître jamais qui que ce soit pour Roy ou Reyne de la G. B., si ce n'est lad. Reyne & ses successeurs selon l'ordre de lad. limitation: Et afin de donner encore plus

Ad fidem verò dictæ Agnitioni & Promissis uberius faciendam, spondet Rex Christianissimus, quod cum è Regno Galix spondè nuper, alibi commoraturus, exierit ille, qui vivente nupero Rege Jacobo Secundo, Principis Wallix, eodem vero defuncto, Regis Magnæ Britannix Titulum assumpsit, curam omnem per prædictum Regem Christianissimum, Hæredes ac Successores suos, datum iri, ne in Regnum Galix, aut aliquas ejusdem Ditiones, ullo de hinc tempore, ullove sub prætextu, in posterum revertatur.

plus de force à cette reconnoissance, & promesse, le Roy T.C. promet que luy & ses successeurs & héritiers apporteront tous leurs soins pour empêcher que la personne qui du vivant du Roy Jacques II. avoit pris le titre de Prince de Galles, & au décès dud. Roy celui de Roy de la G. B., & qui depuis peu est sorti volontairement du Royaume de France pour aller demeurer ailleurs, ne puisse y rentrer, ni dans aucunes des Provinces de ce Royaume, en quelque tems & sous quelque prétexte que ce puisse être.

V.

Promittit porrò
Rex Christianissimus, tam suo, quàm
Hæredum ac Successorum suorum
nomine, nullo unquam tempore sese
dictam Magnæ Britanniae Reginam,
Hæredes, Successoresque ejus, prædictâ
Protestantium Gente oriundos, Magnæ
Britanniae Coronam, Ditionesque
eidem subjectas, possidentes turbaturos,
vel molestiâ aliquâ affecturos, neque
ullum ullo tempore Auxilium, Suppetias,
Favorem, aut Concilium præstabit
Rex Christianissimus antedictus, ejusque
Successorum aliquis, directè vel
in-

V.

Le Roy T. C. promet de plus tant
en son nom que pour
ses héritiers & successeurs, de ne
jamais troubler, ni molester lad. Reyne
de la G. B., ses héritiers & successeurs,
issus de la Ligne protestante, qui
possederont la Couronne de la G. B. & les
Estats qui en dépendent; & de ne donner
niluy, ni aucun de ses successeurs, directement
ou indirectement, par Terre ou par Mer, en
Argent, Armes, Munitions, appareil de
Guerre, Vaisseaux, Soldats, Matelots,
& en quelque manière ou en quelque
tems que ce soit, au-

indirectè, terrâ, maritime, Pecuniâ, Armis, Muntionibus, Apparatu Bellico, Navibus, Milite, Nautis, aliove quovis modo, cuicunque personæ aut personis, si quæ fuerint, quæ, quâcunque de causâ, aut prætextu, dictæ Successioni sese in posterum opponere molirentur, sive aperto Marte, sive Seditiones alendo, Conjuracionesque conflando, contra talem Principem aut Principes, Magnæ Britanniæ Solium, Actorum Parliamenti antedictorum vigore, occupantes, sive contra illum aut illam Principem, cui secundum

aucune assistance, secours, faveur, ni conseil à aucune personne ou personnes quelles qu'elles puissent être, qui sous quelque prétexte ou cause que ce soit, voudroient s'opposer à l'avenir à lad. succession soit ouvertement, ou en fomentant des séditions & formant des conjurations contre tel Prince ou Princes, qui en vertu desd. Actes du Parlement occuperont le Throsne de la G. B., ou contre le Prince ou la Princesse en faveur de qui lad. succession à la Couronne de la G. B. sera ouverte par leds. Actes du Parlement.

dum dicta Parliamenti Acta, ad Coronam Magnæ Britanniae Successio patebit.

VI.

Quemadmodum funestissima Belli Flamma, hac Pace restinguenda, exinde præprimis orta sit, quod Europæ Securitas & Libertates, Unionem Regnorum Galliae & Hispaniae, sub uno eodemque Rege, omninò ferre nequiverint, idque tandem Divini Numinis Auxilio effectum sit, instante plurimum Sacrà Regiâ Majestate Magnæ Britanniae, & Consensientibus tam Christianissimo, quàm Catholico Rege,

VI.

D'autant que la Guerre, que la présente paix doit éteindre, a été allumée principalement, parceque la seureté & la liberté de l'Europe ne pouvoient pas absolument souffrir que les Couronnes de France & d'Espagne fussent réunies sous une même teste, & que sur les instances de Sa Majesté Britannique, & du consentement tant de S. M. T. C. que de S. M. Cath. on est enfin parvenu, par un effet de la Providence Divine,

ge, quò huic malo obviàm omni tempore in posterum eatur, per Renuntiationes optimâ formâ conceptas, & modo quam maxime solenni perfectas, quarum Tenor sequitur.

à prévenir ce mal pour tous les tems à venir, moiennant des Rénonciations conçues dans la meilleure forme, & faites en la manière la plus solennelle dont la teneur suit ci-après.

S'ensuivent ici les Actes concernant les Rénonciations réciproques du Roy Philippe d'une part, & de M. le Duc de Berry & de M. le Duc d'Orléans d'autre part, &c.

CUM itaque per præcedentem Renuntiationem, quæ Legis Pragmaticæ, fundamentalis, & inviolabilis vim semper habere debet, cautum provisumque sit, ne unquam ullo tempore, aut ipse Rex Catholicus, aut de stirpe sua quispiam, Coronam Galliæ am-

Etant suffisamment pourvû par la rénonciation ci-relative, laquelle doit être éternellement une loi inviolable & toujours observée, à ce que le Roy Catholique, ni aucun Prince de sa postérité, puisse jamais aspirer ni parvenir à la Couronne de France; & d'un autre costé

ambiat, aut Thronum ejusdem ascendat; atque per reciprocas ex parte Galliae Renuntiationes, & Successionis ibidem hæreditariæ Constitutiones, ad eundem finem tendentes, ita Gallie & Hispanie Coronæ ab invicem separatæ & sejunctæ sint, ut subsistentibus in suo vigore, & bonâ fide observatis, antedictis Renuntiationibus, aliisque eo spectantibus Transactionibus, in unum coalescere nunquam poterunt. Proinde Serenissima Regina Magnæ Britanniae, & Serenissimus Rex Christianissimus, sibi invicem solenniter & verbo Regio spon-

costé les rénonciations réciproques à la Couronne d'Espagne faites par la France, ainsi que les autres Actes qui établissent la succession héréditaire à la Couronne de France, lesquelles tendent à la même fin, ayant aussi suffisamment pourvû à ce que les Couronnes de France & d'Espagne demeurent séparées & désunies; de manière que les susd. rénonciations & les autres transactions qui les regardent, subsistant dans leur vigueur & étant observées de bonne foi, ces Couronnes ne pourront jamais être réunies: Ainsi le Sé-

V 2

re-

spondent, nihil unquam ab ipsis, eorumve Hæredibus & Successoribus factum, vel ut ab aliis fiat permissum iri, quo minus prædictæ Renuntiationes, cæteræque Transactiones antememoratæ, effectum plenariè fortiantur; quinimò è contra, conjunctis conciliis viribusque, Regiæ suæ Majestates eam semper sincerè curam agent, & annitentur, quò dicta Salutis publicæ Fundamenta inconcussa in perpetuum maneant, & inviolata conserventur.

Consentit insuper
Rex Christianissimus,
 spondetque, nolle
 se ad Subditorum
 suorum Commoda,
 alium

réniissime Roi T.
 C. & la Sérénissime
 Reine de la G. B.
 s'engagent solem-
 nellement, & par
 parole de Roi, l'un
 à l'autre, qu'eux ni
 leurs Héritiers &
 Successeurs ne fe-
 ront jamais rien, ni
 ne permettront que
 jamais il soit rien fait
 capable d'empêcher
 les Rénonciations &
 autres Transactions
 susd. d'avoir leur
 plein & entier effet;
 au contraire leurs
 Majestez Royales
 prendront un soin
 sincere & feront
 leurs efforts, afin
 que rien ne donne
 atteinte à ce fonde-
 ment du salut public,
 ni ne puisse l'ébran-
 ler: En outre S. M.
 T. C. demeure d'ac-
 cord

alium in *Hispaniâ*, ut
& *Indiis Hispanicis*,
Navigationis &
Commerciorum u-
sum in posterum
expetere, aut accep-
tare, quam qui
Regnante in *Hif-
paniâ* nupero Rege
Carolo Secundo ibi-
dem obtinuit, aut
quam qui aliis
quoque Nationibus
& Populis, Com-
mercia exercenti-
bus, plenariè pariter
induktus & concessus
fuerit.

cord & s'engage que
son intention n'est
pas de tâcher d'ob-
tenir, ni même
d'accepter à l'avenir
que pour l'utilité de
ses sujets, il soit rien
changé, ni innové
dans l'Espagne ni
dans l'Amérique Es-
pagnole, tant en
matière de Com-
merce qu'en matière
de Navigation, aux
usages pratiqués en
ces Pais sous le
Regne du feu Roi
d'Espagne Charles
II, non plus que de
procurer à ses sujets
dans les susd. Pais
aucun avantage qui
ne soit pas accordé
de même dans toute
son étendue aux au-
tres Peuples & Na-
tions lesquelles y
négotient.

VII.

Liber sit Usus Navigationis & Commercii inter Subditos utriusque Regiæ Majestatis, prout jam olim erat tempore Pacis, & ante nuperrimi Belli Denuntiationem, prout etiam per Tractatum Commerciorum, hodie initum, inter ambas Nationes conventum ac concordatum est.

VIII.

Redeat, ac aperiat, ac aperiat ordinaria Dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alterutrius Regiæ Majestatis, ita ut liberum sit omnibus utrinque Subditis allegare & obtinere, Jura, Præventiones, &

VII.

La Navigation & le Commerce seront libres entre les sujets de leursd. Majesté, de même qu'ils l'ont toujours été en tems de Paix, & avant la déclaration de la dernière guerre, & particulièrement de la manière dont on est convenu entre les deux Nations par un Traité de Commerce aujourd'hui conclu.

VIII.

Les voyes de la justice ordinaires seront ouvertes & le cours en sera libre réciproquement dans tous les Royaumes, Terres & Seigneuries de l'obéissance de leurs Majestez, & leurs sujets de part &

& Actiones suas, & d'autre pourront
secundum Leges, librement y faire
Constitutiones, & valoir leurs droits,
Statuta utriusque, actions & préten-
Regni. tions, suivant les
loix & statuts de
chaque Pais.

IX.

IX.

Curabit Rex Chri-
stianissimus, ut Mu-
nimenta omnia Ci-
vitatibus Dunquerque
solo æquentur, Por-
tus compleatur,
Aggeres aut Moles,
dicto Portui eluendo
inservientes, diruan-
tur, idque propriis
dicti Regis Impen-
sis, intra spatium
quinque Mensium
post conclusas sig-
natasque Pacis Con-
ditiones, id est, Mu-
nimenta Maritima,
intra spatium bime-
stre; Terrena verò,
una cum dictis Ag-
ge-

Le Roi T. C.
fera raser toutes les
Fortifications de la
Ville de Dunkerque,
comblér le Port,
ruiner les Ecluses,
qui servent au né-
toiemént dud. Port,
le tout à ses dépens
& dans le terme de
cinq mois après la
Paix conclue & si-
gnée, sçavoir les
ouvrages de Mer
dans l'espace de
deux mois, & ceux
de terre avec lesd.
Ecluses dans les trois
suivans, à condition
encore que lesd.
V. 4 For.

geribus intra trime-
stre ; eâ insuper Le-
ge ne dicta Muni-
menta, Portus, Mo-
les, aut Aggeres de-
nuò unquam refici-
antur. Quorum ta-
men omnium Ever-
sio non inchoabitur,
nisi postquam *Regi*
Christianissimo tradi-
tum fuerit, id omne,
quod eorum loco,
sive *Æquivalens*,
tradi debet.

X.

Dictus *Rex Chri-*
stianissimus, Sinum,
& Fretum de *Hudson*,
unâ cum omnibus
Terris, Maribus,
Oris Maritimis, Flu-
viis, Locisque, in
dicto Sinu & Freto
sitis, & ad eadem
spectantibus, nullis
sive Terræ sive Ma-
ris spatiis exceptis,
quæ

Fortifications, Ports
& Ecluses ne pour-
ront jamais être ré-
tablis, laquelle dé-
molition toutefois
ne commencera qu'
après que le Roi T.
C. aura été mis en
possession générale-
ment de tout ce qui
doit être cédé en
équivalent de la susd.
démolition.

X.

Le Roi T. C.
restituera au Roiau-
me & à la Reine de
la G. B. pour les
posséder en plein
droit & à perpétui-
té, la Baye & le
détroit d'*Hudson*
avec toutes les ter-
res, mers, rivages,
fleuves, & lieux
qui en dépendent &
qui

quæ à Subditis Galliaë impræsentiarum possessa sunt, Regno & Reginaë Magnæ Britanniaë, pleno Jure in perpetuum possidenda, restituet. Quæ quidem omnia, uti & Aedificia quævis ibidem constructa, quo nunc sunt in statu, & Fortalitia pariter quæcunque, sive ante, sive post Gallorum occupationem, ibidem erecta, integra, & non demolita, unà cum omnibus in iisdem existentibus Tormentis, ac Globis, ut & Pulveris nitrati quantitate Globis proportionatâ, si ibidem detur, alioque Apparatu bellico, qui Tormentis inservire solet, Subditis

qui y sont situez, sans rien excepter de l'étendue desd. terres & mers possedez présentement par les François; le tout aussi bien que tous les édifices & forts construits, tant avant que depuis que les François s'en sont rendus Maistres, seront délivrez de bonne-foy en leur entier, & en l'état où ils sont présentement, sans en rien démolir, avec toute l'Artillerie, Boulets, la quantité de poudre proportionnée à celle des Boulets (si elle s'y trouve) & autres choses servant à l'Artillerie, à ceux des sujets de la Reine de la G. B. muni

ditis Britannicis, Commissionem ad eadem repetenda & recipienda à Domina Magnæ Britanniae Regina habentibus, intra sex Menses à Ratihabitione præsentis Fœderis, vel citiùs si fieri potest, bonâ fide tradentur. Cautum tamen esto quod Societati *Quebecensi*, aliisque, quibuscunque *Regis Christianissimi* Subditis, ex dicti Sinûs Terris, cum Bonis, Mercimoniis, Armis, & Rebus suis omnibus, cujuscunque naturæ aut conditionis, præter ea quæ hoc in Articulo superiùs excepta sunt, exire quoquoeversum ipsis placuerit, terrestri vel

de ses Commissions pour les demander & recevoir dans l'espace de six mois, à compter du jour de la Ratification du présent Traité, ou plutôt si faire se peut, à condition toutefois qu'il sera permis à la Compagnie de Quebec & à tous autres sujets quelconques du Roy T. C. de se retirer desd. terres & détroit, par terre ou par mer avec tous leurs Biens, Marchandises, Armes, Meubles & Effets de quelque nature ou espèce qu'ils soient, à la reserve de ce qui a été excepté cy-dessus. Quant aux limites entre la Baye d'Hudson & les lieux

vel maritimo itinere, liberum omnino sit. Ex utraque autem parte consensus est de Finibus, inter dictum Sinum de *Hudson*, & loca ad Gallos spectantia statuendis, per Commissarios, utrinque quantocius nominandos, intra annum decernere; quos quidem Limites Subditis tam Britannicis quam Gallicis pertransire, aut alterutros sive Mari sive Terrâ, adire, prohibitum omnino erit. Iisdem quoque Commissariis in mandatis erit datum, ut Limites pariter inter alias Britannicas Gallicasque Colonias iis in Oris describant, statuantque.

XI.

lieux appartenant à la France, on est convenu réciproquement qu'il sera nommé incessamment des Commissaires de part & d'autre, qui les détermineront dans le terme d'un an, & il ne sera pas permis aux sujets des deux Nations de passer lesd. limites pour aller les uns aux autres, ni par mer, ni par terre. Les mêmes Commissaires auront le pouvoir de régler pareillement les limites entre les autres Colonies Françaises & Britanniques dans ces pais-la.

V

XL

XI.

Altememoratus
Rex Christianissimus
 Societati Anglicæ
 in Sinum de *Hudson*
 Mercaturam facien-
 ti, de Damnis omni-
 bus & Spoliis, Co-
 loniis ipsorum, Na-
 vibus, Personis, &
 Bonis, per hostiles
 Gallorum Incurfio-
 nes & Deprædation-
 es, vigente Pace
 illatis, eorum æsti-
 matione factâ per
 Commissarios, ad
 utriusvis partis Re-
 quisitionem nomi-
 nandos, juxta nor-
 mam Justitiæ &
 Æquitatis satisfieri
 curabit. Idem Com-
 missarii in Querimo-
 niis insuper inqui-
 rent, tam Subdito-
 rum Britannicorum
 super Navibus tem-
 pore

XI.

Le Roy T. C.
 fera donner une
 juste & équitable
 satisfaction aux In-
 tereliez de la Com-
 pagnie Angloise de
 la Baye d'*Hudson*,
 des pertes & dom-
 mages qu'ils peuvent
 avoir soufferts pen-
 dant la paix, de la
 part de la Nation
 Françoisse par des
 Courtes ou dépréda-
 tions tant en leurs
 personnes que dans
 leurs Colonies,
 vaisseaux & autres
 biens, dont l'esti-
 mation sera faite par
 des Commissaires
 qui seront nommés
 à la réquisition de
 l'une ou de l'autre
 des parties. Les
 mêmes Commissai-
 res prendront con-
 poif-

pore Pacis per Gallos captis, ut & super Damnis Anno præterito insulâ *Montferat* nuncupatâ perpeffis, aliisque, quam de iis quæ queruntur Subditi Gallici ratione Compositionis in Insulâ *Nevisianâ* & *Arce Gambienfi*, ut & de eorundem Navibus, si quæ forsan Gallicæ per Subditos Britannicos tempore Pacis captæ fuerint; & similiter de cunctis hujusmodi Litibus, quæ inter utramque Gentem exortæ, nec dum compositæ, inveniri possunt; & bona utrinque Justitia absque morâ fiet.

noissance des plaintes qui pourront être faites tant de la part des sujets de la G. B. touchant les vaisseaux pris par les François durant la paix & les dommages qu'ils pourront avoir soufferts l'année dernière dans l'Isle de *Monferrat*, ou autres, que de la part des sujets de la France touchant les Capitulations faites dans l'Isle de *Nevis* & au fort de *Gambi* & des Vaisseaux François qui pourroient avoir été pris par les sujets de la G. B. en temps de paix, & toutes autres contestations de cette nature, meus entre les deux Nations, & qui

qui n'ont point encore été réglées ; & il en sera fait de part & d'autre bonne & prompte justice.

XII.

Dominus Rex Christianissimus eodem quo *Pacis Præsentis Ratihabitiones* commutabuntur die, *Dominæ Reginæ Magnæ Britanniæ Literas, Tabulasve solennes & authenticas* tradendas curabit, quarum vigore, *Insulam Sancti Christophori*, per *Subditos Britannicos* Sigillatim dehinc possidendam, *Novam Scotiam* quoque sive *Acadiam* totam, *Limitibus suis antiquis* comprehendens, ut & *Portus Regii Urbem*, nunc

XII.

Le Roi T. C. fera remettre à la Reine de la G. B. le jour de l'échange des Ratifications du présent Traité de Paix, des Lettres & Actes authentiques qui feront foy de la cession faite à perpétuité à la Reine & à la Couronne de la G. B. de l'Isle de St. Christophle que les sujets de Sa Majesté Brit. désormais posséderont seuls ; De la nouvelle Ecosse autrement dite Acadie, en son entier, conformément à ses anciennes li-

nunc *Annapolin Regiam* dictam, cæteraque omnia in istis Regionibus, quæ ab iisdem Terris & Insulis pendent, unà cum earundem Insularum, Terrarum, & Locorum Dominio, Proprietate, Possessione, & quocunque Jure, sive per Pacta, sive alio modo quæsito, quod *Rex Christianissimus*, *Corona Gallia*, aut ejusdem Subditi quicunque, ad dictas Insulas, Terras & Loca, eorumque Incolas, hætenus habuerunt, *Regina Magna Britannia* Ejusdemque *Coronæ* in perpetuum cedi constabit & transferri, prout eadem omnia nunc cedit ac transfert

Rex

limites, comme aussi de la Ville de Port-Royal, maintenant appelée *Annapolis Royale*, & généralement de tout ce qui dépend desd. terres & Isles de ce pais-là, avec la Souveraineté, propriété, possession & tous droits acquis par traitez ou autrement que le Roy T. C., la Couronne de France ou ses sujets quelconques ont eu jusqu'à présent sur lesd. Isles, Terres, lieux, & leurs habitans, ainsi que le Roy T. C. cede & transporte le tout à lad. Reine, & à la Couronne de la G. B., & cela d'une manière & d'une forme si ample qu'il en

Rex Christianissimus; idque tam amplis modo & formâ, ut *Regis Christianissimi* Subditis in dictis Maribus, Sinubus, aliisque Locis ad *Littora Nova Scotia*, ea nempe quæ *Eurum* respiciunt, intra triginta Leucas, incipiendo ab *Insula* vulgò *Sable* dicta, eâque iclusâ, & *Africum* versus pergendo, omnis *Piscatura* in posterum interdicator.

XIII.

Insula, *Terra-Nova* dicta, unâ cum *Insulis* adjacentibus, *Juris* *Britanni* ex nunc in posterum omnino erit; cumque in finem *Placentia* *Urbs* & *Fortalitium*, & si
quæ

ne sera pas permis à l'avenir aux sujets du Roi T. C. d'exercer la pêche dans lesd. Mers, Bayes, & autres endroits à trente lieues près des costes de la nouvelle Ecosse au Sudest, en commençant de puis l'Isle appelée vulgairement de *Sable* inclusivement, & en tirant au Sud-Ouest.

XIII

L'Isle de *Terreneuve* avec les Isles adjacentes, appartiendra désormais & absolument à la G. B., & à cette fin le Roi T. C. fera remettre à ceux qui se trouveront à ce
com-

quæ alia Loca in dictâ Insulâ per Gallos possessa sint, per Regem Christianissimum, Commissio-nem eâ in parte à Regina Magna Bri-tannia habentibus, intra Septem Men-ses à commutatis hujus Tractatûs Ra-tificationum Tabu-lis, aut citiùs si fieri potest, cedentur & tradentur; Neque aliquid Juris ad dictam Insulam & In-sulas, ullamve illius aut earundem par-tem, Rex Christianis-mus, Hæredes ejus, & Successores, aut Subditi aliqui, ullo dehinc tempore in posterum sibi vindi-cabunt. Quin etiam nec Locum aliquem in dictâ Insulâ de
Terra

commis en ce païs-là, dans l'espace de sept mois à compter du jour de l'échan-gé des Ratifications de ce Traité, ou plustost si faire se peut, la Ville & le Fort de Plaisance; & autres lieux que les François pour-roient encore posse-der dans ladite Isle, sans que ledit Roy T. C. ses Héritiers & Successeurs, ou quelques uns de ses sujets puissent désor-mais prétendre quoique ce soit, & en quelque tems que ce soit, sur ladite Isle, & les Isles adjacen-tes en tout, ou en partie. Il ne leur sera pas permis non plus d'y fortifier aucun lieu, ni d'y éta-

Terrâ Novâ munire, nec ulla ibidem *Ædificia*, præter *Contabulationes*, & *Tuguriola*, *Piscibus* siccandis necessaria & consueta construere, neque dictam *Insulam*, ultra tempus *Piscationibus* & *Piscibus* siccandis necessarium, frequentare *Subditis* *Gallis* licitum erit. In eâ autem tantummodo, nec ullâ aliâ dictæ *Insulæ* de *Terra-Nova* parte, quæ à *Loco*, *Cap. Bonavista* nuncupato, usque ad extremitatem ejusdem *Insulæ* Septentrionalem protenditur, indeque ad *Latus Occidentale* recurrendo usque ad *Locum* *Pointe Riche* ap-

établir aucune habitation en façon quelconque, si ce n'est des échafauts & cabanes nécessaires & usitées pour sécher le poisson, ni aborder dans ladite Isle dans d'autres tems, que celui qui est propre pour pêcher, & nécessaire pour sécher le poisson. Dans ladite Isle il ne sera pas permis auxdits sujets de la Fr. de pêcher & de sécher le poisson en aucune autre partie, que depuis le lieu appelé *Cap de Bona Vista*, jusqu'à l'extrémité septentrionale de ladite Isle & de là en suivant la partie Occidentale, jusqu'au lieu appelé *Pointe*

appellatum, procedit, Subditis Gallicis Piscaturam exercere, & Pisces in Terrâ exsiccare permiffum erit. Infula vero, *Cap Breton* dicta ut & aliæ quævis, tam in Ostio Fluvii *Sancti Laurentii*, quam in Sinu ejusdem nominis sitæ, Gallici Juris in posterum erunt; ibique Locum aliquem, seu Loca, muniendi facultatem omnimodam habebit *Rex Christianissimus*.

XIV.

In dictis omnibus Locis & Coloniiis per hunc Tractatum à *Rege Christianissimo* cedendis, & restituendis, expresse cautum est, ut Subditi

pointe-Riche. Mais l'Isle dite Cap-Breton & toutes les autres quelconques, situées dans l'embouchure & dans le Golphe de St. Laurent, demeureront à l'avenir à la France, avec l'entiere faculté au Roy T. C. d'y fortifier une ou plusieurs places.

XIV.

Il a esté expressement convenu que dans tous les lieux & Colonies qui doivent être cedées ou restituées en vertu de ce traité par le Roy
T.

diti Regis facultatem habeant se ipsos intra Annum, unâ cum Bonis omnibus suis Mobilibus, aliò, prout ipsis visum fuerit, transferendi. Ibidem verò permanere, & Regno *Magna Britannia* sub esse volentes, Religionis suæ Libertate, secundum usum Ecclesiæ *Romana*, gaudere debent, in quantum *Leges Magna Britannia* id ferunt.

XV.

Gallie Subditi *Canadam* incolentes, aliique, quinque Nationes sive Cantones Indorum, *Magna Britannia* Imperio subjectas, ut & cæteros *America* Indigenas Eidem Amicitia

T. C., les sujets dudit Roy auront la liberté de se retirer ailleurs dans l'espace d'un an avec tous leurs effets mobilières, qu'ils pourront transporter où il leur plaira. Ceux néanmoins qui voudront y demeurer & rester sous la domination de la G. B. doivent jouir de l'exercice de la Religion Catholique Romaine en tant que le permettent les loix de la G. B.

XV.

Les habitans du Canada & autres sujets de la France, ne molesteront point à l'avenir les cinq Nations ou Cantons des Indiens soumis à la G. B. ni les autres Nations de l'Amé-

ri-

citiâ conjunctos, nullo in pösterum Impedimento aut Molestiâ afficiant; Pariter *Magna Britannia* Subditi cum *Americanis*, *Gallia* vel Subditis vel Amicis, pacificè se gerent, & utrique Commercii causâ frequentandi Libertate plenâ gaudebunt. Sicut pari cum Libertate Regionum istarum Indigenæ Colonias *Britannicas* & *Gallicas*, ad promovendum hinc inde Commercium, pro lubitu adibunt, absque ullâ ex parte Subditorum *Britannicorum* & *Gallicorum* Molestiâ aut Impedimento. Quinam verò *Britannia* vel *Gallia* Subditi & Amici

rique, amies de cette Couronne. Pareillement les sujets de la G. B. se comporteront pacifiquement envers les Américains sujets ou amis de la France, & les uns & les autres jouiront d'une pleine liberté de se fréquenter pour le bien du Commerce, & avec la même liberté les habitans de ces Regions pourront visiter les Colonies Françoises & Britanniques pour l'avantage réciproque du Commerce sans aucune molestation, ni empêchement de part, ni d'autre. Au surplus, les Commissaires régleront exactement & distinctement, quels seront ceux

Amici censcantur,
ac censcri debeant;
id per Commissarios
accuratè distinctèque
describendum erit.

XVI.

Omnes Literæ
tam Repressaliarum;
quam Marcæ & Con-
tra-Marcæ, quæ ha-
ctenus quâvis de
causâ utrinque con-
cessæ fuerint, nullæ,
cassæ, & irritæ ma-
neant & habeantur;
nec ullæ in poste-
rum hujusmodi Li-
teræ ab alterutrâ di-
ctarum Regiarum
Majestatum adver-
sus alterius Subditos
concedantur, nisi
prius de Juris Dene-
gatione, aut Dila-
tione injustâ mani-
festè constiterit; nisi
& illius qui Repres-
saliarum Literas sibi
con-

ceux qui seront ou
devront être censez
sujets & amis de la
France, ou de la
G.B.

XVI.

Toutes les lettres,
tant de représailles
que de marque & de
contremarque qui
ont été délivrées jus-
qu'à présent pour
quelque cause, &
occasion que ce
puisse être, demeu-
reront & seront re-
putées nulles, inuti-
les, & sans effet, &
à l'avenir aucune
desd. Majestez n'en
délivrera de sembla-
bles contre les sujets
de l'autre s'il n'appar-
oist auparavant d'un
délai ou d'un dény
de justice manifeste,
ce qui ne pourra être
tenu pour constant à
moins

concedi petit, Libellus Supplex Ministro Principis illius Nomine, contra cujus Subditos illæ Literæ postulantur, ibidem degenti, editus ac ostensus fuerit, ut is intra quatuor Mensium Spatium, aut citius, in contrarium inquirere possit, aut procurare, ut ex parte Rei Actori quam primum satisfiat. Si vero Principis illius, contra cujus Subditos Repressaliæ postulantur, nullus Minister ibi degat, Repressaliarum Literæ non concedantur, nisi post Spatium quatuor Mensium, computandorum à die quo Libellus Supplex Principi, contra-

moins que la Requête de celui qui demandera des lettres de représailles, n'ait été rapportée ou représentée au Ministre ou Ambassadeur qui sera dans le pays de la part du Prince contre les sujets duquel on poursuivra lesdites Lettres, afin que dans l'espace de quatre mois il puisse s'éclaircir du contraire, ou faire en sorte que le Dessenneur satisfasse incessamment le Demandeur, & s'il ne se trouve sur le lieu aucun Ministre ou Ambassadeur du Prince contre les sujets duquel on demandera lesdites Lettres, l'on ne les ex-

contra cujus Subditos Repressaliæ petuntur, aut Privato ipsius Consilio, editus ac oblatus fuerit.

expediera encore qu'après quatre mois expirez à compter du jour que la Requête de celuy qui demandera lesdites Lettres, aura été présentée au Prince contre les sujets duquel on les demandera, ou à son Conseil privé.

XVII.

Quandoquidem inter Conditiones Armistitii die ^{undecimo} ^{vigesimo secundo} Augusti proxime præteriti, inter altememoratas Partes pacificentes initi, & ad quatuor alios Menses deindè prorogati, expressè stipulatum fuerit, quibus in Casibus Naves, Merces, aliaque Bona Mobilia, hinc inde capta,

XVII.

D'autant que dans les Articles de la suspension d'armes conclue le $\frac{11}{11}$. Aoust & prorogée ensuite pour quatre mois entre les parties contractantes, il est expressement stipulé en quels cas les Vaisseaux, Marchandises & autres effets pris de part & d'autre doivent demeurer à celuy qui s'en

capta, aut in Prædam Occupanti cederent, aut priori Domino restituerentur; Conventum idcirco est, quod illis in Casibus antedicti Armistitii Leges in pleno vigore manebunt, omniaque istiusmodi Capturas, five in *Maribus Britannicis & Septentrionalibus*, aut alibi locorum factas concernentia, ad earundem tenorem bonâ fide fiant.

s'en est rendu Maître, ou être restitué à leur premier Propriétaire, il a esté convenu que dans lesdits cas les conditions de la suspension d'armes demeureront en toute vigueur, & que tout ce qui concernera ces sortes de prises faites, soit dans les Mers Britannique & Septentrionale, ou par tout ailleurs, sera exécuté de bonne foy selon leur teneur.

XVIII.

XVIII.

Si vero accidat per Incogitantiam, aut Imprudentiam, aut aliam quamlibet Causam, ut quivis Subditus prædictarum Regiarum Majestatum, faciat aut

Que s'il arrivoit par hazard, inadvertance, ou autre cause quelle qu'elle puisse estre, qu'aucun des sujets desd. Majestez fit, ou entreprit quelque chose

committat aliquid, chose par terre, par
 Terrâ, Mari, aut mer ou autres eaux
 Aquis dulcibus, u- en quelque lieu du
 bis Gentium, quo monde que ce soit,
 minus observetur qui put contrevenir
 præsens Tractatus, au présent Traité, &
 aut quo particularis en empêcher l'en-
 aliquis Articulus e- tière execution, ou
 jusdem effectum de quelqu'un de ses
 suum non sortiatur Articles en particu-
 hæc Pax & bona, lier, la paix & bonne
 Correspondentia, correspondance re-
 inter Dominam Re- tablée entre ledit
 ginam *Magna Bri-* Roy T. C. & lad.
tannia, & Dominum Reyne de la G. B. ne
Regem Christianissi- sera pas troublée, ni
imum, non idcirco censée interrompue
 interrumpetur aut à cette occasion, &
 infringetur, sed in elle demeurera tou-
 pristino suo Robore, jours au contraire en
 Firmitate & Vigore son entière & pre-
 manebit. Subditus mière force & vi-
 autem iste solum- gueur; Mais seule-
 modò de suo proprio ment celuy desdits
 Facto respondebit, sujets, qui l'aura
 & Pœnas persolvat troublée, repondra
 inflicta per Leges de son fait particu-
 & Præscripta Juris lier, & en sera puni
 Gentium. XIX. con-

conformément aux
loix en suivant les
règles établies par le
droit des gens.

XIX.

XIX.*

Sin autem (quod
omen Deus Opti-
mus Maximus aver-
tat) sopitæ Simul-
tates, inter dictas
Regias Majestates,
eorumve Successo-
res, aliquando reno-
ventur, & in aper-
tū Bellum erum-
pant, Subditorum
utriusque Partis Na-
ves, Merces, ac
Bona quævis Mobi-
lia, atque Immobili-
lia, quæ in Portu-
bus, atque in Ditio-
ne Partis adversæ
hærere atque exta-
re deprehendentur,
Fisco ne addicantur,
aut ullo Incommo-
do afficiantur, sed
dictis

Et s'il arrivoit
aussi (ce qu'à Dieu
ne plaise) que les
mésintelligences &
inimitiez éteintes
par cette paix, se
renouvellassent en-
tre leursdites Maje-
stés & qu'ils en
vinssent à une guerre
ouverte, tous les
Vaisseaux, Mar-
chandises, & tous
les effets mobiliers
des sujets de l'une
des deux parties qui
se trouveront enga-
gez dans les ports &
lieux de la Domina-
tion de l'autre, n'y
seront point confis-
qués ni en aucune
façon endommagés,
X 2 Mais

dictis Subditis alter-
utrius. Regiarum
Suarum Majestatum,
Semestre Spatium
integrū à Die
Rupturæ numeran-
dum, dabitur, quo
res prædictas, ac
aliud quidvis ex suis
Facultatibus ven-
dant, aut quo libi-
tum erit, citra ullam
Molestiam, inde
avehant ac trans-
ferant, seque ipsos
inde recipiant.

Mais l'on donnera
aux sujets desdites
Majestez le terme de
six mois entiers à
compter du jour de
la rupture, pendant
lesquels ils pourront
sans qu'ils leur soit
donné aucun trouble
ni empêchement,
vendre, enlever ou
transporter où bon
leur semblera, leurs
biens de la nature
cy-dessus exprimée
& tous leurs autres
effets, & se retirer
eux-mêmes.

XX.

Omibus & sin-
gulis Celsis Reginæ
Magnæ Britannia
Confœderatis, super
iis, quæ à *Galliâ* Jure
postulanda habent,
æqua & justa Satis-
factio fiet.

XX.
Il sera donné à
tous & à chacun des
Hauts-Alliez de la
Reine de la G. B.
une satisfaction juste
& équitable, sur ce
qu'ils peuvent de-
mander légitime-
ment à la France.

XXI.

XXI.

XXI.

Amicitia Dominae Magnae Britanniae Reginae dabit Dominus Rex Christianissimus, quod in Tractatu cum Imperio ineundo, concessurus sit, ut omnia in antedicto Imperio, quae Religionis statum concernunt, ad tenorem Pactorum Westphalicorum conformentur, ita ut manifestè appareat nolle & noluisse Regem Christianissimum in dictis Pactis quidquam esse mutatum.

XXI.

Spondet insuper Rex Christianissimus, quod Genti Hamiltonianae super Ducatu de Chatelraut, Duci de Richmond super

iis

XXI.

Le Roy T. C. en considération de la Reine de la G. B. consentira que dans le Traité à faire avec l'Empire, tout ce qui regarde dans ledit Empire l'état de la Religion, soit conforme à la teneur des Traitez de Westphalie; en sorte qu'il paroisse manifestement que l'intention de S. M. T. C. n'est point & n'a point esté, qu'il y ait rien de changé auxdits Traitez.

XXII.

Le Roy T. C. promet encore qu'il fera incessamment après la Paix faite, faire droit à la famille d'Hamilton au sujet du

X 3

iis quæ in Galliâ petenda habet, ut & Domino *Carolo de Douglas*, circa Fundos quosdam ab ipso repetendos, aliisque, post Pacem initam, Jus quam primum fieri faciet.

du Duché de Châtelleraut, au Duc de Richemont sur les prétentions qu'il a en France, comme aussi au Sr. Charles Douglas touchant quelques terres en fonds qu'il repete, & à d'autres particuliers.

XXIII.

Ex mutuo Dominae *Reginae Magnae Britanniae*, & Domini *Regis Christianissimi* consensu, Partis utriusque Subditi, qui Bello capti fuerint, absque ullâ distinctione, vel Redemptionis pretio, solutis, quæ durante Captivitate contraxerint, Debitis, Libertatem adipiscuntur.

XXIII.

Du consentement réciproque du Roy T. C. & de la Reine de la G. Bretagne, les sujets de part & d'autre faits prisonniers pendant la guerre, seront remis en liberté sans distinction & sans rançon, en payant les dettes qu'ils auront contractées durant leur captivité.

XXIV.

XXIV.

XXIV.

XXIV.

Conventum mutuo est, quod Pacis hodiè conclusæ inter *S. Regiam Majestatem Christianissimam*, & *S. Regiam Majestatem Lusitanicam*, Conditiones omnes & singulæ hisce Pactis confirmantur; earumque Sponsionem seu Garantiam in se recipit *S. Regia Majestas Magnæ Britannicæ*, quo tutius inviolatiùsque observetur.

Le Traité de Paix signé aujourd'huy entre S. M. T. C. & S. M. Portugaise fera partie du présent Traité, comme s'il estoit inseré icy mot à mot, Sa Majesté la Reyne de la G. B. déclarant qu'Elle a offert sa garantie, laquelle elle donne dans les formes les plus solennelles pour la plus exacte observation & execution de tout le contenu dans ledit Traité.

XXV.

XXV.

Tractatus Pacis hodie initus inter *S. Regiam Majestatem Christianissimam*, & *Regiam suam Celsitudinem Sabaudia Ducem*, in hoc Tractu specialiter,

Le Traité de Paix de ce jourd'huy entre S. M. T. C. & son Altesse Royale de Savoye est spécialement compris & confirmé par le présent comme partie essen-

gan-

X 4

essen-

tanquam pars ejus essentialis, inclusus est & confirmatus, perindè ac si eidem verbotenùs insertus esset; declarante per expresse Regiâ suâ Majestate *Magna Britannia*, sese ad promissas in eodem Assertionis & *Guarantiæ Stipulationes*, pariter ac illas, quas Ipsa in se antea suscepit, tene-ri velle.

XXVI.

Serenissimus Rex *Suecia* cum suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, ac Juribus, ut & Magnus *Dux Hetruria*, Respublica *Genuensis*, & *Dux Parma*, huic Tractatui omni meliori modo inclusi sint.

XXVII.

XXVI.

Le Sérénissime Roy de Suede, ses Royaumes, Territoires, Provinces & Droits, comme aussi le Grand Duc de Toscane, la République de Gennes & le Duc de Parme, sont inclus dans ce Traité de la
meil.

meilleure manière.

XXVII.

XXVII.

In hoc quoque Tractatu Regiæ suæ Majestates Civitates *Hanseaticas*, nominatim *Lubecam*, *Bremam*, & *Hamburgum*, Civitatemque *Gedanensem*, comprehendere voluerunt, eo cum effectu, ut simul ac Pax Generalis conclusa fuerit, Civitates *Hanseatica*, & *Gedanensis*, pristinis Emolumentis, quibus in re *Commerciorum* sive per Tractatus, sive per vetustam Consuetudinem, in utroque Regno antehac usæ sunt, iidemque quoque in posterum, tanquam communes Amicæ, gaudere queant.

XXVIII.

X. 5.

XXVIII.

Leurs Majestez ont aussi-bien voulu comprendre dans ce Traité les Villes Anseatiques nommément *Lubeck*, *Brême*, & *Hambourg*, & la Ville de *Dantzick*, à cet effet qu'après que la Paix générale sera faite, elles puissent jouir à l'avenir, comme amis communs, des mêmes émolumens dans le Commerce avec l'un & l'autre Royaume dont ils ont cy-devant joui en vertu des Traitez, ou anciens usages.

XXVIII.

Sub hoc præ-
senti Pacis Tracta-
tu comprehendetur
illi, qui ante Ra-
tificationum Per-
mutationem, vel in-
tra Sex Menses post-
eà, ab unâ alterâque
Parte ex communi
Consensu nomina-
buntur.

XXIX.

Denique hujus
præsentis Tractatûs
solennes ac ritè con-
fectæ Ratificationes,
intra quatuor
Hebdomadarum spa-
tium à Die Subscrip-
tionis computan-
dum, vel citiùs si
fieri possit, *Trajecti*
ad *Rhenum* utrinque
exhibeantur, & reci-
procè ritèque com-
mutentur. XXX.

XXXVIII.

Seront en outre
compris dans le pré-
sent Traité de Paix,
ceux qui avant l'é-
change des Ratifica-
tions qui en seront
fournies, ou dans
l'espace de six mois
après, seront nom-
mez à cet effet de
part & d'autre &
dont on conviendra
réciproquement.

XXIX.

Enfin les Ratifi-
cations solennelles
du présent Traité,
expédiées en bonne
& dûë forme, seront
rapportées & échan-
gées de part & d'aut-
re à Utrecht, dans
l'espace de quatre
semaines, ou plustôt
s'il est possible, à
compter du jour de
la signature.

XXX.

XXX.

XXX.

In quorum Fi-
dem, Nos infrascri-
pti *S. Magna Bri-*
tannia Regina, &
Christianissimi Regis
Legati Extraordi-
narii ac Plenipoten-
tarii, præsentibus
Manibus nostris
subscriptas Sigillis
nostris munivimus,
Trajecti ad Rhenum,
Die Tricesimo primo Martii
undecimo Aprilis
Anni millesimi sep-
tingentesimi decimi
tertii.

En foy de quoy,
nous soussignez Am-
bassadeurs Extraor-
dinares & Plénipo-
tentiaires du Roy
T. C. & de la Rey-
ne de la G. B. avons
signé les présents
Articles de nôtre
main & y avons fait
apposer les Cachets
de nos Armes. Fait
à Utrecht le 11. A-
vril. 1713.

(L.S.) *Joh. Bristol.*

(L.S.) *Huxelles.*

C.P.S.

(L.S.) *Mesnager.*

(L.S.) *Strafford.*

(L.S.) *Joh. Bristol*

(L.S.) *Huxelles.*

C.P.S.

(L.S.) *Mesnager.*

(L.S.) *Strafford.*

Pleinpouvoir de Sa Majesté
Très- Chrétienne.

L OUIS, par la Grace de Dieu, Roy de France, & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, Salut. Comme Nous n'avons rien oublié pour contribuer de tout nôtre Pouvoir au Rétablissement d'une Paix sincere & solide, que nôtre très-chere & très-amée Sœur la Reine de la Grande Bretagne a fait paroître le mesme désir, & qu'il y a lieu d'esperer que les Conférences, qui se tiennent à Utrecht pour parvenir à un bien aussi désirable, auront bien tôt un heureux Succès; Voulant encore apporter tous Nos Soins pour en avancer l'effet, & Nous confiant entièrement en la Capacité, Experience, Zele, & Fidelité pour nôtre Service de nôtre très-cher & bien-aimé Cousin le Marquis d'Huxelles, Marechal de France, Chevalier de Nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre cher & bien-aimé le Sieur Meznager, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces Causes & autres bonnes Considérations à ce Nous mouvans, Nous avons Commis, Ordonné, & Député & par ces présentes Signées de

de nostre Main, Commettons, Ordonnons & Députons les dits Sieurs Marechal d'Huxelles, & Mesnager, & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir, Commission, & Mandement Spécial, en qualité de Nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires, de Conférer, Négocier, & traiter, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de nostre dite Sœur, revestus de ses pouvoirs en bonne forme; Arrêter, Conclure, & Signer tels Traités de Paix, Articles & Conventions qu'ils aviseront bonestre. Voulant qu'en cas d'Absence de l'un d'eux par Maladie, ou par quelque autre Cause légitime, l'autre ait le mesme pouvoir de conférer, négocier, traiter; arrêter, conclure, & signer tels Traitez de Paix, Articles & Conventions qui conviendront au Bien de la Paix que Nous Nous proposons, & à l'Utilité réciproque de nos Sujets, en sorte que Nos dits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négotiation avec nostre dite Sœur, avec la mesme aùthorité que Nous ferions & pourrions faire, si Nous étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requit un Mandement plus spécial, non contenu en ces présentes. Promettant en Foy & Parole de Roy d'avoir agré-

able & tenir ferme & stable à toujours, accomplir, & executer ponctuellement tout ce que les dits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mefnager, ou l'un d'entre eux dans les dits cas d'Absence ou de Maladie, auront stipulé, promis, & signé en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre, qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque Prétexte que ce puisse être; Comme aussi d'en faire expedier nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour estre échangées dans le tems dont il sera convenu par les Traitez à faire. Car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy, Nous avons fait mettre nostre Séal à ces Présentes. Donné à Versailles le quatrième jour de Mars, l'An de grace mil Sept cents treize, & de nostre Regne le soixante dixième, Signé LOUIS, & sur le Reply, Par le Roy,

Colbert.

Instrumentum Mandati pleni & autoritatis Magna Britannia Regina.

ANNA, Dei gratiâ, Magna Britannia, Francia, & Hibernia Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & linguis, ad quos

quos præsentēs Litteræ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Conventus pro Pace generali ineundâ Anni proximè præteriti initio *Ultrajecti* ad Rhenum habitus, variis, præter spem & vota nostra, injectis Impedimentis ultra mensem decimum quartum productus fuerit; Jam vero, favente Dei Optimi Maximi bonitate, (qui Concordiæ amorem Partium Belligerantium mentibus fortiùs inspirare dignatus est) ad finem tam diù desideratam, & *Europa* Tranquillitati Salutique adcò necessarium, fœliciter spectare videatur: Nos tandem accommodatis cum bono Fratre nostro *Rege Christianissimo*, nostris utrinque tam Pacis, quam Commerciorum rationibus, quò Ministri nostri, qui Plenipotentiariorum Titulo hucusque freti, Provinciæ huic exornandæ summâ cum nostra Approbatione incubuerunt, majori cum splendore Operi huic maximè salutari Coronidem imponere possint, Eos amplissimo Legatorum nostrorum Extraordinariorum Characterē insignire æquum esse judicavimus. SCIATIS igitur quod Nos Fide, Industriâ, & in Rebus magni momenti tractandis Usu ac Perspicaciâ Reverendi admodum in Christo Patris,
per-

perquam fidelis & dilecti Consiliarii nostri, *Johannis Episcopi Bristolienſis, Privati nostri Sigilli Custodis, Decani Windesoriensis, & Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Registrarii, & perquam fidelis & prædilecti Conſanguinei et Consiliarii nostri Thoma Comitiss de Strafford, Vice-Comitiss Wentworth de Wentworth Woodhouse et Stainborough, Baronis de Raby, Exercituum nostrorum Locum-Tenentis Generalis, Primarii Admiralitatis nostræ Commissarii, Nobilissimi Ordinis nostri Periscelidis Equitis, et Legati nostri extraordinarii ac Plenipotentarii ad Celsos et Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, plurimum Consilii, Eisdem nominavimus, fecimus, & constituimus, quemadmodum per Præſentes nominamus, facimus, & constituimus, Nostros veros, certos, & indubitatos Legatos Extraordinarios, Commissarios, Procuratores, & Plenipotentarios, Dantes & Concedentes iidem, conjunctim vel divisim omnem & omnimodam Potestatem, Facultatem, Authoritatemque, nec non Mandatum Generale, pariter ac speciale (ita tamen ut Generale Speciali non deroget, neque contra) cum Legatis Extraordinariis ac Plenipotentariis, quos prædictus Rex Chriſti-*

ſtia-

ſtianiſſimus, ſufficiente Authoritate inſtructos, ex ſua parte deputaverit, in *Civitate Ultrejeſtinâ ad Rhenum*,* aut in alio quocunque loco, Congrediendi, Colloquendique, ac de Pacis atque Amicitia Conditionibus tutis, firmis, & honeſtis, inter Nos & dictum *Regem Chriſtianiſſimum*, Tractandi, Conveniendi, & Concludendi; eaque omnia quæ ita Conventa & Concluſa fuerint, pro nobis & noſtro Nominè Signandi, ſuperque concluſis Inſtrumenta quotquot & qualia neceſſaria fuerint, Conſiciendi, mutuoque Tradendi, Recipiendique, ac generaliter ea omnia præſtandi, perficiendique, quæ quovis modo neceſſaria ad Pacis atque Amicitia Conditiones, ut ſupra dictum eſt, ineundas, ſtabiliendasque, vel quomodolibet opportuna eſſe judicaverint; tam amplis modo & formâ, ac vi effectūque pari, ac Nos Ipſæ, ſi Interſeſſemus, facere ac præſtare poſſimus; Spondentes, ac in Verbo Regio promittentes, Nos omnia & ſingula, quæcunque à dictis noſtris Legatis Extraordinariis, Commiſſariis, Procuratoribus, & Plenipotentiariis, conjunctim vel diviſim, vi præſentium Transigi, Concludi, & Signari contigerit, gratia, rata, &

& accepta , iis prorsus modo & formâ quibus conventa fuerint , habituras. In quorum omnium maiorem fidem & robur, Præsentibus manû nostrâ Regiâ signatis, Magnum nostrum Magnæ Britanniaë Sigillum apponi iussimus. Dabantur in Palatio nostro *Divi Jacobi*, vigesimo quarto die Mensis *Martii*, Anno Domini Millesimo Septingentesimo ^{duodecimo} _{decimo tertio}, Regnique nostri Duodecimo.

Approbatio Tractatus Pacis initæ inter Magnæ Britanniaë Reginam & Regem Christianissimum, exhibita a parte Magnæ Britanniaë Reginaë.

„ **A** NNA Dei Gratiâ Magnæ Britanniaë, Franciaë & Hiberniaë Regina, Fidei Defensor &c. omnibus & singulis ad quos præsentés Literæ pervenerint, Salutem. Quandoquidem Pacis Concordiaëque omnis Autori placuerit studiis hinc Nostris, indè verò Se-

„ re-

„renissimi ac Potentissimi Principis Lu-
„dovici XIV., Regis Christianissimi bo-
„ni Fratris Nostri, ita favere, ut func-
„tissima belli flamma, quæ tam diu in
„hisce orbis Christiani partibus flagrav-
„felicitè tandem restingeretur; Et Le-
„gati utrinque Extraordinarii ac Plenipo-
„tentiarii ad opus adeo salutare mandatis
„atque auctoritate sufficienter instructi,
„Tractatum Pacis & Amicitiae inter Nos
„& dictum Regem Christianissimum Die
„trigesimo primo Martii S. V. Trajecti ad Rhe-
„undecimo Aprilis S. N.
„num concluderint, signaverintque for-
„mâ & verbis quæ sequuntur.

„Nos viso & perpenso Tractatu Pacis
„& Amicitiae suprascripto, eundem in om-
„nibus & singulis ejus Articulis & Clau-
„sulis approbavimus & ratum firmumque
„habuimus, sicut per præsentés pro No-
„bis; Hæredibus & Successoribus Nost-
„ris eundem approbamus & ratum firmum-
„que habemus; spondentes & in verbo Re-
„gio promittentes Nos prædictum Tra-
„ctatum omniaque & singula quæ in eo
„continentur, sanctè atque inviolabiter
„præstiturâs & observaturas, neque pas-
„suras unquam (quantum in Nobis est)
ut.

„ut a quopiam violentur, aut ut iis quo-
 „cunque modo in contrarium eatur. In
 „quorum maiorem fidem & robur hisce
 „præsentibus manu Nostrâ Regiâ signatis
 „magnum nostrum Magnæ Britanniae si-
 „gillum appendi iussimus. Dabantur in
 „Palatio Nostro Divi Jacobi septimo die
 „mensis Aprilis, anno Domini 1713. Re-
 „gnique Nostri Duodecimo.

Signatum erat, ANNA REGINA.

Ratification de Sa Majesté Très- Chrétienne.

Nous ayant agréable le susdit Traité de
 Paix en tous & chacun les points &
 articlès qui y sont contenus & déclarez,
 avons iceux tant pour nous que pour nos
 Héritiers, Successeurs, Royaumes, Pays,
 Terres, Seigneuries & Sujets, accepté,
 approuvé, ratifié & confirmé, & par ces
 présentes signées de nostre main acceptons,
 approuvons, ratifions, & confirmons, & le
 tout promettons en foy & parolle de Roy,
 sous l'obligation & hypothèque de tous &
 un chacun de nos biens présens & à venir,
 garder, observer inviolablement, sans ja-
 mais aller, ni venir au contraire directe-
 ment.

ment ou indirectement en quelque sorte & manière que ce soit ; En temoin dequoy nous avons fait mettre nostre S^éel à ces présentes. Donné à Versailles le 18. Avril l'an de grace 1713, & de nôtre Règne le soixante dixième, signé LOUIS & plus bas par le Roy,

Colbert.

Traité de Paix entre Sa Majesté Très-Chrétienne, et Son Altesse Royale de Savoie, Conclu à Utrecht le 11 Avril 1713.

Soit Notoire à tous présents, & à venir, qu'ayant plû à Dieu après une très-longue, & très-sanglante Guerre d'inspirer à toutes les Puissances qui y sont interessées, un sincere désir de la Paix, & du rétablissement de la tranquillité publique, les Négotiations commencées à Utrecht par les soins de la Sérénissime & très-Puissante Princesse Anne, par la grace de Dieu, Reine de la Grande-Bretagne, ont esté par la prudente conduite de cette Princesse amenées au point de la conclusion d'une Paix Générale ; à quoy désirant de contribuer le Sérénissime & très-Puissant Prince, Louis

XIV.

XIV. par la grace de Dieu, Roy Très-Chrétien de France, & de Navarre, qui durant la présente Guerre, a toujours cherché les moyens de rétablir le repos général de l'Europe ; & Son Altesse Royale Victor Amé second par la grace de Dieu Duc de Savoye, & de Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Chipre, &c. souhaitant de concourir à un ouvrage si salutaire, de rentrer dans l'amitié, & l'affection du Roi Très-Chrétien, toujours disposé à reprendre les sentiment de bonté, qu'il a eu ci-devant pour Son Altesse Royale, & de reserrer les liens du sang, qui l'unifient & sa Maison à la Royale Maison de France, ont donné leurs Plein - Pouvoirs pour traiter, conclurre & signer la Paix ; Sçavoir, Sa Majesté Très-Chrétienne au Sieur Nicolas Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement du Duché de Bourgogne, & au Sieur Nicolas Mesnager, Chevalier de l'Ordre de St. Michel, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht, & Son Altesse Royale de Savoye au Sieur Annibal Comte de Maffei Gentilhomme de la Chambre, & premier
Ecrivain

Ecuier de Sadite Altesse Royale, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice & Lacare, Colonel d'un Regiment d'infanterie, Général de Bataille dans ses Armées, Son Envoié Extraordinaire auprès de Sa Majesté Britannique, au Sieur Ignace Solar de Morette, Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de Sadite Altesse Royale, Chevalier Grand Croix de l'Ordre des Saints Maurice & Lazare, Son Envoyé Extraordinaire auprès de Messieurs les Etats des Provinces-Unies des Pais-bas, & au Sieur Pierre Mellaede, Seigneur de la Maison forte de Jordane, Conseiller d'Etat de Sadite Altesse Royale, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires audit Congrès d'Utrecht, lesquels après s'estre communiqué Respectivement leursdits Plein-Pouvoirs, dont les Copies sont inferées mot à mot à la fin de ce Présent Traité, & après avoir fait l'Echange des Copies Authentiques d'iceux, sont convenus des Articles suivants en présence du Sieur Evesque de Bristol, & du Sieur Comte de Strafford Ambassadeurs Extraordinaires Plénipotentiaires de la Reyne de la Grande Bretagne.

I.

Il y aura à l'avenir, & pour toujours une bonne, ferme, & inviolable Paix entre le Roy Très-Chrétien, ses Héritiers, Successeurs, & son Royaume d'une part, & Son Altesse Royale de Savoye, ses Héritiers, Successeurs, & Etats de l'autre, & une cessation de tous Actes d'Hostilités par Terre, & par Mer sans exception de lieux, ni de personnes.

II.

Il y aura de part, & d'autre un oubly, & une amnistie perpetuelle de toutes les Hostilités réciproquement commises pendant la présente Guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir directement, ou indirectement en faire aucune recherche, par quelque voye ou sous quelque prétexte que ce soit, ni en témoigner du ressentiment, ni en prétendre aucune sorte reparation.

III.

Le Roi Très-Chrétien immédiatement après la Ratification du présent Traité restituera à Son Altesse Royale de Savoye le Duché de Savoye, & le Comté de Nice avec leurs appartenances, dépendances, & annexes, pour les posséder à l'avenir
comme

comme Elle a fait avant cette guerre, & généralement tous les Etats, & Lieux que les armes de Sa Majesté ont occupé sur Son Altesse Royale pendant cette guerre sans aucune reserve, & les Places & Forts seront délivrés dans l'état où ils se trouvent présentement; Ceux qui existent avec toute l'Artillerie, & la quantité de Munitions de guerre qui s'y sont trouvées lors qu'ils ont été occupés.

IV.

Sa Majesté Très-Chrétienne pour Elle, ses Héritiers, & Successeurs cede, & transporte à Son Altesse Royale de Savoie, à ses Héritiers, & Successeurs irrevocablement, & à toujours, les Vallées qui suivent, sçavoir la Vallée de Pragelas, avec les Forts d'Exilles, & de Fenestrelles, & les Vallées d'Oulx, de Sezane, de Bardonnache, & de Chateau Dauphin, & tout ce qui est à l'eau pendante des Alpes du costé du Piémont: Réciproquement Son Altesse Royale cede à Sa Majesté Très-Chrétienne & à ses Héritiers & Successeurs irrevocablement, & à toujours la Vallée de Barcelonnette, & ses dépendances; de manière que les sommités des Alpes, & Montagnes serviront à l'avenir

Tom. II. Y de

de limites entre la France, le Piémont, & le Comté de Nice, & que les plaines qui se trouveront sur lesdites sommités, & hauteurs seront partagées, & la moitié avec les eaux pendantes du costé du Dauphiné, & de la Provence, appartiendront à Sa Majesté Très-Chrétienne, & celles du costé du Piémont, & du Comté de Nice appartiendront à Son Altesse Royale de Savoye.

Pour estre à l'avenir les choses ci-dessus cedées, tenues, & possédées par Sa Majesté Très-Chrétienne, & par Son Altesse Royale de Savoye, leurs Héritiers, & Successeurs en toute propriété & Souveraineté, régales, actions, juridiction, droit de patronage, nominations, prérogatives, & généralement tous autres droits quelconques, sans rien réserver, & de la même manière en tout, & avec les mêmes privilèges que Sa Majesté Très-Chrétienne & Son Altesse Royale de Savoye les ont possédées au commencement de cette Guerre; Dérégant pour cet effet de part, & d'autre, à toutes loix, coutumes, statuts, constitutions, & conventions, qui pourroient estre contraires, même à celles qui auroient esté confirmées par serment,

ment, comme si elles étoient ici exprimées; auxquelles, & aux clauses dérogoires il est expressement dérogé par le présent Traité pour l'entier accomplissement desdites cessions, lesquelles vaudront, & auront lieu pour exclure à perpétuité toutes exceptions quelconques, sous quelque titre, cause, ou prétexte qu'elles puissent être fondées. Et à ce sujet, les habitans & sujets desdites Vallées, & lieux ci-dessus réciproquement cedés, sont dispensés par le présent Traité des serments de fidélité, foy & hommage qu'ils ont ci-devant prestés à leurs Souverains respectifs avant la présente cession; lesquels serments demeurent nuls, & de nulle valeur. Les sujets des lieux réciproquement cedés, ou qui y ont des biens ou droits, en auront la libre possession & jouissance en quels lieux qu'ils habitent, ou du Royaume de France, ou des Etats de Son Altesse Royale, & auront la liberté d'en pouvoir percevoir les revenus, qu'ils pourront transporter où bon leur semblera, & de disposer & contracter desdits biens & droits entre vifs ou à cause de mort, & ils retiendront tous les mêmes droits de succession, & autres qu'ils ont eu jusques à présent. Et pour

plus grande validité des présentes cessions, elles seront vérifiées, & enregistrées réciproquement dans les Cours de Parlements, & Chambres des comptes de Paris, & du Dauphiné, comme aussi dans le Senat, & Chambre des Comptes de Turin, & Senat de Nice, & les expéditions en seront délivrées 3. mois après, à compter du jour de la Ratification du présent Traité.

Et comme il n'a point été possible de régler par le présent Traité les limites, & dépendances des cessions réciproquement faites ci-dessus, on a trouvé bon de part & d'autre de renvoyer ce règlement aux Commissaires, que les Parties nommeront dans l'espace de quatre mois du jour de la signature du présent Traité, pour en convenir à l'amiable sur les lieux.

V.

Comme en conséquence de ce qui a été convenu, & accordé entre leurs Majestés Très-Chrétienne & Catholique d'une part, & Sa Majesté Britannique de l'autre, pour une des conditions essentielles de la Paix, le Sérénissime & très-puissant Prince Philippe V., par la grace de Dieu, Roi Catholique des Espagnes & des Indes, a cédé
&

& transporte à son Altesse Royale de Savoye & à ses Successeurs l'Isle & Royaume de Sicile, & Isles en dépendantes, avec ses appartenances & dépendances, nulle exceptée, en toute Souveraineté, en la forme, & manière qui sera spécifiée dans le Traité qui sera conclur entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye; le Roi Très-Chrétien reconnoît, & déclare que ladite cession de l'Isle, & Royaume de Sicile, ses appartenances & dépendances, faite par le Roi Catholique son petit fils à Son Altesse Royale de Savoye, est une des conditions de la Paix, & Sa Majesté Très-Chrétienne consent, & veut qu'elle fasse partie du présent Traité, & ait la même force, & vigueur que si elle y étoit inserée mot à mot, & qu'elle eût esté stipulée par lui: Reconnoissant dès à present en vertu de ce Traité Son Altesse Royale de Savoye pour seul, & légitime Roy de Sicile; & pour mieux assurer l'effet de ladite cession, Sa Majesté Très-Chrétienne promet en foy, & parole de Roy, tant pour Elle que pour ses Successeurs, de ne s'opposer jamais, ni faire aucune chose contraire à ladite cession, ni à son execution, sous

quelque prétexte, ou raison que ce puisse estre, mais au contraire de l'observer, & faire observer inviolablement, promettant toute aide, & secours envers, & contre tous pour cet effet, & pour ladite exécution; comme aussi pour maintenir, & garantir Son Altesse Royale de Savoye, & ses Successeurs en la paisible possession dudit Royaume conformément aux clauses qui seront stipulées dans ledit Traité entre Sa Majesté Catholique, & Son Altesse Royale de Savoye.

VI.

Le Roi Très-Chrétien consent pareillement, & veut, que la reconnaissance, & la déclaration du Roi d'Espagne, qui au défaut des descendants de Sa Majesté Catholique, assure la succession de la Couronne d'Espagne & des Indes à Son Altesse Royale de Savoye, à ses descendants mâles nés en constant & légitime mariage, aux Princes de la Maison de Savoye, & à leurs descendants mâles nés en constant & légitime mariage, à l'exclusion de tous autres, fasse, & soit tenue pour une partie essentielle de ce Traité suivant toutes les clauses spécifiées, & exprimées dans l'acte fait par Sa Majesté Catholique.

le

le 5. de Novembre 1712. passé, approuvé,
& confirmé par les Etats ou Cortes d'Es-
pagne par acte du 9. dudit mois de No-
vembre, lesquels actes du Roi d'Espagne
& des Cortes seront inserés dans le Trai-
té qui sera conclû entre Sa Majesté Catho-
lique, & Son Altesse Royale de Savoye,
& doivent-estre tenus pour exprimés ici,
comme s'ils y étoient inserés mot à mot.
Les renonciations que Monseigneur le
Duc de Berry, & Monseigneur le Duc
d'Orléans ont faites pour eux, & leurs
descendants pour toujours à tous droits,
& esperance de succession à la Monarchie
& Couronne d'Espagne & des Indes,
pour les raisons, causes, & motifs con-
tenus dans les actes qu'ils ont passé le 19.
& 24. Novembre 1712., & dont la teneur
& les Lettres patentes du Roy Très-Chrê-
tien du mois de Mars dernier seront in-
serés à la fin du présent Traité, font; &
feront de même à perpetuité partie essen-
tielle de ce Traité; Sa Majesté Très-
Chrétienne connoissant les motifs des sus-
dites reconnoissances, déclarations, renon-
ciations, & Actes, & qu'ils font le fon-
dement & la seureté de la durée de la
Paix, promet pour Elle, les Succes-
seurs,

seurs, & les Princes, qui ont fait lesdites renonciations, & leurs descendants, qu'ils feront inviolablement observés, & de n'y jamais contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu directement, ou indereclement, en tout ou en partie, de quelque manière, ou par quelque voie que ce soit; mais au contraire d'empêcher, qu'il n'y soit contrevenu par qui que ce soit, en quelque temps que ce soit, & pour quelques causes, raisons, ou motifs que ce puisse estre: Sa Majesté Frès-Chrétienne s'engageant pour Elle, & ses Successeurs de maintenir envers, & contre tous, nul excepté, le droit de succession de Son Altesse Royale de Savoye, & des Princes de la Maison de Savoye à la Couronne d'Espagne & des Indes, conformément à la manière dont il est établi par l'acte fait par le Roy d'Espagne le 5. Novembre 1712., par celui des Etats ou Cortes d'Espagne du 9 Novembre 1712., & par les renonciations de Monseigneur le Duc de Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orléans, & autres Actes susdits; comme aussi d'employer (le cas arrivant) ses forces, en tant que besoin sera, pour mettre en possession de ladite succession le Prince
de

de la Maison de Savoye, à qui elle appartient, & suivant l'ordre de vocation, envers & contre tous ceux qui voudroient s'y opposer. Tous Actes, & protestations qui pourroient avoir été, ou être faits contraires aux susdites déclarations, renonciations, & Actes, & aux droits reconnus, & établis en iceux, devant être censés, & réputés contraires à la seureté de la Paix & à la tranquillité de l'Europe, sont par le présent Traité déclarés nuls, & de nul effet à jamais.

VII.

Pour asûrer d'avantage le repos public, & en particulier celui de l'Italie, il a été convenû, que les cessions faites par le feu Empereur Léopold à Son Altesse Royale de Savoye, par le Traité fait entre eux le 8. Novembre 1703., de la partie du Duché de Monferrat qui a été possédée par le feu Duc de Mantoue, des Provinces d'Alexandrie, & de Valence avec toutes les terres entre le Po & le Tanaro, de la Lumeline, de la Vallée de Sesia, & du droit ou exercice de droit sur les fiefs des Langhes, & ce qui concerne dans ledit Traité du 8. Novembre 1703, le Vigevanasco, ou son équivalent, & les apparte-

nances, & dépendances desdites cessions resteront dans leur force, & vigueur, fermes, & stables, & auront leur entier effet irrevocablement, nonobstant tous rescrits, décrets, & Actes contraires, sans que Son Altesse Royale, & ses Successeurs puissent être troublés, ni molestés dans la possession, & jouissance des choses, & droits susdits pour quelque cause, prétensions, droits, traités, & conventions que ce puisse être, & par qui que ce soit, non pas même par rapport au Duché de Monferrat par ceux qui pourroient avoir droit ou prétension sur ledit Duché, lesquels prétendants seront indemnisés conformément à ce qui est porté par ledit Traité du 8. Novembre 1703; Sa Majesté Très-Chrétienne promettant pour Elle, & ses Successeurs de ne point assister, ni favoriser directement, ou indirectement aucun Prince, ou autre personne qui voudroit contrevenir auxdites cessions, s'obligeant au contraire, d'Employer conjointement avec la Reine de la Grande-Bretagne ses offices, & ses forces pour le maintien, & la garantie du contenu au présent Article, y comprise la Province de Vigevano. La Sentence arbitrale rendue par les Arbitres

Com-

Compromisfares le 27. Juin 1712. devant
au surplus rester dans sa force, & vigueur,
& les mesures être prises dans six mois
par l'arbitrage des Puissances garantes du
Traité du 8. Novembre 1703. pour le pay-
ement des créances de Son Altesse Roya-
le de Savoye.

VIII.

Comme par les incidents, & le sort de
la guerre, les Etats de Son Altesse Royale
de Savoye sont ouverts de toutes parts;
Il a été trouvé bon que les choses n'étant
plus dans l'état, où elles étoient lors des
précédens Traités de Paix & d'Allian-
ce, sadite Altesse Royale puisse fortifier
ses Frontières pour la seureté de ses Etats,
qui peut beaucoup contribuer à la seureté,
& à la tranquillité de l'Italie; & il sera
libre à Son Altesse Royale de faire telles
Fortifications que bon lui semblera dans
tous les lieux, et endroits qui lui ont été
cédés de part, et d'autre par leldits Traités,
nonobstant toutes conventions, et pro-
messes précédentes à ce contraires.

IX.

Son Altesse Royale de Savoye ayant
demandé que le Prince de Monaco re-
connoisse tenir de son Domaine direct

Menton, & Rocabruna, & qu'il en prenne les Investitures d'Elle, de la manière que Son Altesse Royale prétend que l'ont fait les Prédecesseurs de ce Prince; Il a été convenû que l'on s'en rapportera respectivement à l'arbitrage de leurs Majestés Très-Chrétienne, & Britannique, qu'Elles donneront six mois après la signature du présent Traité: Et pour cet effet les Parties représenteront leurs raisons, & leurs titres, dans l'espace de 3. mois, à ceux qui seront députés par leursdites Majestés à Paris.

X.

Le Commerce ordinaire d'Italie se fera, & maintiendra comme il étoit établi du temps de Charles Emanuel II. Pere de Son Altesse Royale, & l'on fera observer, & pratiquer, en tout & par tout, entre le Royaume, & toutes les parties des États de Sa Majesté, & ceux de Son Altesse Royale ce qui se faisoit, observoit, & pratiquoit en tout du vivant dudit Charles Emanuel II. par le Chemin de Suze, la Savoye & Pont de beau-voisin, & par Ville-Franche, chacun payant les droits, & doïanes de part, & d'autre. Les Bastimens François paieront aussi l'ancien

Dacc

Dace (communément appelé droit de Ville-Franche) comme il se pratiquoit du temps du Duc Charles Emanuel, à quoi il ne sera plus faite aucune opposition par qui que ce soit, comme l'on en pourroit avoir fait jusqu'à présent. Les Couriers & les Ordinaires de France passeront comme auparavant par les Etats de Son Altesse Royale, & en observant le Règlement paieront les droits pour les Marchandises dont ils seront chargés.

XI.

Le Roi Très-Chrétien acquiesçant à la demande que son Altesse Royale lui a fait faire, & pour lui donner en tout des preuves de sa sincere amitié, consent que Son Altesse Royale puisse vendre les terres, biens, & effets qu'Elle a dans le Royaume de France en Poitou, & en Bugey, sans qu'il y puisse estre formé aucun empeschement de sa part, ni par ses Officiers, sadite Majesté se départant à ces fins en faveur de sadite Altesse Royale, & de ses Successeurs, ou de leurs acquireurs, de tous les droits qu'Elle pourroit avoir, & prétendre à l'avenir sur lesdites terres qui sont en Bugey, & qui appartiennent de présent à Son Altesse Royale,

Y 7

à la-

à laquelle au befoin Sa Majesté cede la propriété irrevocable desdites terres pour Elle, & ses Successeurs Ducs de Savoye, & leurs acquireurs, qui auront une pleine seureté à l'égard de Sa Majesté sans autre Patente, & en vertu seulement de ce présent Traité.

XII.

Main levée est respectivement accordée des biens & effets saisis, & confisqués à l'occasion de la guerre sur les Vassaux, & sujets respectifs en quelques lieux qu'ils soient situés; & à cet effet toutes reprefailles, saisies, et confiscations, et les dons, et concessions d'icelles sont et demeurent annéantis, de même que les arrentements, desdits biens, et les fermes échues après la signature de ce Traité seront païées aux Propriétaires.

XIII.

Les Jugemens rendus en contradictoire des Parties qui ont reconnu des Juges, et ont esté légitimement défendus, tiendront; et ne seront les Condamnés reçus à les contredire, sinon par les voies ordinaires.

XIV.

Les Sujets de Son Altesse Royale qui
ont

ont fait des fournitures, prêts, avances pour le service de Sa Majesté, ou à ses Entrepreneurs, Partisans, Commis, ou employés à son service, ou pour l'entretien de ses Troupes, Officiers, & Soldats, seront payés en brief terme sur les recepisses, ou obligations qu'ils représenteront, & Sa Majesté leur fera à cet égard rendre bonne, & faire Justice; Son Atesse Royale en fera user de même en tout à l'égard des Sujets de Sa Majesté.

X V.

Tous les Prisonniers de guerre, & les Sujets respectifs détenus en quelque lieu que ce soit pour cause de la Guerre, feront de part & d'autre, en vertu de la Paix, dès aussi-tôt mis en liberté.

XVI.

Les Articles des Traités de Munster, des Pirenées, de Nimegue, de Ryswick, & autres qui regardent Son Altesse Royale de Savoye, & celui de Turin de 1696., seront gardés, & observés autant qu'il n'y est point dérogé par le présent Traité, comme s'ils étoient stipulés, et insérés ici mot à mot, et notamment à l'égard des fiefs qui regardent Son Altesse Royale,
non-

nonobstant tous rescrits, décrets, et provisions donnés au contraire.

XVII.

Tous ceux qui seront nommés dans l'espace de 6. mois par le Roy Très-Chrétien, et par Son Altesse Royale de Savoye seront compris dans le présent Traité, pourveuque ce soit d'un commun consentement.

XVIII.

Et afinque le présent Traité soit inviolablement observé, sa Majesté Très-Chrétienne, et Son Altesse Royale promettent de ne rien faire contre, et au préjudice d'icelui, ni souffrir être fait directement, ou indirectement, et si fait étoit, de le faire reparer sans aucune difficulté, ni remise, et Elles s'obligent respectivement à son entière observation; et sera le présent Traité confirmé avec des termes convenables, et efficaces dans tous ceux que sa Majesté Très-Chrétienne fera avec les Puissances Alliées.

XIX.

Sera le présent Traité Approuvé, et Ratifié par sa Majesté Très-Chrétienne, et par Son Altesse Royale, et les Lettres de Ratification seront échangées, et délivrées
ref-

touchant la Paix d'Utrecht. 539

respectivement dans le terme d'un mois, ou plustôt s'il est possible, à Utrecht, cependant toutes hostilités cesseront de part & d'autre dès à présent.

Sont inserés dans l'Original

l'Acte de Renonciation de Monseigneur le Duc de Berry du 19. Novembre 1712. Celui de Monseigneur le Duc d'Orléans du 25. dudit Novembre. Les Lettres Patentes du Roy Très Chrétien du mois de Mars 1713.

En foi de quoi nous Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires du Roy Très-Chrétien & de Son Altesse Royale de Savoye, & en vertu de nos Plein-Pouvoirs avons signé le présent Traité, & avons fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. d'Avril 1713.

(L.S.) Huxellés. (L.S.) Le C. Maffei.

(L.S.) Mesnager. (L.S.) Solar du Bour.

(L.S.) P. Mellaredé.

RA

Sont inferés dans l'Original

Les plein-pouvoirs de sa Majesté Très-Chrétienne, & de Son Altesse Royale de Savoye à leurs Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires ci-dessus Nommés.

Ratification de Sa Majesté Très-Chrétienne.

L OUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tout ceux qui ces présentes Lettres verront SALUT. Aiant vû, & examiné le Traité de Paix conclû, arresté, & signé en nostre nom le 11. du présent mois d'Avril par nostre très-cher, & bien amé Cousin le Marquis d'Huxelles, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nostre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & nostre cher, & bien amé le Sieur Menager Chevalier de nostre Ordre de St. Michel, nos Ambassadeurs Extraordinaires & plénipotentiaires, en vertu des plein-pouvoirs que nous leur en avons donné pour cet effet, avec le Sieur Annibal

nibal Comte de Maffei, Gentilhomme de la Chambre, & premier Ecuyer de nostre très-cher, & très-amé Frère le Duc de Savoye, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice, & Lazare, Colonel d'un Regiment d'Infanterie, Général de Bataille dans ses Armées, son Envoyé Extraordinaire auprès de la Reine de la Grande-Bretagne; le Sieur Ignace Solar de Morette, Marquis du Bourg, Gentilhomme de la Chambre de nostre dit Frère, Chevalier Grand Croix de l'Ordre des Sts. Maurice, & Lazare, son Envoyé Extraordinaire auprès des Etats Généraux des Provinces Unies des Pays-bas; Et le Sieur Pierre Mellarede, Seigneur de la Maison Forte ds Jordane, son Conseiller d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de nostre dit Frère pareillement munis de ses plein-pouvoirs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Nous aiant agréable le susdit Traité de Paix en tous, & chacun les points, & articles qui y sont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous que pour nos Héritiers, Successeurs, Royumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets accepté, approuvé, ratifié, & confirmé; Et par
ces

ces présentes signées de nostre main acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foy, & parole de Roi, sous l'obligation, & hypothèque de tous, & un chacun nos biens présents, & avenir, garder, observer inviolablement, sans aller jamais, ni venir au contraire directement, ou indirectement en quelque sorte, & manière que ce soit. En témoin dequoy nous avons fait mettre nostre Sçel à ces présentes. Donné à Versailles le 18. Avril l'an de grace 1713., & de nostre Regne le soixante dixième. Signé, LOUIS, par le Roi COLBERT, & Sçellé en queüe.

Ratification de Son Altesse Royale.

VICTOR AMÉ II., par la grace de Dieu, Duc de Savoye, & Monferrat, Prince de Piémont, Roi de Chypre &c. à tous ceux qui ces présentes verront SALUT. Ayant vû le Traité de Paix que le Comte Maffei de la Religion des Saints Maurice, & Lazare, nôtre premier Ecuyer, Colonel d'un Regiment d'In-

d'Infanterie, Général de Bataille dans nos Armées, et nôtre Envoyé Extraordinaire auprès de sa Majesté Britannique, le Marquis du Bourg Gentilhomme de nostre Chambre, Chevalier Grand Croix de la dite Religion des Saints Maurice, et Lazare, et nostre Envoyé Extraordinaire auprès de LL. HH. PP. Messieurs les Etats Généraux, et nostre Conseiller d'Etat Mellaréde, nos Ambassadeurs Extraordinaires, et Plénipotentiaires au Congrès d'Utrecht, en vertu du plein pouvoir que nous leur en avons donné; ont conclu, arrêté, & signé le 11. de ce mois dans la dite Ville d'Utrecht avec Monsieur le Marquis d'Huxelles Marechal de France, Chevalier des Ordres de sa Majesté Très-Chrétinne, & son Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & Monsieur Menager Chevalier de l'Ordre de St. Michel Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de sadite Majesté au susdit Congrès d'Utrecht, munis pareillement du plein pouvoir nécessaire, duquel Traité suit la teneur.

Nous ayant agréable le susdit Traité en tous, & un chacun des points qu'y sont contenus & déclarés, avons icelui accepté,

pté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons, & le tout promettons en foi, & parole de Prince garder, & observer inviolablement, sans aller, ni venir au contraire directement, ou indirectement, ni permettre, qu'il y soit contrevenu en quelque sorte, et manière que ce soit. En témoin dequoy nous avons signé ces présentes de nostre main, icelles fait contresigner par le Marquis de St. Thomas nostre Ministre, & premier Secrétaire d'Etat, & y fait apposer le Seel de nos armes. Données à Turin le 25. Avril 1713. Signé V. AMEDE, Contresigné de St. THOMAS, & Scellé en queüe.

Traité De Paix, entre Sa Majesté Très-Chrétienne, & Sa Majesté Portugaise, conclu à Utrecht le 11. Avril 1713.

LA PROVIDENCE DIVINE ayant porté les cœurs du très-Haut & très-Puissant Prince *Louis XIV.* par la grace de Dieu, Roy T.C. de France et de Navarre, et du très-Haut et très-Puissant Prince Dom *Jean V.* parla grace de Dieu
 Roy

Roy de Portugal et des Algarbes, à contribuer au repos de l'Europe en faisant cesser la guerre entre leurs sujets. Et leurs Majestés souhaitant non seulement de rétablir, mais encore d'affermir d'avantage l'ancienne Paix et Amitié qu'il y a toujours eue entre la Couronne de France et la Couronne de Portugal. A cette fin ils ont donné leurs Plein-pouvoirs à leurs Ambassadeurs Extraordinaires et Plénipotentiaires : Sçavoir : Sa Majesté T. C. au Sieur *Nicolas Marquis d'Huxelles*, Maréchal de France, Chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, et au Sieur *Nicolas Menager*, Chevalier de l'Ordre de Saint Michel. Et sa Majesté Portugaise au Sieur *Jean Gomes da Silva, Comte de Tarouca*, Seigneur des Villes de Tarouca, Lalim, Lazarim, Penalva, Gulsar, et leurs dépendances, Commandeur de Villa Cova, du Conseil de sa Majesté, et Mestre de Camp Général de ses Armées; et au Sieur *Don Louis da Cunha*, Commandeur de Sainte Marie d'Almendra, et du Conseil de sa Majesté. Lesquels s'étant trouvés au Congrès d'Utrecht, et après avoir imploré l'assistance Divine, et avoir examiné récipro-

pro-

proquement lefdits plein-pouvoirs, dont les Copies feront inferées à la fin de ce Traité, font convenus des Articles qui s'enfuivent.

I.

Il y aura à l'avenir une Paix perpetuelle, une vraie amitié, et une ferme et bonne correspondance entre sa Majesté T. C. ses Hoirs, Successeurs et Héritiers, tous ses Etats et sujets d'une part, et sa Majesté Portugaise; ses Hoirs, Successeurs, et Héritiers, tous ses Etats et sujets de l'autre; laquelle sera sincèrement et inviolablement observée, sans permettre que de part et d'autre on y exerce aucune hostilité en quelque lieu et sous quelque prétexte que ce soit. Et s'il arrivoit que par quelque accident mesme impreveu on vint à faire la moindre contravention à ce Traité elle se reparera de part et d'autre de bonne foy, sans délai, ni difficulté, et les agresseurs en seront punis, le présent Traité ne laissant pas de subsister dans toute sa force.

II.

Il y aura de part et d'autre un entier oubli de toutes les hostilités commises jusqu'icy; en sorte que tous et chacun des
des

sujets de la Couronne de France & de la Couronne de Portugal ne puissent alléguer réciproquement les pertes & dommages soufferts pendant cette guerre, ni en demander satisfaction par voie de justice, ou autrement.

I I I.

Tous les prisonniers de Guerre faits de part & d'autre, seront promptement rendus & mis en liberté, sans exception, & sans qu'on demande aucune chose pour leur rançon, ni pour leur dépense.

I V.

S'il étoit arrivé que dans les Colonies, ou autres Domaines de leursdites Majestés de l'Europe, on y eut pris de costé ou d'autre, quelque Place, occupé quelque Poste, & basti quelque Fort, dont on n'en sçauroit être assuré présentement à cause d'un si grand éloignement; Lesdites Places ou Postes seront incessamment rendus entre les mains du premier Possesseur dans l'état, où ils seront trouvés au tems de la Publication de la Paix, & les nouveaux Forts en seront démolis, en sorte que les choses restent sur le même pied, où elles étoient avant le commencement de cette guerre.

V.

Le Commerce se fera dans le Continent de France & de Portugal de la même manière qu'il se faisoit avant la présente guerre; bien entendu que chacune des Parties se réserve par cet Article la liberté de régler les conditions dudit Commerce par un Traité particulier qu'on pourra faire pour ce sujet

V I.

Les mêmes privilèges & exemptions, dont les sujets de sa Majesté T. C. jouiront en Portugal, seront accordés aux sujets de sa Majesté Portugaise en France. Et afin de mieux pourvoir à l'avancement & à la seureté des Marchands des deux Nations, on leur accordera réciproquement des Consuls avec les mêmes privilèges & exemptions, dont ceux de France avoient coûtume de jouir en Portugal.

V I I.

Il sera permis réciproquement aux Vaisseaux tant marchands que de guerre d'entrer librement dans les ports de la Couronne de France & dans ceux de la Couronne de Portugal, où ils avoient coûtume d'entrer par le passé, pourvû que ceux-ci
n'ex-

n'excedent pas tous ensemble le nombre de six à l'égard des ports d'une plus grande capacité, & le nombre de trois à l'égard des ports qui sont moindres. En cas qu'un plus grand nombre de Vaisseaux de guerre de l'une des deux Nations se présente devant quelque port de l'autre, ils n'y pourront pas entrer sans avoir demandé permission au Gouverneur, ou bien au Magistrat. Et s'il arrivoit que lesdits Vaisseaux poussés par le gros tems, ou contraints par quelque autre nécessité pressante vinssent à entrer dans quelque port, sans en avoir demandé permission, ils seront obligés de faire part d'abord au Gouverneur, ou au Magistrat de leur arrivée, & ils n'y pourront pas séjourner au delà du tems qui leur sera permis, s'abstenant cependant de faire la moindre chose, dont ledit port puisse être endommagé.

V I I I.

Afin de prévenir toute occasion de discorde, qui pourroit naître entre les sujets de la Couronne de France, & ceux de la Couronne de Portugal, la Majesté T. C. se désisterra pour toujours, comme Elle se désiste dès à présent par ce Traité dans les termes les plus forts, & les plus authen-

riques, & avec toutes les clauses requises, comme si elles étoient inferées ici, tant en son nom, qu'en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers de tous droits & prétentions, qu'elle peut & pourra prétendre sur la propriété des Terres appelées du *Cap du Nord*, & situées entre la Rivière des *Amasones* & celle de *Tapoc*, ou de *Vincent Pinson*, sans se réserver ou retenir aucune portion desdites Terres, afin qu'elles soient désormais possédées par sa Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers avec tous les droits de Souveraineté, d'absolue Puissance, & d'entier Domaine, comme faisant partie de ses Etats; & qu'elles lui demeurent à perpétuité; sans que sadite Majesté Portugaise, ses Hoirs, Successeurs & Héritiers puissent jamais être troublés dans ladite possession par sa Majesté T. C. ni par ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers.

I X.

En conséquence de l'Article précédent, sa Majesté Portugaise pourra faire rebâtir les Forts d'*Aguari*, & de *Camau*, ou *Massapà*, aussi-bien que tous les autres, qui ont été démolis en execution du Traité provisionel fait à Lisbonne le 4 Mars 1700.

1700. entre sa Majesté T. C. & sa Majesté Portugaise, PIERRE II. de glorieuse mémoire, ledit Traité provisionnel restant nul & de nulle vigueur en vertu de celui-ci. Comme aussi il sera libre à sa Majesté Portugaise de faire bâtir dans les Terres mentionnées au précédent Article autant de nouveaux Forts qu'Elle trouvera à propos, & de les pourvoir de tout ce qui sera nécessaire pour la défense desdites Terres.

X.

Sa Majesté T. C. reconnoit par le présent Traité que les deux bords de la Rivière des *Amasones*, tant le *Méridional* que le *Septentrional*, appartiennent en toute Propriété, Domaine, & Souveraineté à sa Majesté Portugaise; & promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs & Héritiers, de ne former jamais aucune prétention sur la Navigation & l'usage de ladite Rivière, sous quelque prétexte que ce soit.

X I.

De la même manière que sa Majesté T. C. se départ en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs & Héritiers de toute prétention sur la Navigation & l'usage

de la Rivière des *Amasones*, elle se défitte de tout droit, qu'elle pourroit avoir sur quelque autre Domaine de sa Majesté Portugaise tant en Amérique, que dans toute autre partie du Monde.

X I I.

Et comme il est à craindre qu'il y ait de nouvelles dissensions entre les sujets de la Couronne de France & les sujets de la Couronne de Portugal à l'occasion du Commerce que les habitans de *Cayene* pourroient entreprendre de faire dans le Maragnan, & dans l'embouchure de la Rivière des *Amasones*; sa Majesté T. C. promet tant pour Elle, que pour tous ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers de ne point consentir que lesdits habitans de *Cayene*, ni aucuns autres sujets de sa dite Majesté aillent Commercer dans les endroits susmentionnés, & qu'il leur sera absolument défendu de passer la Rivière de *Vincent Pinson* pour y négocier, & pour acheter des esclaves dans les terres du *Cap du Nord*; comme aussi sa Majesté Portugaise promet tant pour Elle, que pour ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, qu'aucuns de ses sujets n'iront Commercer à *Cayene*.

X I I I.

Sa Majesté T. C. promet aussi en son nom, & en celui de ses Hoirs, Successeurs, & Héritiers, d'empêcher qu'il y ait des Missionnaires François, ou autres sous sa protection, dans toutes lesdites terres, censées appartenir incontestablement par ce Traité à la Couronne de Portugal; La direction spirituelle de ces Peuples restant entièrement entre les mains des Missionnaires Portugais, ou de ceux qu'on y enverra de Portugal.

X I V.

Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise n'ayant rien tant à cœur, que le prompt accomplissement de ce Traité, d'où s'ensuit le repos de leurs sujets, on est convenu qu'il aura toute sa force, & vigueur immédiatement après la publication de la Paix.

X V.

S'il arrivoit par quelque accident (ce qu'à Dieu ne plaise) qu'il y eût quelque interruption d'amitié, ou quelque rupture entre la Couronne de France, & la Couronne de Portugal, on accordera toujours le terme de six mois aux sujets de part & d'autre après la dite rupture, pour vendre,

ou transporter tous leurs effets, & autres biens, & retirer leurs personnes où bon leur semblera.

X V I.

Et parce que la très-Haute & très-Puissante Princesse, *la Reine de la Grande-Bretagne* offre d'être garante de l'entière execution de ce Traité, de sa validité, & de sa durée; Sa Majesté T. C. & Sa Majesté Portugaise acceptent la susdite garantie dans toute sa force & vigueur, pour tous & chacun des Articles stipulés par le présent Traité.

X V I I.

Lesdits Seigneurs Roi T. C. & Roi de Portugal consentent aussi que tous Rois, Princes, & Républiques, qui voudront entrer dans la même garantie, puissent donner à leurs Majestés leurs promesses & obligations pour l'exécution de tout ce qui est contenu dans ce Traité.

X V I I I.

Tous les Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont été traités, accordés, passés, & stipulés entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires desdits Seigneurs, Roi Très-Chrétien, & Roi de Portugal.

tugal, au nom de leurs Majestés; & ils promettent en vertu de leurs Pleinpouvoirs, que lesdits Articles en général, & chacun en particulier, seront inviolablement observés & accomplis par les susdits Seigneurs Rois, leurs Maîtres.

X I X.

Les Ratifications du présent Traité, données en bonne & dûe forme, seront échangées de part & d'autre, dans le terme de 50. jours, à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi, & en vertu des Ordres & Pleinpouvoirs, que nous soussignés avons recûs de nos Maîtres le Roi T. C., & le Roi de Portugal, avons signé le présent Traité, & y avons fait apposer les sceaux de nos Armes. Fait à Utrecht le 11. Avril 1713.

(L S.) *Huxelles.* (L S.) *Conde de Tarouca.*

(L S.) *Menager.* (L S.) *Dom Luis da Cunha.*

*Plein-pouvoir de Sa Majesté Très-
Chrétienne.*

LOUIS, par la grace de Dieu, Roi de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces présentes Lettres verront. **SALUT.** Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences qui se tiennent à Utrecht, pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincère, & solide, entre Nous, & les Princes, & Etats qui sont encore contre Nous en guerre; que par la Miséricorde Divine, il y a lieu d'espérer qu'elles se termineront heureusement, & voulant encore apporter tous nos soins, par les moyens les plus prompts, pour avancer un bien aussi désirable, & pour faire cesser au plus tôt la désolation de tant d'Etats, & arrêter leffusion du sang Chrétien: Nous confiant entierement en la capacité, expérience, zèle, & fidélité pour nôtre service, de nôtre très-cher & bien amé Cousin, le *Marquis d'Huxelles*, Maréchal de France, Chevalier de nos Ordres, & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne, & de nôtre-cher & bien amé, le
Sieur

Sieur *Mefnager*, Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel. Pour ces causes, & autres bonnes considérations à ce nous mouvant, Nous avons commis, ordonné, & député, & par ces présentes signées de nôtre main, commençons, ordonnons, & députons lesdits Srs. Maréchal d'Huxelles, & *Mefnager*, & leur avons donné Plein-pouvoir, Commission, & Mandement spécial, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plénipotentiaires, de conférer, négocier, & Traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires de nôtre très-cher, & très-ami Frère le *Roi de Portugal*, revêtus de pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître, arrêter, conclure, & signer tels Traités, Articles, & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviseront bon être: Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux, par maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer négocier, arrêter, conclure, & signer tels Traités, Articles, & Conventions, que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires aviseront bon être: Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux, par

maladie, ou par quelque autre cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, arrêter, conclure, & signer tels Traités, Articles, & Conventions, qui conviendront au bien de la Paix que Nous Nous proposons: En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négociation de la Paix avec nôtre dit Frère, avec la même autorité que Nous ferions, & pourrions faire, si Nous étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui réquit un Mandement plus spécial non contenu en ces dites présentes. Promettant en foi, & parole de Roi, d'avoir agréable, tenir ferme, & stable à toujours, accomplir, & exécuter ponctuellement tout ce que lesdits Srs. Maréchal d'Huxelles, & Mesnager, ou l'un d'entre eux, dans lesdits cas d'absence, ou de maladie, auront stipulé, promis, & signé, en vertu du présent Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être, comme aussi d'en faire expédier nos Lettres de Râtification en bonne forme, & de les faire délivrer dans le
tems

tems dont il sera convenu par les Traités à faire. Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Sçel à ces présentes. Donné à Versailles, le quatriesme jour de Mars, l'An de Grace, mil sept cent treize, & de nôtre Regne le soixanté dixiesme, Signé LOUIS, Et sur le reply, par le Roi, COLBERT, & sellé du grand Sceau.

*Instrumentum Mandati plenî & auctoritatîs
Regis Portugalia.*

JOANNES, Dei gratiâ, Rex Portugaliæ, & Algarbiorum citra & ultra Mare, in Africâ Dominus Guineæ, Conquisitionis, Navigationis, & Commercii Æthiopiæ, Arabiæ, Persiæ, Indiæque, &c. Notum, ac testatum facio singulis, & universis has meas Litteras visuris, quod cum nihil mihi sit antiquius, aut optabilius quàm incendium atrocis belli, quo penè universus Christianus Orbis per aliquot jam annos exardescit, penitus rettingui, & æquâ, ac stabili pace commutari, atque etiam in eadem studia conspirent cœteri Principes, ac Respublicæ quæ sunt in Armis; consultum fo-

re duxi Virum designare ex primariâ hujus Regni Nobilitate, cujus fide, ingenio, dexteritate, ac prudentiâ plurimum confiderem, qui in eum locum se conferat, de quo inter utramque partem conventum fuerit, ad Colloquia, Congressusque de Pace habendos. Quæ omnia cum in Joanne Gomesio Silvio, Comite Tarouca, Consiliario meo, & exercituum meorum Subpræfecto reperiantur, cum his Litteris Legatum meum Extraordinarium, & primum Plenipotentiarium constituo, ut ad locum habendis de Pace Congressibus modo superius dicto designatum profiscatur, ubique, sive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos Pacemque conciliantis, qui quæve ab utrâque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, sive ipse per se nullo conciliante, possit agere, tractare, & inire Pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Reipublicarum ex adversâ parte belligerantium, eâque de causâ ei omnem potestatem plenam, ac sufficientem, Mandatum generale, ac speciale concedo, spondeoque, ac fide Regiâ promitto quæcunque per superius memoratum Legatum meum Extraordinarium, & Plenipoten-

-ta-

tiarium, cum Legatis, Ministrisve supra-
dictorum Regum, Principum, & Rerum-
publicarum pari potestate invicem instru-
ctis, conventa, & pacta fuerint, ea om-
nia rata, grata, firmaque habiturum, &
debita, ac solemni formâ intra constitu-
tum tempus rati habiturum, sedulòque cu-
raturum ut integræ executioni manden-
tur, neque passurum unquam ut foedus il-
lud ita initum in quolibet violetur. In quo-
rum omnium fidem, ac testimonium has
Litteras fieri jussi, quæ sunt manu meâ
suscriptæ, & magno Sigillo Insignium
meorum munitæ. Datæ Olisipone deci-
mâ sextâ die mensis Junii, anno Domini
Millesimo Septingentesimo nono.

Didacus à Mendoçâ Corte-Real Sub-
scripsi

(L. S.)

JOANNES REX.

*Alterum Instrumentum Mandati pleni
& auctoritatis Portugaliæ Regis, quo
secundum Plenipotentiarum Consti-
tuit.*

J O A N N E S, Dei gratiâ Rex Portu-
galia, & Algarbiorum citrà, & ultra
Ma-

Mare, in Africâ Dominus Guineæ, Con-
quisitionis, Navigationis, & Commercii
Æthiopiz, Arabiz, Persiz, Indiæque,
&c. Notum ac testatum facio singulis, &
universis has meas Litteras visuris, quòd
cum nihil mihi sit antiquius, & optabi-
lius, quam incendium atrocis belli, quò
penè universus Christianus Orbis per ali-
quot jam annos exardescit, penitus restin-
gui, & æquâ ac stabili Pace commutari,
atque etiam in ea Studia conspirent cœte-
ri Principes, ac Respublicæ quæ sunt in
armis; consultum fore duxi viros designa-
re, quorum fide, ingenio, & prudentiâ
plurimum confiderem, qui intersint Col-
loquiis, ac Congressibus inter utramque
partem de Pace habendis; quæ omnia cum
reperiantur in *Ludovico da Cunha*, Consi-
liario meo, Palatini Senatûs Senatore, &
in Sodalitio Christi Equitum Commenda-
tario Sanctæ Magnæ de Almendra; jam-
que aliis Literis meis ad idem manus con-
stitutus sit primarius Legatus Extraordi-
narius, *Joannes Gomesius Silvius Comes Ta-
rouca*, Consiliarius meus, ac meorum E-
xercituum Subpræfectus; præsentibus con-
stituo Secundum Legatum meum Extra-
ordinarium, & Plenipotentiarium præfa-
tum

tum Ludovicum da Cunha, ut uterque simul, vel quilibet eorum singulus, defectu, aut impedimento alterius, in loco habendis de Pace Congressibus destinato, sive per Legatos Principis, aut Reipublicæ animos, Pacemque conciliantis, qui quævè ab utrâque Belligerantium parte acceptus, aut accepta fuerit, sive per se nullo concilianti, possit agere, tractare, & iniri pacem inter me, & quemlibet Regum, Principum, ac Rerumpublicarum ex adversâ parte belligerantium : Eâque de causâ ei omnem potestatem plenam, & sufficientem, mandatum generale, & speciale concedo, spondeoque, & fide Regiâ promitto quæcunque per superius memoratos Legatos meos, & Plenipotentiarios simul, vel quemlibet illorum, defectu, vel impedimento alterius, cum Legatis, Ministrisvè supradictorum Regum, Principum, & Rerumpublicarum pari potestate invicem instructis conventa, & pacta fuerint, ea omnia rata, grata, firmaque habiturum, & debitâ ac solenni formâ intra constitutum tempus Rati habiturum, seduloque curaturum, ut integræ executioni mandentur, neque passurum unquam ut foedus illud ita initum, in quolibet

libet violetur. In quorum omnium fidem, ac testimonium, has Litteras fieri iussimus, quæ sunt manu meâ subscriptæ, & magno Sigillo Insignium meorum munitæ. Datæ Olisipone, die primo mensis Septembris (*Franciscus de Salles, & Silva* scripsit) anno Domini, Millesimo Septingentesimo decimo secundo. *Didacus à Mendoça*, Corte-Real Subscripti.

(L.S.) JOHANNES REX.

Tractatus Pacis

Inter Christianissimum
Regem Gallia ex-
unâ, & Regem Borus-
sia ex alterâ parte,
Conclusa Ultrajecti
die 11 Aprilis, 1713.

Traité de Paix

Entre Sa Majesté
Très-Christienne, &
le Roy de Prusse,
conclu à Utrecht le
11. Avril. 1713.

In nomine Sacro
Sanctæ Trini-
tatis.

Au nom de la très-
Sainte Trinité.

Notum testa-
tumque sit
omnibus, quorum
interest, vel inter-
esse

Soit notoire à tous
présents & à ve-
nir qui ont, ou pour-
ront avoir interest,
que

esse potest, præsentibus ac futuris, quod cum post cruentum & atrox, quò Europa per tot annos afflicta fuit, bellum, Divinæ Providentiæ placuerit, Orbi Christiano calamitatum inde enatarum finem parare, conservatò ardenti pacis desiderio in animis Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Dei gratiâ Franciæ & Navarriæ Regis Christianissimi, atque Serenissimi & Potentissimi Principis ac Domini, Domini Friderici Guilielmi, Dei gratiâ Regis Borussiae, Maggravii Brandenburgensis,

que pendant le cours d'une guerre longue & sanglante, dont l'Europe a été affligée depuis plusieurs années, il a plu à la Divine Providence de préparer à la Chrétienté la fin de ses maux, en conservant un ardent désir de la paix dans les cœurs de Très-haut, Très-Excellent & Très-Puissant Prince, Louis XIV. par la grace de Dieu Roi Très-Chrétien de France & de Navarre, & de Très-haut, Très-Excellent & Très-Puissant Prince Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Roi de Prusse, Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince.

sis, Sacri Romano
 Imperii Archi-Ca-
 merarii & Principis
 Electoris, supremi
 Principis Arausio-
 nensis, Neo-Castri
 & Vallangiae, Mag-
 deburgi, Cliviae, Ju-
 liaci, Montium,
 Stettini, Pomer-
 niae, Cassubiorum,
 Vandalorum, & Me-
 gapolis, nec non in
 Silesia & Croſnæ
 Ducis, Burggravii
 Norimbergenſis;
 Principis Halberſta-
 dii, Mindæ, Cami-
 ni, Vandaliae, Sue-
 rini, Razeburgi, &
 Muſſii; Comitibus Ho-
 henzollerae, Rupp-
 ini, Marcae, Ra-
 vensbergæ, Hohen-
 ſteinii, Tecklen-
 burgi, Lingæ, Sue-
 rini, Buhrae & Leer-
 dami; Marchionis
 Veræ

ce Electeur du
 St. Empire, Prince
 Souverain d'Oran-
 ge, de Neuchâſtel
 & Valengin, Duc
 de Magdebourg, de
 Cleve, de Juliers &
 de Berg, de Stet-
 tin, de Pomeranie,
 de Caſſubie, des
 Vandales, de Me-
 klembourg, en Si-
 leſie, & de Croſſen,
 Bourgrave de Nu-
 remberg, Prince de
 Halberſtat, de Min-
 den, de Camin, de
 Vandalie, de Sue-
 rin, de Ratzenbourg
 & de Meurs, Comte
 de Hohenzollern, de
 Ruppin, de Mark,
 de Ravensperg, de
 Hohenſtein, de Te-
 klembourg, de Lin-
 gen, de Suerin, de
 Buren, & de Leer-
 dam, Marquis de
 Vaer

Veræ & Vliſſingæ ;
Domini Ravenſtei-
nii, Roſtochii, Star-
gårdæ, Lawenburgi,
Butoviæ, & Bredæ ;
ambo pari ſtudio
cupientes, bonâ fi-
de, quantumque in
iſſis eſt, reſtituen-
dæ tranquillitatis
publicæ rationes
inire, in Conciliis
eum in finem Tra-
jecti ad Rhenum in-
ſtitutis, Legatis ſuis
Extraordinariis &
Plenipotentiaſibus
idem id negotii de-
derint, & Sacra Re-
gia Majeſtas Chri-
ſtianiſſima quidem
Illuſtriſſimo & Ex-
cellentiſſimo Do-
mino Nicolao, Mar-
chioni d'Huxelles
Franciæ Marſchal-
lo, Regionum Ordi-
num Equiti torqua-

Vaer & de Vleſſin-
gue, Seigneur de
Ravenſtein, de Ro-
ſtock, de Stargard,
de Lawenbourg, de
Butow, & de Bre-
da, &c. Lesquels
ſouhaitant égale-
ment concourir
de bonne foy & au-
tant qu'il eſt en eux
au rétabliſſement de
la tranquillité publi-
que, dans les confé-
rences établies à U-
trecht, à cet effet,
en auroient chargé
leurs Ambaſſadeurs
Extraordinaires &
Plénipotentiaires en
ce lieu là, ſçavoir
de la part de ſa Ma-
jeſté Très-Chré-
tienne, Le Sieur
Nicolas, Marquis
d'Huxelles, Mare-
chal de France, Che-
valier de ſes Ordres,
Lieute-

to, Generali locum
 tenenti Regis in
 Ducatu Burgundi-
 co &c. & Perillustri-
 atque Excellentissi-
 mo Domino Nico-
 lao Mesnager, Equi-
 ti Ordinis Sancti
 Michaëlis ; Sacra
 Regia Majestas Bo-
 russiæ verò Illustri-
 simo & Excellentis-
 simo Domino Otto-
 ni Magno, Sacri-
 Romani Imperii
 Comiti à Dönhoff,
 Majestatis suæ Mi-
 nistro Statûs & Bel-
 li intimo, Copiarum
 pedestrium Genera-
 li Locumtenenti,
 Equiti Aquilæ Ni-
 græ Borussicæ, Gu-
 bernatori ac Satrapæ
 Memmelii, Dyna-
 stæ Friderichstel-
 nii, Wenefeldæ, &
 Schomord &c. &
 Pe-

Lieutenant Général
 du Roy dans le
 Gouvernement de
 Bourgogne, & le
 Sieur Nicolas Mes-
 nager, Chevalier de
 l'Ordre de St. Mi-
 chel ; Et de la part
 de sa Majesté Prus-
 sienne, le Sieur Ot-
 ton-Magne de Dön-
 hoff, Comte du St.
 Empire, Ministre
 d'Etat & de guerre,
 Lieutenant Général
 de l'Infanterie, Che-
 valier de l'Ordre de
 l'Aigle noir de
 Prusse, Gouverneur
 & Drossard de
 Memmel, Seigneur
 de Friderichstein,
 Wenefeld, Schön-
 mor &c. & le Sieur
 Jean Auguste Mar-
 schalch de Bieber-
 stein, Ministre d'E-
 tat de sa Majesté
 Prus-

Perillustriatque Excellentissimo Domino, Johanni Augusto Marschalch de Biberstein, Regiæ suæ Majestatis Borussiae Ministri Statûs intimi, Collegii Heraldici Præsidi, Præfecto Giebrehensteini, & Castri Sancti Mauricii, Aquilæ nigræ Borussiae, & Sancti Johannis Ordinum Equiti &c. qui, invocato Divini Numinis auxiliô, & communicatis utrinque acritè inter se commutatis Mandatorum tabulis, quarum apographa sub finem hujus Instrumenti inserta erunt, in Dei gloriam, reique Christianæ commodum in sequentes

pa-

Prussienne, Grand Maître des Armoiries, Bailly de Giebrehenstein & de St. Moritzbourg, Chevalier des Ordres de l'Aigle noir de Prusse & de St. Jean &c. Lesquels après avoir imploré l'assistance Divine, & s'estre communiqué respectivement & échangé leur Pleinpouvoirs, dont les copies seront inserées à la fin du présent traité, sont convenus à la gloire de Dieu & pour le bien de la Chrétienté des conditions de Paix & d'amitié qui suivent.

pacis & amicitiae
leges convenerunt.

I.

Pax sit firma atque sincera inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque successores ex unâ, & Sacram Regiam Majestatem Borussiae, ejusque successores ex alterâ parte, nullâ in posterum viâ aut ratione labefactanda, ita ut ex hoc die omnis hostilitas ab utrâque parte terrâ marique penitus cesset, & pristina vera amicitia inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Sacram Regiam Majestatem Borussiae restauretur, cō effectu, ut alter
al.

I.

Il y aura une bonne & sincère Paix entre sa Majesté Très-Chrétienne & ses Successeurs d'une part, & sa Majesté Prussienne & ses Successeurs de l'autre, sans pouvoir jamais être altérée en aucune manière, en sorte que dès ce même jour toutes sortes d'actes d'hostilitez cesseront de part & d'autre absolument, tant par Mer que par Terre, & que l'ancienne & bonne amitié soit rétablie entre saditte Majesté Très-Chrétienne & sa Majesté, le Roi de Prusse, de manière qu'ils tâ-
che-

alterius damna avertere, quævis verò commoda & honores promovere modis omnibus studeat.

II.

Vi hujus redintegrationis amicitiae mutuae, Dominus Rex Borussiae, statim post commutationem Ratihabitionum praesentis Tractatus factam, bonâ fide Copias suas tam ex Belgio, quàm aliunde, ubi merent, deducet, spondetque se minime facturum, ut durante hoc bello ullibi contra Dominum Regem Christianissimum, sub quocunque praetextu militent, ultra ratam quam ceu mem-

Tom. II. brum

cheront réciproquement à se garantir de tout dommage & à se procurer toutes sortes d'avantages.

II.

En conséquence de ce renouvellement d'amitié réciproque, ledit Seigneur Roi de Prusse retirera de bonne foi toutes ses troupes, tant des Paisbas, qu'ailleurs, aussitôt après l'échange faite des Ratifications du présent traité, & promet de ne les faire servir durant la présente guerre contre le Roi très-Christien nulle part, sous quelque prétexte que ce soit, au delà du Contingent qu'il est obligé

A a

d

brum Imperii conferretur.

de fournir en qualité de Membre de l'Empire.

III.

Quicquid hostiliter hinc inde totô hujus belli tempore quocunque modo actum est, id omne utrinque perpetuæ oblivioni Mandatum esto, nullâ ratione nullâve specie unquam in memoriam revocandum, nedum vindicandum.

III.

Il y aura de part & d'autre un oubli perpétuel de toutes les hostilités exercées pendant le cours de cette guerre, en sorte qu'en aucune manière & sous quelque prétexte que ce soit, on ne s'en puisse jamais souvenir, & moins encore en tirer vengeance.

IV.

Gaudeant hâc amnestia Vasalli & subditi utriusque partis, ab omni molestiâ ac ultione tuti futuri.

IV.

Les Vassaux & sujets jouiront de part & d'autre de cette même amitié & seront à couvert de tout ressentiment.

V.

Omnes bello capti, indistinctè & sine

V.

Tous prisonniers de guerre seront déli-

sine exceptione utrinque absque lytro libertate restituantur.

VI.

Quandoquidem Regia sua Majestas Christianissima Pacem Westphalicam semper spectaverit, tanquam firmissimum fundamentum tranquillitatis publicæ, amicitiaque mutuæ inter se & Electores, Principes ac Status Imperii, quos inter Dominus Rex Borussiae, intuitu ditionum quas in eo possidet, ut membrum valde illustre eminet, Dominus Rex Christianissimus hanc sibi mentem esse declarat, ut præ-

livrez de part & d'autre sans distinction & reserve, & sans payer aucune rançon, aussitôt après la publication de la Paix.

VI. ●

D'autant que sa Majesté Très-Chrétienne a toujours regardé le Traité de Westphalie comme le plus solide fondement de la tranquillité publique, & de l'amitié réciproque entre Elle & les Electeurs, Princes, & Etats de l'Empire, dont ledit Seigneur Roi de Prusse, par rapport aux Etats qu'il y possède, est un membre si considérable, son intention est que ledit Traité demeure en son entier, tant

A a 2 pour

prædicta Pax Westphalica, tam in sacris, quàm in profanis facta rectaque permaneat, perinde ac si hic ad verbum inserta esset.

VII.

Pars Geldriæ superioris, hæctenus Hispanicæ dictæ, quam tenet & possidet Dominus Rex Borussiae, nominatim Urbs Geldria, Præfecturæ, Oppida, Vici, Feuda, cum omnibus prædiis, agris, censibus, redditibus emolumentis, teloniis, aliisque vectigalibus, subsidiis, tributis, & collectis, fructibus item Jurisdictionis feudalis, Juribus Dominialibus, aliisque quibuscunque, & in genere quic-

pour le spirituel que pour le temporel, comme s'il étoit inferé ici mot à mot.

VII.

La partie du haut quartier de Gueldres, dite Gueldres Espagnole, que possède & occupe le Seigneur Roi de Prusse, nommément la ville de Gueldres, les Præfectures, Villes, Bourgs, Fiefs, terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils soient, subsides, contributions & collectes, droits Féodaux, Domaniaux, & autres quelconques, & généralement tout ce qui .

quicquid in illâ parte Geldriæ superioris, quam Regia-sua Majestas Borussiae reipsa tenet ac possidet, continetur, cum omnibus quæ eò pertinent aut inde dependent, nullo prorsus excepto, ca omnia & singula eidem à Regiâ suâ Majestate Christianissimâ, vigore potestatis à Domino Rege Catholico sibi concessæ, in perpetuum ceduntur, ac Domino Regi Borussiae ejusque hæredibus ac successoribus utriusque sexûs perpetuo tempore cum plenâ proprietate omnique supremo Dominio manent, eò plane modo quò Reges Hispania-

qui est compris dans cette partie du haut quartier de Gueldres que ledit Seigneur Roi de Prusse occupe & possède actuellement, avec tout ce qui y appartient & en dépend, sans rien excepter, lui est cédée à perpétuité par sa Majesté Très-Christienne, en vertu du pouvoir qu'Elle en a du Roi Catholique, & demeurera audit Seigneur, Roi de Prusse, ses héritiers, & successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine Propriété & Souveraineté, ainsi & de la manière que tout ce que dessus a été possédé par les Rois d'Espagne & que l'a possédé le

spaniæ, interque eos
 • Carolus II. glorio-
 fiffimæ memoriæ,
 prædictam Geldriæ
 partem omniaque
 superius memorata
 possederunt; Exclu-
 sis omnibus excep-
 tionibus, præten-
 sionibus, aliisve con-
 tradictionibus, mo-
 tis vel movendis ad
 turbendam quietam
 Domini Regis Bo-
 russiæ possessionem
 supradictæ partis
 cessæ; cassatisque &
 annullatis aliis qui-
 buscunque pactis,
 conventionibus aut
 dispositionibus, quo-
 quo modo huic ar-
 ticulo contrariis.
 Cessioni huic tamen
 expressa hæc Clau-
 sula adiicitur, quod
 Religio Catholica
 in prædictis locis
 cessis

Roi Charles II. de
 glorieuse Mémoire,
 nonobstant toutes
 exceptions, préten-
 tions, ou contradic-
 tions, faites ou à
 faire pour troubler
 ledit Seigneur Roi
 de Prusse dans la pai-
 sible possession de
 ladite partie ci-des-
 sus cedée; Tous
 pactes, conventions,
 ou dispositions con-
 traires au présent ar-
 ticle, étant censez
 nuls & de nulle va-
 leur. Cette cession
 ainsi faite avec cette
 clause expresse que
 l'état de la Religion
 Catholique subsiste-
 ra dans lesdits lieux
 cedez, en tout & par
 tout, tel qu'il étoit
 avant leur occupa-
 tion & sous la do-
 mination des Rois
 d'Espa-

cessis ubique in eodem statu per omnia permanebit, in quo ante occupationem Domini Regis Borussiae, & sub imperio Regum Hispaniae erat, ita ut Dominus Rex Borussiae nihil in eo mutare queat.

VIII.

Pariter Sacra Regia Majestas Christianissima, vigore facultatis à Domino Rege Catholico sibi permissae, Sacrae Regiae Majestati Borussiae in superiori parte Geldriae in perpetuum cedit, atque in Eandem ejusque hæredes ac successores utriusque Sexûs transfert tractum Kesselanum & præfecturam Krieken.

d'Espagne sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer.

VIII.

Pareillement sa Majesté Très-Chrétienne cède à perpétuité à sadite Majesté Prussienne, en vertu du pouvoir qu'Elle en a du Roi Catholique, dans le haut quartier de Gueldres, le païs de Kessel & le Bailage de Kriekenbeck, pour les posséder lui & ses héritiers & successeurs de l'un & de l'autre

A a 4 sexe

kenbecensem cum
 supremo Domino
 omnique propieta-
 te, ita ut eas ditio-
 nes eodem plane
 modo possideat, quò
 Reges Hispaniæ eas
 tenebant, & Rex
 Carolus II. inclytæ
 Memorix eas posse-
 dit, cum omnibus
 accessionibus, & de-
 pendentis, Urbi-
 bus, Oppidis, Vicis,
 feudis, prædiis, a-
 gris, censibus, redi-
 tibus, emolumentis,
 teloniis aliisque ve-
 ctigalibus, subsidiis,
 tributis, & collectis,
 fructibus jurisdic-
 tionis feudalis, ju-
 ribus domanialibus,
 & aliis quibuscun-
 que ac generaliter,
 quicquid sub nomine
 prædictarum ditio-
 num venit ac com-
 pre-

sexe en pleine Sou-
 veraineté & proprie-
 té, ainsi & de la ma-
 nière que les Rois
 d'Espagne les possé-
 doient & que les a
 possédez le Roi
 Charles II. de glo-
 rieuse mémoire, avec
 toutes leurs appar-
 tenances, dépendan-
 ces, villes, bourgs,
 fiefs, terres, fonds,
 cens, rentes, re-
 venus, péages de
 quelque nature qu'ils
 soient, subsides,
 contributions, colle-
 ctes, droits féodaux,
 Domaniaux & au-
 tres quelconques &
 généralement tout
 ce qui est compris
 sous le nom dudit
 pais & baillage;
 Cette cession ainsi
 faite, nonobstant
 toutes exceptions,
 pré-

prehenditur. Huic
 cessioni, prout facta
 est, nullæ obſtent
 exceptiones, præ-
 tensiones aliæve dif-
 ceptiones motæ vel
 movendæ, omnia-
 que pacta, Conven-
 tiones aut disposi-
 tiones præſenti Ar-
 ticulo quâcunque
 ratione contrariæ,
 pro nullis & invali-
 dis habeantur. Ser-
 vetur tamen Status
 Religionis Catholi-
 cæ in prædicto tra-
 ctu ac præfecturâ,
 æque ac in Regione
 ſupra nominatâ ces-
 ſis per omnia, plane
 uti fuit ſub domina-
 tione Regum Hiſ-
 panix, nec Domino
 Regi Boruſſiæ quic-
 quam in eo innovare
 liceat. Promittit quo-
 que Regia ſua Ma-
 je-

prétentions ou con-
 tradictions faites ou
 à faire; tous pactes,
 conventions, ou dif-
 positions contraires
 au préſent article é-
 tant cenſez nuls &
 de nulle valeur, à
 condition toutefois
 que l'état de la Ré-
 ligion Catholique
 ſubſiſtera dans les-
 dits païs & baillages,
 comme dans les
 païs ci-deſſus ce-
 dez, en tout & par
 tout, tel qu'il étoit
 ſous la domination
 des Rois d'Eſpagne,
 ſans que ledit Sei-
 gneur Roi de Pruſ-
 ſe y puiſſe rien chan-
 ger, Sa Majeſté Très-
 Chrétienne promet
 de faire fournir la Re-
 tification du Roi Ca-
 tholique de cet arti-
 cle & du 7. qui le
 Aa 5 pre-

jestas Christianissima se effecturam, ut præsens Articulus præcedensque septimus cessionem partis superioris Geldriæ, in favorem Regiæ suæ Majestatis Borussicæ factam continentes, intra duos Menses hodie subscriptionis Tractatûs hujus computandos, à Rege Catholico Rati habeantur, ejusque Rati habitio ritè extradatur.

IX.

Agnoscet Dominus Rex Christianissimus Dominum Regem Borussicæ, pro supremo Domino Principatûs Neocastri & Vallengicæ; promittit etiam ac spon-

précède, les deux contenant la cession d'une partie du Haut quartier de Gueldres faite en faveur de sa Majesté Prussienne, & de la délivrer dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature du présent Traité.

IX.

Le Roi Très-Christien reconnoît le Roi de Prusse pour Souverain Seigneur de la Principauté de Neuchâstel & Valengin, & promet pour luy & ses

ſpondet pro ſe ac ſucceſſoribus ſuis, ſe minimè turbaturum, ſiye directe, ſiye indirecte, Domini Regis Boruſſiæ, ejusque hæredum & ſucceſſorum tranquillam poſſeſſionem hujus principatûs, omniumque, quæ ad illum pertinent, aut ab eo dependent; tum etiam incolis ejusdem permiſſurum facultatem, per univerſum Galliæ Regnum, & terras ditioni Domini Regis Chriſtianiſſimi ſubjectas, iisdem juriſbus, immunitatibus, privilegiis & commodis fruendi, quibus incolæ ceterarum regionum Helvetiæ, & reliqui Nationis

ſes Succèſſeurs de ne point troubler ledit Roi de Pruſſe, ſes Héritiers & Succèſſeurs; ſoit directement ſoit indirectement dans la tranquille poſſeſſion de cet Etat & de toutes ſes appartenances, & dépendances, & de laiſſer jouir les habitants d'iceluy, dans tout le Royaume de France & les terres de la domination de ſa Majeſté Très - Chrétienne des mêmes droits, immunités, privilèges, & avantages, dont jouiſſent ceux des autres païs de la Suiſſe & le reſte de la nation Helvetique, & dont ils ont joui avant que le Roi de Pruſſe fut en

tionis Helveticæ
gaudent, quibusque
ipsi gavisi sunt, ante-
quam Dominus Rex
Borussiae possessionem
dicti Principatûs
Neo-Castri & Vallengiae
nactus esset.

Porro Dominus
Rex Christianissimus
se se obstringit,
se nullam prorsus
opem aut adjumen-
tum, sive directè
sive indirectè, cui-
piam è subditis suis
suppeditaturum es-
se, ad turbandum
Regiæ suæ Majesta-
tis Borussiae, Ejusve
hæredum & succes-
sorum quietam dicti
Principatûs Neo-
Castri & Vallengiae
possessionem.

X.

Cum Dominus
Rex

possession dudit E-
tat de Neufchâtel
& Valengin. Sa Ma-
jesté Très-Chrétien-
ne s'engage de plus
de ne donner aucun
aide ou secours di-
rectement ou indi-
rectement à aucun
de ses sujets pour
troubler sa Majesté
le Roy de Prusse,
ou ses Héritiers &
Successeurs dans la
possession de ladi-
te Principauté de
Neufchâtel & Va-
lengin.

X.

Comme ledit Sei-
gneur

Rex Borussiae nihil magis optet, quàm ut omnis; quæquidem prævideri potest, dissensionum materia atque occasio præscindatur ac tollatur, ipse pro se, hæredibus, ac successoribus suis, in favorem Domini Regis Christianissimi ejusque successorum, in perpetuum renunciat omni juri in Principatum A-rausionensem, Dynastias et loca successionis Cabillonensis & Chatelbelinensis, in Galliâ & Comitatu Burgundiae sita, cum Oneribus æque ac emolumentis omnibus, præsentibus ac futuris, absque ullâ exceptione, cò effectu, ut cuncta

in-

gneur Roi de Prusse ne souhaite rien tant que de prévenir en toute manière tout sujet & même toute occasion de mésintelligence, le-dit Seigneur Roi de Prusse renonce par le présent article tant pour lui que pour ses Héritiers & Successeurs à perpétuité en faveur dudit Seigneur Roi Très-Chrétien & de ses Successeurs, à tout droit sur la Principauté d'Orange & sur les Seigneuries & lieux de la Succession de Châlons & de Chastelbelin situées en France & dans la Comté de Bourgogne, avec les charges aussi-bien qu'avec les émolu-

A a 7

mens

inposterum ad Regiam suam Majestatem Christianissimam, ejus hæredes, ac successores, aliosque causam habentes pertineant.

Et ut majus robur huic renunciationi accedat, Dominus Rex Borussiae in se recipit, ac promittit sub fide & verbo Regis, se hæredibus defuncti Principis Nassovio-Frisii circa prætensionem eorum in dictum principatum & bona superius memorata, per æquipollens satisfactorum, ita ut Dominus Rex Christianissimus per dictos hæredes defuncti Principis Nassovio-Frisii in propri-

mens présens & futurs, sans rien réserver, pour le tout appartenir désormais à sa M. Très-Chrétienne, ses hoirs, Successeurs & ayant cause; Et pour plus grande validité de ladite Renonciation, ledit Seigneur Roi de Prusse se charge & promet en foi & parole de Roi de satisfaire les Héritiers du feu Prince de Nassau Frise, au sujet de leur prétention sur ladite Principauté, & lesdits biens énoncez cy-dessus, moyenant un équivalent, en sorte que sa Majesté Très-Chrétienne ne puisse être troublée, ni inquiétée par les Héritiers dudit feu Prin-

prietate & tranquillâ possessione ac usu dicti Principatûs Arausionensis ac bonorum memoratorum turbari aut inquietari nequeat. Iis qui inde emigrare volent, liberum sit, domicilium suum aliò, quocunque libebit, cum omnibus suis bonis mobilibus, intra unius anni spatium, à die Ratihabitionis præsentis Tractatûs computandum, absque ullo impedimento transferre. Quod verò ad bona eorum immobilia attinet, sive in dicto principatu Arausionensi, sive alibi sita sint, ea vendendi observato locorum usu, aut retinendi, & per Procurato-

Prince de Nassau Frise dans la propriété & paisible possession & jouissance de ladite Principauté d'Orange & desdits biens, d'où il sera libre à ceux, qui voudront se retirer, de transferer de là leur domicile ailleurs, où il leur plaira, avec tous leurs meubles sans aucun empêchement, dans l'espace d'un an, à compter du jour de la Ratification du présent Traité; Et pour ce qui est de leurs biens immeubles, soit dans ladite Principauté d'Orange, ou ailleurs, de les vendre conformément aux usages des lieux, ou de les retenir & faire ad-

ratores suos, donec vendita fuerint, administrandi libera ipsis facultas sit. Idem quoque illis, qui jam inde emigrarunt, permissum esto, nec ullum dictis venditionibus impedimentum adferatur.

Liberum sit denique Domino Regi Borussiae, nomen Principatus Arausionensis ei parti Geldriae, quae ipsi per Tractatum hunc cessa est, indere, atque insignia titulumque ejus retinere.

XI.

Consentiunt Dominus Rex Christianissimus & Dominus Rex Borussiae, ut Regina Magnae Britanniae

administer par leurs Procureurs, jusqu'à ce qu'ils soient vendus; Ce que pourront aussi faire ceux qui sont déjà sortis, sans qu'il soit porté aucun empêchement auxdites ventes. Au surplus il sera libre audit Seigneur Roi de Prusse de revêtir du nom de Principauté d'Orange, la partie de la Gueldres qui luy est cédée par le Traité fait aujourd'huy, & d'en retener le titre & les armes.

XI.

Ledit, Seigneur Roi Très-Chrétien & ledit Seigneur Roi de Prusse, consentent que la Reine de la

tanniæ, quæ per operam indefessam Legatorum suorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui conventui Ultrajectino interfuerunt, tantum momenti ad Pacis opus attulit, omnesque alii Reges ac Principes, quibus animus erit pari se vinculo obstringendi, Regiæ suæ Majestati Christianissimæ, & Regiæ suæ Majestati Borussiae promittere ac sese obligare queant ad fidem hujus Tractatus præstandam, quod omnia & singula, quæ in eo continentur, executioni dentur ac religiose observentur.

la Grande-Bretagne qui a tant contribué par les soins infatigables de ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires qui sont au Congrès d'Utrecht, à la Conclusion de la paix, & tous autres Potentats ou Princes qui voudront entrer dans de pareils engagements, puissent donner à sa Majesté Très-Chrétienne & à sa Majesté Prussienne leurs promesses & obligations de garantir de l'exécution & observation de tout le contenu au présent Traité.

XII.

Præfenti hoc Pacis Tractatu tam ex Majestatis suæ Christianissimæ, quam ex Majestatis suæ Borussiae parte comprehenduntur omnes tredecim Pagi Helvetiæ, cum omnibus eorum sociis ac foederatis, singulatim Principatu Neo-Castri & Valengia, Republica & civitate Geneva tum cum iis quæ ab eâ dependent, civitatibus item Sancti Galli, Mulhusiâ, & Biennâ, & septem Jurisdictionibus seu Decimis Valésianis, tum etiam Très-ligæ Rhæticiæ seu Grifones cum eorum dependentiis.

XIII.

XII.

Dans le présent Traité seront compris tant de la part de sa Majesté Très-Chrétienne que de la part de sa Majesté Prussienne tous les treize Cantons Suisses avec tous leurs Alliez, nommément la Principauté de Neuchastel & Valengin, la République & Cité de Geneve & ses dépendances, les Villes de St. Gal, de Mulhausen, & de Bienne, & les sept juridictions ou Dixaine de Valais, comme aussi les trois Ligues Grises & leurs dépendances.

XIII.

XIII.

Pacem hoc modo conclusam promittunt infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentarii, à Sacra Regiâ Majestâte Christianissimâ & Sacra Regiâ Majestâte Borussicâ Ratihabitum, & Ratihabitionum ritè confectarum tabulas intra quatuor hebdomadum spatium, ab hodiernâ subscriptionis die computandum, aut si fieri potest, citius, hic reciprocè ritèque commutatum iri.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem roburque, infrascripti, Regii Legati Extraordinarii &

XIII.

Cette paix ainsi conclue, les souffignez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires promettent de la faire ratifier par sa Majesté T.C. & par sa M. Prussienne, & d'en fournir & faire échanger icy les actes de Ratification dans l'espace de quatre semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foy de quoy & pour plus grande force, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ont sou-

scrit

& Plenipotentiarium præsens instrumentum Pacis suis manibus subscripserunt, Sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt Trajecti ad Rhenum die undecimo Aprilis, Anno Domini supra Millesimum Septingentesimum decimo tertio.

écrit de leurs mains propres, le présent traité & fait apposer leurs Cachets. Fait à Utrecht le 11. jour d'Avril l'an de grace 1713.

(L S) *Huxelles.*

(L S) *Mesnager.*

(L S.) *O. M. C. de Dönhoff.*

(L S.) *J. A. Marschalch de Biberstein.*

Articulus Separatus.

Article séparé.

Cum Legati Extraordinarii & Plenipotentarii Regis Christianissimi institerint vi conditionis, in quam conventum est Articulo secundo Tractatus hac ipsâ die nomine Regiæ suæ Majestatis Christianissimæ

Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de France ayant insisté en conséquence de ce qui est stipulé par le 2. article du traité signé aujourd'hui au nom de sa Majesté Très-Chrétienne d'une part

ex unâ & Regiæ
 suæ Majestatis Bor-
 ussiæ ex alterâ parte
 subscripti, ut Do-
 minus Rex Borussæ
 pariter copias suas
 ex urbe Rhenober-
 gâ intra tempus di-
 cto Art.culo præ-
 fatum removeret,
 Legati Extraordi-
 narii & Plenipoten-
 tiarii Regis Borus-
 siæ rati, se ejusmodi
 stipulationem sin-
 gularem haud posse
 inire eo quod ex
 parte Imperii non-
 dum pax icta sit,
 præsentibus Hisce
 declarant, prædictis
 Legatis Extraordi-
 nariis & Plenipo-
 tentiariis Franciæ
 Regem Borussæ
 præsidium suum ex
 dictâ civitate Rhe-
 nobergâ post con-
 clu-

part & la M. Prus-
 sienne de l'autre,
 pour que ledit Sei-
 gneur Roi de Prusse
 retirât pareillement
 ses troupes de la
 Ville de Rhinberg,
 au terme marqué
 par ledit article; Les
 Ambassadeurs Ex-
 traordinaires & Plé-
 nipotentiaires de
 Prusse jugeant ne
 pouvoir à présent
 entrer dans cette
 stipulation particu-
 liere à cause que la
 paix de l'Empire
 n'est point encore
 faite, déclarent par
 ces présentes aux-
 dits Ambassadeurs
 Extraordinaires &
 Plénipotentiaires de
 France, que le Roi
 leur Maître évacue-
 ra ladite Ville de
 Rhinberg, après la
 con-

clusionem pacis
proximè ab Imperio
faciendæ deductu-
rum'esse, salvis om-
nino prætensionibus
Regiæ suæ Maje-
statis Borusix con-
tra Archi-Episco-
pum Coloniensem
competentibus, qui
eodem tempore æ-
stimationem earum
cum Regiâ suâ Ma-
jestate expedite, ei-
demque satisfacere
tenebitur. Præsens
hic Articulus ean-
dem authoritatem
habebit, ac fide verbo
ad verbum ipsis pacis
tabulis insertus esset,
ac Rati habitationes ei
utrimque eodem
tempore, quo ipsi
Tractatui, acce-
dent; in cujus fi-
dem Legati Ex-
traordinarii & Ple-
ni-

conclusion de la
paix prochaine de
l'Empire, sans pré-
judice des préten-
tions que Sa Majesté
Prussienne a contre
l'Archevêque de
Cologne, lequel sera
obligé d'entrer la
dessus en même
tems en liquidation
& de satisfaire sadite
Majesté Prussienne.
Le présent article
aura la même force
que s'il estoit inseré
mot pour mot dans
le traité de Paix, &
les Ratifications en
seront fournies de
part & d'autre en
même tems avec
celles dudit Traité.
En foi de quoi
les Ambassadeurs
Extraordinaires &
Plénipotentiaires ont
souscrit de leurs
mains

nipotentarii præ-
sentem Articulum
suis subscriptionibus
ac Sigillis munive-
runt. Actum Utra-
jecti die 11. Aprilis
1713.

maines propres le
présent article & fait
apposer leurs Ca-
chets. Fait à Utrecht
le 11. d'Avril 1713.
(L. S.) Huxelles.
(L. S. Mesnager.

(L. S.) Huxelles.
(L. S.) Mesnager.

(L. S.) O. M. C. de
Dönhof.

(L. S.) Dönhoff.
(L. S.) Marschalch de
Biberstein.

(L. S.) J. A. Marschalch
de Biberstein.

Articulus Separatus.

Article séparé

Quandoquidem
Dominus Rex
Christianissimus ag-
novit habetque pro
Rege Dominum
Regem Borussiae,
eique omnes hono-
res cum Regiâ di-
gnitate conjunctos
impertire cupit, in
majus argumentum
pro-

Le Seigneur Roi
Très-Chrétien
ayant reconnu &
considérant comme
Roi, le Seigneur Roi
de Prusse, & lui vou-
lant bien accorder
tous les honneurs
attachez à la Dignité
Royale, pour don-
ner une marque en-
core

prolixi, quo in Regem Borussiae fertur, affectus, ac testaturus, quanti hoc incrementum dignitatis in ejusdem personâ faciat, Dominus Rex Christianissimus peculiari hoc Articulo declarat, promittit ac spondet, tam suâ & successorum suorum, quàm Serenissimi & Potentissimi Principis, Domini Philippi V. Regis Hispaniarum, ejusque successorum vice, vi facultatis sibi ab hoc datæ, se Regemque Catholicum abhinc & in perpetuum Domino Regi Borussiae, ejusque hæredibus & successoribus, Regibus Borussiae, Titulum Majestatis

plus grande de son affection pour ledit Roi de Prusse, & pour lui témoigner combien il estime en sa personne cette augmentation de dignité; sadite Majesté Très-Chrétienne déclare par cet article, & promet tant pour Elle que pour ses Successeurs & de la part du Sérénissime & Très-Puissant Prince & Seigneur Philippe V. Roi d'Espagne & de ses Successeurs en vertu du pouvoir qu'Elle en a, que sadite Majesté & le Roi Catholique donneront désormais & à perpétuité au Seigneur Roi de Prusse & à ses Successeurs Rois de

jestatis tributuros esse, nullâ unquam sub specie, nullâve occasione mutandum aut minuendum; Ministris etiam Regum Borussiarum primi & secundi ordinis, eosdem ubique honores, sive pridem usitatos, sive noviter introductos, perinde ac aliorum Regum Ministris, nullo prorsus discrimine faciendo, exhibituros esse. Cæterum hic Articulus separatus, cujus Ratihabitionem ex parte Domini Regis Catholici Dominus Rex Christianissimus recepit se intra duos menses curaturum, eandem vim habebit ac si de verbo ad

Tom. II.

ver-

de Prusse le titre de Majesté, sans jamais le changer ou diminuer sous quelque prétexte & en quelque occasion que ce soit. Comme aussi de faire rendre aux Ministres des Rois de Prusse du premier & second ordre les mêmes honneurs soit anciens, soit nouveaux, qu'on rend aux autres Ministres des Testes Couronnées, sans aucune différence. Au surplus cet article séparé, dont sa Majesté Très-Chrétienne se charge de faire fournir la Ratification dudit Roi Catholique dans le terme de deux mois, aura la même force que s'il étoit inséré mot pour

Bb

mot

verbum Instrumento
Pacis hac die con-
clusæ insertus esset,
& Ratificationes
ejus utrinque intra
idem tempus, quo
ipsius Tractatus, se-
quentur.

In cujus fidem
Legati Extraordi-
narii & Plenipoten-
tarii præsentem Ar-
ticulum suis mani-
bus subscripserunt,
Sigillisque suis mu-
niri curaverunt.

Actum Trajecti
ad Rhenum die un-
decimo Aprilis An-
no supra Millefi-
mum Septingente-
simum decimo ter-
tio.

mot dans le traité de
paix, & les Ratifi-
cations en seront
fournies de part &
d'autre en même
tems avec celles du-
dit traité. En foi
de quoi les Ambas-
sadeurs Extraordi-
naires & Plénipoten-
tiaires ont souscrit de
leurs mains propres
le présent article &
fait apposer leurs Ca-
chers. Fait à Utrecht
l'onzième jour d'A-
vril l'an de grace
1713.

(L S.) Huxelles.

(L S.) Menager.

(L S.) O. M. C. de
Dönhoff.

(L S.) J. A. Mars-
chalch de Bieberstein.

Plein-

Pleinpouvoir des Ambassadeurs
Extraordinaires & Plénipoten-
tiaires de France pour la
Paix à faire avec le Roi de
Prusse.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre , à tous ceux qui ces présentes Lettres verront, salut. Comme nous n'avons rien oublié depuis l'ouverture des Conférences, qui se tiennent à Utrecht , pour contribuer de tout nôtre pouvoir au rétablissement d'une Paix sincere & solide entre nous & les Princes & Etats , qui sont encore contre nous en Guerre ; que par la Misericorde Divine il y a lieu d'espérer , qu'elles se termineront heureusement , & voulant encore apporter tous nos soins par les moyens les plus prompts pour avancer un bien aussi désirable , & pour faire cesser au plutôt la désolation de tant d'Etats , & arrêter l'effusion du sang Chrétien , Nous confiant

Bb 2

en-

entièrement en la capacité , expérience , zele & fidelité pour nôtre service de nôtre très-cher & bien amé Cousin , le Marquis d'Huxelles , Maréchal de France , Chevalier de nos Ordres , & nôtre Lieutenant Général au Gouvernement de Bourgogne , & de nôtre cher & bien amé le Sieur Mefnager , Chevalier de nôtre Ordre de St. Michel , pour ces causes & autres bonnes considérations à ce nous mouvant , nous avons commis , ordonné & député , & par ces présentes signées de nôtre main commettons , ordonnons & députons lesdits Sieurs Marechal d'Huxelles & Mefnager , & leur avons donné & donnons Pleinpouvoir , Commission & mandement spécial en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plénipotentiaires , de conférer , négocier & traiter avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires de Prusse , revêtus de pouvoirs en bonne forme de la part de leur Maître , arrêter , conclure & signer tels Traités , Articles & Conventions , que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires aviseront bon être : Voulant qu'en cas d'absence de l'un d'eux par maladie ou par quelque autre cause

cause légitime, l'autre ait le même pouvoir de conférer, négocier, traiter, arrêter, conclure & signer tels Traités, Articles & Conventions, & qui conviendront au bien de la Paix, que nous nous proposons: En sorte que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires agissent en tout ce qui regardera la Négociation de la Paix avec la Prusse avec la même autorité, que nous ferions & pourrions faire, si nous étions présens en personne, encore qu'il y eût quelque chose, qui requit un mandement plus spécial non contenu en cesdites présentes. Promettant en foi & parole de Roi d'avoir agréable, tenir ferme & stable à toujours, accomplir & executer ponctuellement tout ce que lesdits Sieurs Maréchal d'Huxelles & Mésnager, ou l'un d'entre eux dans lesdits cas d'absence ou de maladie, auront stipulé, promis & signé en vertu du présent pouvoir; sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause, ou sous quelque prétexte que ce puisse être: Comme aussi d'en faire expedier Nos Lettres de Ratification en bonne forme, & de les faire délivrer pour être échangées

dans le tems, dont il sera convenu par les
 Traités à faire. Car tel est nôtre plaisir.
 En témoin de quoi nous avons fait met-
 tre nôtre Sçel à ces présentes. Donné à
 Versailles le quatriéme jour de Mars, l'an
 de grace mille sept cens treize, & de nôtre
 Regne le soixante dixiéme. Signé LOUIS.
 Et sur le Reply. Par le Roi COLBERT,
 & scellé du grand Seau.

*Mandatum Legatorum Extraordinariorum
 & Plenipotentiariorum Regis Borussiae.*

„ **N**os Fredericus Wilhelmus Dei gratiâ
 „ Rex Borussiae, Marggravius Bran-
 „ denburgensis, Sacri Romani Imperii
 „ Archi-Camerarius & Princeps Elector,
 „ Supremus Princeps Arausionensis, Novi
 „ Castri & Vallengiae; Magdeburgi, Cli-
 „ viae, Juliaci, Montium, Sættini, Po-
 „ meranie, Cassubiorum, Vandalorum
 „ & Megapolis, nec non in Silesia & Cros-
 „ nae Dux, Burggravius Norimbergen-
 „ sis, Princeps Halberstadii, Mindæ, Ca-
 „ mini, Vandaliae, Suerini, Raceburgi &
 „ Mursii, Comes Hohenzollerae, Ruppi-
 „ ni, Marcae, Ravensbergæ, Hohen-
 „ stei-

„steinii, Tecklenburgi, Lingæ, Sueri-
„ni, Buræ & Leerdami, Marchio Veh-
„ræ, & Vlissingæ, Dominus Raven-
„steinii, Rostochii, Stargardæ, Laven-
„burgi, Butoviæ, Arlaye & Brede.
„Universis & singulis, quorum interest
„aut interesse potest, constare volumus,
„quandoquidem inter auspicia novi, quod
„post decessum Divi Parentis Nostri bo-
„no cum Deo ordimur, Regni, nihil
„magis habeamus in votis, quam ut præ-
„sens bellum, quò Christianus orbis affli-
„gitur, promptâ & æquâ pace sopiri ac
„terminari possit, prædicti Divi Parentis
„Nostri vestigia prementes, tam salutare
„negotium ex nostrâ parte, quantum fieri
„potest, promoturi, confisi prudentiâ,
„experientiâ & fide Illustrissimi, sincerè
„nobis fidelis & dilecti Ottonis Magni
„S. R. Imperii Comitis à Dönhoff, tum
„etiam Illustris pariterque sincerè Nobis
„fidelis ac dilecti, Johannis Augusti Ma-
„rschalli de Bieberstein, Ministrorum,
„Nostrorum Statûs Intimorum, eosdem
„nominavimus, elegimus & constituimus,
„sicut & præsentibus hisce eligimus &
„constituimus Legatos Nostros Extra-
„ordinarios & Plenipotentarios ad Tra-
„B b 4 „ctatus

„Status Pacis Ultrajecti institutos. Com-
„mittimus autem & speciatum Mandamus
„prædictis Legatis Nostri Plenipoten-
„tariis, ut Pacis colloquia sive directè,
„sive interveniente operâ hinc forsan reci-
„piendorum Mediatorum instituant, &
„instituta continuent, cum Serenissimi,
„Potentissimi & Christianissimi Principis
„Domini Ludovici Franciæ & Navarræ
„Regis, Fratris, Cognati & Amici No-
„stri charissimi, ejusque Fœderatorum
„Legatis, Plenipotentariis & Deputatis,
„sufficienti mandato ad præsens bellum
„extinguendum, controversiasque, quæ
„eò spectant, per bonam & firmam pa-
„cem componendas, pariter munitis. Da-
„mus quoque plenam & absolutam pote-
„statem cum omni auctoritate & manda-
„to ad id necessariis, prædictis Legatis
„Nostri Plenipotentariis, conjunctim,
„vel undè illorum absente aut impedito,
„alteri, rebus omnibus & singulis, quæ
„in negotio pacis quâcunque ratione a-
„guntur, deliberantur, atque in commu-
„ne conferuntur, pro nobis nostroque
„nomine assistendi, & Pacis Tractatum
„continuandi, concludendi & signandi,
„inter Nos, & prædictum Regem Chri-
„stia-

„ftianiffimum ejusque Fœderatos ; om-
„nia quoque Instrumenta , quæ in eum
„finem requiri poffunt , conficiendi ,
„expediendi , extradendi , adeoque
„in univerfum agendi , promittendi ,
„ftipulandi, concludendi & signandi, Acta
„Declarationes , Pacta conventa commu-
„tandi , aliaque omnia ; quæ ad dictum
„Pacis Negotium pertinent , vigore hu-
„jus mandati faciendi, æquè, liberè & am-
„plè, uti præfentes ipfi id faceremus , vel
„facere poffemus , quocunque etiam spe-
„cialiori & expreffiori mandato , quàm
„quod præfentibus hisce continetur , ad
„illa opus vifum fuerit. Promittimus præ-
„terea & declaramus fide verboque No-
„ftro Regio, acceptum & gratum , fir-
„mum quoque & ratum habituros, quæ-
„cunque per dictos Legatos Nostros Ple-
„nipotentiariorum vel conjunctim vel fepa-
„ratim acta, conclusa, signata, extradi-
„ta vel commutata fuerint , obstringentes
„Nos hisce præfentibus ad expediendum
„Ratificationum Nostrarum Diplomata in
„decenti & folenni formâ , intraque tem-
„pus , prout convenerit.

„In quorum fidem & robur præfentes
manu noſtrâ ſubſcriptas Sigillo Noſtro

„ Dei gratia Galliarum & Navarræ Chri-
„ stanissimi Regis, Fratris & Cognati
„ Nostri charissimi, & nostros ad id de-
„ finatos Legatos Extraordinarios & Ple-
„ nipotentiarios, Pax & Amicitia tandem
„ conclusa, & ad ratificationem usque
„ Nostrum perfecta sit, formâ, modô &
„ tenore sequenti.

In nomine sacro sanctæ Trinitatis.

(*Sequitur Tractatus.*)

„ Cum igitur hæc omnia & singula per
„ nostros Legatos & Plenipotentiaros su-
„ pramemoratos nostro præscitu, jussu &
„ mandato ad illum modum, prout hic ver-
„ botenus inserta & descripta leguntur,
„ gesta, peracta, & conventa sint; Nos
„ ea omnia & singula, præhabitâ maturâ
„ & diligenti consideratione, & certâ
„ nostrâ scientia approbamus, ratificamus,
„ & confirmamus, rataque & firma esse &
„ fore virtute præsentium, declaramus,
„ simulque verbo Regio promittimus pro
„ Nobis, Nostisque & Regni Nostri Suc-
„ ces-

„cessoribus, Nos omnes & singulos su-
 „prâ descriptos articulos, & quidquid,
 „totâ hac pacis conventionē continetur,
 „firmiter, constanter & inviolabiter ser-
 „vaturos, atque executioni mandatu-
 „ros, nullâque ratione vel per Nos, vel per
 „alios, ullo unquam tempore ei contra-
 „venturos, aut ut per alios contravenia-
 „tur, passuros, quocunque id fieri possit
 „modô. In quorum omnium testimo-
 „nium & fidem, sigillum nostrum Regium
 „majus huic diplomati manu nostrâ sub-
 „scripto appendi fecimus. Datum Co-
 „loniæ ad Spream, die xvij. Mensis Apri-
 „lis, anno reparatæ salutis MDCC, XIII.
 „& Regni nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

*Ratificatio Articuli separati de Regiâ
 Dignitate.*

„**N**os Fredericus Wilhelmus Dei gra-
 „tiâ Rex Borussiæ (*totus Titulus*)
 „notum facimus omnibus & singulis præ-
 „sen-

„sentes, literas, inspecturis, lecturis, vel
„audituris aut quomodocunque infrà
„scriptorum notitia ad ipsos pervenire po-
„terit; Cum occasione pacis inter Sere-
„nissimum, & Potentissimum Principem
„Dominum Ludovicum XIV. Dei gra-
„tiâ Galliaë & Navarraë Regem Chri-
„stianissimum, Fratrem, & Cognatum
„Nostrum charissimum ex unâ & Nos ex
„alterâ parte per Nostros ad id deputa-
„tos Legatos & Plenipotenxiarios Tra-
„jecti ad Rhenum die xj. currentis men-
„sis Aprilis initæ, sacra Regia Christia-
„nissima Majestas de Regiâ dignitate Do-
„mui Nostræ pridem illatâ, cum plenis
„honoribus agnoscendâ, articulo separa-
„to sese erga nos declareverit formâ & mo-
„dô sequenti.

(Sequitur Articulus Separatus.

„Quod nos hanc Serenissimi & Poten-
„tissimi Galliarum Regis declarationem
„grato acceptaverimus animo, prout
„eandem optimo quo fieri potest modo,
„vi & vigore præsentium acceptamus
„verbo fideque Regiâ promittentes, Nos
hanc

„ hanc sacræ suæ Christianissimæ Majesta-
 „ tis in nos Domumque Nostram testatam
 „ benevolentiam omni mutui affectûs ami-
 „ citiæque studio pensaturos esse. In cu-
 „ jus fidem & Testimonium, sigillum no-
 „ strum majus huic Diplomati manu nostrâ
 „ subscripto appendi fecimus. Datum
 „ Colonix ad Spream die xvij. Mensis Apri-
 „ lis, anno post Christum natum MDCC.
 „ XIII. & Regni Nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

*Ratificatio Articuli separati Urbem
 Rhenobergam conernentis.*

„ **N**os Fredericus Wilhelmus Dei gra-
 „ tiâ Rex Borussiae (*totus Titulus*)
 „ notum facimus omnibus, & singulis præ-
 „ sentes literas inspecturis, lecturis, vel
 „ audituris, aut quomodocunque infrâ
 „ scriptorum notitia ad ipsos pervenire po-
 „ terit, quod occasione pacis inter Sere-
 „ nissimum, & Potentissimum Principem
 „ Dominum Ludovicum XIV. Dei gra-
 „ tiâ

„tiâ Galliaë & Navarraë Regem Christianif-
 „simum, Fratrem & Cognatum Nostrum
 „charissimum ex unâ & nos ex alterâ parte,
 „per Nostros ad id deputatos Legatos &
 „Plenipotentiarior Trajecti ad Rhenum
 „die xj. Currentis Mensis Aprilis initæ,
 „Articulo separato de Urbe Rhenobergâ
 „peculiariter conventum sit, formâ, mo-
 „do, ac tenore sequenti.

(Sequitur Articulus separatus.

„Nos hunc Articulum, præhabitâ ma-
 „turâ & diligenti consideratione, & certâ
 „scientiâ nostrâ approbare, ratificare, &
 „confirmare, ratumque, & firmum habe-
 „re, prout illum virtute præsentium op-
 „timo quo id fieri potest modo approba-
 „mus, ratificamus, & confirmamus;
 „Verbo Regio pro Nobis Nostrique &
 „Regni nostri Successoribus promittentes,
 „Nos Articulum hunc & quicquid illo con-
 „tinetur, firmiter constanter, & inviolabi-
 „ter, servaturos, atque executioni man-
 „datuos, nullâque ratione vel per Nos
 „vel per alios ei contraventuros, aut ut per
 „alios contraveniatur passuros, quocunque
 „id

„ id fieri possit modo. In cuius fidem testi-
 „ moniumque, sigillum Nostrium Majus
 „ huic Diplomati Manu Nostrâ subscripto
 „ appendi fecimus. Datum Coloniae ad
 „ Spream die xvij Mensis Aprilis, anno
 „ post Christum natum MDCC. XIII. &
 „ Regni nostri primo.

F. WILHELMUS R.

ILGEN.

*Ratification du Roi Philippe, par laquelle
 sa Majesté Catholique ratifie le 7. & 8.
 Article du Traité fait avec le Roi de Prusse.*

Don Philippe par la Grace de Dieu,
 Roi de Castille, de Léon, d'Arragon,
 des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre,
 de Grenade, de Toledé, de Valence, de
 Galice, de Majorque, de Seville, de Sar-
 daigne, de Cordouë, de Corsique, de
 Murcie, de Jaën, des Algraves, d'Al-
 ger, de Gibraltar, des Isles de Canarie,
 des Indes Orientales & Occidentales, Isles
 & terre ferme de la Mer Oceane, Archi-
 Duc d'Autriche, Duc de Bour-gogne, de
 Bra-

Brabant & de Milan, Comte d'Apsburg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour, ayant mis entre mes mains, les Copies de deux Articles sept & huit du Traité conclu par le Sérénissime Seigneur, Roi Très-Chrétien mon Ayeul, avec le Roy de Prusse, réglé & signé à Utrecht, le onze d'Avril de la présente année 1713., par les Ministres Plénipotentiaires de ces deux Puissances, desquels deux Articles la teneur est à la lettre, comme il suit.

Art. 7.

La partie du haut quartier de Gueldre, dite Gueldre Espagnole, que possède & occupe le Seigneur Roy de Prusse, nommément la Ville de Gueldre, les préfectures, villes, bourgs, fiefs, terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils soyent, subsides, contributions & collectes, droits féodaux, domaniaux & autres quelconques, & gé-

néralement tout ce qui j'est compris dans cette partie du haut quartier de Gueldre, que ledit Seigneur Roi de Prusse, occupe & possède actuellement, avec tout ce qui y appartient & en dépend, sans rien excepter, lui est cedée à perpetuité par sa Majesté Très-Chrétienne, en vertu du pouvoir qu'Elle en a du Roi Catholique, & demeurera aud. Seigneur Roi de Prusse, ses Héritiers & Successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine propriété & Souveraineté, ainsi & de la manière, que tout ce que dessus a été possédé par les Rois d'Espagne, & que l'a possédé le Roy Charles second de glorieuse Mémoire; nonobstant toutes exceptions, prétensions ou contradictions, faites ou à faire, pour troubler ledit Seigneur Roy de Prusse dans la paisible possession de ladite partie cy dessus cedée; tous pactes, conventions ou dispositions contraires, étant censez nuls & de nulle valeur; cette cession ainsi faite avec cette clause expresse, que l'état de la Religion Catholique subsistera dans lesdits lieux cedez en tout & par tout, tel qu'il étoit avant leur occupation & sous la domination des Rois d'Espagne, sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer.

Art.

Art.

Pareillement sa Majesté Très-Chrétienne cede à perpétuité à sadite Majesté Prussienne, en vertu du pouvoir, qu'Elle en a du Roi Catholique, le haut quartier de Gueldre, le Pais de Kessel, & le Baillage de Krieckenbek, pour le posséder lui & ses Héritiers & Successeurs de l'un & de l'autre sexe, en pleine Souveraineté & propriété, ainsi & de la manière, que l'a possédé le Roi Charles second de glorieuse Mémoire, avec toutes leurs appartenances & dépendances, villes, bourgs, fiefs, terres, fonds, cens, rentes, revenus, péages de quelque nature qu'ils soient, subsides, contributions, & collectes, droits féodaux & domaniaux & autres quelconques, & généralement tout ce qui est compris sous le nom dudit Pais & Baillage. Cette cession ainsi faite, nonobstant toutes exceptions, prétensions ou contradictions, faites ou à faire; tous pactes, conventions ou dispositions contraires étant censez nuls & de nulle valeur; à condition toutefois, que l'état de la Religion Catholique subsistera dans

lesdits Pais & Baillages, comme dans les Pais cy-dessus cedés, en tout & par tout, tel qu'il étoit sous la domination des Rois d'Espagne, sans que ledit Seigneur Roi de Prusse y puisse rien changer. Sa Majesté Très-Chrétienne promet, de faire fournir la Ratification du Roi Catholique de cet Article & du 7. qui le précède, les deux contenant la cession d'une partie du haut quartier de Gueldre faite en faveur de Sa Majesté Prussienne, & de la délivrer dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature du présent Traité.

C'est pourquoy ayant veu & examiné lesdits Articles, je les ai approuvés & ratifiés, comme en vertu de la présente, je les approuve & ratifie, en la meilleure & plus ample forme que je puis; promettant en ma foi de ma parole Roiale, de les accomplir entièrement, suivant ce qui y est contenu & exprimé. Et à cet effet j'ay ordonné d'expedier la présente signée de ma main, sellée de mon Sceau secret & contresignée par mon sousigné Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. de May mil sept cens treize.

MO LE ROY.

D. Manuel de Vadillo y Velasco.

R.

Ratification du Roi Philippe , par laquelle sa Majesté Catholique ratifie l'Article séparé du Traité fait avec le Roi de Prusse.

Don Philippe par la Grace de Dieu , Roi de Castille , de Léon , d'Arragon , des deux Siciles , de Jerusalem , de Navarre , de Grenade , de Toledé , de Valence , de Galice , de Majorque , de Seville , de Sardaigne , de Cordouë , de Corfique , & de Murfie , de Jaen , des Algarves , d'Alger , de Gibraltar , des Isles de Canarie , des Indes Orientales & Occidentales , Isles & terre ferme de la Mer Oceane, Archi-Duc d'Autriche, Duc de Bourgogne , de Brabant & de Milan. Comte d'Àpsburg, de Flandres, de Tirol, & de Barcelone , Seigneur de Biscaye , de Molina , &c.

Le Marquis de Bonac, Envoyé de France en cette Cour , ayant mis entre mes mains la copie de l'Article séparé du Traité conclu par le Sérénissime Seigneur le Roi Très-Chrétien , mon Ayeul , avec le

C c 3 Roi

Roi de Prusse, réglé & signé à Utrecht le onzième d'Avril de la présente année 1713. par les Ministres Plénipotentiaires de ces deux Puissances, duquel Article séparé la teneur est à la lettre comme il suit.

Le Seigneur Roi Très-Chrétien ayant reconnu & considérant comme Roi, ledit Seigneur Roi de Prusse, & lui voulant bien accorder tous les Honneurs attachez à la Dignité Royale, pour donner une marque encore plus grande de son affection pour ledit Roy de Prusse, & pour lui témoigner, combien il estime en sa personne cette augmentation de Dignité, Sa dite Majesté Très-Chrétienne déclare par cet Article & promet, tant pour Elle, que pour ses Successeurs, & de la part du Sérénissime & Très-Puissant Prince & Seigneur Philippe cinq, Roi d'Espagne, & de ses Successeurs, en vertu du pouvoir qu'Elle en a, que Sa dite Majesté & Roi Catholique donneront désormais & à perpétuité au Seigneur Roi de Prusse & à ses Héritiers & Successeurs Rois de Prusse, le Titre de Majesté, sans jamais le changer ou le diminuer sous quelque prétexte, & en quelque occasion que ce soit. Comme aussi de faire rendre aux Ministres des Rois
de

de Prusse du premier & second ordre, les mêmes Honneurs soit anciens, soit nouveaux qu'on rend aux autres Ministres des Têtes Couronnées, sans aucune différence. Au surplus, cet Article séparé, dont Sa Majesté Très-Chrétienne se charge de faire fournir la Ratification dudit Roi Catholique dans le terme de deux mois, aura la même force que s'il estoit inseré mot pour mot dans le Traité de Paix, & les Ratifications en seront fournies de part & d'autre en même temps avec celle dudit Traité. En foi de quoi les Ambassadeurs Extraordinaires & Plénipotentiaires ont souscrit de leurs mains propres le présent Article & fait aposer leurs Cachets. Fait à Utrecht le onzième Avril l'an de grace mil cept cens treize.

(*L. S.*) *Huxelles.* (*L. S.*) *O. M. C. de Dönhof.*
 (*L. S.*) *Mesnager.* (*L. S.*) *J. A. Marschalch de*
Biberstein.

C'est pourquoi aiant vû & examiné ledit Article, je l'ay approuvé & ratifié, comme en vertu de la présente je l'approuve & ratifie en la meilleure & plus ample forme que je puis, promettant en foi de ma pa-

Royale, de les accomplir entièrement, suivant ce qui y est contenu & exprimé, & à cet effet j'ay ordonné d'expédier la présente signée de ma main, sellée de mon sceau secret, & contresignée par mon sousigné Secrétaire d'Etat. Donné à Madrid le 2. May, mil sept cens & treize.

MOY LE ROY.

D. Manuel de Vadillo y Velasco.

Copie de l'inclusion des Loüables Cantons Evangeliques & de leurs Alliés, dans le Traité de Paix de Sa Majesté la Reine de la Grande-Bretagne avec le Roi Très-Chrétien, conclu à Utrecht le 11 Avril 1713.

[ANNA R.] Dupplicatum.

ANNA, Dei Gratiâ Magnæ Britanniae, Franciæ & Hiberniæ Regina, Fidei Defensor, &c. Omnibus & Singulis ad quos præsentès Literæ pervenerint Salutem.

Quandoquidem articulo vigesimo octavo Tractatus Pacis & Amicitiae Trajecti ad Rhenum die ^{trigesimo primo}_{undecimo} Mensis ^{Martii}_{Aprilis} proximo præterlapsi inter Nos & Serenissimum ac Potentissimum Principem Ludovicum Decimum quartum Regem Christianissimum per Legatos utrinque Extraordinarios ac Plenipotentarios conclusi, cautum conventumque sit, ut sub Tractu prædicto comprehendantur illi, qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra

tra sex menses postea ab una alteraque parte ex communi consensu nominati fuerint. Nos igitur ut Studii nostri favorisque eximii monumentum habere possint Respublicas sive Cantones Helvetiæ Evangelicos, Nempe Tiguri, Bernæ, Glaronæ Basiliæ, Schaffhusii & Abbatiscellæ, unà cum omnibus & Singulis quos interesse respectivè habent Fœderatis, Republica Scilicet & Civitate Genevensi; cum suis dependentiis, Principatu Novi-Castri & Valengix, Civitatibus Sancti-Galli, Mulhusii & Biennæ, atque Ligis Rhæticis sive Grisonibus Sociatis, cum suis dependentiis, nominavimus sicut perpræsentem nominamus; Et vi articuli supramemorati dictas Respublicas Cantones, Civitates, Principatum, Ligasque, unà cum Confœderatis & depentiis respectivè suis, sub præfato Pacis & Amicitix Tractatu omni meliori modo & formâ comprehendimus, & pro reverà comprehensis habemus; Ita ut beneficio prorsus eodem, plenaque securitate, & omnibus Pacis Commodis utantur, fruanturque perinde ac si ipsimet Tractatui nominatim inserti fuissent. In quorum omnium Testimonium & Fidem præsentem manu Nostra

touchant la Paix d'UTRECHT. 621
stra Regiâ signatas Comuni Nostro sig-
gillo muniri iussimus. Dabantur in Pala-
tio Nostro apud Kinsington Vigesimo die
mensis Julii, Anno Domini Millesimo
Septingentesimo decimo tertio, Regni-
que Nostri duodecimo.

Ad Mandatum Serenissimæ
Dominæ Reginæ

signé

(L. S.) *BOLINGBROKE.*

Let.



